

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

L'ABBAYE DE GELLONE au Diocèse de Lodève

DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Es-Sciences Economiques)

PAR

Pierre TISSET

Docteur en droit (ès-Sciences juridiques)

Lauréat de la Faculté (Mentions)

Prix de Thèse 1922

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933

L'ABBAYE DE GELLONE
au Diocèse de Lodève

DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

VALÉRY, Correspondant de l'Institut, Doyen honoraire, professeur de Droit Commercial.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, Assesseur, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Économie Politique

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Économie politique.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

PÉTRAU-GAY, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

Jury : MM. GUENOUN, Président.

VALÉRY	}	assesseurs.
PÉTRAU-GAY		

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ABBAYE DE GELLONE au Diocèse de Lodève

DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Es-Sciences Economiques)

PAR

Pierre TISSET

Docteur en droit (ès-Sciences juridiques)

Lauréat de la Faculté (Mentions)

Prix de Thèse 1922

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1933



Dans le département de l'Hérault, entre Montpellier et Lodève, à trente kilomètres environ au nord-ouest de Montpellier, à sept kilomètres au nord d'Aniane dont le sépare le cours de l'Hérault, se trouve le village de Saint-Guilhem-le-Désert ; il est situé dans une vallée parcourue par un ruisseau, le Verdus, qui, « se précipitant de la montagne, creuse dans l'Hérault un gouffre noir »¹. L'église paroissiale de Saint-Guilhem-le-Désert est l'ancienne église abbatiale du monastère bénédictin qui fut le noyau du village et qui se perpétua en cet endroit du ix^e au xviii^e siècle.

L'abbaye possédait d'importantes archives qui malheureusement ont été détruites à plusieurs reprises et dispersées² ; il ne nous reste guère pour le moyen-âge que quelques chartes qui figurent à la layette de Gellone, aux Archives de l'Hérault, série H, et le Cartulaire conservé aux mêmes Archives et publié par MM. Alaus, Cassan et Meynial. L'abbaye a été en effet illustre de bonne heure à cause de la personnalité de son fondateur, saint Guilhem, que les trouvères ont chanté sous le nom de Guillaume d'Orange³ ; à cause aussi de sa situation géographique sur le chemin de

1. J. Bédier. *Les Légendes épiques. Recherches sur la formation des chansons de geste*, I, p. 108.

2. Il y eut, en effet au moins deux catastrophes, l'incendie qui provoqua la pancarte d'Alexandre II, en 1066, et la destruction systématique à laquelle se livrèrent les Huguenots, lorsqu'ils envahirent le monastère au xvi^e siècle, en 1560, dit dom Magnan, un peu avant 1570, dit dom Sort, tous deux annalistes de Gellone. Les archives paraissent également avoir été dispersées, soit au moment de la réunion de l'abbaye à la mense épiscopale de Lodève, soit au moment de la Révolution, malgré l'inventaire qui en avait été fait en 1783.

3. Guilhem est probablement déjà honoré comme un saint dès les environs du x^e siècle ; v. Cartulaire, ch. 113 (*H.d.L.*, V, 192) ; 9 (*ibid.* 240) et 30 (*ibid.* 340).

Saint-Jacques. La démonstration de ces choses n'est plus à faire et nous nous bornerons à renvoyer au magistral ouvrage de M. J. Bédier, *Les Légendes épiques. I. Le Cycle de Guillaume d'Orange*.

Gellone — tel fut en effet le nom originaire de la vallée et du monastère — est encore connue des historiens pour être une pierre d'achoppement et un signe de division : elle eut en effet de singuliers démêlés avec l'abbaye d'Aniane, sa voisine, qui prétendait exercer sur elle les droits d'une abbaye sur une *cella* et la ramener dans sa dépendance et son obéissance.

Il est certain qu'Aniane et Gellone furent l'une pour l'autre abbaye-mère et abbaye-fille, mais non point, d'après nous, dans le sens des fondations de Cîteaux. Gellone tira son origine d'Aniane, mais ne paraît pas lui avoir jamais été subordonnée. Si Aniane voulut un jour, par des moyens qui nous sembleraient actuellement critiquables, se donner les apparences du bon droit, sice faisant elle déploya un appareil littéraire et diplomatique plus impressionnant que sincère, auquel — soit dit en passant — il fut répondu de même encre, le débat apparaît nettement tranché à la fin du *xi^e* siècle avec une bulle d'Urbain II consacrant l'indépendance des fils de saint Guilhem. Ce document fut confirmé quelques années plus tard par des bulles non équivoques des papes Calixte II, Eugène III et Alexandre III.

Mais le souvenir de la querelle reste encore vif au *xviii^e* siècle, ce qui n'est guère surprenant, puisque Mabilon (comme plus tard les frères Sainte-Marthe et doms Devic et Vaissète) sur le vu de diplômes et de textes que nous discuterons en leur temps, concluait à la sujétion de Gellone et à son érection en abbaye libre au plus tôt par la décision du pape Urbain. Cela explique que dom Sort, prieur claustral, et un anonyme que nous pouvons, semble-t-il, reconnaître pour dom Jean Magnan, rédigeant chacun par devers soi les Annales de Gellone, tiennent à démontrer l'indépen-

dance de leur monastère et à rappeler qu'il ne relève que du seul Siège apostolique.

L'histoire de Gellone, de sa fondation vers 804, jusqu'après l'époque où le Cartulaire fut définitivement constitué et ne reçut plus d'additions ⁴, telle est la tâche que nous nous sommes proposée.

Nous avons limité nos recherches à la fin du ^{xiii}e siècle, tout d'abord parce que cette date marque le terme d'une des grandes périodes de l'histoire et que, pour Gellone, elle indique à n'en pas douter la fin de la plus brillante époque. D'autre part, le contrôle du Cartulaire venant à manquer, nous nous serions trouvé, si nous avions voulu poursuivre nos investigations, dans la quasi-nécessité d'éditer tout simplement, avec peut-être quelques additions çà et là, les *Annales* de dom Sort, ce qui ne nous a pas paru s'imposer.

Écrire de l'abbaye une histoire complète dans les cinq premiers siècles de son existence est un espoir que l'état des documents ne permet pas de conserver longtemps : c'est sur quelques îlots, si nous osons dire, qui émergent de place en place dans un océan d'oubli et de silence, que notre attention a dû se concentrer. Aussi bien avons-nous préféré, après avoir étudié la vie du fondateur et sa famille ⁵, chercher à élucider le problème si complexe des rapports entre Gellone et Aniane ; ensuite de quoi nous avons pu dresser un historique des abbés. Le plus souvent nous avons signalé dans cette nomenclature les événements importants que nous connaissions dans la vie de l'abbaye, mais nous avons cru possible et préférable d'étudier quelques-uns de ces faits d'une façon plus synthétique, afin d'en tirer, s'il y avait lieu, des considérations juridiques. Nous les avons donc groupés sous quelques rubriques essentielles : l'abbaye dans ses rapports avec les puissances temporelles ; l'abbaye et les puissances spirituelles ; le fonctionnement intérieur

4. Le dernier acte du Cartulaire par ordre chronologique est une charte de 1236.

5. Ce qui est d'ailleurs nécessaire pour la critique de certains documents.

du monastère, ses officiers claustraux et forains, l'administration des biens ⁶.

Nous avons dû nous borner pour le présent à ces recherches sur l'histoire même de l'abbaye, mais nous espérons pouvoir sous un avenir prochain publier les remarques que nous a suggérées une étude approfondie du Cartulaire sur la composition juridique du patrimoine de l'abbaye, c'est-à-dire tout d'abord sur les actes juridiques modifiant ce patrimoine : donations, ventes, échanges, *pignora*, *quirpitiones*, transactions et compromis ; — puis sur la condition des hommes de l'abbaye, les dîmes et revenus ecclésiastiques, les diverses tenures, le *fevum* et les baux à cens, les baux divers : complant et acapte ; — enfin sur l'exercice de la seigneurie justicière, c'est-à-dire tant sur les banalités et les maltôtes que sur la justice même de l'abbaye ⁷.

Je tiens à remercier ici les personnes à qui, pour ce travail, je dois ma reconnaissance, tout d'abord M. le Professeur Ed. Meynial qui a rendu cette étude possible, en tout cas infiniment plus commode, par l'édition qu'avec MM. Alaus et Cassan il a donnée du Cartulaire ; ensuite M. O. de Dainville, archiviste de l'Hérault, dont la complaisance et l'érudition ont grandement facilité mes recherches. Je dois une spéciale gratitude à M. Léonce Auzias, agrégé de l'Université, qui a bien voulu me faire bénéficier de sa

6. Nous avons délibérément écarté de nos recherches toute enquête systématique sur l'étendue des biens de l'abbaye et sa situation économique ; il nous a paru en effet qu'en dehors des indications contenues dans les pancartes — notamment dans celle que nous publions — un inventaire plus précis exigeait de longs efforts pour un résultat assez mince. On sait par les actes quel bien rentre dans le patrimoine de l'abbaye et à quel moment, on ignore à peu près toujours quand il en sort ou quand il passe aux mains de tel bayle ou de tel seigneur gardien, si bien que le Cartulaire au point de vue économique représente non point l'état précis de la fortune de l'abbaye, mais plutôt le courant de richesses qui a traversé son patrimoine. — Prévenons enfin le lecteur qu'il ne trouvera dans le présent travail aucune recherche proprement archéologique.

7. Nous comptons présenter dans la même étude diverses notations sur la forme des actes du Cartulaire, par ex. sur la formule *de voce fundis possessionis* et les formules initiales, sur les imprécations, sur les témoins, les souscripteurs et les auteurs des actes.

profonde connaissance du haut moyen-âge en Languedoc ; à Mlle J. Favre qui m'a communiqué avec libéralité les précieuses bonnes feuilles de sa thèse manuscrite pour l'École des Chartes (promotion de 1933) ; enfin à M. Jean Combes, agrégé de l'Université, qui a eu l'obligeance de revoir les épreuves de ce livre et à qui je suis redevable de la table alphabétique qui termine le volume.

CHAPITRE PREMIER

SAINT GUILHEM

D'après tous nos documents, l'abbaye de Gellone fut fondée et dotée par un comte Guilhem qui fit souche d'une nombreuse famille et fut notamment le père du fameux marquis Bernard de Septimanie, le beau-père de cette Dhuoda qui écrivit à l'usage de son fils le *Manuel* que l'on connaît.

§ 1. — Les chansons du cycle de Guillaume d'Orange et notamment le *Moniage Guillaume* nous donnent sur la vie du comte et son entrée en religion quantité de précisions, qui ne sont sans doute pas toujours erronées, mais trop souvent fantaisistes ou syncrétistes¹. Il convient de rechercher ce qu'une critique historique rigoureuse peut retenir et affirmer sur le comte Guilhem. Aussi bien pourrions-nous faire notre profit des remarquables travaux qui ont déjà singulièrement élucidé la question.

Il semblerait dès l'abord que l'on possède une mine de

1. Il est resté trois traits historiques dans la légende : les batailles autour de Narbonne, l'entrée de Guilhem en religion et le nom de sa femme Guibourc. (Révillout, *Etude historique et littéraire sur l'ouvrage latin intitulé : Vie de Saint Guillaume*, p. 503).

renseignements, à contrôler certes, mais qui constitueraient le point de départ des recherches, dans la *Vita Si Guillelmi* ² publiée par Mabillon dans ses *Acta Sanctorum* ³. A. Molinier dans l'*Histoire de Languedoc* ⁴ tient encore cette œuvre pour écrite en grande partie au ix^e siècle et refondue au xi^e, avec ajout de quelques récits légendaires. Mais Révillout a nettement démontré que la *Vita Willelmi* n'est qu'un remaniement, rédigé dans les trente premières années du xii^e siècle, d'un passage de la *Vita Benedicti* qu'Ardon a consacrée à célébrer la mémoire de saint Benoît d'Aniane ⁵; ce remaniement est d'ailleurs un démarquage : on a eu soin de supprimer tout ce qui pouvait concerner Aniane et son fondateur, saint Benoît ; on a aussi emprunté aux chansons de geste tout ce qui pouvait rehausser la physionomie de saint Guilhem, — ainsi que l'ont noté Pückert ⁶ et M. Bédier ⁷ — sans aucun souci de la vérité historique, puisqu'on relate la prise d'Orange sur les Sarrasins et leur prétendu roi Thibaut.

Mais, chose plus grave encore, le passage même de la *Vita Benedicti* où l'on pensait que saint Ardon avait en fidèle disciple scrupuleusement retracé les rapports de son maître, Benoît d'Aniane, avec Guilhem de Gellone, est lui aussi interpolé ; Pückert ⁸ l'a nettement établi ; on nous

2. Mss. 16 de la Bib. mun. de Montpellier.

3. *Acta SS o.s. B. saec. IV, Pars Prima*, p. 70 : *Vita s. Willelmi Ducis æmonachi Gellonensis in Gallia. Auctore gravi anonymo qui saec. IX vixisse videtur. — Ex mss. Gellonensi et Compendiensi, et ex editione Stengeliana.*

4. I, 884, n. 2.

5. c. 30, *Mon. Germ. hist. SS. XV*, p. 211. — c. 42, in Mabillon, *Acta saec. IV, pars I*, p. 192 ; Révillout, pp. 518-536. — On s'accorde actuellement à considérer la *Vita Willelmi* comme rédigée au début du xii^e siècle ; on s'appuie pour cela sur un témoignage d'Orderic Vital au VI^e livre de son, *Hist. Ecclesiast.* composée entre 1139 et 1141, cf. Révillout, p. 506 et Bédier, p. 118.

6. *Aniane und Gellone*, p. 111. Pückert a très bien marqué la dépendance de la *Vita Will.* de documents provenant d'Aniane, soit la *Vita Bened.*, soit le *Chronicon Anianense*, ainsi que l'impossibilité de certains traits de la *Vita Will.* au temps de Charlemagne (p. 117, n. 12).

7. pp. 126-132.

8. pp. 107-110.

permettra d'indiquer brièvement de quelle manière : tout d'abord par un argument de texte, le début du chap. 31 de la *Vita*⁹ s'enchaînant parfaitement à la fin du chap. 29 et beaucoup moins bien au chapitre 30. D'autre part, saint Guilhem semble n'être ici qu'un reflet de saint Benoît ; pas un mot n'est dit de ses prouesses guerrières, qui ont cependant une incontestable réalité, alors que l'histoire est muette sur les exploits de Benoît dans le siècle ; au contraire Guilhem a les mêmes vertus et pose les mêmes actes que Benoît dans sa vie monacale : veillées, services à la cuisine, paupvreté des habits, don des larmes, austères macérations modérées par les supérieurs ; il y a là de véritables doublets.

Mais, ce qui est décisif, Ardon, ou plutôt ceux qui ont pris sa place, parlent ici d'un comte bénéficiaire comme d'un comte héréditaire : Guilhem, lors de sa prise d'habit, distribue ses comtés à ses fils, ce qui est manifestement impossible à la date que l'on assigne à cette vêtue, en 806, également impossible d'ailleurs au moment où Ardon écrit, sous Louis le Pieux, en 823¹⁰. Notons-le au surplus, dans ce passage, Benoît, qui cependant vient à peine de mourir (en 821), est à deux reprises qualifié de *beatus*, ce qui ne se reproduit nulle part ailleurs dans l'ouvrage. Enfin, tandis que toutes les fondations de saint Benoît sont, au

9. Dans l'édition des *Monumenta Germ. Hist.* — V. ci-dessus n. 5.

10. D'ailleurs on peut tenir pour établi que Bego, gendre de Charlemagne, comte de Paris, fut comte de Toulouse en 806, soit après la profession de Guilhem (v. Calmette, *Comtes de Toulouse inconnus* dans *Mélanges F. Lot*, 1925). — Rampon fut, également avant Bernard, marquis de Gothie, sans doute de 818 à 825 (Calmette, *Rampon, comte de Gérone et marquis de Gothie sous Louis le Pieux* dans le *Moyen-Age*, 1901, pp. 403-404). Quant à Gaucelme, frère de Bernard et comte de Roussillon, dont on trouve la première mention dans les documents en 812 (Borétius-Krause, *Capitul Reg. Francorum* I, 169), il n'est marquis de Gothie qu'après son frère, sans doute au moment où Bernard fut près de l'empereur en qualité de chambrier, soit en 829 et 830 (Calmette, *Gaucelme, marquis de Gothie sous Louis le Pieux* dans *Annales du Midi*, 1906, p. 168). Ce sera seulement après Bernard que la descendance directe de saint Guilhem s'établira, comme nous le croyons avec M. Auzias, pour près d'un siècle dans le duché d'Aquitaine avec Bernard Plantevelue (+ 886), Guillaume le Pieux (+ 918), Guillaume le Jeune (+ 927) et Effroi de Razès (+ 927).

cours de la relation d'Ardon, appelées *monasteria*, même celles qui dépendaient nettement d'Aniane, comme l'Ile-Barbe, Saint-Mesmin et Cormery, Gellone est, trois fois dans ce chapitre, traitée de *cella* ; et tandis qu'Ardon répète avec un soin monotone pour chaque fondation que Benoît y envoya des moines choisis en nombre donné sous la conduite d'un supérieur ou d'un abbé, rien de tel n'est dit pour Gellone ¹¹.

Il est donc bien difficile, sinon impossible, de faire fonds sur de pareilles données et nous devons en revenir à ce que nous livrent les documents historiques proprement dits sur la vie de saint Guilhem. On ne peut affirmer que nos sources soient très riches.

En 788, un certain Adelricus, chef de Gascons insurgés, fit prisonnier Chorso, duc de Toulouse, et ne le remit en liberté qu'après lui avoir fait jurer d'observer certaines conditions qui ne nous ont pas été transmises ¹². Pour venger cet affront, les grands du royaume d'Aquitaine tinrent une assemblée générale en un lieu de nom significatif, *Mors Gothorum*, d'après A. Molinier ¹³, Mourgoudou, dans le département du Tarn. Mais le Gascon ne se présenta au *placitum* que lorsqu'on lui eût livré des otages et il semble bien que tout se soit borné pour le moment à un échange de prisonniers. Cela se passa probablement en 789. L'affaire n'en resta pas là : elle fut portée devant Charlemagne à Worms : Adelrich fut jugé et condamné au bannissement perpétuel, tandis que Chorso par qui un tel affront avait été infligé à la puissance de Charles, fut destitué et remplacé à Toulouse par Guilhem ¹⁴.

Le nouveau comte ¹⁵ de Toulouse bat les Gascons et les

11. Nous verrons plus tard les raisons des ces falsifications et interpolations.

12. Abel, *Jahrbücher des Fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, I, p. 532. — *Vita Hlud.* V. (SS. II, 618).

13. *Bib. Ec. Chartes*, XL, 1879.

14. *Vita Hlud.* V.

15. Doms Devic et Vaissète discutent (*H.d.L.* II, n. 87, p. 218) sur la détermination du titre de Guilhem ; cela nous paraît assez vain à cette époque.

soumet tant par la ruse que par la force, disent de trop flatteuses chroniques ¹⁶ qui montrent bien par la suite que l'indépendance des Gascons resta réelle ¹⁷. D'ailleurs Guilhem n'eut pas beaucoup de répit. En effet, l'émir Heschem de Cordoue, après avoir emporté Gérone d'assaut — autant qu'on puisse se fier aux récits arabes — plaça une armée sous le commandement d'Abd el Mélek ben Abd el Wahhed qui envahit la Septimanie en 793 ¹⁸. Les environs de Narbonne furent incendiés et de nombreux habitants tombèrent aux mains de l'ennemi sans que d'autre part il semble que la ville ait été prise ¹⁹. Puis les Sarrasins se tournent vers Carcassonne, mais le comte Guilhem de Toulouse accompagné d'autres comtes de la région va au devant d'eux et les rencontre *super fluvium Oliveio* ²⁰, où il leur livre un sanglant combat. Il se bat avec le plus grand courage, tue même un « roi » ²¹; mais les Sarrasins l'emportent, les Francs s'enfuient et Guilhem, abandonné de tous, n'a plus qu'à déguerpir lui aussi : *divertit ab eis* ²². L'ennemi se retire sans être autrement inquiété ²³.

L'*Oliveius* est-il l'Orbiel, affluent de la rive gauche de l'Aude, à 15 kilomètres de Carcassonne, ou l'Orbieu, affluent de la rive droite à 25 kilomètres de Narbonne ? ce détail nous fixerait sur la plus ou moins grande pénétration du raid des Sarrasins en Septimanie et Pückert, pour qui Guil-

16. *Vita Hlud.* V ; *Ermold. Nig.* I, v. 57-58 (SS. II, 468).

17. *Vita Hlud.* XIII.— Sur tout ce qui précède v. Abel et Simson, *Jahrbücher des Fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, II, pp. 12-13.

18. *Chron. Moissiac.* 793 ; *Ann. Lauresh. Mosell.* 792 ; *Einh. Ann.* (SS. I, pp. 35 et 179) ; *Enhard. Fuld. Ann.* ; *Vita Will.* dans Mabillon, *Acta*, p. 70.— Révillout date ces événements de 798 (p. 501) ; il ne faut probablement voir là qu'une faute d'impression.

19. *Chron. Moiss.*

20. *Ibid.* et *Chron. Uzét.*

21. A. DCCXCIII *Willihelmus pugnavit contra Sarracenos ad Narbona et perdidit ibi multos homines et occidit unum Regem ex ipsis cum multitudine Sarracenorum.* (*Ann. Sangall. maj.*) ; v. aussi les *Ann. Alamann. contra Murbac.* (SS. I, p. 47) et les *Ann. Sithiens.*

22. *Chron. Moiss.*

23. *Sarraceni vero collecta spolia reversi sunt in Spaniam* (*Chron. Moiss.*) — cf. *Einh. Ann.* : *victores ad sua regressi sunt.*

hem à la même époque a reconquis Nîmes sur les infidèles, tient pour l'Orbiel ; il mène ainsi les envahisseurs au nord de l'Aude, plus loin au cœur du pays. L'Orbieu, dit-il²⁴, a été appelé *Orubio*, notamment dans les documents de la Grasse. — Cependant le *Dictionnaire topographique de l'Aude*²⁵ interprète *Oliveio* par l'Orbieu et d'autre part la voie naturelle de Narbonne à Carcassonne suit le sud de l'Aude, témoins la route nationale et le chemin de fer ; la Cité se trouvant d'ailleurs sur la rive droite du fleuve, celui-ci n'avait pas à être franchi.

A lire le passage assez long qu'Ermold le Noir en son poème à la gloire de Louis-le-Pieux consacre au fondateur de l'abbaye de Conques²⁶, on pourrait penser que les Sarrasins se sont avancés jusqu'en Rouergue, vraisemblablement à cette époque, après leur victoire sur Guilhem²⁷. Mais, si le poète rapporte et les dévastations sarrasines et la poursuite que Datus entreprend et le supplice que celui-ci dans son indomptable orgueil laisse subir à sa mère, les indications de lieux sont loin d'être précises (il est simplement dit que les Maures ont dévasté le *pagus* de Rodez²⁸) et les indications chronologiques manquent absolument²⁹. Une pareille interprétation contribuerait sans doute à étayer la thèse de Pückert selon qui, ainsi que nous venons de le dire, Guilhem a repris Nîmes aux Sarrasins³⁰.

Notre auteur s'appuie sur un texte formel, un passage d'une *Chronique d'Uzès* que voici : *Anno Domini DCCLV*³¹,

24. p. 108, n. 7.

25. p. 285.

26. Ermold. Nig. I, 195-264 (SS. II, 470-472 ; dom Bouquet, VI, 11 s.).

27. Cf. Simson, pp. 60-61.

28. Erm. Nig. I, 211-211 : *Protinus heu pagum, nimio vallante tumultu — Rotinicum Mauri destituere nimis.*

29. Si l'on se base sur la place qu'occupe cet épisode dans le poème, il serait contemporain du conseil de guerre d'où est résultée l'expédition de Barcelone, soit donc de 803 — ce qui n'est pas croyable — ; il est plus obvie de rattacher cette razzia en Rouergue au succès le plus marqué que nous connaissions à l'actif des Maures, c'est-à-dire à la bataille de l'Orbieu.

30. Pückert, pp. 111-114.

31. Presque toutes les dates du *Chron. Uzès.* doivent être rectifiées, cf. *H.d.L.* II, pr. 23-29, ici col. 27.

Guillelmus comes qui infra fuit effectus monachus, Nemausum ingreditur in die veneris ramis palmarum... Évidemment il ne s'agirait nullement d'une occupation de Nîmes pendant une longue période, puisque les grandes Chroniques sont muettes sur ce sujet et que la guerre contre les Musulmans se déroula en Espagne et non en Septimanie³²; il s'agirait simplement d'une occupation temporaire et brève; au moment même qu'une partie de l'armée sarraisine se dirigeait sur Carcassonne, une autre partie aurait poussé en direction opposée jusqu'à Nîmes.

La *Chronique d'Uzès* mentionne aussi le combat sur l'*Oliveio*³³ dans les mêmes termes que la *Chronique de Moissac* : ne pourrait-on retrouver ici les traces d'une ancienne Chronique de Septimanie aujourd'hui perdue, qui expliquerait la similitude des deux rédactions tout en les laissant indépendantes l'une de l'autre ? Et certes je croirais volontiers à l'existence de cette chronique³⁴, mais est-ce à dire que la *Chronique d'Uzès*, lorsque son témoignage est isolé, mérite une absolue confiance ? Il est certain que les arguments par lesquels M. Bédier³⁵ réplique à Pückert sont impressionnants : nous n'avons la *Chronique d'Uzès*, comme le dit Molinier³⁶, que dans un seul manuscrit : elle a été écrite dans les marges du *Catalogus Summorum Pontificum* de Bernard Gui, donc au xiv^e siècle, et elle est en grande partie identique à la *Chronique de Moissac*. Les passages originaux ont trait à des événements locaux ; « de là à supposer l'existence d'une ancienne Chronique de Septimanie, il y a loin »³⁷. Quant à Guilhem, il est mentionné à trois reprises et, ce qui est contraire à la thèse de Pückert,

32. Le *Chron. Uzès.* mentionne d'ailleurs lui-même antérieurement des comtes de Nîmes ; v. sous les ans DCCXLVIII et DCCLIII. (*H.d.L.*, loc. laud. col. 26-27).

33. *H.d.L.*, *ibid.*, 27-28, sous l'an DCCLV.

34. V. L. Halphen, *Etudes Critiques*, dans *Revue Historique*, t. CXXIV, 1917, pp. 52-64 ; t. CXXV, 1917, pp. 287-330.

35. pp. 167-171.

36. *H.d.L.*, loc. laud.

37. Bédier, p. 168.

la prise de Nîmes est relatée avant la bataille de l'Orbieu dont elle est séparée par trois feuillets : ces événements ne sont donc pas concomitants. Enfin l'auteur du *Chron. Uzet.* commet une singulière erreur quand il note le décès de Guilhem : *Anno Domini DCCLXXIX obiit Guillelmus monachus... apud Gelonem, V kalendas junii. Credo quod fuit monachus prius in loco qui dicitur Sancti Guillelmi de Dezer-tis*³⁸. C'est donc qu'il avait une source écrite à laquelle il s'en rapportait aveuglément et que cette source était d'ordre liturgique et non pas narratif, puisque le 5 des kalendes de juin est le *dies natalis* de saint Guilhem. Il faut noter par ailleurs en effet que les diocèses de Nîmes et d'Uzès commémoraient la fête de ce Saint et cela s'explique peut-être pour Uzès par la fondation de la *cella de Casanova* qui devint l'abbaye de Goudargues³⁹. « En résumé la phrase de la *Chronique d'Uzès...* n'a pas plus d'autorité que cette phrase du *Guide des pèlerins de Saint-Jacques* : *Guillelmus urbem Nemausensem subjugavit*. Elles procèdent toutes deux de la chanson de geste du *Charroi de Nîmes* »⁴⁰.

Mais si rien n'établit de façon sûre que Guilhem ait conquis Nîmes, il n'est pas douteux qu'il a continué la lutte contre les Sarrasins et, cette fois, en Espagne. Il semble avoir joué un rôle de premier plan dans l'événement le plus important qui marque le règne de Louis le Pieux en Aquitaine, c'est-à-dire le siège et la conquête de Barcelone.

Les documents sont malheureusement dans un désaccord assez profond tant au sujet de la date même du siège que de ses péripéties et de sa durée et les érudits ont beaucoup discuté de la question⁴¹. Alors que les *Annales Einhardi* et leurs dérivés disent en 801 que Barcelone, après avoir

38. *H.d.L.*, loc. laud. 28.

39. *H.d.L.*, II, pr. 103-104 et Mabillon, *Acta*, p. 221.

40. Bédier, p. 171.

41. Cf. *H.d.L.* II, n. 90, p. 329 et la note additionnelle (qui est également de Devic et Vaissète) sur le poème d'Ermold, p. 334.

été assiégée deux années durant, fut prise dans l'été ⁴², la *Chronique de Moissac* place l'événement en 803 ⁴³. Ces deux sources ne sont pas d'autre part extrêmement abondantes en détails précis. Il se trouve au contraire que la *Vita Hludovici* et surtout le poème d'Ermold le Noir nous apportent beaucoup plus de renseignements, mais aucune indication chronologique formelle ⁴⁴. Ce qui n'est pas à dire que l'on ne puisse arriver à dégager du texte de l'Astronome ⁴⁵ des données suggestives. Des auteurs importants ont jugé défectueuse la chronologie de la *Vita Hludovici* et ne sont point fait faute de la corriger ⁴⁶. Mais les deux interventions que l'on fait subir au texte original et qui ont pour effet de ramener en 801 la narration du siège de Barcelone, ne paraissent point s'imposer absolument ⁴⁷. Pour nous, nous décrirons ainsi les événements :

42. *Ann. Max. Regino* et *Ann. Mett.* : *jam tunc minus plus biennio obsessa*. Il ne faudrait voir là que de simples incursions contre la ville entreprises par les Francs pendant la durée de leur expédition en Espagne dont nous allons parler (v. Lembke, *Gesch. von Spanien*, I, 377) — Le siège dure également deux ans et se termine en 802 pour les *Ann. Franc. auct. (Piliani)* et pour la *Chronique de Saint Denis* ; — 801 est attesté par le *Chron. Breve Si Galli*, les *Ann. rerum Franc. (Loiseliani)*, les *Einh. Fuld. Ann.*, les *Ann. Mett.*, la *Chronique de Siegebert*, le *Chron. regum Franc.*

43. Cela pourrait d'ailleurs s'expliquer assez bien : la *Chronique de Moissac* reproduit en effet fidèlement les *Ann. Laureshamenses* ; or celles-ci ne disent rien du siège de Barcelone et s'arrêtent en 803. La *Chronique de Moissac* donne le récit du siège immédiatement après le texte des *Annales*. — cpr les deux textes : SS. I, 307 et 39 ; cf. Abel et Simson, p. 257, n. 6.

44. Il convient évidemment d'être prudent dans l'utilisation des données d'Ermold ; le poème est un plagiat de l'*Enéide*, pille Virgile, Ovide et d'autres encore et vise à l'épopée (Bédier, 187). Cependant pour bien des indications de fait Ermold s'accorde avec les sources proprement historiques ; pour les chefs francs qu'il énumère, par exemple, un seul est inconnu de ces sources.

45. On sait qu'on appelle ainsi l'auteur anonyme de la *Vita Hludovici*.

46. Cf. les indications rapportées dans l'*H.d.L.*, loc. cit., les dates marginales de l'édition Duchesne ainsi que Abel et Simson, p. 267. V. également dom Bouquet, VI et SS. II, 611.

47. Ainsi que M. Auzias le montre bien dans les bonnes feuilles d'un article à paraître sur le *Siège de Barcelone sous Louis le Pieux* (801-803) qu'il nous a communiquées avec une extrême obligeance, le voyage de Charles dans les régions de l'Ouest signalé par l'Astronome à la fin d'un hiver qui, si on suit le développement normal du texte, est l'hiver de 802 (*Vita Hlud. XIII : Hieme porro transacta Carolus imperator... cepit circuire loca sui regni mari contigua*), ne doit pas être confondu avec le voyage dans ces mêmes régions signalé en 800 par les *Ann. Einh.* et les chroniques de la même famille :

Dès l'an 800 Louis le Pieux entreprend sur l'Espagne une marche militaire au cours de laquelle il détruit Lérida et

l'Astronome qualifie en effet Charles d'*imperator* et est corroboré par un passage de la *Vita Alcuini* où Charles, *rex siquidem magnus imperatorque* se rend en compagnie de ses fils Charles, Pépin et Louis à Saint-Martin de Tours (*Vita Alc.* 15, SS. XV, 192) ; il est difficile de supposer que les deux documents ont qualifié Charles d'empereur par anachronisme et surtout de penser que l'Astronome lui a décerné ce titre avant de rapporter comment il en a été revêtu.

D'autre part, comme la *Vita Hlud.* XI, déclare que la guerre saxonne est enfin achevée au bout de trente-trois ans de lutte, on assigne à l'an 804 les événements rapportés en cet endroit par l'Astronome et on renvoie le passage après le paragraphe où est rapporté le siège de Barcelone ; de là un bouleversement du texte et de sa chronologie ; or l'Astronome ne prend pas à son compte la durée de la guerre qu'il indique : *ut ferunt*, dit-il. Et sommes-nous par ailleurs si sûrs que la guerre ait même commencé en 772 ? Il serait plus vraisemblable de voir dans les indications de notre auteur une durée approximative et plutôt l'affirmation que le début des hostilités a plus ou moins coïncidé avec le début du règne de Charles.

Si on respecte l'ordre de son texte, la *Vita Hlud.* peut nous livrer un renseignement précis sur la date du siège. Par l'alternance des saisons, en partant d'un repère fixe qui est le voyage en Italie du roi Charles, qui en reviendra empereur (*Vita Hlud.* X : *Rege autem Romam pergente ibidemque infulas imperatorias suscipiente.* .), voyage donc qui se place en l'an 800, nous arrivons, comme le montre toujours M. Auzias, au plaid tenu par le roi Louis à Toulouse après l'insurrection gasconne, plaid auquel nous pouvons assigner l'été et l'automne de 802. C'est après cela, *succedente tempore*, que vient l'expédition de Barcelone.

Or il ne paraît pas douteux que la ville soit tombée en été — ou pendant la saison chaude, comme le disent les *Annales Einh.* ainsi que la *Vita Hlud.*, puisque ce document rapporte l'espoir qu'ont les assiégés de voir l'hiver chasser les Francs de devant la ville ; ceux-ci commencent à se bâtir des abris ; ce que voyant, la cité prise par la famine décide de se rendre. (*Vita Hlud.* XIII. Noter la phrase par quoi s'achève le paragraphe : *Porro post haec. . . hiemandi gratia (Ludovicus) ad propria remeavit*). Il est assez évidemment impossible de trouver place dans l'automne de 802, après le plaid de Toulouse et avant l'hiver, pour des événements aussi importants et aussi longs que l'expédition de Barcelone. Il convient donc d'en reporter la date en 803. D'après M. Auzias le texte d'Ermold le Noir (I, 183-186) doit s'entendre non pas de l'investissement de la ville, mais de la date assignée par le roi Louis à ses chefs d'armée pour la victoire, qui est l'entrée du soleil dans la constellation de la Vierge, c'est-à-dire au mois d'août. Écartons ici l'objection qu'on pourrait tirer du v. 529, Ermold. Nig. I, si l'on traduisait *sabbatum sacrum* (qui est le jour de la prise de la ville) par Samedi Saint, comme le fait le nouvel éditeur d'Ermold, M. Faral (*Classiques de l'Histoire de France au Moyen Age. Ermold le Noir, Poème sur Louis le Pieux et Epîtres au roi Pépin*). — Déjà cette traduction paraît insoutenable à Abel et Simson, *Jahrbücher*, II, p. 268. *Sabbatum sacrum* peut parfaitement s'entendre, surtout dans la tournure employée : *Sabbatum erat sacrum cum res est ista peracta*, d'un samedi béni ou consacré, jour béni de la conquête. Il n'est pas douteux que si le lendemain eût été le jour de Pâques, Ermold en eût tiré d'amples développements lyriques

saccage les environs de Huesca, après s'être avancé jusqu'aux portes de Barcelone dont le vali Zeid (Zado) proteste de sa soumission. Le roi Louis se contenta de ces promesses⁴⁸; celles-ci ne furent sans doute pas tenues, et les hostilités paraissent avoir continué sans résultat⁴⁹. En 802, Zado s'étant rendu à Narbonne est arrêté par les Francs, puis envoyé à Louis et à Charlemagne⁵⁰.

C'est donc au printemps 803, puisque, selon la *Chronique de Moissac*⁵¹, l'expédition proprement dite de Barcelone dura sept mois, qu'il convient de fixer le début des opéra-

et l'Astronome n'eût pas manqué de signaler cette coïncidence quasi-miraculeuse. Au lieu de cela on se contente d'écrire : *sequente die festo*.

Notons la concordance qui paraît ainsi entre la *Chronique de Moissac* et la *Vita Hlud*. Mais notons aussi que les *Annales Einhardi* fixant en 801 la prise de la ville après deux ans de siège peuvent fort bien avoir signalé dès 801 ce qui sera, en 803, l'aboutissement des deux années de campagne, la conquête de Barcelone; en d'autres termes les *Ann. Einh.* marquent peut-être tout simplement le début des hostilités en indiquant trop tôt leur aboutissement et dans ce cas elles s'harmonisent sans effort avec nos autres sources.

Notons cependant que, selon Rovira i Virgili (t. II p. 457), les historiens musulmans mentionnent en quasi-totalité la prise de Barcelone en 185 de l'hégire = 801-802.

48. *Vita Hlud*. X. — Cette première expédition, selon Rovira i Virgili (p. 452), se serait placée en 798-799 et aurait eu lieu sous la conduite de Guilhem.

49. Erm. Nig. I, 77 s. — L'armée franque pourrait avoir été conduite par le comte Béro, à s'en tenir aux v. 321-322 d'Erm. Nig. I, corrigés dans l'édition Faral : *Proelia non miscet Bero, princeps ille Gothorum — Quae totiens pepulit lancea nostra procul — Sec Hludovicus adest ...* Cette version est bien préférable à la version classique qui lit *hero* au lieu de *Bero* et aboutit à faire naître une équivoque sur celui à qui s'applique le titre de prince des Goths. Dom Bouquet pense au comte Guilhem qui est certainement d'origine franque. — Sur le chef de l'expédition, v. Rovira i Virgili, t. II, p. 452, (cf. n. précéd.).

50. *Vita Hlud*. XIII. On a voulu (notamment Abel et Simson, *loc. cit.*) confondre l'arrestation de Zado telle qu'elle est ici rapportée par l'Astronome avec la présence du vali à Aix-la-Chapelle en 797; on sait en effet que Zado, après s'être installé à Barcelone, se rendit auprès de Charles et lui fit sa soumission (*Ann. Einh.*); mais nous ne voyons pas bien pourquoi les deux événements ne seraient pas distincts; Zado peut parfaitement avoir voulu recommencer en 802, alors que les combats reprenaient autour de Barcelone, la tactique qui avait réussi en 797 et en 800; mais cette fois, mal conseillé ou trahi (*Vita Hlud*. XIII. *Zaddo dux Barcinonensis suasus est a quodam sibi, ut putabat, amico Narbonam usque procedere*), il échoue dès le début de sa tentative.

51. Appuyée de quelques sources arabes.

tions ⁵². Le roi d'Aquitaine consulta ses fidèles et ses *principes* et nous voyons là Ermold dessiner avec quelque apparence de véracité l'opposition entre Loup Sanche, prince des Gascons, et le duc Guilhem. Alors que le premier répond en quatre vers qu'il désire — ainsi que sa nation — le repos et la paix ⁵³, le second dans une harangue enflammée affirme que les Sarrasins, *gens Quae mihi nota nimis et sibi notus ego* ⁵⁴ — dévastent les frontières : il faut prendre Barcelone pour avoir la paix. Ne voit-on pas sous ces propos transparaître cette vieille défiance, cette ancienne animosité entre Gascons et Francs qui s'est si souvent manifestée à la fin du VIII^e siècle ? Le roi se range à l'avis de Guilhem et ordonne à Bigo de réunir les troupes et de se mettre en marche.

Il se trouve dans l'armée des contingents de toute origine, *Francus, Wasco, Getha, sive Aquitana cohors* ⁵⁵, et même des troupes venues de régions situées hors du royaume aquitain, de Provence et de Bourgogne ⁵⁶ ; parmi les princes qui, au dire d'Ermold, entourent Guilhem figurent Herbert qui est sans doute le propre fils du comte ⁵⁷, Lieutard, comte de Fézensac ⁵⁸, et son père Bigo ⁵⁹ qui, ayant épousé Alpaïs, fille de Charlemagne, est le beau-frère du roi Louis ⁶⁰, les comtes Leibulfe et Isembard ⁶¹, Béro, prince des Goths ⁶² et Loup Sanche, prince des Gascons ⁶³.

52. Cf. d'ailleurs Erm. Nig, I, 125-126.

53. Erm. Nig. I, 135-136 : « *Si tamen a nostris agitur modo partibus hæc res, — Parte mea, testor, pax erit atque quies* ».

54. Erm. Nig. I, 148.

55. Erm. Nig. I, 278.

56. Chron. Moissiac. : *Qui, congregato exercitu ex Aquitania, Wasconia necnon de Burgundia, Provincia et Gothia...*

57. V. *infra*, n. 136.

58. Vita Hlud. XIII.

59. Flodoard, Hist. Rem. Eccl., IV, 46.

60. *Supra*, n. 10.

61. Borétius, I, p. 169. — Vita Hlud, XIV et XVI. — V. Chaume I, p. 128.

62. *Infra*, n. 153.

63. *Parte sua princeps Vilhelm tentoria figit, — Heripreth, Liuthard, Bi-gogue, sive Bero, — Santio, Libulfus, Hiltibret atque Hisimbard, — Sive alii plures quos recitare mora est.* — Erm. Nig. I, 273-276. — Le seul Hiltibert nous est absolument inconnu.

Cependant on divisa l'armée en trois corps : un qui resta en Roussillon avec le roi ⁶⁴, un second qui sous le comte Rostaing de Gérone entreprit le siège même de Barcelone et un troisième à la tête duquel furent placés Guilhem, *primus signifer*, et Hadémar et qui marcha plus loin vers l'ouest pour couvrir l'armée assiégeante ⁶⁵. Les assiégés appellent à l'aide l'émir de Cordoue qui envoie du renfort ; quand, après être passée à Saragosse, cette armée arrive sur l'Ebre, elle apprend l'existence de l'armée franque de couverture ; les Sarrasins abandonnent alors leur projet et se jettent dans les Asturies qu'ils surprennent et commencent de piller, mais ils sont battus et repoussés. La présence de l'armée de couverture n'était donc plus nécessaire ; elle se replia sur Barcelone pour participer aux opérations du siège ⁶⁶.

Sur celles-ci, nous n'avons pas de détails bien précis ⁶⁷ ; les assiégés espéraient que les rigueurs du froid chasseraient les Francs et les obligerait à rentrer chez eux prendre leurs quartiers d'hiver ; mais les Francs se construisent des abris ⁶⁸ et les Sarrasins perdent tout espoir de les voir partir. La famine qui sévissait dans la ville, sans doute aussi la capture de Zado ⁶⁹, remplacé par un de ses

64. *Chron. Moissiac.* : *unam quidem Ruscellioni ipse permanens secum retinuit (Hludovicus) et misit eos ante se ad obsidionem*, Louis n'aurait donc pas assisté au siège. — En sens contraire, Ermold. Nig., I, 271-272.

65. *Vita Hlud.* XIII, Erm. Nig. I, 273 ; mais, d'après Ermold, Guilhem fut présent au siège dès le début. Il convient de retenir les intentions si spécialement flatteuses du poète. — Le *Chron. Moissiac.* ne dit rien de Guilhem, pas plus que les autres *Annales* sauf la *Vita Hlud.* Le titre de *primus signifer* nous paraît d'interprétation difficile.

66. *Vita Hlud.* XIII.

67. Il serait hasardeux en effet de faire un fonds quelconque sur les discours généreusement prêtés par Ermold à ses héros, ni même sur les ruses qu'il rapporte à l'actif de Zado ; les faits qui ressortent du poème sont d'ailleurs minces. — Rovira i Virgili (t. II, p. 458), se fondant sur Ermold et l'Astronome, croit que Guilhem a joué dans le siège un rôle important.

68. *Vita Hlud.* XIII.

69. Sur ce point les sources ne concordent pas : pour la *Vita Hlud.* XIII, Zado a été pris en 802 (ainsi que nous l'avons rapporté plus haut) ; pour Ermold, I, 450 s. ainsi que pour la *Chronique de Moissac*, la capture se place pendant le siège ; après le siège seulement pour les *Ann. Einh.* ainsi que pour les *Ann. Max.* et les *Enh. Fuld. Ann.* On pourrait sans doute admettre qu'après son arrestation de 802 Zado a été remis en liberté et est rentré à

parents, Hamur ⁷⁰, amenèrent enfin la reddition de la cité.

Mais auparavant, ayant senti faiblir la résistance ennemie, les chefs francs avaient appelé le roi Louis ; celui-ci vint au milieu de ses armées ⁷¹ ; près de deux mois s'écoulèrent encore ⁷², six semaines, dit l'Astronome ⁷³, puis la ville tomba. A en croire la *Vita Hludovici* les assiégés livrèrent leur chef, mais obtinrent de se retirer sains et saufs ⁷⁴ ; ils ouvrirent les portes de Barcelone un samedi ⁷⁵ ; le roi mit garnison dans la ville et n'y fit son entrée que le lendemain ⁷⁶ ; ce fut en un cortège solennel, précédé par le clergé, que Louis se rendit à l'église Sainte-Croix pour y remercier Dieu de son succès ⁷⁷.

On organisa ensuite la défense de la place où on laissa des troupes gothiques sous le commandement du comte Béra ⁷⁸ et le roi rentra en Aquitaine pour passer l'hiver ⁷⁹.

Pendant quelque temps, au cours de l'expédition, la situation avait été considérée comme douteuse, tellement bien que l'empereur avait envoyé à l'aide de Louis son fils Charles. Quand celui-ci, venant d'Italie, arriva à Lyon, il y fut informé de la prise de Barcelone ⁸⁰.

Cette conquête est le dernier fait d'armes que nous connaissions à l'actif du comte Guilhem ; nous ne le voyons plus par la suite que préoccupé d'actions pieuses et s'éloignant

Barcelone. Les circonstances de sa capture au cours du siège, telles que les relate Ermold, sont assez vraisemblables quant au fond, sinon quant au détail des événements ; le vali allait chercher du secours à Cordoue.

70. *Vita Hlud. loc. cit.*

71. *Vita Hlud. ibid.* — *Chron. Moissiac.*

72. Ermold, I, 497.

74. *Ibid.* Les *Annales Einh.* (et les *Ann. Max.*) rapportent au contraire que de nombreux Sarrasins furent pris.

75. Ermold, I, 529 s.

76. *Vita Hlud. Erm. Nig.*, I, 525-534.

77. *Vita Hlud. ibid.*

78. *Chron. Moiss.* ; *Erm. Nig.* I, 535-536 ; *Vita Hlud.* — Les *Einh. Ann.*, 820, la *Vita Hlud.*, XXXIII, *Erm. Nig.*, III, 553-556 connaissent toujours Béra comme comte de Barcelone. — Zado, conduit enchaîné à Charlemagne (*Chron. Moiss.*), est condamné à l'emprisonnement (*Einh. Ann.*).

79. *Vita Hlud. ibid.* ; *Chron. Moissiac.*

80. *Vita Hlud.*

des soucis du monde. Il fonde et dote en effet deux monastères, Gellone au diocèse de Lodève, Casanova (Goudargues) au diocèse d'Uzès, dans l'actuel département du Gard. La dotation sinon la fondation de Gellone date de 804, à nous en rapporter aux chartes que nous possédons et que nous discuterons en temps utile ; nous ignorons la date de la fondation de Casanova ⁸¹ qui eut cependant lieu assurément avant la prise d'habit de Guilhem à Gellone, donc avant 806. C'est en effet à cette époque que le *Chronicon Anianense* ⁸² place la vêtue de Guilhem ; mais d'après ce document le comte prit l'habit à Aniane et nous savons combien cette information peut être suspecte ; le même passage nous indique aussi — et, d'après lui, le c. 30 de la *Vita Benedicti* et le c. 23 de la *Vita Willelmi* — avec quel empressement, en la fête des saints Pierre et Paul, le valeureux guerrier se fit raser la tête, déposa ses vêtements tissés d'or et revêtit l'habit monacal ⁸³.

D'après la *Vita Benedicti*, le comte fait également profession à Aniane, puis se retire à Gellone ; cette coïncidence si naturelle entre le *Chronicon Anianense* et la *Vita* n'offrirait aucun intérêt si elle n'était corroborée par la tradition que nous rapporte le *Moniage Guillaume* ⁸⁴. Comme le fait si judicieusement remarquer M. Bédier ⁸⁵, la *Vita Willelmi* ne soufflant mot d'Aniane ne peut avoir été la source des jongleurs. Ceux-ci d'autre part n'ont probablement pas lu

81. Nous ferons remarquer que les chartes de la *Gallia Christ.* citées par Révillout, p. 502, n. 3, ne disent rien de la fondation de Casanova par Guilhem. Le diplôme important est celui de Louis le Pieux sur la *cella de Gordanico* en faveur d'Aniane, du 21 mai 815 (*H.d.L.*, II, pr. 103 ; Cartulaire d'Aniane, priv. imp. XII, p. 60 ; Muhlbacher, *Regesta*, 580 (560)).

82. On sait qu'on appelle ainsi une chronique qui, sans dériver de la *Chronique de Moissac*, emploie les mêmes sources, soit Eginhard et une chronique languedocienne aujourd'hui perdue. V. d'ailleurs *H.d.L.*, II, pr. p. 2-11. — SS. I, 308.

83. Révillout, p. 538, attribue l'information que nous donne la *Vita Will.* à une tradition de Gellone. Cela est sans doute exact pour le jour de la prise d'habit ; mais pour l'année ?... la date de 806 est suivie d'un compte erroné des années de règne de l'empereur Charles : *Imperii Karoli (anno) quinto*.

84. Dont le héros réside d'abord à Aniane, puis à Saint-Guilhem-le-Désert.

85. *Op. cit.* p. 136.

Ardon et n'auraient certes pas identifié le Guilhem dont il est question au c. 30, avec le « Guillaume belliqueux et romanesque... fils d'Aymeri de Narbonne ». C'est donc qu'ils ont connu sur place, tant à Aniane qu'à Saint-Guilhem de Gellone, la tradition qui se conservait dans les deux monastères, et cela sans doute assez tôt, en tout cas, semble-t-il, avant la confection de la *Vita Willelmi* dans la première moitié du XII^e siècle.

Nous n'avons guère d'autres renseignements historiques sur la vie du Saint, puisque, avons-nous vu, sa biographie par les moines de Gellone est la paraphrase du c. 30 de la *Vita Benedicti* qui est extrêmement suspect. On peut évidemment relever diverses traditions dans la *Vita Willelmi* : celle tout d'abord selon laquelle Guilhem avant de prendre l'habit monastique donne ses armes en *ex-voto* à Saint-Julien-de-Brioude⁸⁶ ; celle ensuite qui relate l'origine du morceau de la vraie Croix possédé par Gellone et mentionné si souvent dans les chartes dès le début du X^e siècle. Ce serait un cadeau de Charlemagne à son ancien compagnon d'armes au moment où celui-ci le quitta pour entrer en religion, et Charles aurait lui-même tenu la relique du patriarche de Jérusalem en même temps que les clés de la ville⁸⁷.

86. *Vita Will.* XX. — Cela est passé dans les chansons de geste (Bédier, p. 135), comme y passera le nom de Guibourg, deuxième femme de Guilhem. Cf. *infra*, n. 114 et 117 et Bédier, p. 138.

87. Notons que le *Chron. Moissiac.* dans le *Codex Rivipullensis* donne bien aux reliques de la Croix venues en la possession de Charlemagne la même origine : SS. I, 305. — Noter la suggestion intéressante de Pückert, p. 106, n. 4, qui verrait dans l'expression *cum vexillo crucis* (*claves etiam civitatis et montis Sion cum vexillo crucis detulerunt*) le résultat d'une interpolation déjà ancienne ; en ajoutant *crucis* à *vexillum* on aurait changé le sens du passage où il aurait été originairement question non pas d'une relique, mais du fanion de Jérusalem. Pückert s'appuie sur les *Ann. Lauriss. maj.* et les *Ann. Einh.* qui ont *vexillum* sans *crucis*, SS. XV, 188 et 189.

Le *Chron. Anianense* note sous l'an 812 que Charles a donné au monastère d'Aniane, *neonon lignis tres cruces dominicas...* ; l'interpolation paraît évidente dans le texte de la *Vita Karoli* d'Eginhard que le moine d'Aniane rapporte ici ; v. *Vita Karoli* c. 26 et remarquer dans le *Chron. Anianense* la répétition : *Fecit idem a parte meridiana prope littore maris... Fecit idem in littore, meridiana parte provincie...* SS. I, 309 ; *H.d.L.*, II, 11. — Sur ce point v. Bédier, p. 123, qui renvoie d'ailleurs à Pückert, pp. 119-124. Le *Chron. Anian.* est, au moins en ce passage, un faux dont la *Vita Willelmi* s'est emparée pour le falsifier à son tour.

La *Vita Willelmi* nous rapporte aussi que saint Guilhem aurait entrepris de gros travaux pour faciliter l'accès du monastère : il aurait construit la route le long de l'Hérault et il n'y a vraiment pas de raison pour refuser de l'admettre.

La tradition que nous transmet le plus sûrement Gellone par sa *Vita* et par ses martyrologes ou nécrologes, est celle qui concerne le *dies natalis*, le jour de la mort de son fondateur, le 28 mai. On trouve en effet dans un nécrologe « remontant au moins au XI^e si^{cle}⁸⁸ » sous la date V. kal. Junii : *apud Gellonem in territorio lutevensi depositio beati Guillelmi monachi et confessoris quondam clarissimi consulis palatini*⁸⁹; la même mention figure dans un martyrologe du XII^e siècle⁹⁰ et l'église de Lodève ainsi qu'un certain nombre d'églises environnantes célèbrent la fête du Saint le 28 mai ; nous ignorons d'ailleurs l'année en laquelle est mort Guilhem. On donne toujours la date de 812 ou 813⁹¹, mais sans autre démonstration.

A la vérité un document établirait cette date de façon approximative si on parvenait à élucider les problèmes qu'il soulève ; il s'agit de la charte par laquelle un comte Béra soumet l'abbaye de Sainte-Marie d'Alet qu'il a fondée, au pape Léon. Ce comte et sa femme Romella donnent *proprium nostrum quod mihi Berano comiti advenit a domno et genitore meo Guilelmo comite qui nuper fuit et domno imperatore meo seniore Carolo*⁹². L'empereur Charles dont il est question est certainement Charlemagne, puisque la

88. A. Molinier. *Les Obituaires Français au moyen-âge*, p. 275.

89. Bib. Nat. mss. lat. 12773, p. 397.

90. Mss. 13 Bib. mun. de Montpellier, f^o 14 v^o.

91. *H.d.L.* II, pr. 28, n. 12 qui renvoie à Ménard, *Histoire de l'Acad. des Inscript.* t. xxix, p. 287 (séance du 11 juillet 1760) ; mais Ménard n'a rien prouvé du tout ; il se borne à affirmer (p. 298) que Guilhem prit l'habit le 29 juin 806 et mourut le 28 mai 812 ou 813. Il ne fait aucune démonstration. D'après la *Chronologia abbatum* de dom Magnan (p. 60), Guilhem serait mort en 812, âgé de 60 ans. Pour dom Sort (p. 12), Guilhem mourut le 28 mai 812 et fut enterré dans l'oratoire de Saint-Michel d'où il fut ensuite transféré dans la Basilique.

92. L'acte est publié d'après les Archives de l'église de Narbonne dans *H.d.L.* II, pr. 79-80 et daté de vers 813.

conjonction entre un empereur Charles et un pape Léon n'est possible que pour Charlemagne et Léon III. Or on ne connaît pas à cette époque d'autre comte Guilhem que le Saint de Gellone. Il serait donc bien tentant de voir dans Béra de Razès un fils de saint Guilhem et nous aurions ici le témoignage que notre héros est mort avant l'empereur son maître. A la vérité cette filiation du comte de Razès n'est pas admise sans contestation ⁹³.

Il est au demeurant vraisemblable que Guilhem soit mort sous Charlemagne et le passage interpolé de la *Vita Benedicti* pourrait rapporter une tradition assez fondée en nous informant que Guilhem annonça sa mort *cunctis monasteriis in regno domini Karoli pene sitis* ⁹⁴. Le comte a en tout cas disparu le 21 mai 815, date d'un diplôme de Louis le Pieux donnant à Aniane Casa-Nova *quam dudum Vuillelmus, condam comes..., construxerat* ⁹⁵.

§ 2. — Qui était donc ce Guilhem ? quelles étaient ses origines et sa famille ?

Son fils Bernard, dit Thegan, était de souche royale ⁹⁶ ; c'est que Guilhem avait pour père Thierrî et pour mère Aude ⁹⁷ et que celle-ci, sœur d'Hiltrude et de Landrade, était fille de Charles Martel ⁹⁸. Thierrî était donc beau-frère de Pépin le Bref ; Guilhem par conséquent était cousin

93. Nous reprendrons la question plus bas.

94. Pückert, p. 238 ; sur le texte du *Testamentum Juliofredi*, v. plus loin. — V. Bollandistes, *Acta*, 28 mai, p. 821.

95. Cartulaire d'Aniane, priv. imp. XII. Cf. *supra*, n. 81.

96. « A quodam duce Bernhardo qui erat de stirpe regali » Thegan. *de Gest. Lud. imp.* 36.

97. Cf. les chartes de saint Guilhem du 14 décembre 804 (au Cartulaire de Gellone, ch. 160) et du 15 décembre. (*Bib. Ec. des Chartes*, II, 179 ; Révil-lout, p. 563). — Un martyrologe cité de seconde main par Mabillon, *Acta*, p. 71, dit en parlant de saint Guilhem de Gellone : *Pater ejus fuit Theodericus, mater Aldana, soror Hiltrudis et Landradae*. — V. aussi la *Vita Will.* III, *ibid.*, p. 70.

98. Hiltrude : *Ann. Mett.* 743 (SS, I, 327) ; *Ann. Lauriss. min.* 750 (SS. I, 116) ; *Enhard Fuld. Ann.* 749 (SS. I, 346) ; *Ann. Mosell.* 754 (SS. XVI, 495) ;

germain de Charlemagne et par sa mère se trouvait bien de souche royale.

Par son père, sans nous arrêter aux inductions vraiment hasardeuses de M. Gabotto⁹⁹, saint Guilhem touche aux comtes d'Autun et à la famille mérovingienne. Thierrî est-il le *comes propinquus regis* que connaissent en 782 les *Annales Einhardi*¹⁰⁰ ? c'est possible, mais rien ne l'établit nettement ; le plus sûr et le plus important est qu'entre les princes mérovingiens fondateurs de l'abbaye de Prüm et la lignée de saint Guilhem existent des attaches directes et d'étroits liens de parenté. M. l'abbé Chaume¹⁰¹ a bien marqué comment dans la charte de fondation de l'abbaye de Prüm, le 23 juin 720¹⁰², figurent « à la suite des souscriptions de la fondatrice (Bertrada) et de son fils (Chairibertus)... celles de trois personnages, dont le consentement avait paru indispensable : Bernier, Rolent et Thierrî¹⁰³ ». Or ces noms de Chairibertus (Herbert), Bernier (ou Garnier), Thierrî et Chrotlindis (Rolent) se retrouvent tous les quatre¹⁰⁴ dans la famille de saint Guilhem. Ce que nous savons de

Ann. Lauresham. 754 (SS. I, 28) ; *Ann. Max.* 754 (SS. XIII, 21) ; *Vita Hlud.*, XXI.

Landrade : *Pauli Gest. epp. Mett.* (SS. II, 267) ; *Chrodegangi ep. Mett.* 6, 7, (SS. X, 556) ; *Sigebert. Chron.* 758 (SS. VI, 332) ; *Gest. Treveror.* 27 (SS. VIII, 165) ; *Fredegar. cont.* III (Bouquet, II, 458).

99. *L'elemento storico nelle « Chansons de geste »*. Les conclusions de M. Gabotto sont basées sur une conception rigoureuse et arbitraire de l'onomas-tique carolingienne, sans le moindre texte à l'appui. — V. la judicieuse réfutation de M. Calmette, *Annales du Midi*, 1928, pp. 225-229.

100. SS, I, 169. — V. au surplus la note rectificative dans *H.d.L.* II, 272. — V. la réserve des Bollandistes, *Acta. SSum maii*, VI, 28 mai, p. 814 (note sous le ch. I de la *Vita Will.*).

101. *Les Origines du duché de Bourgogne*, t. I^{er}, p. 546, tableau généalogique n° x.

102. H. Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte der mittelhheinischen Territorien*, t. I^{er}, Coblenze, 1860, n° 8.

103. *Signum + Bertradane que hanc cartolam fieri rogavit manu sua facta. Ego Charibertus subscripsi. Ego Bernarius +. Signum + Chrodolande. Ego Theodericus subscripsi.* — Selon M. Ch. ce seraient là le gendre, la fille et le petit-fils de Bertrada.

104. Le nom de Berthe s'y retrouve aussi, mais il n'est attesté que par les chartes de dotation de Gellone.

l'onomastique carolingienne et de la dévolution des noms ¹⁰⁵ nous autorise — ici surtout où la coïncidence se produit au moins quatre fois — à voir dans les princes mérovingiens fondateurs de Prüm « les premiers membres connus de la lignée à laquelle se rattachent saint Guilhem et Bernard de Septimanie ». Ceux-ci donc auraient une origine rhénane ou en tout cas autrasienne qui ne serait pas pour nous surprendre.

Aux fondateurs de Prüm se rattache « la branche des premiers comtes d'Autun » ¹⁰⁶ qui a gardé le nom de Thierry à travers plusieurs générations. « Il serait tentant, écrit M. Calmette ¹⁰⁷, de voir dans le Thierry de 720 le futur comte d'Autun, le futur mari d'Aude, autrement dit le propre père de Saint Guilhem ». Mais il paraît difficile vraiment d'identifier d'une manière précise ces deux Thierry. « Il peut s'agir aussi bien ou mieux du père ou d'un oncle du comte d'Autun » ¹⁰⁸.

Guilhem eut plusieurs frères et sœurs ; mais la liste varie selon que l'on considère les divers documents en notre pos-

105. Chaume, p. 518. « Nul ne peut alors (pour la période antérieure à 1100) revendiquer la possession d'un nom si ce nom n'a pas été porté avant lui par l'un de ses ascendants en ligne directe... mais (ce nom) peut aussi bien se retrouver dans la série de ses ancêtres paternels que de ses ancêtres maternels, dans celle des ancêtres de son aïeule paternelle ainsi que dans celle des ancêtres de son aïeule maternelle ».

106. Chaume, p. 85.

107. *La Famille de Saint Guilhem* dans *Ann. du Midi*, 1928, p. 233.

108. Calmette, *ibid.*, 234. Il faut retenir en effet que figure dans le *Manuel* de Dhuoda un *domnus Teodericus* possessionné en Bourgogne, cf. *infra*, n. 147. Notons ici l'assertion de M. Chaume (p. 105) pour qui « le comte d'Autun contemporain d'Alard était suivant toute apparence Thierry I^{er}, père de Saint Guillaume de Gellone et mari de la princesse Aude, sœur du roi Pépin. » L'auteur donne les références classiques à une charte du Cartulaire de Perrécy, Pérard, p. 33 ; Prou et Vidier, *Chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, t. I^{er}, n° XIII. — Outre que la charte ainsi visée mentionne simplement un comte Thierry, dont on ignore les rapports avec S. Guilhem, les éditeurs datent le document d'avril 818. Le comte Thierry se retrouve dans diverses chartes que donnent Prou et Vidier (vg. n° x, déc. 815 ; n° xii, mars 818 ; n° xvi, oct. 819 ; n° xvii, 29 janvier 820-821). Il n'y a donc guère de possibilité pour qu'il soit le père du Saint. Celui-ci est sans doute mort avant Charlemagne et à un âge déjà mûr, à en juger par ses deux mariages et le nombre de ses enfants ; d'ailleurs les chartes de dotation de Gellone disent morts Thierry et Aude, en 804.

session. Suivant les deux exemplaires de la charte par laquelle Guilhem constitue un patrimoine à Gellone¹⁰⁹, il eut pour frères Teudoinus et Adalelmus, mais l'acte du 15 décembre (AG) lui en connaît un troisième, Teudericus¹¹⁰. Selon les mêmes documents, il eut deux sœurs, Abbane (Albana ou Avane) et Bertane. A suivre la seule tradition de la *Vita Willelmi*, les sœurs de Guilhem seraient à l'origine de la lignée de moniales qui persista longtemps à côté du monastère de Gellone¹¹¹. Peut-être d'autre part Teudoinus était-il comte d'Autun¹¹²; enfin dans Teudericus on pourrait apercevoir le *propinquus regis* des *Annales Einhardi* qui guerroya contre les Saxons et qui, surpris en Pannonie, fut tué le 6 juillet 793¹¹³.

Guilhem eut deux femmes : Cunégonde et Guibourc¹¹⁴. D'après l'énumération que Dhuoda fait à son fils Guilhem des personnes pour qui il doit prier, il semble bien que Cuné-

109. On connaît en effet — comme nous l'exposerons plus loin — deux exemplaires de cette charte : dans l'un, daté du 14 décembre 804, Guilhem fait à Gellone donation de divers biens et considère le monastère comme autonome et libre de toute sujétion ; dans l'autre, daté du 15 décembre, Guilhem, tout en dotant Gellone, la considère comme une *cella* et insiste sur sa soumission à Aniane. Avec Pückert nous désignons le premier exemplaire du document par le sigle GG et le second par le sigle AG.

110. Ce qui est parfaitement admissible étant donné les Thierry d'Autun.

111. AG et GG ; *Vita Will.* — On ne peut faire grand fonds sur la *Vita Will.* Cependant elle rapporte là une tradition spécifiquement gellonnaise, d'autant qu'on montrait encore au XVIII^e siècle le tombeau des deux sœurs dans l'église abbatiale ; cette tradition peut parfaitement se concilier avec la thèse que nous adopterons d'après laquelle Guilhem n'énumère dans sa donation que ses parents défunts. Gellone a existé en tant que congrégation de solitaires ou même en tant qu'abbaye avant la charte de 804 (AG ou GG) ; Abbane et Bertane peuvent s'y être déjà retirées, y avoir vécu dans le renoncement et l'ascèse et y être mortes dès avant cette date ; cela expliquerait d'ailleurs fort bien l'intérêt que Guilhem portait à Gellone et qu'il ait pris l'habit monastique peu après dans cette abbaye précisément, la préférant à Goudargues qu'il avait fondée et également dotée.

112. Chaume, *loc. cit.*, p. 125. Le comte Theudoinus d'Autun a pour fils le comte Thierry, cf. dom Bouquet, VIII, 566, diplôme n° 164 de 861.

113. *Ann. S. Amantii*, SS. II, 14. V. Chaume, *op. cit.*, p. 124. Teudoinus comme Teudericus sont, si nous interprétons bien le témoignage d'AG, morts avant 804.

114. Vuitburgh et Cunegunde ou Conicunde (AG) ; Cunegunde et Guitburgi (GG) — « Chungundis... Vuitburgis » (Dhuoda, *Manuel*, p. 237).

gonde ait été la première et Guibourc la deuxième¹¹⁵. Fait notable, alors que le nom de Guibourc est peu répandu à cette époque¹¹⁶, le Guillaume de la légende a pour femme la sarrasine Guibourc, fille du roi Thibaud d'Orange¹¹⁷. Nous devons nous résigner à ne rien savoir d'aucune de ces deux femmes ; cependant il paraît bien que c'est par Guibourc que la famille de saint Guilhem se rattache à celle des Robertiens et par conséquent à la dynastie capétienne.

On sait que le premier roi capétien, Eude, comte de Paris et *dux Francorum*, qui régna de 888 à 898, eut pour père Robert le Fort, comte sous Charles le Chauve, qui fut tué à la bataille de Brissarthe contre les Normands en 866. Robert le Fort était lui-même le neveu d'Eude, comte d'Orléans, que la *Vita Hludovici*¹¹⁸ qualifie de *consobrinus* d'Herbert et de Bernard de Septimanie, son frère. Le comte Eude a pris une part active à la lutte contre Lothaire aux côtés de Bernard¹¹⁹ et a péri d'ailleurs avant lui, en 834. Comment expliquer la parenté de Bernard et d'Eude d'Orléans, d'autant que, si Bernard, comme nous nous le savons, est de race royale, Eude est *a stirpe regia alienus* ?¹²⁰

M. Gabotto¹²¹ pour cela, puisque saint Guilhem et ses enfants tirent leur origine royale de leur mère et grand-mère, Aude, M. Gabotto a supposé que Thierri, père de saint Guilhem se serait marié deux fois et aurait eu d'un premier lit Adalelme qui aurait à son tour engendré Robert, comte de Frise, par qui la parenté des Robertiens et des Guilhems s'expliquerait. Hypothèse compliquée et parfaitement gratuite qu'aucun texte ne soutient. Pour M. l'abbé Chaume,

115. V. Pückert, p. 132, n. 30 d.

116. Cf. Bédier, p. 139.

117. Cf. la *Prise d'Orange*, la *Chanson de Guillaume*, les *Aliscans*.

118. XLV.

119. *Vita Hlud.* *ibid.* ; Calmette, *De Bernardo*, pp. 50 et 66.

120. Foulques (Flodoard, *Hist. Rem. Eccl.* IV, éd. Waitz, SS. XIII, 563) dit que le roi Eude est *a stirpe regia alienus* ; l'affirmation doit être encore vraie du comte d'Orléans, grand-oncle du roi. V. Calmette, *La Famille de S. Guilhem*, 1906, p. 16.

121. *Loc. laud.*

Thierri, frère de notre Saint et comte en Ripuarie, serait à l'origine des Robertiens qui descendraient de lui par une femme qu'aurait épousée le Witichin dont parle Richer ¹²². Sur ce personnage et l'hypothèse singulièrement ingénieuse de l'abbé Chaume ¹²³ qui entend ce nom d'un diminutif de Wito, c'est-à-dire de Gui ¹²⁴, ce n'est point ici le lieu de nous étendre ; mais il est impossible d'admettre qu'Eude descende de Thierri, car alors il ne serait plus *a stirpe regia alienus* ¹²⁵.

Aussi bien une hypothèse proposée voici déjà plusieurs années par M. Calmette ¹²⁶, reprise et perfectionnée par lui après les suggestions de M. Chaume dont nous venons de parler ¹²⁷, se présente-t-elle à nous avec une grande apparence de probabilité : c'est par Guibourc que se produit la parenté entre les fils de Guilhem et Eude d'Orléans, un frère ou une sœur de Guibourc étant un ascendant direct d'Eude et de son neveu Robert ¹²⁸. Quel serait le degré de parenté de cet anonyme avec les Robertiens ? M. Merlet ¹²⁹ fait du frère d'Eude d'Orléans, de Guillaume le Connétable, comte de Blois, le père de Robert le Fort ; cela se heurte au texte formel de Richer pour qui le père de Robert est Witichin ; aussi M. Calmette ¹³⁰ propose-t-il d'admettre qu'une sœur de Guibourc a une fille, qui épouse Guiguin (=Witichinus), et deux

122. *Hist.* I, 5 ; le roi Eude eut pour aïeul paternel *Witichinum advenam Germanum*.

123. *Op. cit.*, p. 536.

124. Sur Wito, forme hypocoristique de Witikind, v. Calmette, *Annales du Midi*, 1928, p. 241, n. 2.—Il ne s'agit évidemment pas ici de l'adversaire de Charlemagne.

125. Sans insister d'ailleurs autrement sur le sens de *consobrinus*, cousin par les femmes. — V., il est vrai, Chaume, p. 509.

126. *De Bernardo Sancti Wilhelmi filio*, 1902, pp. 21-22 et *La Famille de S. Guilhem* dans *Ann. du Midi*, 1906, tirage à part, pp. 17-18. V. *La diplomatie carolingienne*, p. 46.

127. *La Famille de S. Guilhem et l'ascendance de Robert le Fort* dans *Annales du Midi*, 1928, p. 243.

128. Cette hypothèse a été bien accueillie et reprise par Hermann Suchier dans *Zeitschrift für romanische Philologie*, t. XXIX, p. 678.

129. *Origine de Robert le Fort* dans *Mélanges Julien Havet*, p. 102.

130. V. tableau généalogique dans *Ann. du Midi*, 1928, p. 245.

fils : Guillaume le Connétable et Eude d'Orléans. Guibourc serait donc grand-tante et arrière-grand-tante de Robert le Fort et d'Eude, le premier roi capétien. Cette thèse échappe aux objections qui frappent les théories de Merlet et de l'abbé Chaume ; elle a en outre l'avantage de mettre entre Guibourc qui vivait au VIII^e siècle ¹³¹, et Robert, mort en 866, les degrés de parenté et les générations qui correspondent à un laps de temps aussi important. Enfin on comprendrait mieux avec une semblable solution que le nom de Guibourc soit passé dans les chansons de geste : l'illustre lignée de cette femme expliquerait aisément cette survivance ¹³².

Saint Guilhem eut, on le sait, plusieurs enfants, mais ici les documents sont — au moins en apparence — très divergents : AG énumère ses fils et ses filles : Vuitcarius, Hildehelmus et Helinbruch ; GG donne Barnardus, Vuitcarius, Gotcelmus, Helinbruch ¹³³. Dhuoda, sa belle-fille, femme de son fils Bernard, marquis de Gothie, énumère à son tour en 843 : « Chungundis, Gariberga, Vuithburgis, Teddericus, Gothzelmus, Guarnarius, Rothlindis ¹³⁴ » comme composant la parenté de Guilhem, soit donc, semble-t-il, ses deux femmes avec la descendance de chacune ¹³⁵.

131. Elle était morte en 804 d'après AG.

132. Il va sans dire que, hormis cela, tous les développements de la légende sur la belle sarrasine Orable, fille de Thibaud, qui, convertie, devient Guibourc, doivent pour nous rester dans le domaine de la légende.

133. Noter que les deux documents annonçant des filles n'en mentionnent qu'une : Helinbruch.

134. E. Bondurand, *L'Education Carolingienne, le Manuel de Dhuoda*, c. 72, p. 237. — On sait que Dhuoda ne nomme que les défunts.

135. Nous nous refusons, en effet, à admettre les hypothèses de l'abbé Chaume (p. 546) pour qui « Done (Dhuoda) nomme le père de son époux et ses deux femmes (Guillaume, Cunégonde, Guibourc) ; puis son aïeul et son bisaïeul (Thierry et Jousseume (Gaucelme) et enfin son trisaïeul et sa trisaïeule (Garnier et Rolent) ». Cela paraît tout à fait gratuit d'autant que pas un texte n'atteste dans l'ascendance de Guilhem un Gaucelme quelconque et le Jousseume ici en question paraît simplement le produit d'une théorie trop rigide sur l'onomastique ; pourquoi Gaucelme, comte de Roussillon, ne tirerait-il pas son nom tout aussi bien de l'ascendance de Guibourc ? D'ailleurs M. Chaume avoue lui-même que « le seul nom qui nous embarrasse est celui de Gerberge ; peut-être faut-il y reconnaître l'aïeule maternelle de Bernard de Septimanie, la mère de Cunégonde, la reine Gerberge, femme de Carlo-

Enfin dans les chroniqueurs nous trouvons le marquis Bernard et son frère Herbert ; leur rapport de parenté est nettement attesté par les *Ann. Bertiniani* 830 : *Heribertum fratrem Bernardi excoecare jussit* (Lotharius) et la *Vita Hlud.* XLV : *Denique Heribertus, Bernardi frater, luminum amissione mulctatus est contra votum Imperatoris* ¹³⁶. Dhuoda s'adressant à son fils lui dit : ... *et de domno Ariberto avunculo tuo* ¹³⁷. Herbert avait été impliqué dans les luttes politiques de son frère et s'était attiré la vengeance de Lothaire qui atteint également Gerberge, leur sœur, quelques années plus tard : en 834, Lothaire prend Chalon-sur-Saône que défendait un comte Gaucelme en qui l'on peut voir avec vraisemblance le Gothzelmus de Dhuoda, le comte de Roussillon, frère de Bernard ¹³⁸. Dans la ville se trouvait la moniale Gerberge ; accusée d'avoir été mêlée aux pratiques de sorcellerie de Bernard, elle fut noyée ; Gaucelme fut décapité ¹³⁹.

man II». Il serait bien étrange que la seule Gerberge représentât dans l'énumération de Dhuoda la lignée maternelle de Bernard et que tous les autres ancêtres fussent pris dans la lignée paternelle (V. Calmette, *Ann. du Midi*, 1928, p. 232). On voit comment nous tombons ici dans les généalogies les plus arbitraires et combien l'hypothèse exposée au texte est plus simple. Quant à savoir s'il s'agit bien des deux femmes de saint Guilhem et de la descendance de chacune, M. Calmette (*La Famille de Saint Guilhem*, 1906, pp. 8-9) semble avoir établi que Dhuoda ne suit pas ici l'ordre chronologique des décès (puis-que Gaucelme et Gerberge ont péri en même temps au sac de Chalon, v. *infra*), mais un ordre hiérarchique : Guilhem, sa première femme et la fille de celle-ci, sa seconde femme et les enfants de celle-ci par ordre de primogéniture.

136. V. aussi Paschase Radbert, *Epitaph. Arsenii*, II, 10. éd. Dümmmler, p. 74. — Herbert se trouvait déjà au siège de Barcelone, *supra*, n. 57.

137. Bondurand, c. 72, p. 238 : *Similiter et de domno Ariberto, avunculo tuo, rogo, tu si superstes fueris, nomen illius cum praescriptis personis supra jube transcribi orando illius*. — Herbert vit donc encore en 843.

138. Sur Gaucelme, comte de Roussillon et marquis de Gothie, v. Calmette, *Ann. du Midi*, 1906, p. 167.

139. Thegan, 52. — *Ann. Bert.* 834 ; *Vita Hlud.* LII. — Gerberge est dite *soror ducis Bernardi* et fille *quondam Willelmi comitis*. Cf. B. Simson, *Jahrbücher des Fränkischen Reichs unter Ludwig dem Frommen*, I, 330, n. — Gerberge peut avoir été chanoinesse et non pas nonne et rien n'assure sa résidence prolongée à Chalon ; il est cependant parfaitement admissible qu'elle ait été religieuse dans cette ville, surtout si l'on rapproche cela « des mentions qui nous présentent le frère de Guilhem, Thierry, ou son neveu et homonyme, le frère aîné de Bernard, comme *missus* et propriétaire de domaines considéra-

D'autre part au dire de Paschase Radbert ¹⁴⁰, Wala avait épousé une sœur de Bernard ; ce ne peut être Helinbruch que Dhuoda ne connaît pas, ni Gerberge qui est moniale ; il ne reste donc que Rolinde ¹⁴¹.

Quant à Thierry, Teddericus, qu'indique Dhuoda, on l'a confondu avec son oncle Thierry, frère de saint Guilhem ¹⁴². Cette opinion est infirmée par le texte de Dhuoda qui semble bien ranger Thierri parmi les fils de Guilhem et de Guibourc ¹⁴³. Pour M. Calmette ¹⁴⁴, ce Thierry, fils de Guilhem et frère de Bernard, est le même que le *domnus Teodericus* qui fut en 826 parrain du fils aîné de Dhuoda ¹⁴⁵, qui pourrait avoir été le *missus* de 816 ¹⁴⁶ et qui était mort quand Dhuoda écrivait en 843 ¹⁴⁷.

Cette hypothèse se heurte cependant à une objection. Dhuoda nomme deux fois un Thierry : au c. 62 d'abord où elle dit à son fils tout ce qu'il doit au *domnus Teodericus*,

bles en Bourgogne. Il est donc naturel de retrouver plus tard dans la même région un descendant du fondateur de Gellone, Bernard le Veau, fils de Bernard de Septimanie, dont nous aurons à rapporter tout à l'heure la prise d'armes en Autunois » (Calmette, *La Famille de Saint Guilhem*, 1906, p. 14).

140. *Epitaph. Arsenii*, II, 7, éd. Dümmler, p. 69 ; Wala doit être veuf en 814, puisqu'il prend à cette époque l'habit monastique.

141. Calmette, *op. laud.*, p. 14.

142. Mabilley, *H.d.L.* II, n. 87, p. 273, et Bondurand, p. 256.

143. Que Thierry ait été l'aîné des fils de saint Guilhem, v. démonstration de Calmette, *La Famille de Saint Guilhem*, 1906, pp. 10-12. Bernard pourrait avoir été le plus jeune des frères, si l'on tient compte d'abord de la date de son mariage (24 juin 824) et de sa différence d'âge avec son beau-frère Wala qui semble bien marquée dans l'*Epitaph. Arsenii*, II, 8, éd. Dümmler, p. 69 : *Ab incunabulis quasi pater circa eum in omnibus pium gerebat affectum.. plus etiam quam si pater esset*.

144. *Ibid.*, p. 11-12.

145. *Nec hoc praeferendum est, fili, de illo qui te ex meis suscipiens brachiis per lavacrum regenerationis filium adoptavit in Christo, nomen autem ejus appellatus est, dum vixit, domnus Teodericus, nunc vero condam.* (c. 62, Bondurand p. 212).

146. *H.d.L.* 273, col. 2. — C'est à ce Thierry que se rapportent les chartes de Perrécy citées par M. Chaume ; v. ci-dessus, n. 108.

147. Comme il a été parrain de Guillaume, fils de Bernard et Dhuoda, ce *domnus Teodericus* n'est mort qu'après le 29 novembre 826, date de la naissance de Guillaume (*Manuel*, p. 52), mais avant la mort de Louis le Pieux, qu'il charge de transmettre ses biens à son neveu (Dhuoda, *Manuel*, c. 62, p. 214) ; d'ailleurs il n'est jamais question de Thierry au cours des événements de 830 et 834.

où elle lui enseigne comment prier pour son parrain, pour son bienfaiteur : *Te quasi primogenitum parvulum relinquens in saeculo, suo cuncta domno et seniori nostro, ut tibi prodesse valerent in omnibus, remanserunt* ¹⁴⁸. Puis, au c. 72 au nombre des parents qu'elle a jusqu'alors omis d'indiquer, Dhuoda range, nous le savons, un Thierrî ¹⁴⁹. N'est-il pas surprenant que dans un livre rédigé avec soin paraisse cette négligence et qu'après avoir longuement louangé le seigneur Thierrî, Dhuoda cite rapidement son nom parmi ceux de parents qu'elle *n'a pas encore nommés* ? On ne peut penser pour résoudre la question à identifier ce *domnus Teodericus* avec le frère de saint Guilhem ; cela aboutirait en effet, selon la juste remarque de M. Calmette, à faire reparaître en 816 et en 826 un personnage déjà défunt sans doute en 804, puisque la charte de donation de Gellone, A.G., le donne comme mort ¹⁵⁰. Quoi qu'il en soit, et même si le seigneur Thierrî était — ce qui est bien improbable — étranger à la famille du Saint de Gellone ou tout au moins n'avait avec celui-ci que des liens de parenté plus éloignée, il n'en resterait pas moins qu'un Thierrî figure parmi les frères et un autre parmi les fils de saint Guilhem.

Mais admettons-nous de même parmi ces derniers le comte Béra possessionné dans le Razès dont nous avons eu déjà à nous occuper plus haut ¹⁵¹ ? Le gros argument en sa faveur est que les comtes Guilhem à la fin du règne de Charlemagne ne foisonnent pas et que hormis notre Saint on ne voit pas de quel Guilhem il pourrait s'agir

148. *Manuel*, c. 62, p. 214. — Voici l'interprétation de M. Calmette (*De Bernardo*, pp. 23-24) : *Universa bona in Burgundia sita Theodericus, cum ad vitae finem appropinquaret, imperatori commiserat ut Guillelmo, ad aetatem legitimam ubi pervenisset, traderentur.*

149. *Manuel*, c. 72, p. 237 : *Quos de quosdam predictis supra praelemisi personis, his brevias agnosce : id sunt Teddericus.*

150. V. *infra*.

151. Qu'il y ait entre Béra et saint Guilhem un rapport de filiation, cette opinion est admise par Devic et Vaissète (*H.d.L.* II, n. 91, p. 338) et les nouveaux éditeurs (*H.d.L.* II, n. rectificative à la n. 87, p. 272). Elle « reste séduisante » pour M. Auzias « Recherches d'histoire carolingienne » dans *Annales du Midi*, 1933, p. 124, n. 1.

dans la donation de l'abbaye d'Alet à l'église romaine. A cela M. Calmette oppose cette simple réponse qu'« un personnage aussi considérable que le comte de Razès, s'il eût été de la famille qui nous intéresse, aurait sa place marquée dans le *Manuel* de Dhuoda »¹⁵². Et, à l'examen, cette proposition que l'on trouverait d'abord un peu simpliste, paraît décisive : Dhuoda ne peut ignorer Béra, si celui-ci est de la famille de son mari : il a été comte dans la région et n'est pas mort depuis si longtemps qu'on l'ait oublié¹⁵³. Cependant il doit être mort avant que Dhuoda ait achevé la rédaction de son ouvrage : une charte de 844 le donne

152. *La famille de Saint Guilhem*, 1906, pp. 5-6 ; même explication dans le *De Bernardo*, p. 15.

153. *A fortiori* si ce Béra n'est autre que le comte Béra de Barcelone dont on se rappelle qu'il a été établi dans la ville par Louis le Pieux après la conquête ; *supra*, n. 78. Il serait évidemment très séduisant de voir dans le comte de Barcelone un fils de saint Guilhem en confondant dans une seule personne les deux Béra de Barcelone et de Razès, d'autant qu'on pourrait expliquer ainsi le silence de Dhuoda et celui des chartes de Gellone, plus spécialement d'AG, qui, elles aussi, ignorent Béra. On sait en effet que le comte de Barcelone, accusé de trahison en 820 par un certain Sanila, voulut se justifier par le duel judiciaire et fut vaincu ; l'empereur lui fit grâce de la vie et se contenta de l'exiler à Rouen (*Vita Hlud. XXXIII* ; *Einh. Ann.* ; Ermold. Nig. III, 553, s.). On pourrait donc soutenir que Dhuoda et les documents de Gellone sont muets sur Béra et l'ignorent de propos délibéré à cause justement de cette trahison. Malheureusement le comte de Barcelone est appelé par Ermold le Noir *princeps ille Gothorum* (I, 321, *supra*, n. 49) et les annalistes rapportent que le combat eut lieu selon la loi propre des combattants, *quia uterque gothus erat, equestri proelio congressus est*. Les auteurs de l'*H.d.L.* suggèrent (II, 339) que par le terme de Goth « on pourrait entendre seulement que le premier (Béra) est né ou établi dans la Gothie ». Mais je ne pense pas qu'une telle interprétation soit admissible ici où l'origine des combattants détermine la loi selon laquelle le duel aura lieu ; on applique la loi gothique et le duel se déroule à cheval ; il ne paraît guère douteux que cette procédure ait été indiquée spécialement par la loi propre et donc par l'origine de l'accusé : le comte Béra de Barcelone est d'extraction gothique. Comment dans ces conditions peut-il être fils de saint Guilhem dont l'origine franque est indubitable ? (cf. ce que nous avons dit plus haut de ses attaches austrasiennes). On est donc en présence d'un dilemme qu'ont déjà noté Devic et Vaissète (*loc. cit.*) : ou Béra de Razès est fils du comte Guilhem et, dans ce cas, il n'a rien de commun avec Béra de Barcelone ; ou le comte de Barcelone et le comte de Razès ne sont qu'un seul et même personnage, mais celui-ci n'est assurément pas le fils de saint Guilhem. Il faudrait même aller plus loin : si Béra de Razès n'est pas Béra de Barcelone, il n'est tout de même pas fils de saint Guilhem, car plus rien alors ne peut expliquer le silence de Dhuoda (et d'AG) à son égard, si ce n'est justement qu'il ne fait pas partie de la famille du Saint.

déjà pour défunt ¹⁵⁴. Par ailleurs tenir Béra pour un fils de saint Guilhem sur le simple fait que nous ne savons quel autre Guilhem pourrait concerner le diplôme d'Alet, revient à fonder une conclusion positive sur notre ignorance, ce qui paraît d'une méthode critique discutable.

Nous croyons donc pouvoir en combinant nos divers documents dresser ainsi la liste des enfants de saint Guilhem : Witcher, Hildehelm, Helinbruch, Gerberge, Thierry, Gaucelme, Garnier, Rolinde, Herbert, Bernard.

Sur Guarnarius, Vuitcarius, Hildehelmus, Helinbruch nous ne savons rien. Les éditeurs de l'*Histoire de Languedoc* ¹⁵⁵ ont soutenu que Garnier et Witcher étaient un seul et même personnage, ce qui, du point de vue philologique, est inacceptable ¹⁵⁶.

Les deux chartes de la donation faite par Guilhem à Gellone ne parlent, nous l'avons vu, ni de Gerberge, ni d'Herbert, ni de Thierry ou Rolinde ¹⁵⁷, ni, AG, de Bernard et de Gaucelme. Elles mentionnent au contraire Witcher et Helinbruch et, AG, Hildehelm dont Dhuoda ne souffle mot. Le silence de celle-ci peut s'expliquer parce que, lorsqu'elle écrit, c'est-à-dire de novembre 841 à février 843, elle ne parle que des défunts ; au reste, si l'interprétation que nous proposerons sous peu est exacte, Witcher, Hildehelm et Helinbruch sont morts depuis si longtemps — dès avant 804, soit plus de vingt ans avant le mariage de Dhuoda (24 juin 824) — que celle-ci, qui ne les a jamais connus, les a tout simplement omis.

Comment expliquer par ailleurs les omissions des chartes, d'AG et GG ?

En étudiant les deux documents, nous reconnâtrons sans peine que de façon générale GG dépend d'AG ; constatons ici qu'au surplus GG laisse tomber de l'énumération

154. *H.d.L.* II, 338.

155. *Ibid.* 272-273, v. aussi Bondurand, p. 259.

156. Pückert, p. 132, n. 30 c.

157. AG parle d'un Teudericus qui est le frère et non le fils de saint Guilhem.

d'AG Teodericus parmi les frères du Saint¹⁵⁸ et Hildehelm parmi ses enfants, ce qui peut s'expliquer par une omission du rédacteur préoccupé d'autre part de compléter la liste au moyen de deux noms connus. GG mentionne en effet, conformément aux données historiques, Bernard et Gaucelme parmi les fils du comte Guilhem. Comment cela a-t-il pu se réaliser ?

Révillout suggère¹⁵⁹ que le copiste de Gellone trouvant au bas d'AG parmi les souscriptions « les noms de Bernard et de Gaucelme crut faire merveille en les intercalant dans le corps de la Charte, tandis que sans doute par distraction il en retranchait celui de Théodoric, un des trois frères de S. Guillaume »¹⁶⁰. Le malheur veut qu'aucune des versions d'AG en notre possession ne porte de *Signa* après la date, exception faite du seul document prétendu original que publie précisément Révillout¹⁶¹ ; mais le parchemin du diplôme est en cet endroit si usé que l'on y peut lire seulement les quatre dernières lettres de *VuilheLMUS* et l'abréviation *sig.* ; plusieurs souscriptions ont donc ainsi disparu. L'hypothèse est à tout prendre plausible et l'on peut de toute façon admettre sans difficulté que le rédacteur de GG, comme l'auteur de la *Vita Willelmi*, aura eu connaissance tant du marquis Bernard que de son frère Gaucelme par la tradition historique ou les diverses Annales qu'il aura pu lire, car il semble, au langage de son document, n'avoir pas été sans instruction ; il connaissait également les chansons de geste, puisqu'il attribue à saint Guilhem un neveu Bertrand pour qui la donation est faite¹⁶² ; parfaitement inconnu des chroniqueurs et des sources historiques, ce Bertrand n'est autre que le « neveu de Guil-

158. Il y a d'ailleurs dans GG un *Signum domni Theudorici*.

159. P. 515, n. 2.

160. Il faudrait ajouter : et celui de Hildehelm, l'un de ses enfants.

161. Pp. 563-567.

162. *Nepoti meo Bertranno* : Lecoq traduit *nepos* par petit-fils. Guilhem n'a aucun petit-fils du nom de Bertrand qui soit attesté par des textes historiques.

laume, Bertrand « le nobile », son principal compagnon dans le *Charroi de Nîmes* et dans la *Prise d'Orange* »¹⁶³. Nous surprenons ici GG dans son effort de composition, dans son souci de ne rien négliger qui complète la physionomie du héros éponyme, souci qui le conduit au syncrétisme le plus libéral, sinon le plus discret¹⁶⁴.

Que penser donc de l'énumération faite par AG ? Cela dépend un peu évidemment de ce que l'on pense quant à l'authenticité de cette charte ; toutefois, si même on la nie, il paraît établi qu'AG représente une tradition assez bien fondée ; elle coïncide avec les sources historiques pour les père et mère qu'elle attribue à saint Guilhem, Thierriet Aude, ainsi que pour ses deux femmes, Cunégonde et Guibourc. Cette tradition est cependant rapportée avec quelque inexactitude, puisqu'AG annonçant des filles du Saint se nomme que Helinbruch. Pouvons-nous penser avec Pückert¹⁶⁵ qu'AG a déjà subi un premier remaniement qui aurait eu pour effet d'écarter du bienfaiteur de Gellone les images de ses enfants, au moins de ceux dont la destinée tragique — Bernard, Gaucelme, Herbert, Gerberge — semblait une offense à la mémoire du Saint, ou qui — Thierrî et Rolinde — ont été plus ou moins impliqués dans les aventures de Bernard ? Ce retranchement serait fort ancien puisqu'au XII^e siècle Bernard et Gaucelme réapparaîtront dans la *Vita Willelmi*, alors qu'on aura oublié les événements de 829 et 830, la triste aventure de Judith, les ressentiments des luttes entre Bernard et Lothaire ; la retouche daterait peut-être du X^e siècle, peut-être des temps de Charles le Chauve et serait par conséquent bien antérieure au conflit entre Aniane et Gellone.

163. Bédier, p. 134.

164. La *Vita Will.* (*supra* n. 10) mentionne Bernard et Gaucelme ; elle fait allusion aux chansons de geste dès son début et leur fait des emprunts dans son ch. V. Elle est cependant « plus ancienne que les textes poétiques conservés » (sauf peut-être la *Chanson de Guillaume*) cf. Bédier, 125 s. — Les chansons ne parlent ni de Bernard ni de Gaucelme.

165. P. 141.

Mais une autre explication plus simple et plus obvie se présente à nous : je croirais très volontiers avec M. Calmette ¹⁶⁶ qu'AG et la tradition qu'il représente sont muets sur Bernard, Gaucelme et les autres, tout simplement parce que la donation est faite en faveur des défunts, *de parentes meos qui defuncti sunt* ¹⁶⁷.

166. *Loc. laud.* — cf. Révillout, p. 515 n.

167. Ces mots désignent en effet tous les parents et non pas uniquement les père et mère du donateur, d'autant que *parentes meos* est explicité par un *id est* qui ouvre la voie à l'énumération : *genitor et genitrix, fratres, sorores, filii et filiae*. Je dois signaler d'ailleurs qu'on lit plus loin à deux reprises : *pro nos omnibus superius nominatos* ; mais rien n'interdit de penser que la donation est faite *pro remedio animarum* du donateur et de ses parents défunts.

CHAPITRE II

LA QUERELLE D'ANIANE ET DE GELLONE

Nous avons parlé dès le début de notre travail du différend qui s'éleva entre Aniane et Gellone et prit sa forme la plus aiguë aux environs du ^x^e siècle finissant. La querelle qui portait, on le sait, sur l'indépendance même de Gellone, fut très évidemment dirimée, ainsi que nous l'avons déjà dit, par plusieurs décisions pontificales, dès les dernières années du ^x^e et la première moitié du ^{xii}^e siècle.

On ne peut faire un exposé narratif du débat, puisque toutserésume dans les documents diplomatiques assez étranges que nous allons étudier. Nous n'aurons une idée quelque peu précise et exacte de la contestation qu'en examinant les pièces de près et en les critiquant l'une après l'autre.

Les érudits qui ont eu à s'occuper du problème se sont partagés : les uns, comme Mabillon ¹, les frères Sainte-Marthe et leurs continuateurs ², les Bénédictins auteurs de l'*Histoire de Languedoc* ³, Révillout ⁴, dom du Bourg ⁵ ont pensé que Gellone a bien dépendu d'Aniane, que celle-ci a donc formulé de justes plaintes, mais qu'Urbain II et plusieurs de ses successeurs ont séparé les deux abbayes.

1. *Acta, saec. IV*, pp. 68-69 ; *Ann. o.s.B.* II, p. 382 et IV, p. 679 ; v. aussi Bollandistes, *Acta SSum maii*, VI, 28 mai. 820. I.

2. *Gallia Christ.* VI, 580 s.

3. I, 923 ; III, 385.

4. *loc. cit.*, p. 510.

5. « L'abbaye d'Aniane, son rôle, son influence, ses destinées » in *Mélanges Cabrières*, I, p. 180 ; v. aussi Désazars de Montgaillard, *ibid.*, pp. 156 et s.

Les autres, comme Thomassy⁶, les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc*⁷, Pückert⁸ ont au contraire proclamé l'indépendance de Gellone et dénoncé l'« impérialisme » d'Aniane.

En faveur d'Aniane on peut invoquer les documents suivants : 1^o) une charte de donation datée du 15 décembre 804 qui figurait dans son chartrier⁹ ; 2^o) un diplôme impérial de Louis le Pieux du 23 avril 814 qui est au Cartulaire d'Aniane le privilège impérial IX¹⁰ ; 3^o) un second diplôme du 20 mars 822, au Cartulaire le priv. imp. X¹¹ ; 4^o) un troisième diplôme du 21 octobre 837, au Cartulaire, le priv. imp. XIII¹² ; 5^o) un diplôme royal de Charles le Chauve du 21 juin 853 qui est au Cartulaire parmi les privilèges impériaux sous le n^o XI¹³ ; 6^o) une bulle de Nicolas II du 4 mai 1061 dont la copie est au Cartulaire le privilège pontifical II¹⁴ ; 7^o) une bulle d'Alexandre II du 7 novembre 1066 qui figure au Cartulaire, priv. pont. III¹⁵.

Pour Gellone en revanche on peut se fonder sur : 1^o) un acte de donation daté du 14 décembre 804 qui est au Cartulaire de Gellone la charte 160 ; 2^o) un diplôme royal de Louis le Pieux du 28 décembre 807 qui est au Cartulaire la ch. 249¹⁶ ; 3^o) une bulle d'Alexandre II du 9 mars 1066, au

6. « Critique de deux chartes de fondation de l'Abbaye de Saint-Guilhem-du-Désert » *Bib. Ec. des Chartes*, II, 1840, pp. 177-187.

7. I, 923, notes ; II, 564-566.

8. *Op. cit.*, *passim*.

9. Une copie est encore à la layette d'Aniane aux archives de l'Hérault, série H. Nous reviendrons là-dessus.

10. Mühlbacher, *Regesta*, 522 (503).

11. Mühlbacher, 752 (726).

12. Mühlbacher, 970 (939).

13. Böhmer, *Regesta*, 1639.

14. Jaffé, 4.466. — Il en existe deux copies Bib. Nat. mss. lat. 12.777, f^o 82, et 13.816, f^o 67.

15. L'original serait à la layette d'Aniane aux Archives de l'Hérault, où l'on trouve encore une copie et un vidimus de cette bulle des 11, 25 et 28 janvier 1380. Deux copies se trouvent à la Bib. Nat. mss. lat. 12.770, f^o 238 et 13.816, f^o 68. La bulle figure dans Jaffé sous le n^o 4.597 (3.409).

16. Il en existe une copie, dont l'écriture ne semble pas antérieure au xii^e siècle, à la layette de Gellone aux Archives de l'Hérault, série H. C'est elle qui permet de dater la charte, car au Cartulaire tout le *datum* et la suscription manquent. On trouve en outre aux mêmes archives deux copies de cette charte de 1670 et 1688. — Mühl. 517 (498).

Cartulaire la ch. 1¹⁷; 4^o) une deuxième bulle d'Alexandre II du 19 mars 1068, au Cartulaire la ch. 2¹⁸; 5^o) une bulle d'Urbain II que nous n'avons plus, que les Bollan-dististes connaissaient de leur temps par la seule tradition et à laquelle ils assignent la date de 1090¹⁹; dom Sort la date de vers 1092²⁰; elle se trouve d'ailleurs mentionnée par les bulles de Calixte II et d'Eugène III que nous allons indiquer²¹; 6^o) une bulle de Calixte II donnée du 9 février au 26 avril 1123 et dont l'original est aux archives de l'Hérault²²; 7^o) une bulle d'Eugène III du 18 septembre 1146 dont l'original est également à la layette de Gellone aux archives de l'Hérault²³; 8^o) une bulle d'Alexandre III du 25 octobre 1162 dont une copie du xiv^e siècle est encore à la layette de Gellone²⁴; 9^o) un diplôme royal de Louis VII de 1162, également à la layette de Gellone²⁵; 10^o) enfin un *titulus* du pape Mar-

17. Jaffé, 4.592 (3.405).

18. Jaffé, 4.645 (3.433). Les divers éléments de la date ne concordent d'ailleurs pas.

19. *Acta SSum maii collecta*, 820-2.

20. P. 70.

21. La bulle ne figure pas dans Jaffé.

22. Jaffé, 7.044 — qui date la bulle du 1^{er} avril; en fait le cardinal Hugue figure dans le *datum* des bulles du 16 septembre 1122 au 26 avril 1123; par ailleurs les ans de pontificat de Calixte II se comptent du 9 février; cela explique les dates que nous donnons au texte. — Une copie existe à la Bib. Nat. mss. lat. 12.778, f^o 258. Une partie du document a été publié par Robert, *Etude sur les actes du pape Calixte II*, Paris, 1874, app. p. 94.

23. Jaffé, 8.947 (6.258) — *Gallia*, VI, pr. 280 (incomplet); Migne, P.L. 180, 1154. — Bib. Nat. mss. lat. 12.778, f^o 258 v^o.

24. Jaffé, 10.769; une copie en existe à la Bib. Nat. mss. lat. 12.778, f^o 259 b.

25. Edité dans *Gallia*, VI, pr. 282, *ex chartul. Gellon.* — On en trouve une copie à la Bib. Nat. mss. lat. 12.778, f^o 257.

A la layette de Gellone aux Archives de l'Hérault figure une copie de la donation de Louis le Pieux (ci-dessus n. 16) et du présent diplôme de Louis VII; viennent à la suite une nouvelle copie du diplôme de Louis VII vidimée par le garde de la prévôté de Paris en 1292, le mercredi après la fête de saint Jacques et saint Christophe (30 juillet); puis une mention d'une collation faite in *Parlamento* le 21 mai 1400, à la requête des habitants de Saint-Pargoire; le tout extrait et collationné en présence du syndic de l'abbaye et des vicaires perpétuels de l'église paroissiale, par Poujol, notaire royal à Saint-Guilhem, dont la signature est affirmée par le viguier de Saint-Guilhem le 7 mai 1670.

tin IV du 27 novembre 1281, en original au même dossier de Gellone ²⁶.

Il convient d'examiner ces documents qui sont contradictoires et d'écarter ceux d'entre eux qui ne résisteraient pas à une critique textuelle et diplomatique sérieuse. Il faut d'ailleurs noter que l'authenticité des bulles témoignant en faveur de Gellone et plus généralement des documents figurant sous les n^{os} 5 et suivants de l'énumération immédiatement précédente n'a jamais été contestée : on a simplement soutenu que l'indépendance de Gellone et son rattachement immédiat au Siège apostolique datait d'une époque assez basse, des temps d'Urbain II.

§ 1. — *Les chartes des 14 et 15 décembre 804.*

Ces chartes existent en plusieurs exemplaires qui ont été publiés ; il n'est pas inutile de les connaître dans le détail.

La charte du 14 décembre — en faveur de Gellone — que nous désignons, comme Pückert, par le sigle GG — a été éditée par Mabillon, *Acta SSum o. s. B., saec. IV, pars Ia*, p. 88 ²⁷, par les Bollandistes ²⁸, par l'*Histoire de Languedoc*, II, pr. 65 ²⁹, par Thomassy, *Bib. Ecole des Chartes*, II, pp. 179-181 ³⁰, par Révillout, *loc. cit.*, p. 563 ³¹, enfin par les éditeurs du *Cartulaire de Gellone*, ch. 160, pp. 144-146.

26. Le diplôme ne figure d'ailleurs pas dans Potthast. — Les deux sources littéraires qui pourraient nous renseigner sur le problème à examiner, la *Vita Willelmi* et le c. 30 de la *Vita Benedicti* d'Ardon, doivent, on voudra bien le noter, être écartées du débat, ainsi que nous l'avons indiqué dans le précédent chapitre (pp. 8-9).

27. *Ex Charlophilacio Gellonensi*.

28. *Acta SSum*, 28 mai, p. 820 ; ils n'indiquent pas l'origine de la charte qu'ils impriment.

29. D'après le *Cartulaire*, avec renvoi aux *Acta* de Mabillon.

30. Thomassy ne dit pas exactement d'où provient le texte qu'il publie.

31. D'après un prétendu original en la possession du marquis de la Prunarède. Ce document provient des archives de Gellone car il paraît bien figurer dans l'inventaire dressé en 1783 qui est actuellement aux Archives de l'Hérault. Il semble, au dire de Révillout, bien postérieur au ix^e siècle.

Il en existe deux copies dans le mss. lat. Bib. Nat. 12.778, f^{os} 252 et 256-257 ³².

La charte du 15 décembre — en faveur d'Aniane — que nous désignons, toujours avec Pückert, par le sigle AG, — a été publiée par Mabillon à la référence des *Acta* citée ci-dessus ³³; mais cette publication est incomplète : elle omet l'énumération des biens donnés par Guilhem. La charte a été éditée encore par Thomassy, *loc. cit.*, pp. 173-181 ³⁴, par la *Gallia Christ.*, VI, pr., 263 qui la publie intégralement et par les Bollandistes ³⁵ qui omettent eux aussi l'énumération des biens. Fait notable, dans ces deux recueils ainsi que dans les *Acta* de Mabillon, le texte publié provient des archives de Gellone, *ex tabulario Gellonensi* ³⁶. *L'Histoire de Languedoc*, *loc. cit.*, 67 donne à son tour une version qui paraît bien être tout simplement une copie de l'édition de Thomassy ³⁷. Révillout a édité également la charte du 15 décembre intégralement ³⁸. Il a eu soin de noter ³⁹ les variantes que présente une copie « faite peut-être au XIII^e siècle » qui figure à la layette d'Aniane aux Archives de l'Hérault et qui porte des interpolations provenant de

32. La seconde copie est bien plus soignée que la première et porte après les souscriptions : *In nomine domini ego Galtarius rogitus scripsi*.

33. Encore *ex Chartophilacio Gellonensi*.

34. D'après une copie du XII^e siècle provenant du Cartulaire d'Aniane, dit-il, à la p. 181. Or je n'ai pas su trouver dans le Cartulaire d'Aniane un texte semblable ; il en figure un à la layette d'Aniane (v. *infra*, n. 39 et 40), mais qui ne paraît pas, d'après les variantes, être celui dont Thomassy s'est servi. Noter d'ailleurs que l'édition de Thomassy est également incomplète.

35. *Acta SSum*, 28 mai, pr. 821. — *ex MSS*.

36. Il convient d'ailleurs de noter qu'il y avait d'autres copies de la charte dans le chartier de Gellone : *Quae separatim habeantur*, dit dom Sort. La rédaction en aurait été à peu près la même que celle de l'acte du 15 décembre qui nous est parvenu, sauf le passage sur la sujétion de Gellone.

37. D'autant que Mabilie renvoie en note à l'article de Thomassy et au Cartulaire d'Aniane.

38. *Loc. cit.* ; également d'après un prétendu original appartenant au marquis de la Prunarède. Ce document semble provenir du chartrier d'Aniane ; c'est lui qui figure, semble-t-il, sous le n^o 3 de l'inventaire dressé en 1790, actuellement déposé aux Archives de l'Hérault. Révillout reconnaît dans cet instrument un « acte du IX^e siècle ». — V. *supra*, ch. I, n. 161.

39. D'ailleurs pas très exactement.

GG ⁴⁰. Enfin, dom du Bourg a édité ⁴¹ une copie du mss. latin 5.941, f° 41, de la Bibliothèque Nationale qui présente d'assez sensibles différences avec le texte ordinaire de la charte.

Il faut encore signaler que Plantavit de la Pause qui fut évêque de Lodève au xvii^e siècle, dit, dans sa *Chronologia* ⁴², savoir qu'une *pervetusta scheda foundationis* de Gellone contenait le nom de Nebridius qu'il croit, à tort ⁴³, avoir été évêque de Lodève au temps de saint Guilhem. Mais personne, pas même Plantavit, n'a vu le document qui renfermerait en tout cas une erreur historique sérieuse ; nous ne pouvons donc que le signaler et l'écarter de notre discussion.

I. — La charte du 14 décembre n'est pas, remarquons-le bien, une charte de fondation, mais plutôt une donation de toute une série de territoires concédés par le comte Guilhem au monastère déjà fondé de Gellone ⁴⁴ qui a déjà des moines et un abbé ⁴⁵, des autels consacrés ⁴⁶. Cet acte ne fait aucune mention d'Aniane ; il considère Gellone comme une abbaye libre et parfaitement autonome.

Le texte présente de graves difficultés. Le comte Guilhem donne à Gellone des territoires qui sont sa propriété, *hoc est res meas que sunt*, etc... ; mais l'un d'eux, le territoire de Litenis, est qualifié de *fiscus* : voici donc un domaine impérial dont un comte bénéficiaire dispose comme de son bien propre. ⁴⁷Et ce *fiscus Litenis* est donné avec les églises de

40. Révillout a su discerner très remarquablement l'interpolation faite dans ce document et son origine ; l'énumération des biens donnés a été augmentée d'après GG.

41. *Mélanges Cabrières*, I, pp. 193-194.

42. *Chronologia praesulum Lodovensium auctore Ioanne Plantavitio de la Pause, episcopo et domino Lodovensi, Montis-bruni comite*, p. 24. — Plantavit suit ici Bernard Gui.

43. Cf. *H.d.L.*, IV, n. 60, p. 287.

44. *Dono ad monasterium quod dicitur Gellonis*.

45. *Monachos et abbatem posui*.

46. *Altariis ibi Deo consecratis*.

47. Il faut noter qu'AG porte plus correctement *Litenis villa*. — Comment ne pas remarquer que Seyras qui, dans GG, est encore la *villa Saturatis*

S. Jean (qui est S. Jean-de-Fos) et S. Genès ⁴⁸; comment accorder cela avec l'état désertique et désolé du lieu où le Saint bâtit Gellone ? La fin de la charte, loin de dissiper ces contradictions y revient et les aggrave ; elle dit en effet des biens donnés : *hunc onorem a me possessum tam ex horiginali parte quam ex acquisitione absque ullius personae querimonia*. Or il est bien certain qu'au ix^e siècle le mot *honos* est synonyme de *beneficium* ⁴⁹; ce serait donc une tenure bénéficiaire et Guilhem la donne comme si elle lui appartenait en propre et, comme d'un bien personnel, il en indique l'origine dans une forme parfaitement insolite à cette époque ⁵⁰.

Notons encore, outre le pluriel *filiabus* s'appliquant à une seule fille, Helinbruch, la présence du *nepos Bertrannus* dont nous avons déjà parlé et qui n'a jamais existé que dans l'esprit des jongleurs ⁵¹.

Si maintenant on passe à la critique diplomatique, le texte de GG ne présente pas de signes plus sûrs d'authenticité ; Guilhem y est dit *comes Dei gratia*, ce qui est évidemment impossible au ix^e siècle, mais peut avoir été introduit par un copiste en mal d'harmonisation ⁵². Chose plus grave, la date du document est inexacte et impossible ; elle est en effet ainsi rédigée : *facta est haec donatio, xviij kal. januar. feria I. anno XXXIIII regnante domno nostro Charolo rege Francorum et Longobardorum ac patricio Romanorum et anno IIII. Christo propicio, imperii ejus*.

cum ipsa ecclesia Si Saturnini devient, dans la bulle de Calixte II, en 1123, le *fiscus Saturatis cum ecclesia Si Saturnini* et plus tard, dans les bulles d'Eugène III et d'Alexandre III, l'*ecclesia Si Saturnini de Seirah cum fisco* ?

48. *Fiscum Litenis cum ecclesiis Si Johannis et Si Genesi*.

49. *Honos* n'acquiert le sens de « propriété » qu'au xi^e siècle ; v. notamment H.d.L. V, 431, n.° 213.1. — V. d'ailleurs Lesne, R.H.D., 1924, p. 28.

50. On rencontre en effet dans les documents : *ex proprietate* ou *ex hereditate parentum, ex legitima et paterna hereditate*. C'est dans les documents du sud de la France que l'on trouve *ex origine parentum, per originem parentum* et seulement à la fin du ix^e siècle et au x^e, en 888 dans le diocèse de Gérone, en 926 dans le diocèse de Rodez (H.d.L. II, pr. 413, n° 207).

51. V. *supra*, ch. I, *in fine*.

52. Thomassy, 182.

Le point capital est que le xviii^e des kalendes de janvier, soit le 14 décembre de la quatrième année de l'empire, c'est-à-dire de 804, tomba un samedi et non un dimanche ; il faudrait pouvoir lire *feria VII*, ce que ne porte aucune des copies en notre possession. Il y a donc là la trace d'un remaniement, surtout si l'on compare GG à AG qui est du xvii^e des kalendes de janvier, donc du 15 décembre qui tomba bien un dimanche en 804. Le rédacteur de GG n'aurait-il pas pris AG pour modèle en l'antidatant d'un jour, pour se donner plus d'autorité ? Il y a au surplus bien d'autres erreurs ; les années de règne de Charles comme roi des Francs et des Lombards ne sont exactes que si on les compte de la mort de Carloman, soit du 4 décembre 771, alors que toujours Charles a daté son règne du 9 octobre 768, jour de son couronnement. Guilhem qui fut très lié avec l'empereur n'aurait pas daté un document important d'une manière qui n'eût certainement pas été agréable à son maître. Enfin il y a une méprise véritable sur la titulature impériale : le titre de patrice disparut devant celui d'empereur ; il est ici maintenu d'une façon tout à fait insolite ; cela prouve, semble-t-il, que le rédacteur ne savait pas exactement quel rapport hiérarchique pouvait exister entre les deux titres, ignorance inadmissible chez le comte Guilhem.

Rapprochons d'autre part notre document (GG) de documents émanant d'Aniane ; le *ex doctrina venerabilis patris Benedicti monachos et abbatem posui* ne rappelle-t-il pas très bien la proposition de la *Vita Benedicti*, c. 30 : *in cellam (Gellonis) venerabilis pater Benedictus suos jam posuerat monachos*⁵³ et ce même passage de l'*Epistola Indensium*⁵⁴ : *ex doctrina sua monachos et rectores misit* ? Les mots *abbatem posui* ne sont-ils pas singuliers sous la plume d'un laïque ?

53. Avec cette différence d'ailleurs que, dans le premier texte, l'auteur veut faire penser à saint Benoît de Nursie et que, dans le deuxième, il s'agit de saint Benoît d'Aniane.

54. *Vita Ben.* c. 42, SS. XV, 219.

Enfin la place de la copie de notre diplôme dans le Cartulaire de Gellone ne laisse pas que d'être assez significative. Elle figure en effet au f^o 64, au début du deuxième Cartulaire qui fut confectionné en 1122 sur l'ordre de Guilhem, abbé de Gellone, par le moine Bernard ; or il semble que sa place normale eut été aux f^{os} 3 ou 4, à côté des inventaires des biens du monastère dressés par des abbés antérieurs (tout au moins à côté du *Testamentum Juliofredi*), au seuil du Cartulaire dont l'abbé Pierre — ainsi qu'en témoigne son *Testamentum* — entreprit la compilation dans les années qui s'écoulèrent entre 1066-1068 et 1074-1076. D'ailleurs l'abbé Pierre nous dit que le chartrier a été à peu près entièrement détruit par un incendie auquel n'a échappé que le *Testamentum Juliofredi*. Mais c'est vers cette époque, 1070 environ, que la querelle semble s'être envenimée entre Aniane et Gellone ; c'est vers cette époque ou probablement un peu plus tard que Gellone modifiant comme il convenait les documents d'Aniane les transforma et les récrivit à sa façon afin d'y pouvoir trouver la preuve de son indépendance ; cela expliquerait parfaitement l'absence de GG dans le premier Cartulaire et sa présence dans le second.

II. — Pour la charte du 15 décembre, la question se présente sous un aspect plus complexe ; le document ne paraît pas authentique, mais cela est loin d'être aussi manifeste que pour la charte précédemment examinée.

AG, que nous allons étudier, n'est pas plus que GG une charte de fondation véritable, mais une donation faite toujours par le comte Guilhem (qui n'est pas ici *comes Dei gratia*) de *villae* et de manses divers à la basilique du Saint-Sauveur déjà construite *in illa cella Gellonis quem ego... Vuilhelmus... aedificavi*. Mais la donation est faite sous la condition formelle de la sujétion de Gellone à Aniane comme d'une *cella* envers une abbaye.

Le texte d'AG, rude et incorrect, loin d'être, comme on

l'a prétendu ⁵⁵, un signe de falsification, plaide au contraire en faveur de son authenticité : *dono ad sacrosancte basilice qui est constructa... dono villa... si alicus homo ipsa cella separaverit.. precamus* ; la pureté de la langue et de la syntaxe n'a point été la préoccupation du haut moyen-âge ⁵⁶. Les moines de Gellone, en refaisant plus tard la charte en leur faveur, auront soin d'en améliorer le style et d'en corriger les solécismes dans les parties qu'ils reprendront textuellement.

Mais si nous examinons AG dans son dispositif même, nous y trouverons d'assez sérieuses raisons d'en suspecter l'authenticité. Comme GG tout d'abord — qui l'a copié sur elle — AG, mentionnant des filles du Saint, *filiās*, ne nomme que la seule Helinbruch ; ce pluriel est déjà la trace d'un remaniement ⁵⁷.

Contrairement à ce que fait GG ⁵⁸, AG n'indique point l'origine des biens où Gellone a été construite. Il semble qu'on ait voulu écarter tout ce qui aurait pu faire voir en Gellone un monastère royal et légitimer une intervention du roi ; or c'était un bien royal d'après non seulement GG (qui serait de peu d'autorité), mais d'après les diplômes de Louis le Pieux en faveur d'Aniane que nous retrouverons plus tard et qui parlent de la construction de la *cella Gellonis in causa domni et genitoris nostri* ⁵⁹, qui donnent Gellone à Aniane, Gellone qui est, selon leur expression, *aliquid ex rebus nostris*. Notons au passage que ces diplômes s'expriment ainsi : ...*placuit... aliquid ex rebus tradere nostris, id est quan-*

55. Thomassy 182-184. — *H.d.L.* IV, 538.

56. Pückert signale plutôt (p. 131) l'absence de tout signe marquant l'aspiration rude devant les consonnes dans le nom de Bertana et la graphie « Cunegunde », alors que ce nom est souabe et qu'il avait la prononciation aspirée du haut-allemand. Dhuoda d'ailleurs l'écrit « Chungundis » (*Manuel*, c. 72, Bondurand, p. 237).

57. Et le mot *filiās* se relève également dans le prétendu original publié par Révillout.

58. *In causa domni et senioris mei Caroli* ; *causa* ici signifie « propriété immobilière ».

59. GG ne dépendait-elle pas d'eux ?

dam cellulam Gellonis et ignorent parfaitement, à s'en tenir à leur texte, la donation faite par saint Guilhem (AG ou GG). Ces documents sont d'ailleurs, comme nous espérons le montrer, considérablement remaniés et singulièrement suspects en ce qui concerne Gellone. Mais ici ils contredisent très nettement AG, d'une façon qui serait plus que gratuite, inutile et absurde, si cette charte était authentique et eux apocryphes sur ce point précis.

AG présente cette particularité d'être dans sa partie initiale une donation à la basilique du Saint-Sauveur qui est *in illa cella Gellonis*. Après avoir indiqué en passant le rôle de l'abbé Benoît (d'Aniane) dans la construction de la *cella*, après avoir précisé — toujours en passant — que Gellone est sous la direction de cet abbé : *in illa cella... quem ipse domnus Benedictus abba regere videtur*, la charte énumère longuement les biens dont la propriété est transférée à Gellone, puis elle réitère la donation : *ista omnia superius nominata... dono, etc*, mais en la soumettant tout à coup à une condition formelle : la soumission et l'obéissance de la *cella* envers l'abbaye d'Aniane *sicut hodie esse videtur*. Sur cette sujétion la charte revient trois fois coup sur coup avec cette menace : si Gellone se sépare d'Aniane, les biens donnés iront à cette dernière : *namsi alicus homo... ipsa cella separaverit de Aniana monasterio : tunc ipsas res superius nominatas volumus eas esse donatas... ad Aniana monasterio* ; cette clause comminatoire ne figure pas dans les diplômes de Charles sur l'union de Cormery et Saint-Martin de Tours⁶⁰, ni de Louis sur celle de Meppen et Korvey⁶¹. N'a-t-on pas l'impression que, bien plus que la donation, c'est la sujétion de Gellone à Aniane qui préoccupe le rédacteur de l'acte ? *si subjecta sit, dum subjecta sit, dummodo subjecta sit*, répète-t-il à quelques lignes de distance.

On remarquera d'ailleurs sans peine que, si Gellone était,

60. Mühlb. 365 (346).

61. Mühlb. 935 (906).

au moment où AG fut rédigée, une *cella* soumise à Aniane, *sicut hodie esse videtur*, comme l'affirme l'acte, il eût été beaucoup plus naturel que Guilhem fît donation de ses biens non pas à la *cella* elle-même, mais à l'abbaye dont elle dépendait. Cela aurait rendu la soumission de Gellone à Aniane inéluctable et superflues les menaces inscrites dans la charte ; c'est du reste ce qu'un remaniement d'AG finira par réaliser : la version publiée par dom du Bourg, sur laquelle nous dirons un mot plus bas, porte donation directe des biens de Guilhem à Aniane, sans même mentionner Gellone.

Après ces menaces et cet ordre de soumission, AG continue en priant l'abbé d'Aniane d'en user miséricordieusement avec les frères de Gellone et de leur laisser la jouissance de tous leurs biens. N'y aurait-il pas là une sorte de garantie donnée aux moines de Gellone pour les calmer ? En fait on ne rencontre cette clause *precamus ut ipse abbas de Aniana benigniter adque misericorditer regat ipse cella Gellonis* dans aucun texte du VIII^e ni du IX^e siècle ; elle apparaît, en un temps singulièrement indicatif, dans la donation faite du prieuré du Rozier en Gévaudan à l'abbé Emeno d'Aniane, en 1075 ⁶² ; il ne laisse pas au reste d'être un peu étrange, — même si l'on retient que le principe d'entr'aide des monastères est bien dans l'esprit de Benoît d'Aniane ⁶³ — que l'abbé de ce lieu soit prié de subvenir aux besoins de Gellone : *et quod ibidem minus habuerint de stipendia... ille (abbas) propter Deum aliunde adjuvet et subveniat sicut decet abbatem... regere*, alors que l'acte même où figure cette clause porte donation à Gellone de trois *villae* entières et de possessions dans quatre autres ⁶⁴.

62. H.d.L., V, 60, n° 313 : *sic tradimus... et abbati presenti Emenoni (ecclesiam) ut dominus abbas misericorditer regat hunc locum, ut sit cella monachorum Anianensium*. — C'est la charte 212, p. 341 de l'édition du Cartulaire d'Aniane.

63. *Vita Ben.*, c. 43. (Lettre de Benoît à Georges, abbé d'Aniane : *ut potestis, aliis pauperioribus que supersunt vobis necessaria monasteriis, ministrare*. — C'était aussi l'esprit de Cîteaux.

64. C'est ce que la charte avec une humilité toute monastique qualifie de *parvitas* : *in ista parvitate quod ego ad ipsa cella donavi... Nam non adminuet*

Enfin, si la charte est datée correctement du dimanche 15 décembre — ce qui est exact pour 804 — elle porte, comme GG, puisque d'ailleurs GG l'a copiée sur elle, la grave erreur dans les années de règne et dans la titulature impériale que nous avons relevée.

Nous avons déjà signalé que les Archives de l'Hérault possédaient de cette charte une copie du XIII^e siècle. Outre quelques variantes sans grande portée, cette pièce présente, quand on la compare aux versions que nous venons d'examiner une interpolation assez considérable dans l'énumération des biens donnés ; chose curieuse cette interpolation est empruntée à GG. — Quant à la copie que nous a révélée dom du Bourg, bien loin d'être, comme l'a cru le savant religieux, l'original de la donation et de dirimer le débat en faveur d'Aniane, elle n'est, ainsi qu'une comparaison des textes le laisse immédiatement apercevoir, qu'une simple reproduction, non pas des versions de Révillout ou de la *Gallia*, mais de la copie précédente, avec cependant les altérations nécessaires pour faire disparaître toute mention de Gellone ⁶⁵.

Si l'on veut approfondir encore le problème de la rédac-

(abbas) de ipsa parvitate ad ipsos fratres, dummodo ipsa cella subiecta fuerit ad Aniana monasterio.

65. La copie du dom du Bourg laisse d'abord tomber quatre mots par une erreur inexcusable et donne le texte :et filios meos et filias Vinario et Chidehelmo et Chelinburgi et Conicunde. Elle ajoute à la titulature du monastère : *seu almi protomartiris Stephani cum aliorum sanctorum* ; en effet saint Etienne est au nombre des invocations d'Aniane, mais ne figure pas dans les autres exemplaires d'AG, non plus qu'au Cartulaire de Gellone. La copie continue : *in illo loco cui vocabulum Aniano, quam ipse Domnus Benedictus Abba regere videtur* ; les mots *quam ipse* démontrent jusqu'à l'évidence qu'on a laissé tomber toute une proposition intermédiaire sans faire les raccords nécessaires ; le texte des autres exemplaires porte en effet : *i.i.l.c.v.A. in illa cella Gellonis quam ego superius nominatus Willelmus per consilium domni abbatis Benedicti seu cum suo adiutorio hedicavi, quam ipse etc...* A deux reprises différentes on a encore omis une suite de propositions ayant trait à Gellone. Il y a également quelques variantes : vg. *inferat fisco auri libras V*, au lieu de *libra I*. On a adopté la leçon courte : *haec donatio mea firma permaneat*. Le mot *Christo* manque — de même que dans la copie de la layette — dans la formule *anno IIII propisio imperii ejus*. De plus le copiste semble avoir eu le souci d'améliorer la tenue grammaticale du document.

tion des deux chartes, AG et GG, voici quelques hypothèses qui se présentent à l'esprit.

Si une charte authentique de fondation avait existé — ce qui expliquerait l'exactitude d'AG quant au jour de la semaine, dimanche 15 décembre, la quatrième année de Charles, empereur — on pourrait avec quelque vraisemblance la reconnaître approximativement dans la partie d'AG qui précède l'ordre de sujétion à Aniane, d'autant que la phrase par où la transition s'opère, contient une répétition, comme un doublet⁶⁶. Mais je crois tout de même qu'AG, tel que nous l'avons, a été récrit en entier : à cause tout d'abord du pluriel *filiis* concernant Helinbruch ; un recenseur ne sachant à qui les prénoms énumérés pouvaient s'appliquer a sans doute laissé ici tomber un mot ; — à cause également de la date qui est fausse quant aux années de Charles, roi des Francs et des Lombards, et quant au titre de patrice, marque selon moi d'un remaniement postérieur au cours duquel on a voulu entasser les signes d'authentification avec quelque maladresse ; — à cause enfin de l'unité de style qui ne me semble guère permettre une discrimination entre telle et telle partie du document.

Cependant si un original authentique de la donation de Guilhem a jamais existé, qu'est-il devenu ? Qu'Aniane ait eu intérêt à le faire disparaître pour le remplacer par AG (et les versions qui en dérivent), cela paraît évident. Mais Gellone aurait dû l'avoir dans son chartrier. L'acte aurait disparu au plus tard sans doute au cours de l'incendie de 1060 (ou environ) ; mais dans ce cas pourquoi les frères de Gellone ne l'auraient-ils pas récrit dans le Cartulaire de l'abbé Pierre ? Se seraient-ils contentés d'y copier le *Testamentum Juliofredi* — dont nous parlerons plus loin — qui établit sans détours la donation de Guilhem, quoique l'énumération des biens ne corresponde pas à AG ni GG, tout en étant beaucoup plus ample ? Les moines auraient-ils manqué

66. *Ista omnia... pro nos supradictos ad ipsa Casa Dei vel ad suos rectores dono, tradito adque transfundo ab hodierno die ad ipsa Casa Dei, dummodo etc..*

de relever, s'ils l'avaient connue, la charte qui était la première constatation de leur existence monastique ? Assurément le Cartulaire n'a pas été confectionné avec un très grand soin : il ne renferme que les deux bulles d'Alexandre II de 1066 et 1068 ; il ignore les bulles postérieures, notamment celle d'Urbain II en 1090 qui, la première, mentionnait le débat entre Aniane et Gellone et le résolvait en faveur de celle-ci. Le Cartulaire de l'abbé Guilhem⁶⁷ ignorera d'ailleurs les pancartes de Calixte II, d'Eugène III, tout aussi bien que le diplôme de Louis VII. Mais le *Testamentum* de l'abbé Pierre⁶⁸ ne semble-t-il pas prouver qu'à la fin du XI^e siècle ou tout au moins dans les années oscillant entre 1066 et 1070 ou 1077⁶⁹, les moines de Gellone ne connaissaient pas autrement que par la tradition la donation de saint Guilhem ? l'abbé veut en effet réunir *omnes cartas tocius honoris Sancti Salvatoris Gellonensis* ; or au milieu des pièces fondamentales qui ouvrent le recueil et qui ont dû, semble-t-il, être reconstituées pour la plupart, ne figure aucune charte émanant du fondateur. Il nous est dit par ailleurs que le *Testamentum Juliofredi* a seul survécu à l'incendie de 1060, mais on consigne le *Testamentum* de l'abbé Gérard qui date des premières années du XI^e siècle ; on omet la charte de saint Guilhem.

Aniane aurait-elle de son côté possédé l'original d'AG soit le diplôme authentique, soit une copie ? Pour le diplôme, cela ne paraîtrait guère soutenable qu'au seul cas où ce diplôme ne serait autre qu'AG, dans le cas par conséquent où AG serait authentique, sans quoi on ne voit pas très bien pourquoi Aniane aurait eu en sa possession une charte qui somme toute, ne l'intéressait pas⁷⁰ ; or je crois

67. Cf. *supra*, p. 47.

68. *Ibid.*

69. Le 18 juillet 1077, Bérenger est abbé de Gellone (au Cartulaire, ch. 151).

70. Sauf peut-être au cas — possible après tout — où, Benoît ayant eu sous sa direction commune Aniane et Gellone avant son départ d'Aniane, la charte lui aurait été confiée et mise par lui dans le chartrier de ce monastère-ci ; mais c'est là une pure conjecture d'autant que, d'après AG,

avoir montré qu'AG est, en grande partie pour le moins, apocryphe et récrit, conclusion que l'examen des documents suivants et surtout la falsification impudente de plusieurs bulles pontificales ne fera que confirmer.

Aniane pouvait-elle posséder une copie de l'acte original ?

Rien ne semble s'y opposer ; ce serait même vraisemblable étant donné l'union probable des monastères sous la crosse de Benoît ; Gellone d'ailleurs a bien détenu des copies d'AG. D'autre part cette hypothèse aurait l'avantage de donner une base assez sûre à l'indication des parents de Guilhem pour qui la donation est faite et à l'énumération des biens donnés. D'où proviennent ces nomenclatures dans AG ? il est impossible de le préciser. Pour les parents nous avons présenté diverses remarques à la fin du précédent chapitre. Pour les biens dont l'énumération est identique dans AG et GG⁷¹, il convient de noter que sur les sept *villae* mentionnées dans l'acte : Litenis, Marcomitis, Saturatis, Canet, Soregia, Vuiciago (ou Noviciacum), Bracoila (ou Bracoialo), les trois dernières ne figurent absolument pas au Cartulaire de Gellone en dehors de GG qui est, on le sait, la ch. 160 ; deux autres figurent chacune une fois dans le Cartulaire⁷² ; aucune de ces cinq *villae* n'est même mentionnée dans les pancartes concernant le monastère. Seules Litenis et Saturatis persistent dans le *Testamentum Juliofredi*⁷³, dans les importantes pancartes de Calixte II, d'Eugène III et d'Alexandre III⁷⁴, ainsi que dans le di-

Gellone possédait déjà une basilique où l'on pouvait sans doute conserver un document, où l'on en conservait certainement, ne serait-ce que pour assurer le service du culte.

71. Sauf, dans GG, une légère interpolation sur les limites de Litenis.

72. Canet dans le *datum* d'une charte de 1199 (ch. 554) — Mareconitis (ou Marcomitis) dans une charte de 1067 (ch. 58) où est donné à Gellone un manse dans cette *villa*.

73. Litenis y devint Ledenis — et Saturatis, Sedratis. Noter que dans une charte de 1059 (ch. 51) il est question de la *parochia Si Saturnini de Sedratis*.

74. Pour Eugène et Alexandre, Saturatis devient Seiraz ou Seirah. — Une charte de 1153 (ch. 507) mentionne l'*ecclesia Si Saturnini de Serracio* ou *Seiracio*.

plôme de Louis VII. Mais d'ailleurs qu'Aniane ait possédé la charte de Guilhem en copie ne dirimerait pas le débat puisqu'il faudrait encore trouver l'original même du document et cet original, où pourrait-il être, sinon à Gellone où il n'est pas ? On perçoit les considérables obscurités qui enveloppent le problème.

Mais à quelle époque se place donc la rédaction d'AG ? On pourrait, à s'en tenir non point tant à la disparition hypothétique dans la charte des noms de Bernard et de Gaucelme ⁷⁵, mais à la langue même du diplôme, le faire remonter assez haut ; lorsque à une date qui peut varier entre la rédaction du premier Cartulaire (1066-1077) et la bulle d'Urbain II (1090) ou même la rédaction de la *Vita Willelmi* et la confection du second Cartulaire (1122), les moines de Gellone écriront GG, ils prendront soin de corriger le jargon de leur modèle. Il ne serait du reste pas étonnant qu'Aniane ait eu des prétentions sur Gellone peu de temps après l'origine de celle-ci, prétentions qui se seraient concrétées, dès avant l'interpolation du c. 30 de la *Vita Benedicti*, par la falsification d'AG et peut-être de quelques autres documents.

Cependant AG ne peut guère avoir été écrit avant la rédaction des actes de Louis le Pieux dont nous avons parlé et qui l'ignorent ; or le dernier de ces diplômes daté de 837 porte la trace très nette d'un remaniement bien postérieur ; ils renferment tous une expression, *aliquid ex rebus tradere nostris*, qui n'apparaît guère qu'en 1075 ⁷⁶, dans ce même document où nous avons relevé la clause si curieuse par laquelle AG prie l'abbé d'Aniane de se montrer bienveillant envers la *cella Gellonis*.

Comment, à une date tardive, le faux AG a-t-il été si habilement rédigé, bien plus élégamment que GG ne le sera quelques années après, en évitant le *fiscus* et le *comes*

75. Cf. précédent chapitre.

76. *Infra*, n. 94.

Dei gratia, en écartant la mention de l'origine des biens par quoi Gellone voulut surenchérir sur son autonomie ? On pourrait l'expliquer en remarquant qu'Aniane s'est trouvée posséder à la fin du ^x^e siècle, outre un habile rédacteur, des actes originaux sur lesquels elle a pu modeler AG. Gellone en revanche s'en est trouvée complètement démunie après l'incendie qui motiva la pancarte d'Alexandre II en 1066 et la confection du Cartulaire de l'abbé Pierre. Ce serait justement, si nous essayons de prendre déjà comme une rapide vue d'ensemble de l'affaire, l'incendie du chartrier de Gellone qui aurait donné à Aniane toute sa hardiesse ; il faudrait donc placer l'activité d'Aniane et sa production apocryphe aux environs de 1066-1080, avant la bulle d'Urbain II de 1090 ou 1092. Gellone riposta en falsifiant à son tour le faux d'Aniane et rédigeant GG soit avant 1090, soit même après (car c'était toujours un travail utile pour parer à une nouvelle offensive possible de l'adversaire), en tout cas à la fin du ^x^e siècle ou au début du ^{xii}^e ⁷⁷.

III. — A côté des deux chartes AG et GG, nous devons examiner un titre important dont il n'a guère été question jusqu'ici, titre qui n'a pas de valeur juridique proprement dite, mais qui pourrait éclairer les historiens sur la situation de Gellone dans ses débuts ; nous voulons parler du *Testamentum Juliofredi*, un inventaire des biens de l'abbaye fait sur l'ordre de Juliofroi, abbé de Gellone et *consanguineus Karoli imperatoris* ⁷⁸. Il y est question des *domini et piissimi Karolus et Ludovicus imperatores* ; le document serait donc antérieur à la mort de Charlemagne et déjà cependant d'un temps où Louis le Pieux est associé à l'empire, mais tout de même postérieur à la mort de Guilhem

⁷⁷. A peu près à cette époque, (1122, 1125, 1130 ; cf. Bédier, p. 118) on rédige, en combinant le c. 30 de la *Vita Benedicti* avec la *Prise d'Orange* et le *Charroi de Nîmes*, la *Vita Willelmi*.

⁷⁸. *H.d.L.*, II, 69 et II, 565 ; Révillout, p. 571 ; Mabillon, *Ann.* II, p. 718 ; *Gallia*, VI, pr. 264 ; Cartulaire de Gellone, ch. 4, p. 5 qui le date *circa* 807.

qui est appelé *sanctus* ⁷⁹. Pückert ⁸⁰ le date de 813. Gellone y paraît très riche, bien plus encore qu'elle ne semble l'être dans les chartes de saint Guilhem ; il n'y est nullement question d'Aniane. Au dire de l'abbé Pierre I^{er}, qui a gouverné Gellone à partir de 1061 jusqu'aux années 1074-1077, ce serait le seul document ayant échappé à l'incendie qui détruisit avant 1066 le chartrier et tous les titres du monastère. Le texte de ce Testament renferme de nombreuses singularités : Guilhem y est dit *princeps totius Galliae finibus* ⁸¹ ; le mot *honos* y est l'équivalent de *alodes* ⁸² et, à trois reprises, les objets de propriété sont non les territoires, mais les églises, le territoire n'étant que l'accessoire : *ecclesiam... si Paragorii cum omnia que ad ipsam pertinent... ecclesiam si Genesii Ledenis cum ipso fisco* ⁸³. Le lieu dit *Castrias* nous est présenté comme muni d'une église ⁸⁴, alors que les diplômes impériaux que nous verrons plus tard en faveur d'Aniane, ne signalent aucune église en ce lieu. La formule *hunc alodem adquisivit... Wilelmus... et est originale ex parte, et ex parte imperiale, et ex parte dimiserunt homines* est insolite dans sa première partie, comme nous l'avons dit plus haut ⁸⁵. Quant à la parenté de l'abbé Juliofroï avec Charlemagne, elle n'est certes pas impossible ; mais il faut considérer tout d'abord que Gellone eut à sa tête un abbé Juliofroï qui vivait encore en 925, que ce nom est assez rare pour que cette rencontre dans le même monastère de deux abbés qui l'aient porté, ne soit pas quelque peu sur-

79. V. cependant ci-dessous la n. 82. — Le texte ne paraît pas sans contradiction.

80. P. 145, n. 45.

81. Toujours d'après l'abbé Pierre, Juliofroï a fait rédiger cet écrit *temporibus Ludovici imperatoris*. — Cart. de Gellone, ch. 3, pp. 4 et 1, p. 1.

82. *Hanc omnem honorem adquisivit sanctus Wilelmus... Hunc alodem superius resonatum adquisivit dominus Wilelmus*.

83. C'est le contraire dans AG et GG. Noter d'ailleurs qu'à quatre reprises à l'inverse, c'est le territoire qui est mentionné comme la propriété principale : *Sedratris cum ipsius loci ecclesiam sancti Saturnini ... etc* :

84. *Villarem quem vocant Castrias, cum ecclesiam Si Martini quantum ad ipsam ecclesiam pertinet*.

85. n. 50.

prenante ; que d'autre part l'abbé Juliofroi du x^e siècle peut fort bien avoir été parent de Charlemagne sans avoir été son contemporain ; mais surtout qu'il était bien dans les goûts des biographes des xi^e et xii^e siècles de découvrir à leurs héros d'illustres parentés. Évidemment si Juliofroi était parent de l'empereur, comment admettre que son monastère ait été dépendant de quelque autre⁸⁶ ? C'était là un bel argument à invoquer contre les prétentions d'Aniane, précisément au xi^e siècle finissant.

A vrai dire le *Testamentum Juliofredi* par son style donne nettement l'impression d'être plus ancien que GG et rien ne nous interdit de croire à la bonne foi de l'abbé Pierre.

D'ailleurs le document que vise cet abbé (ch. 3) n'a pas été copié intégralement dans le Cartulaire (ch. 4). L'abbé Pierre parle en effet de ce que *Juliofredus abbas brevi subsignavit sigillo, paginato per Ingilbodem presbiterum, Gratmarem decanum, Durabilem priorem, Austregotem foris decanum, Tancalradem sacristam, Andegaus cellararium, Adalmannum cabiscolem et aliorum omnium fratrum testimonio*... Or la copie ou plutôt le texte donné par le Cartulaire aussitôt après dit simplement : *Et ego Juliofredus abba consanguineus Karoli imperatoris, feci hanc cartam seu hoc testamentum scribere Ingibodi presbitero meo pro memoria*. La ch. 4 tiendrait donc à la fois de la notice et de la copie. Cela pourrait expliquer que Guilhem y soit au début *sanctus Wilelmus* et à la fin *domnus Wilelmus*. Cela résoudrait-il aussi bien les autres contradictions du texte ? En tout cas, cela établirait nettement que le document a été

86. Noter qu'à l'époque carolingienne les parents de l'empereur ne prennent jamais cette qualité dans les chartes qui émanent d'eux. V. Pückert, p. 147, n. 47 c. — Je dois dire que l'objection ainsi formulée par Révillout, p. 509 : « (Guilhem) est dit en outre avoir acquis tous ces biens sous l'empire de Charles et de Louis, tandis qu'il mourut certainement avant l'avènement de Louis au trône impérial » ne m'impressionne pas beaucoup ; nous ignorons d'abord la date exacte de la mort de Guilhem et le *Testamentum Juliofredi* d'autre part peut fort bien avoir attribué à Louis, empereur, les largesses de Louis, roi d'Aquitaine.

en majeure partie récrit et sans doute harmonisé avec l'état de choses existant à la fin du ^x^e siècle ^{86bis}.

§ 2. — *Les diplômes impériaux et royaux.*

I. — Nous étudierons d'abord le diplôme de Louis le Pieux en faveur de Gellone qui est daté du 28 décembre 807 ⁸⁷. C'est simplement la confirmation des donations de Guilhem à Gellone et l'octroi d'autres biens à ce monastère. Il n'est pas question d'Aniane ; Gellone est bien un monastère indépendant qui a son propre abbé, Juliofroï.

Malheureusement le texte du document ne résiste guère à la critique. Certes la date n'est point à la place qu'elle doit occuper en style de chancellerie et elle contient une contradiction entre l'indiction et les ans de règne ; les années de Louis et de Charles empereur concordent pour 807, mais l'indiction 10 est inexacte ⁸⁸ ; évidemment cela peut n'être qu'une inadvertance du copiste, de même que les assez graves variantes que l'on rencontre en des points cependant familiers à la chancellerie impériale : *voluit divina pietas* pour *voluerit* ; *deponere* pour *disponere* ; *figurisque* pour *futurisque* ; *inconvulsa* pour *inconcussa*. Mais si l'on descend dans le détail du texte, on y fait d'intéressantes et suggestives remarques : le passage *petente domno Guillelmo monacho qui in aula genitoris nostri Karoli*

^{86bis}. Cela rendrait compte de ce que, comme le constate Révillout, p. 571, « dans cette énumération paraissent figurer des acquisitions faites longtemps après la mort de saint Guillaume ».

⁸⁷. Ce diplôme a été publié notamment par Mabillon, *Acta*, p. 89, *ex Charlophilacio Gellonensi* ; par la *Gallia*, VI, pr. 265, d'après Mabillon ; par les Bollandistes, p. 821 *ex MSS* ; par dom Bouquet, VI, p. 453, d'après les *Schedae Bibliothecae S. Germani à Pratis* ; par Révillout, p. 569, d'après un prétendu original qui est à la layette de Gellone et qui paraît bien dater du ^{xii}^e siècle. Il en existe une copie dans le mss. lat. Bib. Nat. 12.778, f^{os} 257-257 (*sic*). — Le diplôme figure dans le Cartulaire : c'est la ch. 249 qui ne porte ni date ni souscription, il figure donc dans le second Cartulaire de 1122. Il est signalé dans Mülhb. n^o 517 (498) d'après qui il se trouverait dans le Cartulaire d'Aniane et non dans celui de Gellone. C'est l'inverse qui est exact.

⁸⁸. La *Gallia* a corrigé : *indictioe prima*.

Augusti exstitid clarissimus, set pro Dei amore meliorem exercens vitam, studuit esse pauper recusando sublimia n'est pas sans rapport avec ces mots que l'on peut relever au c. 30 de la *Vita Benedicti* : *Villelmus quoque comes, qui in aula imperatoris pre cunctis erat clarior ... seculi dignitatibus dispectis ... pauperiem studuit, summumque... abjecit honorem*⁸⁹. Est-ce la *Vita* qui dépend du diplôme ou inversement ? La question n'est pas sans importance puisque, d'après les dates apparentes, la *Vita* est postérieure de quinze ans au diplôme (et encore le c. 30 est-il interpolé) ; malheureusement il nous paraît assez difficile d'en décider ; il est certain qu'on retrouve des expressions analogues dans un autre passage de la *Vita*, au c. 24 : *Alcuinus qui in aula gloriosi imperatoris Karoli omni honore dignus habebatur* etc. L'auteur de la *Vita* paraît donc être coutumier de ces expressions, mais l'auteur de la *Vita* est-il l'auteur du c.30, ou du moins du c. 30 tel que nous l'avons ? Nous ne le croyons pas. Il reste cependant que l'absence — plutôt insolite dans le langage de la chancellerie — du mot *domini* devant *genitoris nostri*⁹⁰ et d'un qualificatif honorifique et élogieux devant *Augusti* donne à penser que le texte du diplôme dérive d'une source narrative.

N'est-il pas singulier en outre que, malgré la présence d'un abbé dont le nom nous est donné, Juliofroi, ce soit à la prière du moine Guilhem et non de cet abbé que le roi d'Aquitaine concède le diplôme⁹¹ ? Comment expliquer encore que Louis, roi d'Aquitaine, dont la puissance a toujours été limitée par celle de l'empereur son père, donne ainsi délibérément à Gellone *in pago Biderrense* des biens qui sont possédés *a genitore nostro et a nobis* sans qu'intervienne aucune approbation de Charlemagne qui ne figure nullement dans

89. Révillout, p. 570, n. 3. Pückert ; p. 150, n. 52.

90. V. le priv. imp. IX au Cartulaire d'Aniane, Müllh. 522 (503).

91. Noter que la *Vita Benedicti*, 30, mentionne les donations de Louis à la requête de Guilhem, *petente siquidem eo serenissimus rex Ludoyeus spaciioso hoc dilatavit termino, de fiscis suis.... concedens loca* ; mais Guilhem est ici encore comte et n'a pas pris l'habit.

l'acte pour y jouer un rôle actif ? Ici encore peut-être avons-nous la preuve d'une source narrative accommodée plus ou moins habilement en style de chancellerie. De plus comment expliquer que, trois ans après la fondation du monastère, dans un lieu désert et environné de montagnes ⁹², on trouve déjà construit le *castrum Virduni* ? Ce château ne se retrouve dans les documents qu'au XII^e siècle, en 1124, 1158, 1162 ⁹³.

Le langage même du diplôme est suspect ; il dit en effet : *placuit nobis ... aliquid ex rebus tradere nostris* ; tous les diplômes de donation émanant de Louis le Pieux et qui ne soient pas suspects, portent : *ex rebus* ou *de rebus proprietatis nostrae* ⁹⁴ et dans le formulaire de la chancellerie le mot *proprietas* n'était certainement pas sans importance. La garantie que donne le roi pour les donations passées, présentes ou à venir : *in quibuscumque locis sit, queque etiam deinceps in jure ipsius sancti loci per nos aut per alios voluit (voluerit) divina pietas augeri, totum nos pro eterna remuneratione predicto monasterio concedimus ut perpetuis temporibus in alimonia pauperum et stipendia monachorum proficiat in augmentum*, se retrouve mot-à-mot dans un diplôme d'immunité du 24 avril 814 que Louis le Pieux accorde à Aniane ⁹⁵ ; l'étendue de l'immunité est indiquée au milieu du texte avant *totum* qui se rapporte à un neutre singulier et s'explique ainsi beaucoup mieux ⁹⁶.

92. *Vita Ben.* c. 30. *Qui locus ita secretus est, ut solitudinem non desideret habitator.* Le c. 30 peut être interpolé, on ne saurait cependant suspecter sans raison les renseignements désintéressés et probablement traditionnels qu'il nous donne.

93. *Gallia*, VI, 588 D ; 590 C ; pr. 282 C.

94. Zeumer, *Formul. Imp.* 27, 40, 44. Mühlb. 528 (509), 580 (560), 697 (676), 876 (847), 891 (862) etc. La formule *placuit nobis... aliquid ex rebus tradere nostris* apparaît dans ce diplôme du 12 juillet 1075 qui a peut-être déjà servi de modèle pour AG : *H. d. L.* V, 610, n. 313. Cf. *supra* n. 62.

95. C'est au Cartulaire d'Aniane le privilège impérial II, p. 43. Mühl. 524 (505).

96. ... *voluerit divina pietas augeri ad causas audiendas vel freda exigenda aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, nec homines ipsius ecclesie tam ingenuos quamque servos qui super terram memorate ecclesie residere videntur, distringendos, nec ulla redibitiones aut inlicitas occasiones requirendas, ullo unquam tempore ingredi audeat vel exactare presumat. Et quicquid de rebus prefati monasterii fiscus sperare poterat, totum nos pro eterna remuneratione etc.*

II. — Trois diplômes impériaux émanant tous trois de Louis le Pieux se trouvent au Cartulaire d'Aniane, en contradiction complète avec le document que nous venons d'étudier ; contradiction à vrai dire sans grande importance puisque le privilège royal de Louis d'Aquitaine soulève à lui seul de grosses difficultés qui, dans l'état où il se présente, nous empêchent d'admettre son authenticité. Les diplômes impériaux dont nous allons parler seraient-ils de nature à trancher enfin nettement le débat ? Evidemment ces trois diplômes ignorent le diplôme royal de 807 — qui doit chronologiquement les avoir précédés ; ils ne sont pas une confirmation par l'empereur des donations du roi d'Aquitaine, mais bien une donation pure et simple ⁹⁷ ; ils ne s'adressent pas à Gellone, mais à l'abbé Benoît et à Aniane qui seule est un *monasterium*, Gellone n'étant qu'une *cella* mise au nombre et au rang des dépendances d'Aniane ⁹⁸.

Ces trois diplômes datent, le premier du 23 avril 814 ⁹⁹, le deuxième du 20 mars 822 ¹⁰⁰, le troisième du 21 octobre 837 ¹⁰¹ ; ils sont renouvelés par un diplôme royal de Charles le Chauve du 21 juin 853 ¹⁰². Ils contiennent tous une concession d'immunité au monastère ; les diplômes de 837 et 853 portent en plus le privilège de la libre élection de l'abbé sans ingérence d'une puissance étrangère ¹⁰³. Seulement l'immunité est concédée par une formule courte qui ne mentionne pas les fonctionnaires à qui s'adresse

97. *Fiscum nostrum*, disent-ils en parlant de Miliacus dans le *pagus* de Béziers.

98. Noter comment par ce moyen on obtient le résultat même qu'AG a visé par ses menaces concernant les velléités d'indépendance de Gellone ; les biens donnés restent à Aniane, quelle que soit la destinée de la *cella*.

99. Au Cartulaire d'Aniane, priv. imp. IX, Mühl. 522 (503) - *H. d. L.* II, 85.

100. *Ibid.* priv. imp. X ; Mühl. 752 (726) - *H. d. L.* II, 141.

101. *Ibid.* priv. imp. XIII ; Mühl. 970 (939) - *H. d. L.* II, 201.

102. *Ibid.* priv. imp. XI ; Böhm. 1639 - *H. d. L.* II, 290. Nous rectifions les dates indiquées par les éditeurs du Cartulaire.

103. *Quamdiu ipsi monachi inter se tales invenire potuerint qui etc... licentiam habeant semper eligendi abbates.*

l'ordre impérial, les *judices*, omission surprenante dans le formulaire de Louis le Pieux ¹⁰⁴.

Mais en examinant de plus près les trois diplômes de cet empereur — nous reviendrons plus tard sur celui de Charles le Chauve — nous pouvons remarquer dès l'abord qu'ils portent donation à Aniane d'un bien royal, la *cella Gellonis*, et de ce que le feu comte Guilhem et d'autres ont pu donner à cette *cella* : *placuit nobisad monasterium quod dicitur Aniana ...aliquid ex rebus tradere nostris, id est quandam cellulam nuncupante Gelloniscum omnibus apendiciis suis, vel quicquid ibi Vuillelmus quondam comes, qui ipsam cellam in causa domni et genitoris nostri construxit seu et alii boni homines per strumenta cartarum tradiderunt*; ces textes paraissent donc ignorer la charte du 15 décembre (AG); chacun des deux derniers privilèges s'exprime au surplus comme si le ou les précédents n'existaient pas; ils disent en effet : *aliquid ex rebus nostris, fiscum nostrum, per hanc nostrae autoritatis donationem*; et cependant ils ne sont qu'une confirmation de donations antérieures; le second renouvelle notamment, comme s'il n'en avait jamais été question auparavant, une donation de *modia olei* déjà faite dans le premier diplôme. C'est d'autant plus curieux que cela se reproduit à deux reprises différentes et que sous Louis le Pieux, sinon sous ses successeurs, les confirmations de donations ou de diplômes particuliers sont nettement et sans équivoque des confirmations ¹⁰⁵. On pourrait soutenir que les documents ont été renouvelés à chaque changement d'abbé, le premier s'a-

104. Les deux premiers privilèges omettent même les mots : *ad causas audiendas et freda exigenda*. Comparer avec les priv. imp. I et II, Mühl. 318 (309) et 524 (505); *H. d. L.* II, 52 et 87. — Les quatre diplômes emploient pour l'immunité une formule abrégée qui s'inspire nettement de la *Form. imp.* 11 (Zeumer, pp. 43, 294); mais, alors que les documents de 837 et 853 — qui paraissent dans ce passage copiés l'un sur l'autre — utilisent une formule plus développée, les documents de 814 et 822 qui se copient également, emploient un tour extrêmement bref.

105. Mühl. 545, 567, 670, 930, 938, et passim, notamment le priv. imp. XV au Cartulaire d'Aniane, Mühl. 969 (938); *H. d. L.* II, 200.

s'adressant en effet à saint Benoît, le second à Tructesinde et le troisième à Ermenald ; mais ces renouvellements ne sont de mise que pour les concessions d'immunités¹⁰⁶ et l'on ne pourrait admettre cette suggestion que si les diplômes contenaient uniquement l'octroi de l'immunité rédigé dans le meilleur style, ce qui n'est fâcheusement pas.

Les textes présentent diverses autres difficultés : c'est la première fois que nous voyons figurer parmi les possessions d'Aniane *in pago Magdalonense le castrum quod dicitur Monte-Calmensi* ; un des diplômes de Charlemagne en faveur d'Aniane qui nous soient parvenus, en parle bien, mais c'est pour situer le monastère *subtus castro Monte-Calmensi* et non pour l'en rendre propriétaire¹⁰⁷. Il est d'ailleurs remarquable qu'Ardon n'en dise rien dans la *Vita Benedicti*, alors que cependant cette donation serait importante et singulière et que, dans un autre diplôme impérial rappelant aux fonctionnaires l'existence de l'immunité et son étendue, rien ne vise même par allusion le *castrum* dont il est question¹⁰⁸.

On constate par ailleurs une discordance entre les deux diplômes de 814 et 822 d'une part et le diplôme de 837 de l'autre. Ce dernier titre énumère les biens donnés à Aniane dans un ordre géographique, notamment un lieu dit *Segi*¹⁰⁹ et un *fiscus* y attenant appelé *Sita* (Sète) entre la mer et l'étang touchant le *pagus* d'Agde, avec ses églises, ses *villae*, ses forêts *usque ad locum qui dicitur Carai-acum quantumcumque in eisdem locis idem genitor noster quondam ad suum habuit opus* ; les deux premiers documents mentionnent au contraire les *Segi quantumcumque*

106. Dans ce cas les diplômes sont parfois répétés mot-à-mot.

107. V. le priv. imp. I au Cartulaire d'Aniane ; en admettant que le mot *castrum* ne soit pas interpolé (Pückert, p. 20-22).

108. Priv. imp. III (= VI), Mühl. 751 (727) ; *H. d. L.* II, 139. Il y a une divergence de quelques jours sur la date : 19 ou 24 mars 822. Ce diplôme parle de *fossis vel sepiibus*, c'est-à-dire de haies et de fossés, mais non de retranchements.

109. Il semble bien que, venant après *item in eodem pago*, *Segi* soit un nom de lieu ; v. Pückert, p. 169, n. 17.

i. e. l. i. g. n. q. a. s. h. o. qui est inter mare et stagnum (1) avec les églises, appartenances et la forêt qui tient *eidem fisco*, dans laquelle les habitants d'Agde auront ce que des documents postérieurs appelleront le droit d'expleisse; puis, disent toujours nos deux diplômes, *in pago namque Agatense fiscum nostrum qui nuncupatur Sita*.

Le désordre du texte est évident; quel peut-être l'*idem fiscus* dont on parle, sinon ce *fiscus* de Sète qui est rejeté plus loin en arrière, séparé de sa mer et de son étang ainsi que de sa forêt¹¹⁰? Qu'il y ait là une marque d'interpolation, comme l'insinue Pückert¹¹¹ sans d'ailleurs vouloir l'affirmer nettement, nous n'en sommes pas sûr en vérité, car le texte du troisième diplôme se présente de façon parfaitement correcte; il faudrait expliquer comment l'interpolation maladroite des privilèges de 814 et 822 est devenue l'interpolation habile et si bien fondue dans le texte du privilège de 837. On peut évidemment voir dans cette incohérence la preuve d'un manque d'attention ou d'information [qui ne saurait être imputé à la chancellerie impériale, mais plutôt à la main postérieure d'un recenseur, d'un copiste ignorant de la géographie politique et administrative sous Louis le Pieux et qui ne paraît pas avoir été contemporain de cet empereur. Au surplus les deux diplômes de 814 et 822 contiennent encore une singularité curieuse; ils fondent une redevance à payer en nature au monastère: 10 mesures d'huile, si l'année a été bonne; 6 seulement, si elle n'a été que médiocre¹¹². Cette redevance a disparu dans le privilège de 837.

110. Forêt importante à cause des matières colorantes qu'on en pouvait tirer (Cf. le *Vermiculus ex arbore* de Gervais de Tilbury *Of. imp.* 3, 55); Cf une donation de l'évêque d'Agde du 15 mai 1164 (*H. d. L.* V, n. 600, col. 1174)

111. P. 171, n. 22.

112 ...*decem modia de holo dare, id est de tolomena et salaria, quando vero minus sex modia. Et jubemus per hoc preceptum procuratoribus earumdem villarum... ut mensuram holi prescriptam... dare studeant*. Que sont ces *tolomena et salaria* (Mühl. 522) ou *salaria* (Mühl. 722)? ni un *tolagium*, ni un *vectigal quod pro solo penditur* (Du Cange), ce qui n'aurait ici aucun sens; ne sont-ce pas plutôt des noms de *villae*, puisqu'on lit immédiatement après eux un ordre aux *procuratores earumdem villarum*? (Pückert, p. 172, n. 23).

Il convient sans doute d'admettre cette interprétation ou bien de recon-

Mais une expression est commune aux trois diplômes : *aliquid ex rebus tradere nostris* ; nous avons vu plus haut ce qu'il fallait en penser¹¹³.

Il est enfin un autre élément qu'on ne peut négliger ; dans la titulature impériale du protocole les privilèges de 814 et 822 portent : *Hludovicus divina ordinante providentia imperator augustus* ; il se trouve que le diplôme de 837 répète lui aussi cette formule, ce qui est la marque même d'un remaniement sinon de la fausseté du diplôme, la chancellerie impériale ayant, à la dernière période du règne de Louis le Pieux, après que celui-ci fut remonté sur le trône, adopté la formule *divina repropitiante clementia*¹¹⁴. Ce troisième diplôme présente encore cette particularité de nous donner une récapitulation détaillée de tous les biens que possède Aniane, d'être, si l'on veut, une pancarte, alors que les diplômes de Louis le Pieux que nous avons, confirment les monastères et les églises dans leurs possessions, mais sans détail et, pour ainsi parler, en bloc. Et n'est-il pas encore singulier que soit compris dans cet inventaire général des biens appartenant à Aniane à titre définitif et perpétuel un *fiscus* que l'empereur a donné au monastère deux jours plus tôt, le 19 octobre 837, pour la durée de sa vie seulement *beneficiario munere* ?¹¹⁵

naître que les textes sont inintelligibles et presque assurément corrompus.

Signalons d'ailleurs que le diplôme de 822 qui reproduit mot pour mot celui de 814, hormis une importance addition visant St-Martin-d'Arles et divers biens situés dans les *pagi* d'Arles, Avignon et Orange, rapporte cette donation à ces derniers biens et décide : *ut mensuram hoi ei prescriptam missis supradicte congregationis vel successorum ejus in Arelato annis singulis dare studeant*. Le diplôme de 814, qui ne parle pas des possessions provençales d'Aniane, porte : *ut m.h.p.m.s.c.v.s. e. jure uno, a.s.d.s.* — Le texte de 822 paraît le seul admissible ; mais comment expliquer le texte de 814 et son origine, alors qu'il paraît bien forgé sur le modèle de 822 ?

113. *Supra*, n. 76 et n. 94.

114. Cpr d'ailleurs avec les priv. imp. XVII bis et XV des 21 juillet 835 et 19 octobre 837 au Cartulaire d'Aniane ; Mühl. 943 (912) et 969 (938) ; *H.d.L.* II, 189 et 200.

115. Cpr en effet les priv. imp. XV et XIII ; *H.d.L.* II, 200 et 201 ; le premier dit : *villa Curcionatis... diebus vitae nostrae beneficiario munere in dominatione... Aniane... persistat* ; le deuxième au contraire place *fiscum nostrum Curcenatæ* parmi les biens dont il est dit : *haec omnia... perpetualiter concedimus etc.*

Le fait est que ces trois diplômes portent des traces indéniables de remaniement sinon de falsification totale. Qu'il y ait eu à ces mêmes dates des donations, une concession d'immunité faites par Charlemagne ou Louis le Pieux à Aniane, c'est plus que probable ; mais c'est tout ce que l'on peut dire et, en ce qui concerne Gellone, la falsification des diplômes correspond trop bien à la falsification des bulles pontificales et à la suspicion qui pèse sur AG, pour qu'en présence de textes aussi corrompus, en tout cas aussi peu sûrs, nous ne soyons pas invinciblement porté à l'admettre.

Mabillon a signalé un autre diplôme impérial de Louis le Pieux ¹¹⁶ qui serait du 18 septembre 837 et confirmerait à Ermenald d'Aniane la possession de la *cella Gellonis* ; mais personne n'a retrouvé le document qui n'est pas autrement attesté et, en l'état des choses, ne peut changer les solutions critiques. Pückert ¹¹⁷ voit plutôt là la marque de l'assaut violent qu'Aniane a dirigé contre Gellone.

Cependant il convient encore d'examiner deux autres textes importants émanant de la chancellerie du souverain, et tout d'abord un diplôme royal de Charles le Chauve du 21 juin 853 que nous avons déjà signalé plus haut. Ce document, qui n'ignore pas les donations de Louis le Pieux et mentionne *quoddam preceptum per quod dominus et genitor noster dive memorie, Ludovicus Imperator, quasdam res prenominato monasterio ...delegavit atque contradidit*, renouvelle, et parfois mot-à-mot, les trois diplômes que nous venons d'étudier. C'est dire déjà qu'il ne nous présente guère de garanties suffisantes, d'autant qu'on y trouve un passage ainsi rédigé : *...usque ad locum qui dicitur Caraiacum, quantumcumque in eisdem locis genitor noster quondam ad suum habuit opus...* et plus loin *insuper et cellam juris nostri ...infra muros civitatis Arelatensis*, ce qui a bien l'air de considérer Louis le Pieux comme n'ayant jamais donné

116. *Acta, not. praeviae ad Vit. S. Ben.* n. 8.

117. P. 175, n. 34.

à Aniane le *fiscus* de Sète ni Saint-Martin d'Arles ; cependant les trois diplômes précédents sont formels pour Sète et les deux derniers pour Saint-Martin. Mais, ce qui est décisif, le roi Charles parle ici de biens situés à Arles, Avignon, Orange et dans le *pagus* d'Uzès, alors qu'il n'a jamais possédé les trois premières villes et n'a acquis Uzès que dix-sept ou dix-huit ans plus tard. Conférer l'immunité à des territoires se trouvant à l'est du Rhône, ce n'était rien moins pour le roi Charles qu'exercer le pouvoir souverain sur des terres qui ne lui appartenaient pas et l'on peut difficilement penser qu'en l'état des choses aux environs de 853 il ait cherché à s'aliéner l'empereur Lothaire¹¹⁸ ; cela démontre nettement que le diplôme en question a été remanié — sinon refait tout entier — par un recenseur assez éloigné des événements qui ne s'est guère soucié de l'état politique de l'empire franc à cette époque déjà reculée pour lui.

Il y a d'autre part au Cartulaire d'Aniane une lettre adressée par l'empereur Louis le Pieux aux moines d'Aniane et de Gellone à l'occasion de l'élection de l'abbé Tructesinde¹¹⁹ ; elle ratifie l'élection de l'abbé et prodigue aux moines de sages conseils ; on pourrait dater ce document de janvier à mars 822¹²⁰.

Il faut noter que Gellone est seulement nommée dans l'adresse ; il n'en est plus dit un mot dans le texte du diplôme. On peut penser à première vue que l'adresse a subi une in-

118. La simple confirmation de possessions déjà occupées n'aurait pas eu la même portée : elle aurait été pour le monastère une garantie contre les prétentions de tiers ressortissant de la justice royale.

119. C'est le priv. imp. XIX au Cartulaire (Mühl. 743 (718) ; *H.d.L.* II, 136) adressé *venerabilibus fratribus in Aniano sive Gellone monasterio constitutis*.

120. En effet nous avons dès le 19 mars des diplômes adressés à l'abbé Tructesinde, notamment le priv. imp. III (Mühl. 751 (727). D'autre part saint Benoît d'Aniane est mort le 11 février 821 et l'abbé Georges qui l'avait remplacé sur le siège d'Aniane vivait encore (*Vita Ben.* 43) ou plus exactement était encore en fonctions. La venue d'Agobard à la Cour — dont il est question au début du document — peut fort bien se placer en mars 822, ce qui situerait l'élection de Tructesinde vers janvier de la même année ou à la fin de 821, date adoptée par Mühlbacher.

terpolation : un recenseur aurait ajouté les deux mots *sive Gellone* ¹²¹ ; mais que l'adresse soit falsifiée ou authentique, elle ne prouve rien contre l'indépendance des fils de saint Guilhem : en principe, dans un diplôme adressé à un monastère, jamais les *cellae* qui dépendaient de celui-ci n'étaient énumérées dans l'adresse ; à plus forte raison encore à propos de l'élection abbatiale, puisque les moines des *cellae* étaient électeurs et éligibles et prenaient part au vote comme leurs frères de la maison principale. Si on persiste à soutenir que l'adresse authentique nous a été transmise, il faut voir dans Gellone non une *cella*, mais un monastère véritable non pas soumis, mais uni à Aniane ; nous serions en présence d'un monastère double. Aussi donc de toute manière cette lettre impériale contredit AG et les diplômes que nous venons d'examiner. Mais malheureusement ce document encore ne résiste pas à la critique textuelle.

Il y a dans l'adresse une particularité suspecte : les frères d'Aniane et de Gellone sont qualifiés de *venerabiles*. Or cela ne convient guère, au début du ix^e siècle, qu'à un abbé ou un évêque ; les moines, et même les abbés lorsqu'ils sont confondus avec leurs moines, sont appelés simplement *fratres* ou *dilectissimi fratres* ou *fili*. D'autre part la lettre dit : *vos obtime nostis cum quanto studio ac sudore a beate memorie domno Benedicto patre vestro locus iste primo incoatus ac constructus est* ; cette phrase ne peut évidemment s'appliquer qu'à Aniane, les traditions, même celles d'Aniane, étant unanimes à rapporter à saint Guilhem la construction de Gellone. En troisième lieu la lettre concède à nouveau le droit de libre élection de l'abbé, *quia constat per cartam donationis predicti patris vestri eundem monasterium genitoris nostri prius et denuo nostrum esse alodem* ; il est donc question d'une donation de saint Benoît à Charlemagne, mais rien n'est dit qui ait trait à Gellone et à saint Guilhem.

121. Le mot *monasterio* est en effet au singulier (Molinier, *H.d.L.* II, n. 119, § VIII, p. 565) ; mais le singulier est constant quand les diplômes concernent des monastères doubles ; de même pour les mots *locus iste*.

Par ailleurs un passage de notre document reproduit textuellement un fragment d'une autre lettre adressée par Alcuin à Nebridius et Benoît d'Aniane¹²²; cet emprunt n'est certes pas involontaire, mais a-t-il été fait par l'empereur lui-même ou son secrétaire ou plus tard par un faussaire ? Et si l'empereur même en est responsable, comment celui-ci n'a-t-il pas utilisé, n'a-t-il pas rappelé les monitions et les adjurations qu'Alcuin, dans sa lettre, par l'intermédiaire de ses correspondants, avait adressées aux moines de Gothie, lui qui connaissait Alcuin et qui acceptait si bien et même sollicitait ses observations et ses remontrances¹²³ ? Mais continuons notre lecture ; nous allons nous heurter à une phrase inintelligible dont la rédaction diffère d'ailleurs selon les éditeurs ; *quod et Deo largiente, juxta id quod desideravit (Benedictus) ad effectum perduxit, set et de sanctosacro eodem examine per imperium a Deo nobis commissum, longe lateque pie conversationis normam coadoptavit e vobis et disseminare non destitit*¹²⁴. Il est évident que l'ordre des mots a été bouleversé, en admettant que la phrase ait été quelque jour écrite de manière correcte et

122. Il suffit de comparer les textes : *Vos enim optime nostis ... qua diligentia ille (Benedictus) nitebatur ut vos quos divina superni pastoris gratia per suae devotionis instantiam inibi coadunaverat...* (Lettre de Louis le Pieux) —...*animus meus in vestram conlingatus est dilectionem fratribusque conglutinatus quos divina superni pastoris gratia per vestrae devotionis instantiam coadunavit illis in partibus* (Lettre d'Alcuin). — Noter que les lettres d'Alcuin avaient été réunies en recueil et se trouvaient sans doute à Aniane : *Alcuinus quoque ... inviolabili se illi (Benedicto) caritate coniunxit, ita ut ex suis epistolis ei sepe directis adgregatos in unum unus conficeretur libellus* (*Vita Ben.* c. 24).

123. *Epist. Alc.* Migne P.L. 188, 316.

124. Nous donnons ici la leçon du Cartulaire d'Aniane, éd. Meynial, que d'Achery a d'ailleurs éditée déjà dans ses *Remarques* sur Guibert. Noviog. p. 623, *ex chartophylaceo Anian.* (Il y a cependant *sacrosancto* au lieu de *sanctosacro* ; évidemment on pourrait adopter cette restitution avec *Gallia*, VI, pr. 342). Gariel, *Series episcop.* Magal. donne *ex chartul. An.* la leçon suivante : *sed et d. s. e. ex. p. i. a D. n. c. lo. la. p. c. n. coadoptavit ac vobis disseminare n. d.* Lecoq donne *d. s. e. ex. p. i. a D. n. c. lo. la. p. c. n. coadunavit e vobis et d. n. d.* Mabillon, *Ann.* I, 474, dom Vaissète et Mabilie (v. *H. d. L.* II, pr. 137) adoptent cette dernière lecture. Si cela était exact, on pourrait penser à une faute du copiste et restituer *pie conversationis turmam coadunavit et e vobis diss. non d.* (l'expression *turmam coadunare* est extrêmement fréquente) ; mais il n'est pas très satisfaisant de lire *pie c. turma*.

compréhensible. Elle n'est en tout cas certainement pas d'un style qui la puisse faire attribuer aux secrétaires impériaux des premiers Carolingiens.

Une autre phrase suspecte suit celle-ci ; Louis le Pieux adjure en effet les moines : *Tales semper esse studeatis ut de vobis possint sicut prius magistri et doctores non solum regularis vitae verum omnis spiritualis normae et praecipui apicis adsumi* ¹²⁵. Aniane aurait donc été, à en croire le rédacteur de ce passage, un séminaire d'évêques dès avant 822, comme le fut Cluny au ^x^e siècle — Cluny et les monastères réformés à son modèle — qui garda trente années durant le siège d'Ostie en sa possession, tandis que les papes se succédaient d'Alexandre II à Pascal II. Mais cette vue des événements ne correspond guère à ce qu'Ardon nous indique dans la *Vita Ben.* c. 18 : *instituit (Benedictus) cantores, docuit lectores, habuit grammaticos et scientia scripturarum peritos de quibus quidam etiam post fuere episcopi* ; il semble donc que l'accès des *alumni* de Benoît à l'épiscopat n'ait pas été chose si fréquente, ni le but visé par le saint d'Aniane. Il est du reste bien certain que Louis le Pieux n'aurait pas écrit *sicut PRIUS magistri*, mais bien plutôt *sicut HACTENUS* ; *prius* indique qu'on envisage un passé déjà lointain et voici tout au plus un an que saint Benoît est mort. Cet adverbe — et la phrase où il se trouve — date donc plutôt du ^x^e siècle et de la réforme clunisienne.

La suite de la lettre paraît au contraire assez sûre ; les avertissements et monitions adressées à l'abbé et à la communauté se conçoivent fort bien provenant de l'impérial protecteur d'Aniane qui devait à l'occasion se considérer volontiers comme un « évêque du dehors » et c'est ce qui explique également la contradiction flagrante que l'on peut relever entre notre texte et la règle de saint Benoît quant

125. L'expression *praecipuus apex* dans le sens de dignité épiscopale ne se rencontre pas dans les actes impériaux de Louis le Pieux ; on la trouve dans des chartes privées ou des privilèges pontificaux ; souvent elle désigne une dignité supérieure, soit pontificale soit royale.

à l'obéissance des moines aux décisions de l'abbé ; la reconnaissance du droit d'élire librement celui-ci ne fait aucune difficulté.

§ 3. — *Les documents pontificaux.*

I. — Nous avons dit plus haut qu'Aniane pouvait invoquer en faveur de ses prétentions une bulle de date relativement récente du pape Nicolas II. Ce document figure en effet au Cartulaire d'Aniane sous le n° II des privilèges pontificaux et est daté du 4 mai 1061¹²⁶ ; il contient un passage parfaitement explicite sur les rapports d'Aniane et de Gellone : ... *litigiorum fomitem radicitus abolere cupientes... obtestamur et excommunicamus ne in loco Gellonensi quispian episcopus abbatem benedicere praesumat, quia ad aures nostrae pervenit Clementie antiquitus cellam predictam juris fuisse Anianensis cenobii, set omnis ordinatio et dispositio possibilitasque jam dicti Gellonensis in manum consistat abbatis congregationisque Anianensis*. La question serait dirimée si malheureusement les plus graves raisons ne se présentaient de suspecter fortement ce texte.

Tout d'abord nous trouvons, non plus au Cartulaire, mais à la layette d'Aniane aux Archives de l'Hérault, une copie, dont l'écriture paraît bien être du xii^e siècle, d'une bulle adressée par *Ioannes aepiscopus servus servorum Dei dilectissimo filio Rainaldo abbati* etc...¹²⁷ et dont le texte entier est reproduit par la bulle de Nicolas II que nous examinons, hormis le passage sur Gellone que nous venons de citer qui fait totalement défaut¹²⁸. Si d'ailleurs on examine le texte même de la bulle de Nicolas, on remarquera sans peine que l'enchaînement des propositions y est assez peu

126. Jaffé, 4.466.

127. Jaffé, 3.844 (2.943) ; Migne, P.L. 137, 835-837 ; Dom Bouquet, IX, 252 *ex autographo* ; Gallia, VI, pr. 341, *ex autographo*. — V. *infra* n. 130 pour la date de cette bulle et son attribution à Jean XV.

128. Il y manque aussi la phrase finale sur laquelle nous allons revenir.

cohérent : après les bénédictions assurées à tous ceux qui respecteront les prescriptions pontificales est placé le passage sur Gellone que suit immédiatement la malédiction adressée aux contempteurs du privilège concédé. On sent que le rédacteur a alors trouvé le document boîteux car il est revenu dans une phrase finale — que ne porte pas la bulle du pape Jean XV à la layette — aux bénédictions appelées sur celui *qui vero hujus nostri privilegii conservator extiterit*. Il semble déjà que l'on puisse déceler ici une trace assez évidente d'interpolation¹²⁹ ; mais le texte presque entier de la bulle — comme d'ailleurs celui de la bulle de Jean que nous venons d'indiquer — paraît fortement remanié, sinon récrit de bout en bout¹³⁰.

129. Que nous retrouverons d'ailleurs plus tard dans la bulle d'Alexandre II du 7 novembre 1066.

130. On nous permettra de signaler ici une singularité assez curieuse et qui ne paraît pas avoir été remarquée (La *Gallia*, dom Bouquet, Migne et Jaffé sont muets sur ce point ; Pückert également). Immédiatement avant la bulle de Nicolas II figure dans le Cartulaire d'Aniane priv. pont. I, f° 27 v°, éd. Meynial pp. 78-79) une bulle adressée par *Ioannes episcopus servus servorum Dei dilectissimo filio Rainaldo religioso abbati etc...* et dont l'incipit, *Convenit apostolico moderamini*, et la date : *Rescriptum per manum Stephani sacri scrinii sancte Romane Ecclesie, in mense et in die V°* sont exactement les mêmes que ceux de la bulle du pape Jean qui est à la layette d'Aniane (dont nous parlons au texte), mais dont le contenu en diffère totalement. C'est en effet une pure et simple confirmation à Aniane de ses possessions, l'assurance de la libre élection de l'abbé (... *nisi quem communis consensus et voluntas fratrum ex ipsa congregatione elegerit*) et la permission d'imposer des pénitences *in festivitate sancti Salvatoris*. Ce texte n'a donc rien d'exorbitant et se trouve bien loin d'être aussi choquant que la bulle du pape Jean à la layette ou celle du pape Nicolas au Cartulaire. Il semble qu'une gradation puisse être découverte dans les interpolations : pour combattre l'autorité de l'Ordinaire, on récrit, sans doute à la fin du XI^e siècle, puisque la copie qui nous est parvenue paraît de cette époque ou du XII^e siècle, la bulle de Jean dont par mégarde le texte à peu près authentique est copié dans le Cartulaire ; on introduit ensuite dans la bulle de Nicolas les mêmes interpolations ou plus exactement on la récrit en entier, mais en ayant soin d'y ajouter quelques lignes décisives sur Gellone et l'on se trouve ainsi faire d'une pierre deux coups.

Quant à la date de la bulle de Jean, les avis diffèrent. Migne suggère de lire : *in mense I, indictione V* et place notre document en 989. Jaffé se rallie à cette lecture et date la bulle de « juin 992 » ; l'année au moins est indiscutable, si l'on admet la lecture *indictione quinta*, car il n'y a pas eu d'indiction 5 sous Jean XIII, ni sous Jean XIV, mais seulement sous Jean XV et aussi sous Jean XII, en 962, alors que Rainald n'était pas encore abbé d'Aniane, ce qui renverse les hypothèses de *Gallia*, VI, pr. 345 qui attribue la bulle à Jean XIII ou à un de ses deux successeurs immédiats du même

En effet ces documents sont suspects en ce qu'ils lient la libre élection de l'abbé selon la règle de saint Benoît et sa bénédiction ainsi que les ordinations de ses moines par l'évêque de son choix à la lutte contre la simonie¹³¹. C'est la règle même de saint Benoît qui exige que l'abbé soit élu librement et les désordres de l'église aux ^{xx}^e et ^{xi}^e siècles n'ont rien à faire ici ; jamais les papes de cette époque n'ont allégué la simonie en autorisant les abbayes à recourir à des ordinaires étrangers pour la collation de l'ordre, si les évêques dont elles relevaient étaient simoniaques ; ils ne parlent jamais en tout cas de la simonie que comme d'une chose exceptionnelle ; or ici la proposition est générale et paraît viser un grand nombre d'évêques ; elle semble pour le moins considérer que la simonie régnait à l'état endémique dans l'évêché de Maguelone malgré les changements de titulaires, ce qui est déjà assez singulier ; mais au surplus jusqu'en 1059 environ¹³² l'évêque Arnaud occupa le siège de Maguelone, Arnaud qui fut un des plus grands adversaires de la simonie et du nicolaïsme, notamment au concile de Toulouse du 13 septembre 1056. Assurément son successeur Bertrand, que Nicolas II a du reste à peine connu, est fréquemment traité de simoniaque par les auteurs, mais en fait la seule source d'où provienne ce renseignement est Arnaud de Verdale qui écrivait au ^{xiv}^e siècle. Nous trouvons d'autre part la souscription de Bertrand dans l'acte de décembre 1066 plaçant le monastère de Saint-Gilles sous l'autorité d'Hugue de Cluny et au milieu des noms les plus honorables et les plus respectés : Raimbaud, archevêque

nom. La *Gallia* lit d'ailleurs *in mense J. in die quinto* ; dom Bouquet donne la leçon : *in mense Julio in mense quinto* ; ces deux lectures ne sont guère satisfaisantes, d'autant que la copie de la layette d'Aniane de même que la copie du Cartulaire portent bien *in mense et in die V^o*, le et dans une abréviation de forme assez bizarre, mais lisible.

131. *Et quia ineffrenata cupiditas heresisque simoniaca apud vestrates omnino temperantie discretionisque modum ignorat, ut liberior que speculative vite sunt congrua exercere valeatis subrogatione abbatibus sana congregationis electione, secundum beati Benedicti normam, concedimus, et ut idem subrogandus ab episcopo quem religiosoris vite meritum commendaverit, benedicatur, fratresque sibi commissi ad sacros ordines promoveantur.*

132. 1060, d'après *Gallia*, VI, 739.

d'Arles, vicaire de l'église romaine, Durand, évêque de Toulouse, Bernard, abbé de Saint-Victor et Frotard de Saint-Pons ¹³³.

Mais les soupçons que nous avons pu concevoir se changent en certitude lorsque nous rapprochons notre document de deux autres textes qui ne présentent, eux, aucune difficulté : une bulle d'Alexandre II et une décision rendue par Urbain II au concile de Clermont. A s'en tenir aux prétendues lettres de Jean et Nicolas en effet, l'abbé d'Aniane aurait pu imposer des pénitences et relever des excommunications, donner une sépulture dans son cimetière aux bien-fauteurs de l'abbaye, à quelque diocèse qu'ils appartenissent.

La bulle d'Alexandre II ne peut être datée qu'approximativement de 1061 à 1073 ¹³⁴ ; rendue sur la plainte de l'évêque de Maguelone ¹³⁵, elle reproche à l'abbé d'Aniane de recevoir des individus excommuniés par son propre évêque et de ne pas faire ordonner ses moines par celui-ci ; le pape rappelle l'abbé à ses devoirs. La décision du concile de Clermont est encore plus explicite. Datant du 19 novembre 1095 ¹³⁶, elle reproche à l'abbé Pierre d'Aniane de faire ordonner ses moines et consacrer ses églises par un autre que l'évêque Godefroi de Maguelone, d'excommunier ou d'absoudre, de recevoir *inaudito more* pour les ensevelir dans son cimetière des personnes étrangères à sa juridiction ¹³⁷. Urbain II oblige l'abbé Pierre à promettre à l'évêque, en plein concile, *l'obedientia debita in ordinationibus et consecrationibus et judiciis* ¹³⁸.

133. *H.d.L.* V, 543. — Pückert, p. 43.

134. Jaffé, 4. 713. — *Bullaire de l'Eglise de Maguelone*, I, n° 5, *Pervenit ad nos querela*.

135. Qui était Bertrand dont la prétendue simonie n'a pas, on le voit, empêché l'intervention du pape.

136. D'après Jaffé, 5.588. — *Le Bullaire de l'Eglise de Maguelone*, I, pp. 22-23, date du III kal. dec., c-à-d. du 29 nov. — *Cum apud Claromontem*.

137. *Et quod contra fas, presumptione illicita, sub obtentu privilegii, penitentiam dandi, excommunandique ac absolvendi seu reconciliandi vel alienos parochianos undecumque passim recipiendi ad sepulturam, inaudito more, licentiam vendicarent...*

138. D'ailleurs Aniane ne se soumet pas sans sursauts : en 1109 est conclu

C'est sans doute entre la bulle d'Alexandre II et le concile de Clermont que doit se placer la falsification des deux bulles semblables de Jean XV et de Nicolas II¹³⁹, puisque Alexandre ne parle pas des sépultures, non plus que des absolutions ni des pénitences imposées par l'abbé d'Aniane¹⁴⁰.

II. — Les arguments que nous venons d'exposer vont jouer encore contre l'authenticité d'une deuxième bulle où l'on a vu l'attestation de la dépendance de Gellone et qui aurait été rendue le 7 novembre 1066 par Alexandre II ; c'est au Cartulaire d'Aniane le privilège pontifical III ; l'original en serait conservé aux Archives de l'Hérault, dans la layette d'Aniane¹⁴¹.

La décision du concile de Clermont et la bulle du même Alexandre II dont nous venons de parler contredisent de la façon la plus formelle ce document en vertu duquel Aniane aurait le droit de choisir librement l'évêque qui bénira l'abbé et ordonnera les frères, d'excom-

entre Pierre d'Aniane et Gautier, évêque de Maguelone, un nouvel accord par lequel Pierre reconnaît qu'il doit à l'église de Maguelone *obedientiam secundum Deum* (Cartulaire de Maguelone, I, p. 65).

139. Falsification en effet, semble-t-il, plutôt que fabrication de toutes pièces, car on peut bien penser que des diplômes de Jean et Nicolas sont parvenus à Aniane, témoin la bulle qui est au Cartulaire d'Aniane le privilège pont. I, dont nous avons parlé plus haut.

140. On peut noter au surplus que les bulles de Jean et de Nicolas, telles que nous les avons, semblent imprégnées de l'esprit d'Urbain II ; ce pape sollicite souvent en effet les prières de Cluny et nous voyons ici que l'abbaye devra prier pour le Siège apostolique. — C'est encore ce pape qui, s'adressant à son ancien supérieur, Hugue de Cluny, lui dit : *Tua fraternitas* ; or Nicolas dit ici à Pons : *Tuae fraternitati ex animo faventes*. Je crois d'ailleurs que les bulles ont été remaniées par Aniane sous le pontificat d'Urbain, puisque la « sentence entre Gellone et Aniane » a été portée par ce pape comme l'affirmeront les bulles postérieures d'Eugène III et d'Alexandre III. Ce remaniement doit avoir eu lieu avant la décision d'Urbain, soit, au gré des Bollandistes, avant 1090 (*supra*, n. 19) ; mais ni cette décision ni le débat de Clermont en 1095 n'ont arrêté le travail d'interpolation effectué sur les documents que nous examinons, puisque le privilège relatif à la bénédiction de l'abbé est inséré dans les textes que nous possédons, alors que devant le concile de Clermont aucun privilège dans ce sens n'avait été invoqué.

141. Jaffé 4.597. — A la Bib. Nat., mss. lat. 12.770, f° 238 et 13.816, f° 68. — Pour Révillout, *loc. cit.*, p. 511, n. 2, c'est bien l'original qui est aux Archives de l'Hérault.

munier et d'absoudre, d'ensevelir dans son cimetière qui-conque aura donné *aliquid pro anime sue remedio* ¹⁴². Ici encore s'applique ce que nous avons dit précédemment sur la libre élection de l'abbé et le caractère vraiment extravagant de généralité que présente le passage sur la simonie. De même se justifie encore en critique textuelle ce que nous avons exposé sur l'interpolation du passage visant Gellone assez maladroitement inséré entre deux phrases qui paraissent devoir se trouver en rapports plus directs ¹⁴³.

Mais en outre ce passage est en opposition flagrante avec la pancarte concédée par le même Alexandre II à Gellone le 9 mars 1066, pancarte qui figure en tête du Cartulaire de cette abbaye ¹⁴⁴ et ne porte ni n'indique aucune restriction dans l'indépendance de Gellone qu'elle place au contraire dans la sauvegarde immédiate du Siège apostolique. Cette pancarte nous offre les plus sûres garanties ; obtenue après un incendie qui a détruit le chartrier du monastère, elle est très mesurée dans les privilèges qu'elle confère ¹⁴⁵ et elle nous rapporte que l'évêque Rostaing de Lodève a lui-même sollicité sa délivrance en Cour de Rome. Au contraire la bulle que nous présente Aniane soulève de multiples objections : une courte observation sur le fond tout d'abord ; outre ce que nous avons déjà dit, le document a

142. On peut noter ici une variante sur les bulles de Jean et Nicolas ; alors que celles-ci permettaient l'ensevelissement *excepto si pro pravis meritis excommunicationi proprii episcopi publice subjacuerit*, cette restriction a disparu dans notre texte. De plus pour imposer une pénitence, il faut, au début du texte, l'assentiment de l'évêque dont relève le pénitent, mais à la fin de la bulle une phrase assez gauche est ajoutée qui ne comporte plus aucune réserve. — Cpr avec la lettre de Rostaing, év. de Lodève, aux frères de Gellone, les autorisant à ensevelir dans leur cimetière les corps qui leur seraient apportés ; le document est caractéristique (Cartulaire de Gellone, ch. 14 ; *Gallia*, VI, pr. 273).

143. La bulle, jusque-là très semblable à celles de Jean et de Nicolas, commence alors à en différer sensiblement dans sa rédaction.

144. Jaffé, 4.592 (3.405). — Je signalerai que l'édition du Cartulaire présente ici (p.2) une grave erreur d'impression ; on lit en effet dans la date : *indictione secunda*, or le manuscrit porte : *indictione iiij*, ce qui est la vérité chronologique.

145. A vrai dire, elle se borne à confirmer simplement l'abbaye dans ses possessions ; v. d'ailleurs *infra* ch. V.

la forme, si nous l'entendons bien, d'un rescrit : il excommunie tout évêque qui bénira un abbé à Gellone, sous cette condition que les allégations d'Aniane soient conformes à la vérité ¹⁴⁶ ; c'est ainsi que nous interprétons la courte proposition *si ita est* qui est bien dans la pratique des concessions de privilèges par la chancellerie pontificale et constitue une « clause apostolique » ; mais alors tout est remis en question et, puisqu'il s'agit justement de légitimer les prétentions d'Aniane, si la bulle est authentique, elle ne préjuge de rien dans le fait, puisque, selon la procédure romaine des rescrits impériaux qui n'est point étrangère à la pratique des rescrits pontificaux — les faits articulés doivent être établis et vérifiés par le juge ; or ici c'est le fait, c'est l'ancienne sujétion de Gellone à Aniane qui est en cause, qu'il s'agit de prouver et que rien dans le document ne prouve ni ne considère comme démontré ^{146bis}. Si notre document, en ce passage, est authentique, sa portée paraît relativement restreinte : il se contente d'enregistrer les prétentions d'Aniane, de prendre en quelque sorte une mesure conservatoire de ses droits et de préparer le litige entre les deux abbayes. Si le document est apocryphe ou interpolé sur ce point — et les probabilités en ce sens sont considérables, si l'on veut bien faire état de ce que nous disons plus bas — le faussaire ne s'est point aperçu que le *si ita est*, imité sans doute d'autres textes, rendait son œuvre à peu près inutile.

D'ailleurs nombre de difficultés surgissent, bien plus graves, si l'on examine la bulle du point de vue diplomatique : la date en est incohérente, puisqu'on lit en effet : *Anno ab incarnatione Domini M^oLX^oVI^o ; anno quoque Ponti-*

146. *Et quia ad aures nostre pervenit scientie antiquitus cellam Gellonensem juris fuisse Anianensis cenobii... excommunicamus ut, SI ITA EST, ne in illo loco Gellonensi quippiam episcopus abbatem benedicere presumat...* La bulle de Nicolas ne porte point cette réserve, cf. *supra*, p. 72.

146 bis. C'est seulement un siècle plus tard, en 1180, qu'Alexandre III considère la clause *si ita est* comme toujours de style et une coutume inviolable de l'Eglise, c. 2, X 1,3 de *rescriptis*.

ficatus Alexandri Pape II IIII^o, indictione IIII ; or l'indiction 4 ne correspond pas à la fin de l'année 1066, mais l'indiction 5 et nous sommes d'autre part dans la sixième année du pontificat et non dans la quatrième. Une erreur sur l'indiction seule ne nous aurait pas semblé très surprenante, mais une méprise de la chancellerie pontificale sur les années de règne du pape nous paraît inadmissible. On ne peut guère l'attribuer à une distraction de copiste ; les copies de la bulle tant au Cartulaire que dans les mss lat. Bib. Nat. 12.770, f^o 238 et 13.816, f^o 68 portent les mêmes indications, comme les porte leur archétype, le prétendu original des Archives de l'Hérault ¹⁴⁷.

Quand on considère cette pièce, surtout en la comparant avec des bulles d'authenticité certaine, on ne peut se défendre d'une fâcheuse impression qui se fortifie au fur et à mesure que l'on avance dans l'enquête. Le document est écrit sur un parchemin assez laid qui est d'ailleurs maintenant taché et déchiré ; il porte un repli avec des traces de sceau où restent encore des morceaux de lacs de soie noire. L'écriture est nette ; au contraire de l'écriture des commis pontificaux elle n'est pas carrée, mais irrégulière et maladroite ; sauf dans la dernière ligne qui est d'une autre main que le reste du document, les hastes des lettres sont hésitantes et l'on s'y est repris à plusieurs fois pour les tracer. Les *r* notamment sont extrêmement variables et parfois munies, sans raison apparente, d'une longue haste descendant bien au-dessous de la ligne ; un *B* et une *R* sont maladroits au plus haut point, ainsi d'ailleurs que les ligatures *ct*, *st*.

L'avant-dernière ligne porte *donetuR* puis un blanc, et la dernière ligne recommence : *Insuper haec omnia*, d'une façon normale, mais d'une écriture tout à fait différente et remarquable par sa fermeté. L'encre employée pour cette phrase finale diffère aussi de l'encre utilisée pour l'ensemble

147. Mabillon signale d'ailleurs la bulle dans ses *Ann. o. s. B.* IV, p. 679 et ne relève pas la contradiction de la date qu'il reproduit cependant.

du document : elle est plus rougeâtre et l'on voit bien par là que cette finale provient d'une addition postérieure à la rédaction du diplôme, ce que la critique interne du texte permet également d'affirmer. Il suffit de noter la place de la phrase après les imprécations et de rapprocher le passage où est concédé sans restriction le droit d'excommunier, d'absoudre et d'imposer des pénitences, d'un passage antérieur disant : *consilium penitentie inpendendi licentiam, si tamen ad hoc episcopus illius loci assensum prebuerit, non denegamus*¹⁴⁸. Il y a en outre dans le texte de graves erreurs de graphie comme *ingeniorum* pour *ingenuorum* et aussi *genonensem* pour *Gellonensem*. L'adresse de la bulle occupe presque les deux premières lignes tout entières ; la première ligne seule est en capitales et le nom seul du pape en grande capitales. La *rota* porte en exergue *Deus nostrum firmamentum et virtus*, ce qui est bien la devise d'Alexandre II, mais elle n'a au centre ni les noms des saints Pierre et Paul, ni le nom du pape ; à la place figure une deuxième devise : *magnus Dominus noster et magna virtus ejus*. Le *Benevalete* paraît plus maladroit et plus sommaire que dans les bulles normales ; il n'y a enfin aucune souscription, ni du pape, ni d'un cardinal quelconque.

Nous pensons donc avoir montré combien le document soumis à notre examen y résistait peu et comment, tant du point de vue de la critique interne que du point de vue diplomatique, nous sommes amené à conclure à sa non authenticité. Sa fabrication remonte à une date diffici-

148. Il est d'ailleurs curieux de constater que ce passage semble copié sur une phrase déjà corrompue de la prétendue bulle de Nicolas II ; nous lisons en effet dans ce dernier texte : *Et ut ipse abbas religionis tramitem digne et laudabiliter tenere visus fuerit, licentiam donandi poenitentiam... habeat* ; la bulle d'Alexandre II dit à son tour : *et ut ipse abba religionis tramitem d. et l. l. visus fuerit... consilium penitentie inpendendi licentiam... non denegamus*. Le motif allégué paraît un peu faible ; c'est que le texte primitif d'où ceci dérive était tout autre ; il nous est fourni par la prétendue bulle de Jean XV à la layette d'Aniane : *et ut ipse abba SI religionis tramitem d. et l. tenere visus fuerit, licentiam donandi poenitentiam... habeat* ; la proposition est à l'optatif : qu'il ait licence... — Migne (P.L., 137, 835-837) lit : *et sic ipse abbas, si r.t.d. et l.t.v.f...* ; je ne sais d'où provient cette leçon.

le à préciser, peut-être postérieure aux falsifications des bulles de Jean XV et de Nicolas II, mais très probablement antérieure à la bulle d'Urbain II de 1090 ¹⁴⁹.

Nous avons de notre document une copie *in forma publica* des 11, 25 et 28 janvier 1380 ¹⁵⁰. A ce moment là on devait n'avoir plus depuis longtemps assurément aucun soupçon sur l'authenticité de cette pièce.

Un autre témoignage en faveur d'Aniane, qui n'émane point à la vérité de la chancellerie pontificale, s'impose ici à notre examen : nous voulons parler des lettres que l'abbé Emeno d'Aniane aurait adressées au pontife romain pour se plaindre des moines de Gellone. Ces lettres, à vrai dire, ne sont signalées que par Mabillon qui nous en a transmis quelques extraits : d'après ce savant ¹⁵¹, en 1066, les moines de Gellone voulant secouer le joug d'Aniane, se choisirent des abbés qui les gouvernassent ; Emeno recourt au Siège apostolique et en obtient la bulle du 7 novembre dont nous venons de voir ce qu'il convient de penser ; mais ce document n'eut pas d'effet, et pour cause, et Gellone persiste dans sa rébellion ; d'où nouvelle plainte d'Emeno, cette fois auprès de Grégoire VII, en 1074 ¹⁵² : la *cellula Gellonis* qui fut donnée par Louis le Pieux, avec l'assentiment de Guilhem, son fondateur, au monastère d'Aniane, la *cellula Gellonis, praevalente simoniaca haeresi*, s'est élu des abbés *contra jus et monasticum ordinem, quos non solum abbates, sed et pontifices qui eos confirmarunt, tui antecessores, Nicolaus videlicet et Alexander, in privilegiis ab iisdem nobis traditis, sub anathematis vinculo posuerunt, quousque or-*

149. V. la n. précédente. — Nous avons fait remarquer plus haut que la bulle de Nicolas II n'a point le *Si ita est* et est formelle sur la dépendance de Gellone. — Pour la bulle d'Urbain II, *supra*, n. 19 et 140.

150. A la layette d'Aniane, aux Archives de l'Hérault. — Copie très fidèle qui va jusqu'à reproduire les erreurs graves de l'original : *ingeniorum et genonensem* p. ex. : la copie du Cartulaire est moins exacte, sans présenter cependant de divergences appréciables quant au sens.

151. *Ann. o.s.B.*, l. 62, § 105, t. IV, p. 679.

152. *Ibid.* l. 64, § 68, t. V, p. 79.

dinatio et dispositio possibilitasque jam dicta Gellonensis in manu consistat abbatibus Anianensis ^{152bis}. Pierre était alors abbé de Gellone, élu sans aucun doute sans l'assentiment de l'abbé d'Aniane, et les moines de Gellone n'en continuèrent pas moins à remplacer leurs abbés et ainsi à usurper et à maintenir l'autonomie de leur monastère.

Retenons d'abord que le document qui aurait répondu à la première lettre d'Emeno est un faux indiscutable ; au surplus, s'il y a eu usurpation par Gellone du droit de se nommer des abbés, ce fait est infiniment plus ancien que ne le dit notre texte ¹⁵³, puisqu'on trouve des abbés de Gellone d'une historicité certaine tout au moins au début du x^e siècle, puisqu'on relève des conventions passées entre abbés d'Aniane et abbés de Gellone dans la première moitié du xi^e ¹⁵⁴.

Que signifie ensuite ici l'accusation de simonie ? S'applique-t-elle à l'évêque Rostaing de Lodève qui cependant obtint sans peine, en 1066, d'Alexandre II la pancarte confirmant Gellone dans ses droits et possessions ¹⁵⁵ ? Rostaing passa à Rome un carême en 1066 ou en 1068 ¹⁵⁶ et il ne paraît pas que le pape l'ait tenu en suspicion, bien au contraire. L'accusation vise-t-elle l'abbaye elle-même dont les moines seraient simoniaques ? mais alors comment expliquer que deux ans après la date assignée à notre document Amatus, légat du pape qui est alors Grégoire VII, consacre l'autel de saint Guilhem dans la basilique, ainsi qu'en témoignent un martyrologe et un nécrologe provenant de l'abbaye ¹⁵⁷ ?

152 bis. Ce sont les termes mêmes des prétendues bulles de Nicolas et Alexandre II, Cart. d'Aniane, priv. pont. II et III, v. ci-dessus, p. 72.

153. (*Cellula Gellonis*) *quam HACTENUS antecessores nostri tenuerunt...*

154 Cf. Cartulaire de Gellone, ch. 18 et 19. On trouve un *abbas Si Willelmi monasterii* à côté d'un abbé d'Aniane parmi les souscriptions de l'acte (auquel Gellone est étrangère) relatant l'élection de Judith, abbesse de Saint-Genès au diocèse de Maguelone, le 20 novembre 1025 (*Gallia*, VI, pr. 347 ; *H.d.L.* V, 378).

155. Cartulaire de Gellone, I, Jaffé, 4.592 (3.405).

156. *Ibid.* 14 ; *Gallia*, VI, pr. 273. — V. *infra*, ch. V, n. 7.

157. Le martyrologe qui est à la Bib. mun. de Montpellier, mss 13 du xii^e.

Le résumé de Mabillon contient des erreurs manifestes ¹⁵⁸ : *in his (litteris) ait (Emmeno) quandam cellulam, Gellonis nuncupatam, a Ludovico Pio, cum consilio Willelmi comitis ejus conditoris, Anianae traditam ac subjectam fuisse* ¹⁵⁹. Or, même si l'on s'en tient à la tradition d'Aniane, qui nous paraît devoir être éliminée à plus d'un titre, il est impossible d'admettre que le comte Guilhem ait approuvé la donation faite de Gellone à Aniane par Louis le Pieux, puisque nous ne savons même pas si Guilhem vivait encore à la mort de Charlemagne ¹⁶⁰.

Nous lisons un peu plus bas : *in fine epistolae, Emmeno... queritur itidem de Casae-Dei monachos, quod cellam Gordanicam dioecesis Uceticensis a praedicto comiti Willelmo sibi traditam, vi sibi auferrent*. Or incontestablement Guilhem a fondé Goudargues comme une abbaye libre ; il l'aurait ensuite donnée à Charles et Louis le Pieux l'aurait postérieurement soumise à Aniane ainsi qu'en témoignent formellement le privilège impérial XII du 21 mai 815 au Cartulaire d'Aniane ¹⁶¹ et le privilège pontifical VII de Pascal II du 12 avril 1114 au même Cartulaire ¹⁶².

III.—Les bulles en faveur de Gellone—à partir d'Alexandre II, 9 mars 1066, jusqu'à Martin IV, 27 novembre 1281 ¹⁶³ ne nous retiendront pas longtemps. Ces documents sont

siècle, porte au f° 22 v° : *Idus augusti... Item dedicatio altaris sanctissimi Guillelmi de Gellonensi monasterio que facta est ab amato sancte romane ecclesie sedis legato*. — Les Bollandistes l'ont d'ailleurs signalé, *Acta SSum*, 28 mai, p. 810. — Sur la copie du nécrologe de Gellone, à la Bib. Nat. mss. lat. 12.773, p. 394 et s., on peut lire : *Idibus augusti. Dedicatio altaris sanctissimi Willelmi quae facta est ab Amato sanctae romanae Ecclesiae sedis legato anno MLXXVI a domini incarnatione*. Il est vrai que la copie porte ensuite ces mots : *haec in margine superaddita*. V. Mabillon, *A.o.s.B.*, t. II, p. 403, § V.

158. Qu'il est difficile d'imputer à un érudit aussi consciencieux, mais beaucoup plutôt aux documents qu'il a maniés.

159. *Op. cit.*, I, 64, § 68.

160. Nous penserions volontiers le contraire, cf. *supra*, ch. I, n. 95.

161. Mühl. 580 (560) ; cf. Mabillon, *Acta*, p. 221.

162. Jaffé, 6.348.

163. Nous publions en appendice la bulle d'Alexandre III du 25 octobre 1162 et le *titulus* de Martin IV, demeurés, à notre connaissance, inédits.

au nombre de sept, dont six nous sont parvenus en entier ; personne ne les a jamais argués de faux ; ils affirment de la façon la plus énergique et la plus nette que l'abbaye ne relève que du Siège apostolique ; les plus fervents défenseurs d'Aniane se sont bornés, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, à soutenir que l'indépendance de Gellone date seulement de la fin du ^x^e siècle et d'Alexandre II ou d'Urbain II.

Mais une question se pose alors : comment peut-on se représenter pratiquement les rapports d'Aniane et de Gellone au début de leur histoire ¹⁶⁴ ? Car il semble certain que les moines de Gellone sont venus au moins en partie d'Aniane et que par conséquent Guilhem a subi — probablement même sollicité — l'influence et la direction de Benoît. Nous trouvons aux débuts du monastère un abbé Juliofroï dont l'existence ne nous est attestée que par deux documents dont l'un est à coup sûr apocryphe et l'autre a subi d'incontestables remaniements. Si nous nous inspirons, pour essayer de résoudre ce problème, d'exemples contemporains, nous trouverons de fréquentes unions personnelles de monastères qui sont donnés, non pas à Aniane, mais à Benoît ¹⁶⁵ qui a soin, en envoyant ses moines occuper la nouvelle acquisition, de leur constituer un abbé ou un supérieur ¹⁶⁶. Lorsque Louis le Pieux appelle Benoît en Alsace à Maurmünster et qu'il lui donne ensuite Inde, Benoît en quittant Maurmünster désigne un abbé aux frères qui vont y rester, *prefecto abbate fratribus Mauro degentibus* ¹⁶⁷, et nous trouvons déjà d'autre part des abbés

164. V. là-dessus Pückert, p. 198 s.

165. *Dedit illi ; et aliud contulit monasterium* (*Vita Ben.* c. 31, 33 et 34)

166. *Constituens eis abbatem ; abbatemque illis constituit* (*ibid.*). Nous avons fait remarquer plus haut que cette précision est omise pour Gellone. — La conduite de Benoît est en plein accord avec le c. 57 du concile d'Agde de 506 : *Unum abbatem duobus monasteriis praesidere interdicimus.* — Cf. conciles d'Orléans 511, c. 9 ; Arles 524, c. 3 (*Mansi* 8, p. 321) ; Epône 517, c. 9 (*M.G.H. Concil.* I, 21). — V. sur la fréquence de ces unions personnelles et le danger que courait le nouveau monastère, H. Lévy-Bruhl, *Elections abbatiales*, 60-61.

167. *Vita Ben.* c. 34.

d'Aniane du vivant même de Benoît, Sénagilde en 815 et Georges en 819, 820 et 821. On peut donc entrevoir un sort pareil pour Gellone et, en admettant même qu'elle soit restée unie à la personne de Benoît tant que celui-ci demeura à Aniane, les circonstances générales nous font aisément supposer qu'au départ de saint Benoît elle vit, non pas naître une autonomie qu'elle eut toujours, mais paraître à sa tête un nouvel abbé, peut-être Juliofroi¹⁶⁸. Evidemment la série des abbés présente d'énormes lacunes, nous le verrons ; mais nous trouvons un abbé authentique peut-être au milieu du ix^e siècle, certainement au début du x^e et nous voyons, ainsi que nous l'avons déjà dit, les abbés de Gellone traiter d'égal à égal avec ceux d'Aniane, cela dès avant le temps où la querelle prendra toute son extension, c'est-à-dire, dès le xi^e siècle¹⁶⁹.

Où le débat peut-il dans ce cas avoir trouvé son origine ? Ici encore nous en sommes réduit à des hypothèses ; il ne semble pas, puisque la bulle de Nicolas est assurément altérée dans sa teneur essentielle, qu'aucune contestation sérieuse se soit élevée avant la deuxième moitié du xi^e siècle ; mais à ce moment se place l'incendie qui détruisit le chartrier de Gellone et provoqua la pancarte d'Alexandre II du 9 mars 1066. Aniane, dont l'appétit dominateur ne peut être mis en doute, aura profité de cette circonstance pour essayer de soumettre à son obédience l'abbaye voisine qui avait dû dès longtemps attirer ses regards et sur qui sa

168. « Lorsque plusieurs abbatiats étaient conférés au même personnage, l'union, toute personnelle, ne demeurerait pas, en principe, après sa mort. Chaque abbaye recevait alors son abbé propre ». (H. Lévy-Bruhl, 129, n.2 justement à propos de Benoît d'Aniane). — Je crois opportun de signaler l'erreur de Révillout disant, *loc. cit.*, p. 524 : « chose qui serait plus étrange encore, si Gellone n'avait pas été dans l'origine une colonie... d'Aniane ! les noms des saints que les deux abbayes ont pour protecteurs sont absolument les mêmes ». — Cette affirmation est inexacte ; dans la titulature de Gellone figurent s. Jean et s. André qui ne sont pas dans celle d'Aniane (v. les deux chartes AG et GG et Sort, pp. i-ij) et dans celle-ci se trouvent s. Etienne, s. Martin et s. Benoît que Gellone ignore (*Vita Ben.* 17). On ne saurait évidemment conclure à l'étroite dépendance des deux abbayes que si leurs invocations étaient absolument identiques.

169. Cf. *supra*, n. 154.

qualité d'abbaye-mère semblait susciter et légitimer toutes les prétentions. De là à se forger les instruments nécessaires pour triompher dans le procès qui pouvait s'ouvrir, il n'y avait guère qu'un pas facile à franchir pour des gens qui voyaient dans ces faux une pieuse supercherie, plus spécialement pour une maison dont l'esprit ne répugnera pas quelque temps plus tard à ce genre d'exercice. Aniane paraît en effet jouir au moyen-âge d'une fâcheuse réputation ; on l'accuse nettement en tout cas de produire de faux documents et cela au cours de deux procès, l'un en 1114 avec les moines de la Chaise-Dieu au sujet de Goudargues ¹⁷⁰, l'autre un siècle plus tard, en 1225, avec l'évêque de Maguelone ¹⁷¹.

Pourrait-on admettre que les lettres d'Emeno signalées par Mabillon ¹⁷² laissent filtrer une part de vérité et que, si elles rapportent des circonstances et une décision pontificale fantaisistes, elles donnent du moins à nos suppositions un sens assez vraisemblable ? Emeno qui avant d'être abbé d'Aniane avait été moine de Gellone et prieur de Sauve ¹⁷³ (prieuré qui relevait de Gellone), connaissait

170. Cf. bulle de Pascal II du 27 novembre 1114 (au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. VIII. — Jaffé 6.409) *Ceterum neque sic Case Dei monachi quiescentes Anianensis monasterii monachos falsitatis apud nos accusare ceperunt, quod litteras ex episcoporum judicum nominibus non veras set fictas attulerant...* Il semble d'ailleurs que l'accusation soit ici gratuite.

171. *Cartulaire de Maguelone*, II, pp. 256-266. Sentence rendue par des arbitres sur un différend entre Bernard de Mèze, évêque de Maguelone, et Guillaume de Brignac, abbé d'Aniane le 21 mars 1225. L'abbé prétendait qu'il n'était pas tenu de se rendre au synode diocésain *ex speciali privilegio Summi Pontificis Pascalis secundi...* (serait-ce la bulle du 24 avril 1106, au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. VI ?) *ad quod probandum produxit quamdam cartam quam vocabat Privilegium, sive Indulgentiam dicti domini Pape.* (p. 258) Mais l'évêque écartait ce privilège *in primis dicens cartam falsam vel suspectam fore littera, dictamine et bulla* (p. 259). Il y a un petit développement et une argumentation vraiment très jolie. Les arbitres ont longuement examiné les bulles *que inter se in bullis et formis longe dissona sunt, contraria et diversa* ; ils ne prennent pas autrement position, mais l'évêque gagne son procès. On voit ici nettement comment des contestations très anciennes renaissent interminablement. Il n'y a pas d'autorité de la chose jugée en droit canonique et au surplus le système des privilèges et des exemptions suffit pour permettre de tout remettre en question à tout instant.

172. *Supra*, p. 81.

173. *Infra*, n. 176.

peut-être l'étendue des pertes subies par son ancien monastère dans l'incendie qui en consuma le chartrier ; il savait sans doute aussi les profits retirés de sa situation sur le chemin de Saint-Jacques par Gellone ¹⁷⁴ ; il voulut étendre sa domination sur celle-ci ; peut-être même était-il de bonne foi et fondait-il son droit dans la tradition d'Aniane et sa qualité d'abbaye-mère. De là un conflit assez aigu et une plainte au Saint-Siège. Si ce n'était quelque peu subtiliser dans l'interprétation des textes, on pourrait, en comparant les rédactions des deux bulles d'Alexandre II du 9 mars 1066 et du 19 mars 1068 ¹⁷⁵, supposer que dans le bref laps de temps écoulé entre ces deux actes s'est placée la première manifestation par Aniane de ses prétentions ; cela coïnciderait avec la date approximative indiquée par Mabillon pour la première lettre d'Emeno. Cette lettre et la suivante ont-elles été réellement écrites ? il est difficile de l'affirmer, puisque la bulle d'Alexandre II qui aurait répondu à la première requête est apocryphe et que nous ne savons rien du sort imparti à la supplique adressée à Grégoire VII. De plus si Emeno a fait acte d'hostilité envers Gellone, comment les fils de saint Guilhem ont-ils pu l'inscrire sur leur nécrologe ¹⁷⁶ ?

Mais il est hors de doute que le pape Urbain II rendit aux moines de Gellone leur pleine tranquillité. La bulle de ce pontife—nous l'avons dit au seuil de ce chapitre ¹⁷⁷—a dis-

174. Bédier, *op. cit.*, pp. 364 s.

175. La bulle du 9 mars 1066 prend simplement le monastère *sub tutela et defensione sancte apostolice sedis* ; dans sa deuxième bulle du 19 mars 1068 (elle présente d'ailleurs un réel défaut de concordance entre les années de l'incarnation, les ans de pontificat et l'indiction), sans nommer personne, le pape insiste : il prend le monastère sous sa *tutela*, mais ajoute : *et ab omni conditione liberum et quietum esse decernimus (monasterium), ita tamen ut, proprii tantummodo episcopi reverentia servata, nulli loco subiaceat nisi huic sancte romane ecclesie.* — Sur ces textes, v. *infra*, ch. V.

176. Emeno figure en effet sur le nécrologe du mss. lat. Bib. Nat. 12.773, p. 396 au *XIIII kal. maii* : *ob. Emeno abbas Anianae monachus ipsius loci qui primum fuit prior de Salve.* — Sur le nécrologe de la Bib. mun. de Montpellier, au *XIV kal. maii*, une ligne est effacée.

177. *Supra*, n. 19.

paru, mais elle est parfaitement attestée par diverses bulles postérieures : une tout d'abord émanant de Calixte II qui, en 1123, prend Gellone sous la tutelle et la défense du Siège apostolique, *predecessorum nostrorum Alexandri, Gregorii septimi, Urbani et Paschalis secundi vestigiis insistentes* (attestation curieuse d'une pancarte ou peut-être même d'une décision de Grégoire VII ; y aurait-il là un complément bien incertain de l'information donnée par Mabillon ?) Une bulle d'Eugène III, du 18 septembre 1146, confirmera *sententiam vero illam quam praedecessor felicis memorie papa Urbanus inter vos et Anianenses monachos promulgavit* ; enfin une bulle d'Alexandre III, du 25 octobre 1162, sera un peu plus explicite : *sane fratribus Anianensibus ad sopita litigia suscitanda omnem facultatem obstruere cupientes auctoritate apostolica inhibemus ut nullam omnino subiectionem in monasterio vestro requirant sed ita perpetuis temporibus sine ulla refragatione observent, sicut a felicis memorie Papa Urbano predecessore nostro dinoscitur institutum.*

Ainsi donc le litige a été tranché par le pape Urbain et si nos analyses précédentes sont exactes, il a été bien jugé. Mais quelle forme avait donc prise la contestation ? Une sentence ayant été portée entre les frères d'Aniane et de Gellone, il semble bien qu'il y ait eu là un véritable procès en forme contentieuse ; or aucun des documents authentiques qui nous sont parvenus n'a le caractère d'une décision judiciaire ou d'une sentence arbitrale, d'un compromis ou d'un jugement, mais seulement d'un privilège accordé ou reconnu à Gellone ; il en est de même des documents apocryphes en faveur d'Aniane qui prétendent émaner tant de Nicolas II que d'Alexandre II ¹⁷⁸.

178. *Super omnia vero pacis et concordie vinculo consulentes et litigiorum abolere fomitem cupientes...* (bulle de Nicolas). — *Et quia ad aures nostre pervenit scientie antiquitus cellam Gellonensem juris fuisse Anianensis cenobii, quandoquidem pacis et concordie vinculo consulere et litigiorum fomitem radicitus abolere debemus ...* (bulle d'Alexandre).

Nous ne possédons malheureusement pas la bulle d'Urbain II, mais les documents qui nous restent — authentiques ou faux — ont un caractère, pour ainsi parler, unilatéral; on ne saurait les rapprocher des bulles, authentiques celles-là, par lesquelles le pontife romain règle la procédure dans la contestation qui s'est élevée et juridiquement organisée entre Aniane et la Chaise-Dieu au sujet de Goudargues ¹⁷⁹. Cela est évidemment regrettable pour notre connaissance des événements et aussi pour les renseignements juridiques que nous en aurions peut-être tirés.

Une seconde remarque s'impose : comme nous l'avons signalé plus haut, il y a plusieurs leçons de la charte du 15 décembre où Gellone est donnée à Aniane, plusieurs leçons d'AG : tout d'abord ce qu'on pourrait appeler la leçon-type, ensuite cette même version augmentée d'une énumération des biens de Gellone interpolée d'après GG, enfin la leçon du mss. lat. 5.941 Bib. Nat. qu'a publié dom du Bourg, où toute mention de Gellone a disparu et où la donation est faite par Guilhem à Aniane directement. (Pas une de ces leçons ne figure d'ailleurs dans le Cartulaire d'Aniane).

Il semblerait que la production des apocryphes n'ait pas été réalisée, ni l'activité littéraire épuisée d'un seul coup. Etant donné du reste l'instabilité de la chose jugée en droit canonique, il n'est pas sûr que la bulle d'Urbain II ait, vers 1090, mis un terme aux rédactions d'Aniane ni par conséquent aux rédactions en réponse de Gellone. Aniane a revu, corrigé, augmenté la charte de saint Guilhem (AG) quand cela lui a paru opportun ¹⁸⁰; elle a même

179. Cf. les bulles de Pascal II des 12 avril 1113 et 27 nov. 1114; Jaffé, 6.348 et 6.409; au Cartulaire d'Aniane, priv. pont VII (en rectifier la date) et VIII. — V. aussi le priv. pont. XLIX du 10 février 1107, Jaffé 6.123. — Cpr encore les bulles de Nicolas et d'Alexandre avec la bulle de Calixte II, au Cartulaire d'Aniane priv. pont. IX du 15 juillet 1119; Jaffé, 6.714 (4.932); il faut rectifier la date que donnent les éditeurs du Cartulaire et qui est absolument impossible et contradictoire avec le *datum Tholose*; c'est ici un style de l'Annonciation en mode pisan.

180. Noter d'ailleurs que la révision et la réédition se comprennent admi-

utilisé pour ce faire le document en faveur de Gellone (GG). Comme elle était également occupée, dans sa querelle avec l'évêque de Maguelone (débat qui eut des regains d'activité à différentes époques), à écarter d'elle de diverses façons la juridiction de l'Ordinaire, à récrire en conséquence les bulles de Jean XV, Nicolas II et Alexandre II¹⁸¹, elle en a profité pour introduire dans ces documents, partout où elle le jugea bon, quelques lignes sur la *cella Gellonis*¹⁸².

Gellone, sachant la menace latente qui pesait sur elle¹⁸³, s'est attachée à faire affirmer son autonomie le plus souvent possible par le pontife romain et à faire déclarer par celui-ci qu'elle ne relevait que du Siègre apostolique. Les papes se sont exécutés de bonne grâce. Mais la querelle s'est perpétuée — de façon toute platonique — entretenue par ce que nous pourrions appeler ici avec justesse « l'esprit de clocher »; au début du XVIII^e siècle doms Sort et Jean Magnan ne manquent pas de proclamer — en fournissant à l'appui de leurs dires un imposant faisceau de preuves¹⁸⁴ — l'indépendance de Gellone. On sent que la question les tourmente encore, bien qu'alors assurément il n'y soit plus lié aucun intérêt matériel, ni même, semble-t-il, spirituel.

ablement de la part d'Aniane qui fortifiait ainsi son droit et ne se comprendraient guère de Gellone qui avait du premier coup affirmé sa totale indépendance.

181. Ainsi d'ailleurs qu'à récrire les bulles d'Urbain II et de Pascal II, au Cartulaire d'Aniane les priv. pont. IV et V. — Cf. Pückert, pp. 70 s.

182. Le débat se compliqua d'une querelle de Saints, toujours pour le même motif; d'où la composition du c. 30 de la *Vita Benedicti* et, sur ce modèle agrémenté d'allusions et de traits empruntés aux chansons de geste (chose judicieuse pour une étape sur la *Via tolosana*), la confection de la *Vita Willelmi*.

183. Egalement impressionnée par les incidents de Sauve que nous allons retrouver (*infra*, ch. III, § 2) et cherchant d'autre part à développer son exemption (*infra*, ch. V).

184. Sort, pp. vij-ix, qui invoque notamment cet argument : Gellone jouit d'un privilège que n'a pas Aniane, la juridiction épiscopale sur les deux paroisses de Saint-Guilhem et dans la vallée de Gellone; *in dubio etiam*, ajoute le bon religieux, *potior est conditio possidentis, id est fruentis naturali libertate* (p. vij). — Magnan, pp. 66-67.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE L'ABBAYE

§ 1. — *Catalogue des abbés*¹.

I. — A nous en tenir aux documents de 804 et spécialement à la charte du 15 décembre, AG, l'abbaye a dû être fondée un peu avant cette date, puisque nous trouvons alors déjà une basilique existant dans cette *cella* que le comte Guilhem a construite. Si nos suppositions précédentes sont exactes, l'abbaye dut être placée à ce moment sous l'autorité directe ou médiate de Benoît d'Aniane. Il y aurait bien eu alors, vers 807, dit l'*Histoire de Languedoc*, un abbé Juliofroï ; mais nous savons avec quelles réserves il convient d'accueillir cette information ; le fameux *Testamentum* n'offre pas une entière sécurité ; le diplôme de Louis d'Aquitaine de 807, où figure Juliofroï², n'en offre aucune. Cet abbé

1. Différentes tables ont été déjà dressées et publiées ; tout d'abord par la *Gallia*, VI, 581 s., puis par *H.d.L.*, IV, 539 s. Dom Sort donne une *Nomenclatura Abbatum Gellonensium juxta seriem temporum*, pp. 415-417. Les Chronologies du P. Sort et de dom J. Magnan ont été exploitées, celle de Sort par l'abbé Vinas, *Visite à Saint-Guilhem*, et celle de Magnan par Louis Roche, *Mélanges Cabrières*, I, p. 218 s. sans toutefois que ces auteurs aient fait montre de réels dons critiques. — Alaus, dans sa thèse manuscrite, *Etude sur le Cartulaire de Gellone* (804-1236), donne également une liste qui ne diffère point de celle de la *Gallia* si ce n'est pour Gauzfred III et Pétrone. — Il y a enfin quelques notes sur la succession des abbés dans Mabillon, *Ann. o.s. B.* II, p. 403.

2. *In causa nostri genitoris, ubi Juliofredus rector et abbas preesse videtur.*

est-il vraiment distinct du Juliofroi que nous rencontrons à coup sûr en 925 ? on ne saurait l'affirmer sans témérité ³. D'autre part, si l'on partage nos vues sur la situation de Benoît d'Aniane vis-à-vis de Gellone, il semble nécessaire de reconnaître à cette dernière abbaye un administrateur propre soit du vivant même du Saint soit au plus tard à sa mort ; et il n'y a pas de raison bien décisive pour que ce nouveau supérieur ne se soit pas appelé Juliofroi plutôt que Sénagilde, Georges ou Tructesinde qui furent abbés d'Aniane durant cette même période.

II. — Nous devons placer ici, mais encore avec les plus grandes réserves — plus prudemment peut-être que pour Juliofroi — l'abbé Hucérand ou Huscerand qui ne nous est connu que la brève mention qu'en fait, dans sa *Chronologia* ⁴, Plantavit de la Pause suivant les données de Bernard Gui. L'évêque Raoul de Lodève se serait plaint auprès du pape Grégoire IV de ce que les chapelains des deux paroisses de Saint-Guilhem lui refusaient *obedientiam et reverentiam*. Le pape, à la xiii^e année de son pontificat, aurait, pour trancher le différend, désigné comme arbitres les archiprêtre et archidiacre de Narbonne. Nous ne savons d'ailleurs pas autre chose et, comme cela nous arrivera trop fréquemment, rien ne nous renseigne sur l'issue du procès. Cependant il est bien curieux qu'en moins de quarante années, de 804 à 840 (ou même avant) le village de Saint-Guilhem ait pris une telle extension et se soit trouvé en possession de deux églises. Certes dom Sort ⁵ place sous Juliofroi le développement du village à l'entour du monastère, mais cette affirmation n'est pas corroborée par le Cartulaire où le village n'apparaît qu'au xiii^e siècle (ch. 181,

3. Dom Magnan donne (pp. 78-82) des *Annotationes in vitam Juliofredi* qui sont d'ailleurs totalement dépourvues d'intérêt. Il fait mourir cet abbé en 824, sans naturellement citer aucune source, si ce n'est une allusion à une *Vita Juliofredi, ut in vita ejus describitur*, dit-il, p. 75. Ce document a disparu. — V. l'opinion analogue à la nôtre de Révillout, *l.c.*, p. 509.

4. P. 30.

5. P. 13.

440, 490 etc...)). Au surplus il ne figure pas d'évêque Radulphus dans les listes des évêques de Lodève que nous donnent la *Gallia* ⁶ ou l'*Histoire de Languedoc* ⁷.

III. — Le premier abbé dont l'historicité nous serait démontrée par un document sûr, serait Ardingus que nous trouvons mentionné dans un diplôme de Charles le Chauve donné entre le 1^{er} ou le 24 septembre 855 et le 20 juin 856 ; c'est la ch. 278 du Cartulaire ⁸ ; mais rien dans le contexte ne permet d'affirmer que le *Ardingus abba*, qui avec *Marcho, vir strenuus* fait auprès du roi une démarche en faveur d'un certain Rodulfus, soit abbé de Gellone. Mabillon cependant l'a cru, ainsi qu'en témoignent ses *Annales o.s. B.* ⁹, et à sa suite l'ont cru doms Sort et Magnan.

IV. — En fait le premier abbé dont nous puissions réellement affirmer qu'il a gouverné Gellone, est Juliofredus qui figure au Cartulaire dans une donation du 22 février 925 ¹⁰. C'est d'ailleurs tout ce que nous savons sur lui ¹¹.

V. — Et nous ne sommes pas mieux renseignés sur l'abbé José qui prit la crosse abbatiale après Juliofroi et qu'un acte mentionne en 928 ¹².

6. VI, 526 s. — La *Gallia* donne Sisemundus en 817 et Tatila en 844.

7. IV, 287.

8. Il faut rectifier ici l'erreur d'Alaus qui dans sa thèse et dans l'édition du Cartulaire date cet acte de 913 ; nous sommes dans la quinzième année d'un roi Charles et dans l'indiction 4, ce qui ne correspond pas du tout avec la chronologie de Charles le Simple, mais bien de Charles le Chauve. — Au demeurant le document figure dans Mühl. 1293.

9. L. XXVIII, § VI, p. 403. Il a cru aussi à l'historicité de Juliofroi et Hucérand.

10. *Eldenonus... dono... altario Sancti Salvatoris Gellonensis... abbati etiam Juliofredo... octo kalendas marci, anno vicesimo octavo regnante Karolo rege post obitum Odonis regis* (ch. 12). — Il faut corriger la date fournie par les éditeurs du Cartulaire, les années de règne de Charles le Simple, après sa restauration, se comptant du 1^{er} janvier 898.

11. En admettant que la qualité de *consanguineus Karoli imperatoris* dont nous avons parlé (*supra*, chap. II, n. 78 et 86) ne concerne pas notre personnage, non plus que la *Vita Juliofredi* que nous avons signalée ci-dessus.

12. *Donamus Sancto Salvatori Gellonensi... abbati quoque Jose.. Facta carta*

VI. — VII. — Nous rencontrons ensuite l'abbé Alinardus et dans l'acte où il figure mention est faite d'un de ses prédécesseurs qui nous est resté d'autre part totalement inconnu, *Ebregarius, abba Sancti Salvatoris Gellonensis*¹³. La date de ce document pourrait prêter à discussion. Elle est ainsi formulée : *Facta noticia guirpitionis... sub die lunius undecimo kalendas octobris anno tertio regnante Ludovico rege*. Quel est ce roi Louis ? Evidemment pas Louis le Pieux, ni Louis le Bègue qui ne régna pas trois ans ; peut-être Louis III et nous serions alors un lundi 21 septembre 881, ce qui est impossible, le 21 septembre 881 étant tombé un jeudi. S'ils'agissait de Louis d'Outremer, l'acte devrait être daté du lundi 21 septembre 938, ce qui est encore impossible, le 21 septembre étant en 938 tombé un vendredi. Nous suggérerions de lire *undecimo kal. novembris*, le rédacteur ayant commis l'erreur — fréquente et bien connue des diplomates — d'écrire le nom du mois courant au lieu du mois suivant ; la date du lundi 22 octobre 938 est parfaitement congruente¹⁴. Entre José en 928 et Alinard en 938 nous trouvons un temps bien suffisant pour donner place à l'abbé intermédiaire Ebregarius¹⁵.

VIII.— A Alinard succéda immédiatement peut-être un second Benoît. La donation¹⁶ où figure son nom a malheureusement une date impossible ; elle indique la qua-

tertio kalendas Januarii, anno tricesimo regnante Karolo rege, post obitum Odonis regis (=30 déc. 928), ch. 73. — Il faut pour la date faire la même remarque qu'à la note précédente.

13. C'est la ch. 420.

14. Évidemment il ne peut s'agir dans cet acte d'un des rois capétiens du nom de Louis ; outre que nous connaissons à cette époque relativement basse la série des abbés, l'expression *in illo mallo ad illo vicano* qui est dans l'acte fait invinciblement penser à la période carolingienne. Le 22 octobre 881 doit être écarté ; il tomba un dimanche.

15. Il est piquant de noter les explications vraiment sommaires de dom Magnan qui situe Ebregarius en 990, en fait le onzième abbé de Gellone et voudrait bien l'identifier avec l'abbé Bérenger : *nihil invenire potui... forte fuit idem qui et Berengarius* (1).

16. Ch. 75.

trième année de Lothaire, soit donc 958, mais elle ajoute *nono kalendas julii, feria septima*; or le 23 juin tomba en 958 un mercredi et non un samedi; de plus l'âge de la lune, *luna sexta*, est inexact; nous remarquerons que le 24 juillet (*nono kal. aug.*) fut un samedi; selon ce comput, la lunaïson serait moins inexacte. Nous pouvons tenir en tout cas, semble-t-il, que Benoît occupait le siège abbatial de Gellone en 958.

Ici encore nous devons nous résigner à ne pas savoir autre chose de l'abbé ni du monastère¹⁷.

IX. — En 960 ou 961, à la septième année du règne de Lothaire¹⁸, *Garibergera et Hildinus vicecomes et Ado vicecomes*, qui seraient des vicomtes de Lodève¹⁹, gratifient Gellone et l'abbé Gauzfredus de biens situés dans la région de Substancion.

X. — Peu après, le même vicomte Hildin avec sa femme Archimberta et ses enfants font un échange — dont on ne voit pas d'ailleurs la contre-partie — avec le monastère et l'abbé Guinabertus; l'acte est nettement daté du vendredi 31 mars 982²⁰.

XI. — A Guinabert succéda Rainald qui reçoit le samedi 7 novembre 985 une importante donation²¹.

17. Les dates fournies par dom Magnan sont ici comme partout ailleurs de la plus haute fantaisie; il place l'abbé Benoît en 844-851 et donne sous son gouvernement les ch. 76 et 77 qui sont datées des rois Robert et Henri.

18. Qui compta ses années de règne du 10 septembre ou du 12 novembre 954; cela fait donc osciller la date de notre charte des derniers mois de 960 aux derniers mois de 961.

19. Cf. E. Martin. *Cartulaire de la ville de Lodève*. — C'est la ch. 9 qui a été publiée déjà par *H.d.L.*, V, 240.

20. Ch. 81. — Cf. *H.d.L.*, V, 294.

21. C'est la ch. 22. — Nous rectifions la date proposée par les éditeurs du *Cartulaire*, 983, car elle ne concorde pas avec le jour de la semaine; nous lisons: *facta carta... anno trigesimo, regnante Lothario rege*; Louis IV mourut bien le 10 septembre 954, mais on a fréquemment compté pour l'an premier du règne de Lothaire ce qui restait à courir de 954 et toute l'année 955.

XII.— La série des abbés devient ici plus trouble encore et incertaine : si l'on date la ch. 8 du Cartulaire des environs de 988 ou 989, comme le veulent l'*Histoire de Languedoc* ²² ou la *Gallia* ²³, il faut introduire maintenant l'abbé Gauzfred II. La charte est en effet une donation à l'abbaye et à Gauzfred de l'église de Sainte-Reurade (*Sancta Reparata*) dans le *pagus* de Maguelone, par la comtesse Sénagunde, son fils Pierre, évêque de Maguelone, son petit-fils Bernard, comte de Substancion. Celui-ci devient comte à la mort de son père, frère de Pierre, vers 989 ²⁴. Pour d'Aigrefeuille ²⁵, Pierre fut évêque de Maguelone de 990 ²⁶ à 1040 et d'autre part la charte est datée : *decem kalendas marcii, feria tertia, regnante Domino nostro Ihesu Christo*, ce qui s'accorderait assez avec le début de l'usurpation capétienne. Il y eut un mardi 20 février en 988 et en 994. Mais la ch. 174 porte une date analogue : *sexto nonas julii, anno regnante Domino nostro Ihesu Christo* et mentionne l'abbé Gérard ²⁷ dont l'existence au début du x^e siècle nous est attestée par la ch. 13 que nous daterions du samedi 14 octobre 999 ²⁸, la ch. 27 qui serait pour nous du lundi 21 février 1004 ou 1009 ²⁹, et la ch. 37 qui est explicitement datée du samedi

22. IV, 175 et 539 ; III, 206.

23. VI, 581 s.

24. *H.d.L.*, IV, 175.

25. *Histoire de Montpellier*, II, 43.

26. Et même dès 988 ; *H.d.L.* IV, 314.

27. Nous la daterions du 2 juillet 987-991. — Cette charte soulève quelque difficulté ; elle énumère en effet parmi les *boni homines* en présence de qui elle est faite, l'abbé Rainald. S'agit-il de Rainald de Gellone ? il serait donc encore en fonctions en 987-991 ; l'acte aurait bien été fait sous sa prélatrice, mais la notice — car c'en est une — rédigée seulement plus tard sous l'abbé Gérard, dont il est dit qu'il tiendra un bien donné à l'abbaye. En fait cela est peu probable, cette notice se trouvant dans le Cartulaire de 1122 (c'est le n^o X de la table) ; que serait-elle devenue dans le temps écoulé entre sa rédaction et son récolement ? — Il va sans dire que, si Rainald est abbé de Gellone, nous ne pouvons tirer de la ch. 174 aucun argument de date quant à Gérard. — Signalons qu'à la même époque on rencontre un abbé Rainald à Aniane : en 970-972, disent la *Gallia* et l'*H.d.L.* ; en 989, 991, 992 à nous en tenir aux ch. 292, 315 et priv. pont. I au Cart. d'Aniane.

28. *Feria septima, secundo idus octobris, luna prima, regnante Rothberto rege.*

29. Il y a une erreur de lecture dans la date fournie par les éditeurs.

11 novembre 1004³⁰. Ne pourrait-on pas, en n'attachant à la formule de la date qu'une importance secondaire³¹, attribuer la ch. 8 à une année plus récente, 1016 ou 1022 (Pierre et Bernard vivent encore en 1025³²) et voir dans l'abbé Gauzfred qui y est nommé, le même personnage que cet abbé Gauzfred que nous allons rencontrer quelques années plus tard, attesté de façon nette par de nombreux documents³³ ?

Sous l'abbé Gérard eut lieu le transfert des restes de saint Guilhem *e sacello sancti Michaelis in maiorem Basilicam*³⁴; cet événement est indiqué au martyrologe de Gellone³⁵ sous le *ij nonas februarii*. D'après dom Sort et le martyrologe que ce religieux dit avoir eu entre les mains, saint Fulcran, évêque de Lodève, assista à la délivrance d'une possédée dans des conditions qui supposent la translation déjà faite; or saint Fulcran est mort en 1006³⁶.

C'est l'abbé Gérard qui fit composer un des premiers inventaires des biens de l'abbaye : le *Testamentum secundum quam* (sic) *componere iussit abbas Geraldus*³⁷⁻³⁸.

XIII. — A s'en tenir à la rédaction de la ch. 253, on devrait placer ici l'abbé Pétrone I^{er} qui aurait vécu *feria*

30. *Feria septima, tertio idus novembris, anno nono, regnante Rotberto rege.*

31. Noter d'ailleurs que cette suppression n'est peut-être qu'une simple formule; la ch. 95 du Cartulaire est datée du dimanche après l'Ascension, 22 mai, *Domino regnante et rege sperante*; mais elle débute : *Anno a passione Domini Nostri I.C. nongentesimo octogesimo septimo*, ce qui nous place au dimanche 22 mai 1026, contrairement à la date qu'indiquent les éditeurs : (1015 aut 1020). Cf. d'ailleurs C. Pfister, *Etudes*, p. 141, n. 2.

32. Ils souscrivent un acte du 19 novembre 1025 (*H.d.L.*, V, 378).

33. Dans ce sens Sort, 415, et Alaus, th. mss.

34. Sort.

35. Bib. Nat. mss. lat. 12.773, p. 394.

36. Cf. Mabillon, *loc. cit.*

37. Ch. 5 au Cartulaire.

38. Les explications de dom Magnan sur l'abbé Gérard ou Gérard qui gouverna Gellone en 911 et aux environs de 1020, et ses successeurs du même nom, Gérard II et Gérard III, donnent une lamentable idée du sens chronologique et même du sens tout court du bon religieux. Il est extraordinaire qu'après une lecture du manuscrit on ait cru pouvoir l'utiliser pour rectifier ou compléter la chronologie de Sort, de la *Gallia* ou de l'*H.d.L.*

septima quarto kalendas januarii, luna sexta decima, regnante Rotberto rege. Mais ce témoignage est contredit par la ch. 252 qui rapporte une donation à Gellone *et Petroni primi, abbati*, faite *regnante Philippo rege*; nous devrions — à suivre la ch. 253 — loger l'abbé Pétrone entre Gérard et Gauzfred, c'est-à-dire par exemple en 1005 où le 29 décembre tomba un samedi³⁹; mais, comme le Pétrone de la ch. 252 est premier du nom, il semble légitime de ne pas le distinguer de l'abbé Pierre que nous allons voir paraître bientôt⁴⁰ et d'attribuer à la distraction d'un copiste l'erreur sur le règne que porte la ch. 253. Nous tiendrons donc qu'à Gérard succéda Gauzfred II.

Nous trouvons sans aucun doute ce personnage sur la chaire abbatiale de Gellone le mercredi 1^{er} mars 1027, ainsi qu'en témoigne nettement la ch. 94; il occupait déjà ce poste le 20 novembre 1025, où il figure en tant « qu'abbé de Saint-Guilhem » parmi les signataires de l'acte d'élection de Judith, abbesse de Saint-Genès au diocèse de Maelone⁴¹.

L'abbé Gauzfred conclut avec son collègue Pons d'Aniane plusieurs conventions réglant l'utilisation et l'aménagement de l'Hérault; il n'y aura sur la rivière, de la *paxeria de Rivo Calmensi* en amont jusqu'à la *paxeria de Gurgite nigro* en aval, ni édifice ni chaussée, si ce n'est celle que les monastères construiront à frais communs au Gué royal⁴²; ils partageront la pêche recueillie là. Plus tard sans doute (quelques années après tout au plus), on décide de construire

39. Le 29 décembre est un samedi en 1005, 1011, 1016, 1022. La lunaison est toujours inexacte.

40. Contra *Gallia et H.d.L.*, loc. cit. Noter que les deux chartes immédiatement subséquentes nomment l'abbé Pierre II, *Petrus secundus*. Pour l'équivalence entre Petrus et Petronus, s'il était besoin de démonstration, v. les ch. 270 (1030), 130 (1038), 63 et 253 (1072).

41. *Gallia*, VI, pr. 347 : *S. Gauzfredus, abba Si Willelmi monasterii*; *H.d.L.*, V, 379. Peut-être d'ailleurs faut-il dater de plus tôt encore l'entrée en charge de Gauzfred, si ce que nous venons de dire plus haut sur la donation de Sainte-Reurade est exact.

42. Ce sera la chaussée ou la *paxeria de Guariz*.

également au Gourg Nègre un pont dont Aniane fournira les matériaux, bois, pierre, chaux, sable, fer et plomb ; Gellone fera la moitié du pont et paiera le maître de l'œuvre. Hors de là, il n'y aura sur l'Hérault ni moulin, ni pêcherie ; il n'y aura sur le pont ni chapelle, ni fort et personne n'en tirera péage⁴³. Il est probable que ces transactions datent de 1025 à 1031, puisque l'une d'elles (la ch. 19), que l'on pourrait croire la seconde en date, mentionne les deux abbés Pons et Gauzfred et est faite *regnante Rotberto rege*⁴⁴.

C'est à cet abbé Gauzfred que furent faites par les marquis d'Anduze les donations des prieurés de Saint-Pierre de Sauve en 1029 et de Saint-Pierre de Meyrueis en 1042⁴⁵.

Gauzfred régissait encore Gellone le vendredi 29 août 1046 ainsi qu'en témoigne la ch. 306 datée de la 17^e année d'Henri I^{er}⁴⁶. Il mourut peut-être à Saint-Pierre de Sauve et y fut certainement enterré⁴⁷ ; un nécrologe de Gellone datait, au XI^e siècle, du *VIII kal. iunii* l'obit d'un abbé Gauzfred⁴⁸.

43. Les actes sont au Cartulaire sous les nos 18 à 20 ; ce sont des notices. Le premier (n° 18) renferme une clause pénale de deux cent *solidi probate monete*, le troisième (n° 20) un compromis : *Istam convenientiam... Poncius abbas et monachi illius atendrau (sic) sicam episcopo Fredolone trobar opodun (sic) sine dono*. Fredol, fils de Bernard d'Anduze, est évêque du Puy des environs de 1016 ou 1020 à 1031 (*H.d.L.*, III, 268 ; IV, 146 et 401). — Il vaut sans doute mieux lire, avec *H.d.L.*, V, 393, *sine dolo*. — Les trois documents sont extrêmement curieux et leur rapprochement très suggestif ; ils sont sans doute réécrits, puisqu'antérieurs à l'incendie du XI^e siècle ; il n'y en a pas trace au Cartulaire d'Aniane, ce que la querelle des deux abbayes explique aisément.

44. Salvator est encore abbé d'Aniane en 1025 ; c'est lui qui souscrit le procès-verbal de l'élection de Judith. *L'H.d.L.*, loc. cit. date la ch. 20 qui vise le pont, de « vers 1029 ». — Voir d'ailleurs pour l'évêque Fredol la note précédente.

45. *Infra*, p. 118 s.

46. Il y a lieu de rectifier la date indiquée par les éditeurs, ainsi que la date proposée par Mabillon, *Ann. o.s.B.*, IV, 471, qui mentionne la mort de Gauzfred sous l'an 1045.

47. V. ch. 383 au Cart. — D'après Sort, p. 38, sa mort se place vers 1049 ou 1050.

48. *Excerpta ex hagiologio et necrologio Gellonensi sæculo XI^o exaratis*. Bib. Nat. mss. lat. 12.773, p. 396. — Sort indique le *VIII idus Junii*, d'après le nécrologe qu'il cite habituellement.

XIV. — L'abbé Pierre tenait la crosse abbatiale aux temps d'Henri I^{er}, le lundi de Pâques 16 avril 1050⁴⁹. Sous son pontificat se déroulèrent à Sauve les graves événements que nous rapportons plus bas⁵⁰.

Sous l'abbé Pierre se produisit l'incendie qui détruisit le chartrier du monastère. Nous manquons de précisions sur la véritable étendue matérielle de cette catastrophe qui entraîna la concession à Gellone du privilège d'Alexandre II prenant le monastère *sub tutela et defensione apostolice sedis*, le 6 mars 1066 ; un second privilège suivit, le 19 mars 1068⁵¹. — Signalons encore sous le même abbatiat la lettre par laquelle l'évêque Rostaing de Lodève permit aux frères de Gellone d'ensevelir dans leur cimetière les corps des morts de son diocèse qu'on leur apporterait pour cela⁵².

C'est également sans doute sous l'abbé Pierre que l'on construisit à Gellone l'église abbatiale dont il reste actuellement la nef et les collatéraux.

Le dernier acte où Pierre I^{er} soit nommé et dont on puisse déterminer la date avec certitude est la confirmation de la donation de Saint-Pierre de Sauve du 24 octobre 1074⁵³. Le nécrologe de Montpellier mentionne l'obit du *dompnus Petrus, abbas Si Guillelmi* sous le *III non. novembris*.

XV. — Deux chartes des 18 et 19 juillet 1077 nous indiquent pour la première fois un successeur de Pierre, l'abbé Bérenger⁵⁴.

Ce pontificat semble marquer l'apogée de la fortune de l'abbaye ; au point de vue politique d'abord, puisqu'en 1076 eut lieu la réfection de l'autel de saint Guilhem dans l'église

49. Ch. 38. V. aussi la ch. 29 qui est du 20 août 1050. Nous rectifions ainsi les dates proposées par les éditeurs.

50. *Infra*, p. 121 s.

51. *Infra*, chap. V.

52. Ch. 14, (*infra*, p. 153) éditée par *Gallia*, VI, pr. 273.

53. Ch. 384, *infra*, p. 123.

54. Ch. 151 et 153. — On trouve parmi les témoins de la ch. 353 (10 janvier 1086) un *Petrus Malefacti, frater domini abbatis Berengarii*.

abbatiale et sa consécration le 13 août par Amatus, légat du pape en Espagne, qui se rendait sur le lieu de sa mission⁵⁵; puisque c'est de vers 1090 que date la bulle d'Urbain II mettant terme à la contestation avec Aniane⁵⁶; — au point de vue de la prospérité matérielle en second lieu : on refait sans doute à cette époque l'abside et le transept de l'église abbatiale (réfection qui a laissé l'église dans son état actuel); peut-être aussi construit-on le cloître; les acquisitions de terres, d'églises ou de parts d'églises sont nombreuses⁵⁷, les *impignerationes* commencent à se réaliser⁵⁸. Sort dira de l'abbé Bérenger — sans doute d'après la tradition gellonnaise — *vir non solum bonus atque pius sed etiam solers et industrius in bonis acquirendis et conservandis*.

Bérenger est encore abbé de Gellone en 1099, sous le règne de Philippe⁵⁹. Le nécrologe de la Bib. mun. de Montpellier note l'obit de Bérenger sous le VIII des ides de novembre⁶⁰.

XVI. — L'abbé Guilhem I^{er} est en charge le mercredi 13 juin 1100⁶¹. Sous son bref pontificat Gellone continue la politique de Bérenger : *impignerationes*, achats de terres, *guirpitiones* payées, ce qui revient trop souvent à verser tribut à de puissants voisins; quoi qu'il en soit, l'abbaye semble continuer sans agitation son existence.

55. Cf., *supra*, chap. II, n. 157.

56. Cf., *supra*, ch. II.

57. Saint-Pierre de Meyrueis, Saint-Martin de Caux, Saint-Vincent de Popian, Saint-Étienne de Larzac, Saint-Martin de Mauriac, Saint-Amans, Sainte-Marie de Cornus, Saint-Hilaire de Esperone.

58. Cf. par exemple les ch. 259, 323, 389, 391-393; ce sont régulièrement des morts-gages où l'abbaye joue le rôle de prêteur.

59. Ch. 186.

60. Sort indique le ij des ides, soit le 12 novembre et non le 6.

61. Ch. 286. On trouve d'ailleurs l'abbé Guilhem dans plusieurs chartes datées de 1100 sans mois ni quantième et peut-être antérieures par conséquent. Je ne sais pourquoi dom Sort veut que Guilhem ait succédé à Bérenger *forte per ejus abrenuntiationem*; du 12 novembre 1099 au 13 juin 1100 Gellone a eu sans conteste le temps d'enterrer son abbé et d'en élire le successeur.

XVII. — Le samedi 22 novembre 1102, l'abbé de Gellone est, à en croire la ch. 195, non plus Guilhem, mais Hugue ⁶²; par ailleurs la ch. 352 expressément datée de 1103 nomme encore l'abbé Guilhem; de même pour la ch. 485 rédigée un vendredi 18 septembre, conjonction qui s'est réalisée en 1103 ⁶³. En présence de cette contradiction le P. Sort marque quelque embarras : y a-t-il une erreur de date ou bien *uno et eodem tempore duo simul abbates praeessent monasterio, quod aliis devinandum relinquo* ⁶⁴. La prélatrice simultanée de deux abbés — d'autant que rien dans les chartes ne la laisse soupçonner et qu'il est au contraire chaque fois question d'un seul abbé — ne supporte pas l'examen. L'erreur de date aurait été possible dans une charte; elle paraît difficilement admissible dans plusieurs documents.

Les suppositions que l'on peut faire : abdication de Guilhem qui par suite de quelque impossibilité physique n'aurait pu gérer sa charge, élection d'Hugue, puis reprise de la crosse par Guilhem; ou bien intrusion d'Hugue, comme nous verrons plus tard celle de Guilhem de Roquefeuil, ces suppositions participent trop du roman pour qu'on puisse les proposer de façon sérieuse et moins encore choisir entre elles. Rien en tout cas ne marque qu'au sein de l'abbaye un conflit se soit élevé, qu'il y ait eu une quelconque querelle de moines.

Hugue I^{er} ne resta d'ailleurs que peu de jours abbé de Gellone; la ch. 472 datée d'un mercredi de 1103 ⁶⁵ le nomme pour la dernière fois.

Il faut noter que les actes passés sous Guilhem I^{er} de 1100 à 1102-1103 sont infiniment plus nombreux que ceux passés sous Hugue I^{er} : on compte en effet vingt-cinq de ceux-là, tandis que ceux-ci sont quatre en tout et pour tout à travers le Cartulaire.

62. Cf. aussi la ch. 328 qui est également de 1102.

63. La ch. 156 qui est un doublet de celle-ci, ne porte ni jour de la semaine ni millésime, mais indique le quantième et l'âge de la lune : 14 jours, ce qui est exact pour 1103.

64. P. 96.

65. D'après la lunaison, elle serait du 5 août ou du 30 décembre.

XVIII. — Cependant le premier acte daté où nous trouvons un successeur d'Hugue ou de Guilhem n'est que du samedi 20 mai 1105 ⁶⁶. Ce jour-là en effet, la ch. 463 mentionne pour la première fois — autant que nous puissions le déterminer — l'abbé Pierre II. *Multa etiam bona monasterio aut acquisivit aut asservit*, dit Sort en parlant de ce prélat ⁶⁷. On voit donc que durant l'assez long temps de sa charge Pierre imite et suit la politique de ses prédécesseurs.

Sous son abbatiat, on peut noter à titre exemplaire les difficultés que l'abbaye rencontre à s'assurer la libre disposition de l'église de Saint-Martin de Caux, au diocèse d'Agde, qui lui est donnée en 1111 ⁶⁸; il y a une cascade de contestations et l'on voit l'abbaye, comme soumise à un chantage, donner d'abord 160 puis 300 sous de Melgueil afin de mettre un terme aux réclamations ⁶⁹. Les deux dernières chartes où l'on retrouve l'abbé Pierre II datent de 1120 ⁷⁰.

XIX. — Guilhem II qui lui a succédé est déjà en charge le lundi 12 septembre 1121 ⁷¹; il paie une *guirpitio* 100 sous de Melgueil et cela peut faire présager de la conduite qu'il tiendra à la tête de l'abbaye.

Sa prélature se marque du point de vue matériel par des acquisitions d'églises : Saint-Saturnin de Creissels (don de l'évêque de Rodez ⁷²); Saint-Vincent de Popian (don de l'évêque et du chapitre de Béziers ⁷³); Saint-Vincent de Manganenses au diocèse d'Astorga en Espagne ⁷⁴.

66. Et non pas 1106, comme le porte la date, alors que tous les autres éléments, semaine, quantième, lunaison, concordent pour 1105. C'est une application du style pisan; on en relèverait d'autres exemples dans le Cartulaire.

67. P. 97.

68. Ch. 282; il s'agit de Saint-Martin-des-Champs dans la commune d'Agde.

69. Ch. 291 et 292 en 1119.

70. Ch. 459 et 208 qui est de mars 1120.

71. Ch. 329.

72. Ch. 378.

73. Ch. 315.

74. Ch. 438.

Un des premiers soins de Guilhem fut, dès 1122, de faire relever les actes intéressant Gellone et de continuer en quelque sorte le Cartulaire de l'abbé Pierre ⁷⁵.

On peut noter sous son abbatiat l'acte curieux par lequel Guilhem Assalit, seigneur de Brissac, qui reconnaissait devoir l'hommage mais non la foi à l'abbé de Gellone pour le fief qu'il tenait de lui, vient à résipiscence, le lundi 13 mars ou 7 août 1122, et lui jure fidélité ⁷⁶. — Au début de 1123 le pape Calixte II concède à l'abbaye une pancarte que nous étudions plus loin ⁷⁷.

Le dernier acte où l'on trouve trace de Guilhem II date de 1134 ⁷⁸. Pendant trois ans nous ne saurons qui préside aux destinées de Gellone ; peut-être la chaire abbatiale est-elle restée assez longtemps vacante.

XX. — C'est dans une charte qui émane de Pons d'Agon, fils de Guilhem Assalit, que nous trouvons mentionné pour la première fois Raimond, abbé de Gellone, en 1137 ⁷⁹. Il est issu de la noble famille des Deux-Vierges et le propre neveu d'Ermengaud des Deux-Vierges qui, sous Guilhem II et encore sous l'abbatiat de Raimond, comble le monastère de ses dons et paraît, à s'en tenir au langage des actes, animé d'une vraie piété ⁸⁰.

Le 27 février 1138 eut lieu l'*elevatio* du corps de saint Guilhem. En présence d'Hugue, évêque d'Albi, et de Raimond, abbé de Nant, le cercueil du Saint fut ouvert, les reliques placées dans un double coffre de plomb et de bois ; après avoir été offertes à la vénération des fidèles, elles furent, le 5 mars, déposées sous l'autel consacré à saint Guilhem dans

75. Ce second Cartulaire commence au verso du f° 59 du recueil qui nous est parvenu et s'ouvre par une table des matières. — éd. Meynial, p. 135.

76. Ch. 364 et 365. Cette dernière n'est autre que le serment de G. Assalit rédigé en langue vulgaire et transcrit dans le Cartulaire.

77. Cf. *infra* Ch. V.

78. Ch. 493.

79. Ch. 491 ; v. aussi la ch. suivante qui est également de 1137.

80. Ch. 493 et 547.

la Basilique près du maître-autel⁸¹ ; un des radius ou plutôt l'humérus droit du Saint avait été mis à part et enfermé dans un reliquaie⁸².

Le dernier acte que nous ayons de Raimond I^{er}, est de 1143⁸³. Nos renseignements se raréfient vers cette époque et deviennent singulièrement lacunaires.

XXI. — Ici se place un abbé dont aucune trace ne reste au Cartulaire⁸⁴, mais qui est bien nettement attesté par plusieurs documents. C'est, en effet, à Hugue, abbé de Saint-Guilhem, qu'est adressée le 18 septembre 1146, la pancarte d'Eugène III dont nous parlons en son temps⁸⁵. D'autre part deux chartes séparées qui existèrent dans le chartrier du monastère mentionnaient, en 1146, l'abbé Hugue II⁸⁶.

XXII. — L'abbé Raimond II que l'on trouve en charge en 1151⁸⁷, témoigne en quelques années d'une grande activité : il achète des *guirpitiones*, fait un échange et inféode la terre échangée. Il concède aux Hospitaliers de Jérusalem le bien que possède le monastère *in Vaxeria*, moyennant

81. Ce sont ces reliques sans doute qui furent découvertes en 1679 (dom Magnan, qui parle de cela à deux reprises, donne tantôt 1678 tantôt 1679) au cours de réparations faites au maître-autel du côté de l'épître.

82. Sort p. 130 ; Magnan, p. 158 et 161, dit le radius droit ; v. nécrologe, mss. lat. Bib. Nat. 12.773, p. 395. — Le procès-verbal de la découverte de 1679 dit que le corps est entier, *praeter os unum brachii dextri quod humerum appellat. Acta SSum Bolland. maii*, VI, p. 815. — V. les rapprochements que fait M. Bédier avec Guillaume Fièrbrace, *op. cit.*, pp. 134-135.

83. Ch. 443 qui termine une contestation avec l'évêque de Nîmes au sujet de l'église de Bers *super qua magnam a vobis patiebar querimoniam*, dit l'évêque. — Le nécrologe de Montpellier (du xii^e siècle) mentionne sous les *id. octobris* l'obit du *dompnus R. abbas Si Guillelmi*... s'agit-il de Raimond I^{er} ou de Raimond II ?

84. Sauf cependant peut-être la ch. 505 qui nomme un abbé Ugo et qui n'est pas datée.

85. *Infra*, Ch. V.

86. Ces ch. qui ne nous sont pas parvenues, sont attestées par dom Sort, pp. 134-135.

87. Ch. 502 et 503.

un cens assez compliqué⁸⁸. Il transige avec l'évêque Pierre de Lodève sur de multiples contestations⁸⁹. Il fait confirmer en sa possession l'église de Saint-Saturnin de Creissels par plusieurs personnes intéressées. Ce sont ses derniers actes en 1154⁹⁰.

XXIII. — Dès 1155 on lui connaît un successeur, l'abbé Richard d'Arboras⁹¹. Celui-ci continue la politique chrématistique de ses prédécesseurs et poursuit les acquisitions de terre, les échanges, les transactions, les *impignerationes*, les inféodations en fiefs de reprise, tous actes où il semble que les deniers de l'abbaye n'aient pas été extrêmement ménagés et qui auront contribué sans doute à mettre le monastère dans la situation difficile où nous le verrons sous le successeur immédiat de Richard, Bernard I^{er} de Mèze.

En août 1162 est donné à Senlis en présence du pape le diplôme de Louis VII en faveur de Gellone que nous examinons plus loin et le 25 octobre de la même année Alexandre III adresse de Tours à l'abbé Richard la pancarte que nous publions en appendice.

En mai ou juin 1165, se tient à Lombers, dans le diocèse d'Albi, le premier concile qui ait porté condamnation de l'albigéisme. Contrairement à ce que dit dom Vaissète, l'abbé de Saint-Guilhem n'y assiste pas⁹², mais l'église de son monastère est désignée, avec quelques autres, comme

88. Ch. 506, *H.d.L.*, V, 1153-1154 ; v. *infra*, p. 207.

89. Ch. 507 ; v. *infra* p. 156.

90. Ch. 509, 510, 511. La ch. 509 est expressément datée du 23 mai 1154.

91. Ch. 516, Richard d'Arboras et non pas de Roquefeuil, comme dit dom Magnan. Le nom d'Arboras est attesté par la charte dont nous parlons plus bas, n. 95. L'abbé Richard souscrit en 1157 une charte de donation en faveur de l'évêque de Maguelone. C'est, je crois, la seule fois que nous trouvons trace expresse d'un abbé de Saint-Guilhem dans les ch. qui nous sont parvenues par le Cartulaire d'Aniane (ch. 26) et c'est dans un acte qui n'a pas été rédigé dans l'intérêt de ce monastère et sous son inspiration.

92. *H.d.L.*, VI, 3-5, voit parmi les témoins du concile un abbé Raimond de Saint-Guilhem. Aucun abbé de Saint-Guilhem ne figure parmi les juges, les témoins ni les souscripteurs des actes du concile (qui ont été publiés par C. Douais, *Les Albigeois*, app. pp. xiv-xxvii) et en 1165 l'abbé de Saint-Guilhem était, à n'en pas douter, Richard d'Arboras.

but de pèlerinage pour la réconciliation des hérétiques⁹³.

Le dernier acte où Richard I^{er} paraisse comme abbé de Gellone date de 1168⁹⁴. Le prélat a dû résigner sa charge dans les années 1168 ou 1169 et vit encore aux environs de 1180⁹⁵.

XXIV. — En 1170, Bernard I^{er} de Mèze occupe la chaire abbatiale⁹⁶. Offert au monastère en 1124⁹⁷, ce tout jeune homme, fils de Guilhem de Mèze, fit une carrière dans les honneurs monastiques. Prieur de Saint-Michel de Grémian en 1161 et 1162⁹⁸, prieur claustral en 1161⁹⁹, il cumule ces fonctions avec celles de sacriste de Saint-Guilhem en 1167¹⁰⁰ et finit sur le trône abbatial. Il ne paraît guère douteux que Bernard de Mèze ait subi les conséquences de la politique chrématistique de ses prédécesseurs et des dépenses que ceux-ci avaient engagées. Sous sa prélature, dans les quelques actes qui nous en restent, on ne voit plus aucune acquisition de terre, guère plus de *quirpitio* chèrement payée, mais seulement quelques donations acceptées^{100 bis}.

93. Ce serait à cette occasion, suivant dom Magnan (p. 184), qu'on aurait construit le narthex de la basilique. Il est vrai que, p. 201, dom Magnan attribue la construction de ce même narthex à l'abbé Guilhem des Deux-Vierges en 1250, chose manifestement erronée, le narthex étant parfaitement attesté en 1199 sous l'abbé Hugue III (ch. 579). Magnan ajoute (p. 184) que l'abbé dut faire construire des prisons *pro obstinatis... in quibus includebantur in perpetuum et ibi moriebantur : et revera nos vidimus et invenimus in eis scheletos corporum humanorum, quando nostris temporibus muri vetustate et antiquitate ceciderunt*.

94. Ch. 528.

95. *Gallia*, VI, pr. 141. *Ex chart. Biterr.* — Richard intervient dans une contestation entre Bernard, évêque de Béziers, et les moines de Joncels au sujet de l'élection de l'abbé de ce monastère, Déodat de Clermont, *mediantibus... et Richardo de Arboracio quondam abbate S. Guillelmi*.

96. Ch. 368 et 543, 537, 538.

97. Ch. 486. L'oblation de Bernard est accompagnée d'une donation de 300 sous.

98. Ch. 520 et 522.

99. Ch. 525.

100. Ch. 527.

100 bis. Noter cependant que les constructions continuent à Saint-Guilhem tant à la fin du XII^e siècle (dont datent le cloître et le narthex) qu'au début du XIII^e (dont daterait le cloître neuf). Cf. *infra*, Bibliographie, n. 10.

La situation du monastère paraît assez critique ; pour la première fois dans l'histoire de Gellone, nous voyons les moines recourir à l'emprunt. A en croire dom Sort ¹⁰¹, en 1175, l'abbé engage pour 400 sous de Melgueil ¹⁰² divers quarts et cens, *ita ut nulli reditus deberent in sortem computari donec praeſata pecunia solveretur. Terminus autem redimendi erat festivitas Assumptionis beatæ Mariæ et sic de anno in annum*. Ce texte qui constitue bien un mort-gage, ne nous est pas parvenu autrement ; la charte qui le portait et qu'a vue dom Sort, n'a pas été consignée dans le Cartulaire ¹⁰³.

Mais ce recueil en revanche nous a transmis le témoignage du gros emprunt que fit Gellone à un bourgeois de Montpellier et pour lequel elle dut engager à l'abbaye de Valmagne les revenus qu'elle possédait dans le tènement de Saint-Martin de Caux au diocèse d'Agde. Gellone avait en effet emprunté à un certain Pierre, bourgeois, dit le bref pontifical de confirmation du 26 janvier 1176 ¹⁰⁴, moine de Montpellier, dit l'acte d'engagement en 1175 ¹⁰⁵, la somme considérable sans aucun doute de quatre mille sous melgoriens. Ce Pierre, *intuitu pietatis*, on pourrait dire peut-être au moment de revêtir l'habit monacal, transfère sa créance à l'abbaye de Valmagne ¹⁰⁶. Pour se

101. P. 166.

102. *Pro C.C.C.C. solidis melgoriensis monetae in qua marcha valebat XXXX solidos*, ce qui est manifestement une erreur.

103. Les morts-gages avant la prohibition qu'en a faite Alexandre III au concile de Tours en 1163 (c. 1-2 X, 5, 19 *de usuris*,) sont nombreux au Cartulaire de Gellone ; v. ch. 259, 323, 389, 391-393 (qui datent de l'abbé Bérenger, soit de 1077-1099) ; 303 (1117) ; 450 et 480 (1^{re} moitié du XII^e siècle) ; 520 (1162). — On en trouve encore après 1163 : v. ch. 540 (1154) ; 541 (1165) ; 549 (1174) et aussi 554 (1199) et 568 (1205) ; cpr. 566 (1207). Les vifs-gages sont au contraire très peu nombreux ; la ch. 552, dont il va être question, est un engagement pour un emprunt contracté par le monastère. Le seul vif-gage, où le monastère joue le rôle de prêteur et qui est d'ailleurs fort curieux, car l'imputation des fruits perçus sur le capital prêté se fera, semble-t-il, par estimation, est la ch. 553 (avant 1140 ?).

104. Ch. 551.

105. Ch. 552.

106. Sur Sainte-Marie de Valmagne, *H.d.L.*, IV, n° 125, p. 617. En 1175, Jean I^{er} était son 5^e abbé.

libérer, Gellone ne voit rien de mieux — ainsi que le dira le bref apostolique — que de constituer un vif-gage au profit de Valmagne; elle lui transfère pour douze ans la dîme et les prémices à percevoir annuellement sur le territoire de Saint-Martin de Caux ainsi que huit mesures de grains dûes chaque année par le chapelain de Fontmars *ex conductione honoris de Fonte Marcio*. Les douze années expirées, ces revenus — et c'est l'essentiel du vif-gage — feront retour au monastère de Saint-Guilhem. Le chapitre de Gellone souscrit l'acte qui nous fournit ainsi une liste de vingt-cinq noms ¹⁰⁷. Il y a en outre constitution de fidéjusseurs qui cautionnent les obligations de Gellone, s'engagent à suppléer à ses défaillances possibles et à *tenir ostages* à la semonce de l'abbé de Valmagne; il y a quatorze fidéjusseurs dont cinq sont de *Mesoa*.

Les deux parties, sans doute parce que Gellone était sous la *tutela* du Siègè romain et peut-être devant la législation canonique relativement récente sur le mort-gage, ont pris les précautions les plus grandes; elles ont fait approuver l'*impigneratio* par le pape. Alexandre III en effet dans une petite bulle donnée à Anagni, le VII des kalendes de février ¹⁰⁸, confirme l'engagement, *statuentes ut idem redditus* (les revenus engagés), *elapso termino, et post ad predictum monasterium (Sancti Willelmi) absolute et libere revertantur, et sine questione aliqua dimittantur ita quod non liceat vobis* ¹⁰⁹ *ipso emptionis titulo vel alio detinere, nec illis* ¹¹⁰ *absque consensu Romani Pontificis alienare*.

Plus rien dans le Cartulaire de Gellone ne nous renseigne sur ce qu'il advint ensuite ¹¹¹, sur l'application de la convention et le retour au monastère de Saint-Guilhem des

107. Le chapitre n'est certainement pas au complet.

108. Ce qui justifie bien la date du 26 janvier 1176, que nous avons déjà indiquée. — Jaffé ignore cette bulle.

109. Les frères de Valmagne.

110. Les frères de Saint-Guilhem.

111. Dom Sort garde le silence, dom Magnan rapporte sous l'abbé Richard de *Rocafolio* toute l'affaire dont il attribue l'origine non pas à un moine ou à un bourgeois, mais à une *domicella* de Montpellier. Les douze ans écoulés,

biens engagés. Il est vrai que les chartes consignées au Cartulaire et qui datent de la fin du ^xⁱ^e siècle sont fort peu nombreuses : à peine en compterait-on sept dans les années écoulées depuis 1175 jusqu'à 1204 ¹¹². Aussi bien pour l'abbé Bernard ne trouvons-nous aucun acte postérieur à l'engagement consenti en faveur de Valmagne, aucun acte donc postérieur à 1175.

XXV. — Une seule charte du mardi 10 janvier 1189 mentionne l'*abat R. de Cantobre*, Raimond III ¹¹³ : c'est un acte en langue vulgaire qui porte donation par Gui-

continue-t-il, Valmagne voulut sous divers prétextes garder les biens engagés. Alexandre III sur la demande des moines de Saint-Guilhem menaça Valmagne d'excommunication. — On remarquera que nous sommes théoriquement en 1187, or le pape Alexandre est mort en 1181. On voit ici la sûreté d'information de dom Magnan ; on voit mieux la fantaisie du bon religieux qui n'a d'ailleurs pas compris le texte qu'il lisait, qui est, à n'en pas douter, la bulle d'Alexandre III de 1176.

112. Il n'y a aucune trace de ce vif-gage dans les archives ni dans le Cartulaire de Valmagne. La *Gallia* VI, 591, et l'*H.d.L.* IV, 540-541, notent relativement à l'église et aux dîmes de Saint-Pierre de Fontmars des transactions et conventions entre abbés de Gellone et abbés de Valmagne en 1197, 1204, 1207 et 1218 ainsi que 1245. Ni dom Vaissète ni les frères Sainte-Marthe n'indiquent de références pour les actes signalés. J'ai pu relever dans le Cartulaire de Valmagne, qui est objet de propriété privée, plusieurs de ces actes qui figurent parmi les diplômes concernant Fontmars au tome II du Cartulaire. Le premier de ces documents est au f° 102 v° et daté du 21 mars 1197 ; c'est la cession par Hugue III de Gellone à Pierre de Valmagne (Pierre II d'Autun) de l'église de Saint-Pierre de Fontmars avec ses dîmes, la *villa* et toutes les appartenances, moyennant un cens de quatre mesures de grains (cens qu'un acte de la même année, 1197, donnera au chapelain même de Fontmars ; *ibid.*, f° 113). La cession du 21 mars 1197 est confirmée en mai 1204 par Pierre, abbé de Saint-Guilhem (Pierre III Raimond ; *ibid.*, f° 114). A la même époque un accord est conclu entre les deux abbayes au sujet d'un champ sis dans le ténement de Caux (f° 111). On voit bien qu'il ne s'agit dans aucun de ces actes du vif-gage de 1175 ; outre que la distinction est très nette entre le territoire de Saint-Martin et l'église de Fontmars (on le verrait au besoin dans la bulle de Calixte II de 1123, dans celle d'Alexandre III de 1162 que nous publions en appendice, comme dans la toponymie actuelle) la délimitation du territoire concédé en 1197 comprend dans l'énumération des confronts des territoires même appartenant à Gellone. Au surplus rien dans aucun de ces documents ne fait allusion à l'engagement de 1175 et ne permet même d'y penser. La seule chose qu'on puisse relever est la combinaison du cens qui, d'après l'acte de 1175, était dû par le chapelain de Fontmars, avec celui qui, payé par Valmagne, fut concédé par Gellone en 1197 à ce même chapelain.

113. Ch. 577.

lhem de Cabrières et ses trois frères à Saint-Guilhem et au prieur de Cornus, Pierre de Bayssac, de plusieurs maisons ; les moines pourront construire un four, s'ils le veulent, et en percevront les droits. Le prieur donne cent sous d'Albi et de Béziers ¹¹⁴ *a las obres e al meiluramen del castel de Cornuz* ; il promet en outre que dans les messes célébrées à Cornus mémoire sera faite des donateurs et de leur lignée.

De l'abbé Raimond de Cantobre nous ne savons rien, si ce n'est qu'il fut en 1162 prieur de Saint-Martin de Londres ¹¹⁵. En tant qu'abbé, il a un successeur dès 1190, mais il vit encore, semble-t-il, en 1196 : une charte de cette époque, rédigée sous l'abbé Hugue III, compte parmi les souscripteurs *dompnus R. de Cantobre* ¹¹⁶ ; l'abbé Raimond a peut-être abdiqué en 1189 ou 1190.

XXVI. — Quoi qu'il en soit, en 1190, Eblo qualifié d'*abbas S. Guillelmi* figure parmi les témoins d'une donation ¹¹⁷ faite par l'évêque de Lodève, qui est Raimond I^{er} Guilhem (de Montpellier), à Belixende, prieure, et au couvent de Sainte-Marie de Nonenque ¹¹⁸.

Nous ne savons rien de l'abbé Eblo ; aucune trace n'en est restée au Cartulaire ¹¹⁹.

114. *Entre Ramondences e Bederinces.*

115. Il eut cette année-là une contestation assez vive avec Bertrand Guilhem quant à la justice de Saint-Martin, controverse qui se termina par un arbitrage ; ch. 546.

116. Ch. 564. C'est le seul personnage qui, avec l'abbé Hugue, soit qualifié *dominus*.

117. L'acte, qui ne paraît pas s'être conservé en original, est à la Bib. Nat. fonds Doat, vol. 149, f^o 158-159 v^o. C'est une donation des églises de Sainte-Marie de Cornils (*de Cornelio*) et de Rogaz (*de Rogatio*), *salva tamen justitia et reverentia Ecclesiae Si Genesisii* (qui est la cathédrale de Lodève) *debita... Acta fuerunt haec in praesentia Eblonis abbatibus S. Guillelmi, etc...*

118. Ce couvent de Bénédictines de l'ordre de Cîteaux appartient d'abord au diocèse de Lodève, puis à celui de Vabres (*Gallia*, I, 290). Plantavit dans sa *Chronologia* (p. 97) connaît la donation de 1190.

119. Dom Sort ignore Raimond III et Eblo, mais mentionne à cette place un abbé Masfred pour la raison que le nécrologe qu'il consulte porte au *XIV kal. sept.* l'obit d'un abbé Masfred. Mais pourquoi le placer ici à la fin du xii^e siècle ? Sort (p. 166) ne l'explique guère, mais il prend soin d'ajouter *sine praejudicio tamen melius et sanius sententium*. Il y eut un ou plusieurs

XXVII. — En 1196, le seigneur Hugue est, par la grâce de Dieu, abbé de Saint-Guilhem¹²⁰. Son élection a été confirmée, dit la ch. 564, par le pape Célestin III. On retrouve l'abbé Hugue III de Fozières¹²¹ en 1199, où il accepte un arbitrage qui emporte la constitution d'un mort-gage de genre très spécial en faveur de l'abbaye, moyennant 600 sous de Melgueil¹²².

De 1199 à 1204 se produit une lacune dans le Cartulaire et dès 1204 l'abbé Hugue a un successeur, Pierre III. Cependant nous retrouvons un Ugo de Foderia parmi les souscripteurs ou témoins de douze chartes qui s'échelonnent de 1204 à 1219¹²³. Il est généralement nommé le premier ou le deuxième, après le prieur Guilhem de Parlatges¹²⁴; la ch. 561, qui est de 1207, le qualifie même *dominus Ugo de Foderia*. Je croirais donc volontiers que, comme son prédécesseur médiat, Raimond de Cantobre, l'abbé Hugue III s'est démis de ses fonctions et cela longtemps avant sa mort.

XXVIII. — En 1204 est installé sur la chaire abbatiale

Matfred ou Masfred prieurs claustraux ou forains ou cellériers en 1152, 1163, 1168, 1175. Le nécrologe dont s'est servi dom Sort, ne nous est pas parvenu. Il ne peut-être question de trouver ce Masfred, mort par hypothèse à la fin du XII^e siècle, sur le nécrologe du mss. lat. 12773 qui date du XI^e siècle environ. Le nécrologe de Montpellier, qui est du XII^e siècle, ne porte au XIV^e *kal. sept.* aucune mention. Il est difficile dans ces conditions d'admettre qu'il y ait eu à ce moment un Masfred abbé de Gellone ; ce qui n'est pas à dire qu'il n'y ait pas eu un abbé Masfred sur un nécrologe de Gellone. Dom Magnan mentionne un abbé Matfredus sous le n° 48, à la p. 230 : *Non invenitur hic abbas nisi in necrologio nostro... sed sine dubio circa annum 1350 eum vixisse constat.*

120. Ch. 564. La formule *Dei gratia monasterii Si Guillelmi abbas* est constante sous Hugue III.

121. La ch. 554, qui est du jeudi 17 juin 1199, l'appelle *Ugo de Foderia*.

122. Ch.^o 554. — C'est l'objet même de la contestation, un *usaticum* quelconque qui est mis en gage ; la partie adverse, ayant reçu le prêt, s'oblige à ne rien demander au sujet des droits en litige et à en laisser la possession à l'abbaye tant qu'elle n'aura pas remboursé à celle-ci l'intégralité de la somme prêtée.

123. Ch. 159, 559, 560, 561, 567, 570, 572, 573, 580, 581, 584, 585.

124. Sauf dans les ch. 559 de 1205 où il est nommé le quatrième, et 570 de novembre 1210 où il est nommé le huitième.

Pierre III Raimond¹²⁵. Il est, dit Sort après dom Magnan, de la famille de Montpeyroux, d'où est sorti Gaucelme Raimond, abbé d'Aniane en 1161, puis évêque de Lodève de 1162 à 1187, le principal acteur du concile de Lombers. La *Gallia* VI, 581 s. nomme Pierre III Raimond, puis Pierre IV de Leyssac *quem nonnulli a decessore distinguunt*, distinction qui paraît absolument arbitraire. L'*H.d.L.* IV, 539 s. désigne notre abbé comme étant Pierre IV Raimond de Leyssac¹²⁶. Le nom de Petrus Raimundi sans autre indication est attesté nettement par les ch. 559, 561, 569. La ch. 560 qui est de juin 1206, nomme aussi expressément l'abbé Pierre Raimond; elle émane d'un P. Raimundi de Montepetroso et de son frère, R. Bernardi; elle ne fait aucune allusion à la parenté possible des donateurs et de l'abbé. D'autre part la ch. 159, qui date de 1210, cite et énumère les seigneurs de Montpeyroux : Raimundi (*sic*), Gaucelmus et Raimundus Bernardi; l'abbé Pierre à qui la charte est adressée ne nous est point indiqué comme ayant avec eux le moindre rapport. L'erreur de Sort vient peut-être du P. Raimundi de Montepetroso qui figure dans la ch. 560¹²⁷.

L'abbaye sous son nouvel abbé semble reprendre un peu de sa splendeur passée. Les acquisitions de biens à titre onéreux recommencent¹²⁸, ainsi que les paiements de *guirpitiones*¹²⁹ et les prêts avec constitution de morts-gages¹³⁰.

Il convient cependant de remarquer que vers cette époque, c'est-à-dire durant les toutes premières années du

125. Ch. 573 et 586.

126. L'*H.d.L.* distinguant, en effet, l'abbé Petronus qui aurait dirigé Gelione sous Robert le Pieux, de l'abbé Pierre qui occupe le siège abbatial en 1051, compte un abbé Pierre de plus que nous.

127. On voudra bien noter qu'un Pierre de Bayssac est prieur de Sainte-Marie de Cornus en 1189, *supra*, p. 111.

128. Ch. 573, 567, 565, 563, 562.

129. Ch. 543 et 583; ces ch. sont à vrai dire le résultat d'un arbitrage.

130. Ch. 568 et 566. — Signalons que Pierre III renouvelle et confirme, mais pour une somme supérieure, 1000 sous de Melgueil au lieu de 600, le prêt avec mort-gage consenti par Hugue III; ch. 568 du 8 mars 1206. — Cf. *supra*, n. 122.

xiii^e siècle, le comte Raimond VI de Toulouse a mis la main sur les biens de l'abbaye, sur quelques-uns tout au moins, et les a détournés à son profit. Il le reconnaît lui-même dans le serment et l'aveu qu'il fait à Saint-Gilles le 18 juin 1209 entre les mains du légat Milon¹³¹. C'est d'ailleurs là tout ce que nous savons de cet incident.

Le dernier acte qui porte le nom de l'abbé Pierre III date de 1219¹³². C'est à cette époque en effet que se déroulèrent les graves événements que nous connaissons, de manière fort incomplète d'ailleurs, par Magnan et Sort ainsi que par deux documents que la *Gallia* nous a heureusement transmis¹³³.

XXIX. — En 1219, l'abbé Pierre, sans permission pontificale, résigne sa charge; un moine de Marseille appelé Guilhem qui n'a que les ordres mineurs et n'est point profès, est installé à sa place par un seigneur laïque¹³⁴. Le pape Honorius III ordonne aux évêques d'Agde et d'Uzès ainsi qu'à l'archidiacre d'Agde de rétablir Pierre sur le trône abbatial. Ces commissaires s'exécutent, mais Guilhem détient les biens du monastère;

131. ... *item quod monasterii Sancti Willelmi et aliarum ecclesiarum possessiones et ecclesias injuste detineo...* (Pierre des Vaux de Cernai, *Historia Albigensium*, XII. Cf. *H.d.L.*, VI, 277).

132. Ch. 583.

133. Sort utilise et développe notablement la relation donnée par dom Magnan, mais les deux Pères copient souvent la bulle et la lettre que publie la *Gallia*. Ils ne connaissent pas d'autre source.

134. Ce moine était Guilhem de Roquefeuil. Le château de Roquefeuil est au diocèse de Nîmes dans la partie qui est ensuite devenue le diocèse d'Alès (*H.d.L.* III, 137). — Guilhem a-t-il été appuyé et soutenu par sa famille ? rien dans les textes ne le laisse apercevoir. Par ailleurs Guilhem paraît bien n'avoir pas été régulièrement élu et avoir été installé par un coup de force *per laicalem potentiam*. Retenons cependant : 1° qu'après l'enquête prescrite par Grégoire IX — si elle a eu lieu — Guilhem est resté en possession de l'abbaye, peut-être en transigeant avec les opposants et en se faisant régulièrement élire; 2° qu'au moins pour tout ce qui est postérieur au débat devant l'évêque de Porto, les documents ne rapportent que les affirmations de Pierre Séguier. Nous ignorons tout de l'argumentation que Guilhem pouvait formuler pour sa défense. Aussi nous sera-t-il impossible de tirer de cet incident des conclusions juridiques. Il faut choisir entre ignorer ce qui s'est juridiquement produit ou voir là un simple coup de force, une voie de fait régularisée plus tard.

les moines refusent à Pierre l'obédience et les hommes de l'abbaye la fidélité. Pierre est obligé d'abandonner son poste sur l'heure *sine deliberatione aliqua*. Guilhem reprend le jour même possession du monastère, quoique excommunié, et, sans avoir été absous de l'excommunication, il reçoit peu après le sous-diaconat.

Une partie des moines ayant à leur tête Pierre Séguier ¹³⁵ recourt au pape qui est alors Grégoire IX. Celui-ci délègue l'évêque de Porto pour entendre les deux parties, mais le procureur des moines se trouve n'avoir qu'un mandat insuffisant et, sans que le fond de l'affaire ait été abordé, l'intrus rentre au monastère et continue ses déprédations. Mieux encore, il excommunie les moines qui lui sont opposés. Ceux-ci à nouveau recourent au pape. Le 26 juillet 1228, Grégoire IX donne à Romain de Saint-Ange ¹³⁶, cardinal diacre et légat en France du Siège apostolique, mandat de faire une enquête et, *cognita plenius veritate*, d'éloigner l'intrus du monastère où il fera procéder à l'élection canonique d'un abbé ¹³⁷. Entre temps d'ailleurs, il tiendra la main à ce que Pierre Séguier et les moines protestataires, *quibus regula proprium interdicat*, aient sur les biens du couvent, tant que durera le litige, de quoi pourvoir à de modestes dépenses ¹³⁸. Le cardinal de Saint-Ange était alors à Paris. Par lettre du 17 octobre 1228 ¹³⁹, il commet l'évêque de Maguelone, l'archidiacre de Nîmes et le sous-chantre de Narbonne pour procéder à l'enquête et lui en référer; les commissaires auront soin que Pierre Séguier et son parti obtiennent la finance que le pape leur a assignée.

135. Dont on rencontre fréquemment le nom dans les souscriptions des actes au Cartulaire.

136. Et non Raimond comme l'appelle dom Sort, ni Robert comme le nomme dom Magnan.

137. Pierre Raimond a disparu. Peut-être est-il mort; on ne parle plus en tout cas de le rétablir dans l'abbatiate. Le nécrologe de Montpellier note au f° 113 sous le V *id. octobris. obiit dompnus Petrus R. abbas Si Gi.*

138. La bulle est datée de Pérouse, 26 juillet 1228. Potthast, 8 243. La Gallia, VI, pr. 285 la donne *ex original*.

139. Gallia VI, pr. 286; également *ex original*.

Et c'est tout. Qu'est devenu le litige ainsi engagé ? nous n'en savons plus rien, mais le Cartulaire nous apprend que déjà le 27 mars 1220 l'usurpateur¹⁴⁰ Guilhem réalisait l'achat de sept pièces de terre pour huit livres de Melgueil¹⁴¹. En septembre 1227 — donc en pleine querelle, mais avant la bulle pontificale et la lettre du légat — l'abbé Guilhem de Roquefeuil¹⁴² est avoué comme suzerain par le seigneur de Puéchabon¹⁴³. Enfin, le 31 mai 1236, Raymond Rostaing de Popian reconnaît tenir un fief du seigneur Guilhem, abbé du monastère de Saint-Guilhem, et parmi les témoins de l'acte figure ce Pierre Séguier qui dix ans auparavant a levé l'étendard de la révolte contre l'intrus¹⁴⁴. La querelle est donc bien apaisée et l'abbé Guilhem III de Roquefeuil va gouverner le monastère encore de longues années, puisqu'il meurt, dit dom Sort, toujours sur le trône abbatial, le 25 mars ou avril 1248¹⁴⁵.

Les derniers actes inscrits au Cartulaire — derniers en date — sont les trois chartes établies sous l'abbé Guilhem en 1220, 1227 et 1236. Désormais la confection et la tenue du Cartulaire seront définitivement abandonnées¹⁴⁶.

Aussi bien à partir de ce moment nous ne pourrons plus que suivre dom Sort presque sans contrôle ; nous rapporte-

140. Ou prétendu tel.

141. Ch. 589.

142. Les éditeurs ont lu le mot douteux *G. de (Peccafolio)* ; il faut sans aucun doute lire *Rocafolio*.

143. Ch. 588.

144. Ch. 587.

145. *Ut habetur in necrologio*, dit notre annaliste. Dom Sort — comme d'ailleurs dom Magnan, bien que chez celui-ci l'absence de toute notion chronologique brouille singulièrement les choses — distingue l'usurpateur Guilhem de Marseille de l'abbé Guilhem III de Roquefeuil qui n'aurait pris la crose abbatiale que vers 1233. Cette opinion est manifestement contredite par la ch. 588 dont il vient d'être question.

146. C'est à ce moment, selon dom Sort, que la division des menses abbatiale et conventuelle fut effectuée et que les biens affectés à chaque office et à chaque prieuré passèrent à l'utilité privée des officiers. Sort, en bon moine de Saint-Maur, déplore que le chapitre ait été unanime à en décider ainsi et que les frères aient été *in discordia concordés*. Mais il y a là sans doute quelque erreur ; la division des menses remonte bien plus haut, croyons-nous, sans que d'ailleurs on puisse en fixer la date avec précision ; l'affectation des biens à divers usages : infirmerie, sacristie, etc. est, selon dom Sort lui-

rons l'essentiel de son récit pour achever l'histoire de l'abbaye au XIII^e siècle.

Toujours sous l'abbé Guilhem III se tient un chapitre général où assistent quarante moines ; il y est décidé que les prieurs devront désormais être présents dans leur bénéfice ¹⁴⁷. Un deuxième chapitre décide en 1244 quelle sera la pitance que le cellérier devra donner aux moines.

XXX. — Guilhem IV des Deux-Vierges fut élu vers 1249 ; il prend dans un acte daté du 4 mai de cette année les qualifications d'*electus et confirmatus* ¹⁴⁸. C'est le deuxième abbé de la maison des Deux-Vierges que nous trouvons à Saint-Guilhem ¹⁴⁹.

En 1250, il tient un chapitre général qui prend diverses dispositions sur les soins à donner aux malades ; nous ignorons ce qui fut décidé ¹⁵⁰.

En 1253, s'élève avec l'évêque de Lodève un conflit quant à la juridiction spirituelle. La même année et en 1257, évêque et abbé règlent, soit par accord direct soit par compromis et arbitrage, diverses questions temporelles ¹⁵¹.

En 1265 se tient un nouveau chapitre général dont Clément IV confirme les décisions ; on y ordonne que les réceptions des moines ou des moniales se feront toujours en

même, plus ancienne que 1220 ; nous croyons pouvoir montrer qu'elle remonte au moins au début du XII^e siècle (*infra*, chap. VI n. 30). Enfin c'est seulement en 1280 (*infra* p. 118) que les officiers claustraux et forains deviennent inamovibles. On ne voit donc pas très bien à quoi peut correspondre l'affirmation de dom Sort rapportée ci-dessus ; il est en effet bien peu probable que l'utilisation par chacun des officiers dans son propre intérêt des biens affectés à chaque office ait été réglée par une décision capitulaire ou même ait commencé nettement à une date que l'on puisse déterminer avec certitude.

147. D'après Sort, le chapitre a lieu en 1234 ; d'après Magnan, il se tient en 1241.

148. Confirmé probablement par le pape Innocent IV, dit Sort (p. 191). L'acte dont il s'agit, qui est l'inféodation d'un manse, ne nous est pas parvenu ; nous n'avons que la relation faite par Sort *ex carta separata*.

149. Le premier étant Raimond 1^{er}.

150. *Vide consuetudinarium*, nous dit Magnan (p. 207).

151. *Infra* ch. IV, p. 150.

chapitre général, que le sceau de l'abbaye sera conservé ainsi que tous les privilèges et chartes du monastère dans une armoire à deux clés, chacune confiée à un moine.

A cette même époque le prieuré de Saint-Pierre de Sauve tente de s'affranchir de la tutelle de Saint-Guilhem et y réussit ¹⁵².

Nouveau chapitre général en 1280 : les bénéficiers deviennent inamovibles ¹⁵³.

Le 27 novembre 1281 le pape Martin IV confirme par un *titulus* les libertés et privilèges de Saint-Guilhem ¹⁵⁴.

En 1282, 1284 et 1286 interviennent entre l'abbé et l'évêque de Lodève d'importants accords et arbitrages où, au milieu de divers échanges et règlements de droits seigneuriaux, l'abbaye se voit reconnaître l'entière justice temporelle et la juridiction épiscopale sur le village et la vallée de Saint-Guilhem.

En avril 1287 meurt l'abbé Guilhem IV ¹⁵⁵.

XXXI. — Son successeur, Guilhem V de Mostuéjols, ancien prieur de Saint-Caprais dans le diocèse de Rodez, de la famille des marquis de Mostuéjols ¹⁵⁶, est élu en 1287 et confirmé par Honorius IV. Sa prélature paraît sans histoire. Il meurt en 1302, le 4 décembre ¹⁵⁷.

§ 2. — *Les prieurés de Sauve et de Meyrueis.*

Nous avons cru devoir rapporter sous une même rubrique les divers incidents qui se produisirent dans la vie du monastère à propos des prieurés de Saint-Pierre de Sauve et Saint-Pierre de Meyrueis, d'autant que

152. V. plus loin p. 124.

153. Sort, p. 213-214, *ex libro Capitulorum generalium*, v. *infra*, p. 194.

154. V. appendice II.

155. Selon le nécrologe, dit Sort.

156. Selon dom Magnan. — Mostuéjols est dans le canton de Peyreleau, Aveyron.

157. Sort, p. 229.

les deux prieurés sont une création de cette famille de seigneurs d'Anduze qui a joué dans l'histoire de Gellone au ^x^e siècle un rôle considérable. On sait qu'Anduze est dans le département actuel du Gard, arrondissement d'Alès.

Il est à peu près impossible de dresser une généalogie sérieuse des Anduze étant donné le nombre d'individus qui prennent au même moment les surnoms d'Anduze et de Sauve ¹⁵⁸. Cependant nous pouvons donner pour les fondateurs de Sauve, marquis d'Anduze et marquis de Sauve, les indications généalogiques ci-dessous dont l'utilité apparaîtra, croyons-nous, tant dans le présent paragraphe qu'au chapitre suivant. Nous indiquons entre parenthèses les documents qui au Cartulaire de Gellone nous ont fourni nos informations ¹⁵⁹.

Bernard d'Anduze, Marchio (ch. 152)

+ avant 1029 (ch. 6, 382 et 383)

1. épouse Ermengarde

2. épouse Garsinde
veuve elle-même de Raimond I^{er}
de Carcassonne.

a. FrédoI, év. du Puy,

b. Géraud, év. de Nîmes,
(*H.d.L.*, V. 371)

c. Almérade d'Anduze
ép. Enaurs (ch. 152 et 385)

Pierre Almérade
(ch. 128, 151 et 398)

a. Raimond,

b. Bermond de Sauve
ép. Austorge (ch. 134 et 151)

Pierre Bermond
satrape de Sauve
ép. Elisabeth
(ch. 151)

Bernard
marquis d'Anduze
ép. Adélaïde
de Mandagot

Raimond de Mandagot
ép. Bertaïs

Pierre Arnaud
(ch. 153, 400, 418 et 419)

158. Cf. pour cela les ch. mêmes de fondation de Sauve ; v. *H.d.L.*, III, 267-268 et *infra*, n. 193 et chap. IV n. 27.

159. Les ch. citées peuvent être ainsi datées : 128 : 1050-1074 (*H.d.L.* V,

I. — Le jeudi 18 ou le vendredi 19 décembre 1029¹⁶⁰, les marquis d'Anduze donnent à Gellone Saint-Pierre de Sauve, qui se trouve au diocèse de Nîmes, à 37 kilomètres à l'est du Vigan, sur les bords du Vidourle. Nous avons de la charte de fondation du prieuré trois versions différentes, toutes trois dans le Cartulaire; la première est la ch. 6 au folio 4 r^o, les deux autres sont les ch. 381 et 382 aux folios 137 et suiv.¹⁶¹. Ces versions, sensiblement différentes dans la forme, sont identiques quant au fond¹⁶².

Garsinde, deuxième femme de Bernard d'Anduze, son fils Bermond et son beau-fils Almérade donnent au monastère l'église ou la *cella* de Saint-Pierre ainsi que quatre manses en dépendant. Gellone percevra un cens annuel de vingt sous, dix à la Noël et dix à la Saint-Pierre. L'acte est dressé en présence de vingt-trois témoins parmi lesquels figurent

512); 134 : 1032 (*ibid.* 402); 151 : 18 juillet 1077 (*ibid.*, 636); 152 : 1042, (*ibid.*, 431); 153 : 19 juillet 1077 (*ibid.*, 637); 385 : Pâques, 26 mars 1038 (*ibid.* 432); 398 : circa 1077, peut-être avant (*ibid.* 513); 400 : 1083 (ou 1093, *ibid.* 639); 418 : 1077-1099; 419 : 1115. — *H.d.L.* V. 371 est du 20 octobre 1020.

160. Les trois chartes que nous possédons portent la même date : *in sexta die* (ou *feria*) *XV^o kalendas januarii*, ce qui serait le vendredi 18 décembre, date impossible. Il n'y a d'autre solution que d'admettre une erreur du rédacteur ou du copiste soit sur le jour soit sur le quantième.

161. Les ch. 381 et 382 ont été publiées dans *H.d.L.* V, 388 et 390.

162. Leur diversité et leur place dans le Cartulaire s'expliquent. La ch. 6 dut être réécrite quelque temps après l'incendie et les bulles d'Alexandre II, c'est-à-dire un peu après 1066 ou 1068 (on comprend alors aisément l'erreur qu'elle porte sur la date); les ch. 381 et 382 ont dû être refaites sur le modèle de la ch. 6, puisque les témoins et les souscripteurs sont identiquement les mêmes et énumérés dans le même ordre, et puisque la date se retrouve partout la même avec la même erreur. Elles ont dû être réécrites en diplômes indépendants pour les besoins du différend qui séparait Gellone de Pierre Bermond d'Anduze ainsi que le prouvent la mise en valeur du passage *si quis vero ex saeculo...* dans les ch. 381 et 382 et le long passage où est relatée la prise de possession du prieuré par Gauzfred et ses moines, — où la date est répétée de façon toujours erronée — où sont énumérés les officiers de Gellone et le personnel du prieuré (noter d'ailleurs que la ch. 381 n'indique le bénéficiaire de la donation qu'après avoir nommé les donateurs et les témoins et qu'elle omet la liste des officiers du prieuré). Les préambules sont sans doute surajoutés. — Les deux ch. 381 et 382 sont restées dans le chartrier de Gellone et n'ont été transcrites que dans le Cartulaire de l'abbé Guilhem, en 1122, peut-être plus tard encore, en même temps que deux autres chartes ou notices concernant Saint-Pierre de Sauve (ch. 383 et 384) au début du *Testamentum ex honore...* *in episcopatu Nemausensi*, le tout sous cette phrase par quoi débute la ch. 381, mais qui lui est évidemment étrangère : *Incipit donum quod fecit Garsindis femina et FILII SUI, Bermundus et Almeradus, ex monasterio Salvensi.*

le comte Guilhem de Toulouse ¹⁶³, l'évêque Frotaire de Nîmes ¹⁶⁴, le vicomte Aton ¹⁶⁵. Il est expressément stipulé que les moines ne pourront faire profession au prieuré, mais seulement à Gellone, ce qui marque bien l'étroite dépendance de Saint-Pierre de Sauve et sa situation de *cella*. L'abbé Gauzfred prend solennellement possession de Saint-Pierre qu'il trouve d'ailleurs bien pauvre et y installe un prieur, Gérard de Uglaz, un sacristain et cellérier, Gérard Félix, un écolâtre ou capiscol, Benoît, et deux moines, Ebrard et Pons Eble ; mais, à quelque temps de là, le prieur Gérard de Uglaz *ejectus a prioratu et in cenobio Gellonensi reductus* ¹⁶⁶ fut fait doyen par l'abbé Gauzfred. Celui-ci installa à Sauve Guilhem Pharald qui fut *postmodum* abbé de Psalmodi ¹⁶⁷.

Quelque temps plus tard, à une époque sur laquelle nous reviendrons, Guilhem Pharald se vit expulsé de son prieuré par un moine de Gellone, Pons Barnerius ¹⁶⁸, qui avait su intéresser à sa cause moyennant finances les *principes* ¹⁶⁹. Les moines de Gellone recourent à l'évêque de Nîmes, Frotaire, qui excommunie et interdit le simoniaque. Mais cette sentence reste lettre morte et l'intrus se maintient en possession ; recours au pape Alexandre II qui jette l'interdit sur l'église et menace l'usurpateur d'excommunication s'il ne se soumet pas à Gellone ¹⁷⁰. Guilhem Pharald

163. Il s'agit de Guilhem III Taillefer, comte de Toulouse, d'Albigeois, de Quercy et en partie de Nîmes (des environs de 950 à 1037). *H.d.L.* IV, 27 s.

164. Frotaire II, fils d'Aton II, était évêque de Nîmes en 1027 et l'était encore en 1066 ; il mourut en 1077. *H.d.L.*, IV, 276.

165. Aton II, de la famille des Trencavels, fut vicomte d'Albi et de Nîmes d'environ 993 jusqu'après 1030 ; *H.d.L.* IV, 107-108.

166. La ch. 383 n'insiste pas autrement sur ce départ ; il semble que les incidents qui vont bientôt marquer l'histoire de Sauve se soient déjà esquissés.

167. Vers 1071-1076, *Gallia*, VI, 474, *H.d.L.*, IV, 507 et 586. — Mais on ne trouve en fait un prédécesseur à Guilhem Ph. à Psalmodi qu'en décembre 1054 ; rien n'autorise à affirmer avec *H.d.L.* qu'il fut « élu » vers 1071.

168. La *Gallia*, VI, pr. 179 lit *Garnerius*. — Elle ne publie la notice 383 qu'en partie et la date de circa 1062. Le Cartulaire porte Barnerius, cf. notamment ch. 15 et 153.

169. Pierre Bermond de Sauve n'est pas autrement désigné.

170. Ce serait à cette occasion, d'après la notice que nous suivons, que les

reprit enfin le prieuré où il resta *diu postmodum incolumis* ; il mourut et son successeur Pons Eble, doyen de Gellone, abbé de Lodève et de Joncels ¹⁷¹, fut canoniquement désigné et installé. Le piquant de l'affaire est que le successeur légitime de Pons Eble fut Pons Barnerius lui-même ¹⁷².

Il est peu facile de déterminer la date précise de ces événements : l'intrusion de Pons Barnerius pourrait se situer aux environs de 1060, puisque Frotaire conserva le siège épiscopal de Nîmes jusqu'en 1066 ; l'excommunication par l'évêque, puis l'appel au pape durent prendre quelque temps, étant donné surtout les embarras suscités à Alexandre II au début de son règne ; la bulle dont la notice nous rapporte le texte en partie ¹⁷³ pourrait donc être située entre 1061 et 1066, vers 1065 avec quelque vraisemblance.

A quel moment l'intrus et son protecteur laissèrent-ils le légitime bénéficiaire rentrer en possession ? c'est ce qu'il est assez délicat de préciser. Guilhem Pharald, nous est-il dit, resta longtemps après ces événements prieur de Sauve ; mais Bérenger I^{er} réunit les deux titres de Joncels et de Psalmodi en 1076 ¹⁷⁴, déjà selon toutes probabilités après la mort de Pons Eble, abbé de Joncels et successeur de Guilhem Pharald lui-même au prieuré de Sauve ; on pour-

moins demandèrent au pape de les prendre sous sa tutelle et défense ; ce à quoi le pape consentit ; ces faits seraient donc antérieurs aux bulles de 1066 et 1068 (au Cart. ch. 1 et 2) qu'ils auraient en partie provoquées.

171. Pons Eble, moine à Sauve en 1029, figure comme doyen de Gellone, abbé de Joncels et prieur de Sauve dans le titre qui précède la préface au Cartulaire de l'abbé Pierre (ch. 3) et que les éditeurs datent de circa 1066, mais qu'il est bien difficile de dater avec précision entre 1066-1068 et 1074-1076. Il dut être abbé de Joncels des environs de 1060 à 1070, il a un successeur à Lodève en 1066 et à Joncels en 1076. — Ce n'est donc pas le même Pons Eble qui figure dans la ch. 353 du 10 janvier 1086 comme *monachus Si Guillemi*.

172. *Gallia*, VI, 521, d'après un nécrologe de Gellone au *XII kal. septembris*. — *H.d.L.* V, 719. — Nous retrouvons un *Pontius Barnerius monachus* parmi les souscripteurs d'une charte émanant de Bernard, marquis d'Anduze, le 19 juillet 1077 (ch. 153). On le retrouve (ou son homonyme, mais cela est peu probable) prieur de Sauve en 1085.

173. Et qui est ignorée de Jaffé.

174. *H.d.L.*, IV, 486.

rait admettre que Guilhem Pharald fut restitué dans ses droits vers 1066 ou 1068 et qu'il garda le prieuré jusqu'à sa mort, événement qu'il est impossible de dater, mais qui survint évidemment avant 1076 et même aussi peut-être avant la rédaction de la ch. 384.

Ce document est une ratification totale par Pierre Bermond de la donation faite par son père¹⁷⁵; il semble donc avoir pour véritable but d'apaiser toute la querelle de Sauve. Le donateur y est dit *obtemperari cupiens sanctis moniis et annuens exortacioni fidelium Christianorum*; il y est fait allusion à l'*interdictum Alexandri papae* excommuniant les spoliateurs qui voudraient soustraire Sauve à l'obédience de Gellone; la pièce est nettement datée *feria sexta, nono kalendas octobris, anno... millesimo septuagesimo quarto*, ce que nous proposerons de traduire vendredi 24 octobre 1074¹⁷⁶; la mort de Pharald aurait évidemment facilité la rédaction d'un tel document. Quoi qu'il en soit, la querelle de Sauve fut ainsi réglée au bout d'un temps assez long par la soumission de Pierre Bermond¹⁷⁷.

175. *Gallia*, VI, pr. 180-181. Le texte est plein d'onction et cite saint Luc (XI, 41; III, 8) et l'Ecclésiaste (III, 33). Il s'ouvre par un préambule qui, si on se rappelle l'invasion du prieuré par Pons Barnerius, ne manque pas d'ironie.

176. Le 23 septembre 1074 tomba en effet un mardi; il faut sans aucun doute voir ici la faute courante du rédacteur pour les kalendes, d'autant que la lunaison est exacte pour octobre.

177. Quant à la rédaction même de la notice 383, il semble qu'elle pourrait avoir été opérée très tard, au moment de la compilation du Cartulaire de 1122 ou quelque temps auparavant; cela expliquerait qu'à la fin du document Pons Eble soit désigné comme abbé de Lodève et de Joncels. On sait que ce prélat n'est plus abbé de Lodève en 1066; les événements rapportés par la notice seraient donc antérieurs à cette date; il paraît extrêmement difficile de concilier cela avec la longue possession de Guilhem Pharald restauré dans ses droits après la bulle d'Alexandre II (qui est pour nous un repère assez précis). La notice peut avoir été l'œuvre de rédacteurs déjà éloignés des événements; il faut en tout cas loger Pons Eble, successeur de Guilhem Pharald, avant 1076 et sans doute aussi avant 1074 (à cause de la ch. 3), puisque le dernier acte qui atteste expressément l'abbé Pierre I^{er} est précisément la ch. citée ci-dessus du 24 octobre 1074. — Qu'il nous soit permis d'indiquer en passant les difficultés que l'on rencontre avec ces documents qui manquent de précision et se contredisent parfois. Tout le monde, notamment la *Gallia* VI,

Gellone garde paisiblement, semble-t-il, le prieuré durant deux siècles. En 1259, l'abbé Guilhem IV le visite et y trouve vingt-huit moines ¹⁷⁸.

Mais, en 1265, Sauve veut secouer le joug de Gellone ; on recourt au pape qui est alors Clément IV, lequel ordonne aux parties de s'accorder sur le choix de deux personnages, Bernard Passagol, chapelain du pape, et Bernard de Castans, clerc, licencié en droit, *tanquam in arbitros arbitratores et amicabiles compositores*. Les arbitres décident que Sauve doit être libre et exempt de la juridiction de Gellone, mais que celle-ci en retour recevra annuellement de la nouvelle abbaye une rente de 50 livres tournois. Clément IV confirme cette décision par une bulle datée du *XVI kal. nov. pontif. anno I^o*, 19 octobre 1265 ¹⁷⁹. Mais les choses n'en restèrent pas là et on peut supposer à travers les explications de Sort ¹⁸⁰ que Gellone ne se tint pas pour battue et revendiqua ses droits.

Sauve fit excommunier par le pape l'abbé Guilhem de Gellone et son procureur, Guilhem, prieur de Caux, qui à leur tour recourent au pape et obtiennent l'absolution de leur censure par une bulle datée de Pérouse, l'an 1^{er} du pontificat. Mais pour assoupir la querelle le pape décida par bulle datée de Viterbe, *VIII idus maii, pont. anno tertio Incarnationis* 1267, que Gellone garderait le prieuré de

525, *H.d.L.*, IV, 719, Mabillon, *Ann. o.s.B.*, I, 62, § 105, tient qu'Emeno, abbé d'Aniane de janvier 1063 au 18 avril 1093, fut, avant son élection à l'abbatiate, prieur de Sauve ; on se fonde pour cela avec justesse sur le nécrologe de Gellone, Bib. Nat. ms. lat. 12773, p. 396, qui donne au *XIV kal. maii* l'obit d'Emeno... *qui primum fuit prior de Salve*. On situe donc Emeno en tant que prieur de Sauve entre Guilhem Ph. et Pons Eble ; or, à en croire notre notice, une telle solution est parfaitement impossible, à moins que le rédacteur se souvenant des prétentions d'Emeno sur Gellone n'ait volontairement omis de mentionner ce personnage ; mais dans ce cas pourquoi le nécrologe qui est de cette même époque le nommerait-il ? On pourrait alors soutenir que la notice est de date bien plus basse et que l'omission d'Emeno est le résultat d'un simple oubli. — Au nécrologe que possède la Bib. mun. de Montpellier, f^o 113, est noté : *III kal. octobris ob. Emeno de brino, monachus et prior de Salve*.

178. Sort, p. 195.

179. *Gallia* et *H.d.L.*, loc. cit.

180. P. 201 et s.

Saint-Saturnin *in valle Pompiniana*, au diocèse de Nîmes, qui appartenait à l'abbaye de Sauve; le pape réserve à l'abbé, au couvent et au cellérier de Sauve les revenus qu'ils avaient déjà sur le prieuré, sauf le cas où les revenus tirés du prieuré par Gellone n'atteindraient pas les 50 livres tournois que lui avait assurées la bulle d'octobre 1265¹⁸¹. Au prieur de Sauve fut réservée aussi la nomination des recteurs de deux chapelles situées dans les limites de Saint-Saturnin¹⁸².

Sauve reste abbaye indépendante jusqu'en 1366, date à laquelle Urbain V la rattache à Saint-Victor de Marseille¹⁸³.

II. — Bermond, marquis de Sauve et son frère, Almerade d'Anduze, donnent en 1042 à Gellone pour eux (à cause de leurs grands crimes¹⁸⁴), pour leur père Bernard et leur mère, l'église de Saint-Pierre de Meyrueis, au diocèse de Nîmes¹⁸⁵, et selon toutes les apparences ce don a été véritablement gratuit.

Par deux actes séparés des 18 et 19 juillet 1077, les deux fils de Bermond, Pierre qui s'intitule « satrape de Sauve » et Bernard, marquis d'Anduze, donnent chacun sa part de l'église (c'est-à-dire un quart selon l'indication de Pierre Bermond)¹⁸⁶. De ce qu'ils se réservent (et qui n'est point

181. Si les revenus du prieuré ne suffisaient pas à parfaire les 50 livres, on prendrait sur les revenus et *proventibus vicinioribus quas ipse abbas et conventus Salvenses in valle obtinebant*.

182. Potthast ignore les bulles que nous indiquons. Dom Magnan nous donne, p. 219, l'incipit de la dernière : *Dudum inter dilectos filios etc.*

183. *Gallia* et *H.d.L.*, *ibid.*

184. ... *pro universis facinoribus tantorum criminum nostrorum*, ch. 152 (*H.d.L.* V, 431 ; cpr ch. 397 de septembre 1041 ou plutôt du samedi 22 octobre 1042 ; c'est une notice). — Selon les ch. 151 et 153, il y aurait eu déjà un accord pour Saint-Pierre entre le marquis Bernard et l'abbé Gauzfred.

185. Dans le département actuel de la Lozère.

186. Ch. 151 et 153 (publiées en partie dans *H.d.L.* V, 636 et 637). Les deux chartes ne diffèrent guère que par leur *incipit*, rédigé dans le style ampoulé qui paraît cher aux Anduze à la fin du XI^e siècle. Que chacun des barons puisse prétendre à un quart de l'église s'explique aisément, si l'on consulte le tableau généalogique ci-dessus.

autrement précisé) ils s'obligent à ne rien aliéner, si ce n'est au profit de Gellone. L'abbé Bérenger en retour donne *causa amoris* aux deux barons deux cent vingt sous de Melgueil. Ces actes trouvent leur complément dans une donation que Pierre Almérade d'Anduze fait pour sa part de la même église à une date difficile à préciser, mais que l'on peut certainement placer entre 1060 et 1082¹⁸⁷.

En 1083, le fils de Bernard, Raimond de Mandagot, quoique ayant figuré dans la donation faite par son père, donne à son tour à l'abbaye sa part de l'église moyennant trois cent cinquante sous de Melgueil¹⁸⁸. Il est d'ailleurs déjà question des droits qu'il peut avoir, dans la donation que fait en 1082 toujours pour Saint-Pierre de Meyrueis son cousin Frédol Guilhem¹⁸⁹.

Sans qu'on puisse préciser quels sont les droits que transmet au monastère chaque donation, il semble que de toute cette série une conclusion se dégage : elle confirme l'instabilité — déjà bien notée durant cette période¹⁹⁰ — de l'acte à titre gratuit qui est constamment remis en cause et peut ouvrir pour les héritiers des donateurs, malgré la

187. Ch. 398 (*H.d.L.*) V, 513 ; contrairement à l'affirmation des éditeurs du Cartulaire cette ch. est certainement antérieure à la ch. suivante qui se réfère à elle et date du 4 octobre 1082 ; on pourrait situer avec vraisemblance la ch. 398 vers 1077. — La donation est ici sans contre-partie.

188. Ch. 400, expressément datée de 1083 dans l'édition du Cartulaire (*H.d.L.* V. 639 publie un extrait de charte qui dans le fond ne diffère en rien de la ch. 400, si ce n'est que la somme versée par l'abbaye est seulement de 150 sous, mais qui est datée de 1093 et présente quelques différences rédactionnelles, notamment dans les noms propres. On indique comme source le Cartulaire de Saint-Guilhem. En dehors de la ch. 400, je ne vois pas où cet acte peut figurer).

189. Ch. 399 du mardi 4 octobre 1082 (*H.d.L.*, V, 638 en publie un extrait sous la date de 1081 qui est impossible). Frédol Guilhem parle de Raimond *consobrinus noster*.

190. V. Olivier Martin, *Histoire de la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, I, 1922, p. 426. « Les rédacteurs d'actes dans le haut moyen-âge mentionnent avec soin les circonstances qui font de l'acte une négociation à titre onéreux... l'acte à titre gratuit n'ayant jamais à leurs yeux la solidité, l'incontestabilité de l'acte à titre onéreux ». Il y a d'ailleurs là autre chose que le simple désir d'une opération lucrative, peut-être le résidu de cette très vieille notion de prestation obligatoire que l'on retrouve dans le *pollatch* australasien (V. Mauss, *Essai sur le don, forme archaïque de l'échange* dans *Année Sociologique*, n^{lle} série, I, 1925, pp. 30-187).

violence des imprécations et la solennité des formules, une possibilité de revendication, du moins fonder à leur profit un droit à être indemnisés pour l'abandon qu'ils pourront faire de leurs prétentions, à être rémunérés pour leur *guirpitio*.

De cette série en tout cas se dégage encore cette impression qu'une idée directrice a présidé à ces tractations : l'abbé Bérenger paraît avoir poursuivi avec ténacité l'établissement et l'extension des droits de l'abbaye sur l'église de Meyrueis. Il a négocié pour cela ; il a obtenu des chanoines de Nîmes l'abandon de leurs droits temporels sur Saint-Pierre, par un acte daté d'un mercredi des Cendres des années 1086 à 1090¹⁹¹. Dans les donations précédentes il s'est fait autoriser à acquérir des vassaux ou censitaires des donataires les droits qu'ils voudront lui céder *pro amore Dei aut propter helemosinam vel propter pecuniam*¹⁹²⁻¹⁹³.

§ 3. — Le Couvent de religieuses.

Nous avons indiqué plus haut comment, selon la tradi-

191. Ch. 396 : *Cum omni hereditate sibi juste pertinenti, salva fidelitate nostre ecclesie.*

192. V. notamment ch. 399. — Les rapports de l'abbaye et des seigneurs d'Anduze ont été souvent tendus, on le constatera au chap. suivant. Signalons encore ici, puisqu'elle concerne Saint-Pierre de Meyrueis, la ch. 402 par laquelle, vers 1100, Raimond de Mandagot rend (c'est sa propre expression) à l'autel de Saint-Pierre et aux moines de Saint-Guilhem un manse appelé *Silbenciacus* ; et si l'on veut bien mettre dans le texte une virgule opportune, on pourra lire qu'il opère cette restitution moyennant cent sous et un mulet.

193. Dans le Cartulaire figurent à plusieurs reprises des hommes de *Andusia* ou de *Salve* mais sans aucun titre de comte ou de marquis. Sont-ils de la même famille que les marquis dont nous parlons ? Il est impossible de le déterminer. Nous aurions tendance à l'admettre pour le Bremundus et le Berengarius de Sauve qui assistent comme témoins en 1032 à une donation de Séguin de Roquefeuil (ch. 134). — Il y a un Bernard d'Anduze en 1098-1119 (ch. 408 et 292), en 1137 (ch. 491 et 492). Nous trouvons un Bernard de Sauve témoin dans la ch. 531 de 1133 faite par Raimond d'Anduze et dont nous reparlerons plus bas. Un Bérenger de Sauve et son frère Guilhem sont témoins d'une *guirpitio* faite par la veuve de Pierre Rostaing de Sauve en 1137 (ch. 492). — Il y a encore un Bernard d'Anduze en 1204 dans la ch. 586 et un R. de Mandagot en 1207 dans la ch. 565. — V. H..L. VII, 409, c. 2, n. 1.

tion, les deux sœurs de saint Guilhem, Abbane et Bertane, se seraient retirées à Gellone, y auraient créé une maison de moniales et y seraient mortes ¹⁹⁴.

L'existence du couvent de religieuses est attestée au cours des ^x^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles par diverses chartes du Cartulaire. Sous l'abbé Bérenger, en 1097, Arsinde et ses enfants font au monastère une donation *pro habitu monachaliquem ego jam dicta Arsindis in predicto cenobio accepi* ¹⁹⁵. Sous Pierre II on trouve plusieurs actes du même genre ¹⁹⁶ ainsi que sous les abbés Raimond II ¹⁹⁷, Richard ¹⁹⁸, Bernard ¹⁹⁹ et Pierre III ²⁰⁰. Le pouillé du cellérier, ch. 501, qui est vraisemblablement de la fin du ^{xii}^e siècle, prévoit le partage entre l'abbé et le cellérier *de oblationibus et de pannis noviciorum, mortuorum et sanctimonialium*. Enfin rappelons que, selon dom Sort, il est ordonné en 1265 que les réceptions des moniales se feront en chapitre général.

Ainsi d'après le peu que nous pouvons en savoir, la maison des religieuses — qui était au dire de dom Magnan située à l'endroit où fut l'église Saint-Barthélémy (église paroissiale du village, à quelque vingt pas de l'église abbatiale) — ne jouissait d'aucune autonomie. Si elle avait, ce que nous ignorons, une supérieure qui la dirigeait au point de vue administratif et disciplinaire, elle n'avait pas de personnalité propre, les donations qui l'intéressaient étant faites à l'abbé de Saint-Guilhem, ses novices étant reçues et agréées par le chapitre des moines ²⁰¹.

194. *Supra*, p. 27 n. 111.

195. Ch. 388.

196. Ch. 469 (1105-1120) : *ego Guilelma tradens me ad monachalem abitum in monasterio Si Guilelmi...* ; v. ch. 217 et 431 (1107).

197. Ch. 164 (1151-1154).

198. Ch. 528 (1168).

199. Ch. 549 (1174 : *laxo..... monachalibus vero Si Guilelmi deceminter oves et agnos ...*)

200. Ch. 555 (6 janvier 1209 n.s.).

201. Peut-être y a-t-il eu des infractions à cette règle de la part de la maison des religieuses et des prieurés ; le rappel qui en est fait, en 1265, le prouverait.

Les religieuses ont en tout cas disparu depuis longtemps, lorsqu'au XVIII^e siècle dom Sort rappelle la tradition à leur sujet²⁰². Le monastère, selon dom Magnan, ayant été détruit par une inondation, les nonnes furent transférées à Montpellier, vers l'an 1300²⁰³.

§ 4. — *Le nom de l'Abbaye.*

Notre abbaye, on le sait, fut durant trois siècles et plus l'abbaye de Gellone, *monasterium Gellonense*, mais peu à peu le nom de son fondateur se substitua à son propre nom et arriva à le supplanter complètement.

On a discuté sur la date à laquelle cette substitution commença à se dessiner²⁰⁴. Pour Pückert, cela aurait été dès le milieu du X^e siècle²⁰⁵, mais toutes les chartes que cite cet auteur sont du type : *dono Si Salvatoris Gellonensis monasterio, Sanctae crucis ligno et Sancto Willelmo* ; par conséquent elles ne prouvent rien . Nous croyons en revanche qu'on peut placer les débuts de cette transformation au cours du XI^e siècle : la première manifestation en est l'*abbas Sancti Willelmi monasterii* que nous trouvons le 20 novembre 1025 souscrivant l'acte d'élection de l'abbesse de Saint-Genès²⁰⁶. Un deuxième témoignage est le plaid entre Pierre, vicomte de Béziers, et Bermond de Sauve au sujet de Saint-Sauveur d'Aniane et de Saint-Guilhem de Gellone²⁰⁷ ; ce texte fort important, sur lequel nous reviendrons plus bas, date de 1030 à 1037²⁰⁸. Enfin en 1093,

202. p. xviij.

203. *Chronologia*, pp. 63-64 et 69-70. Magnan signale une bulle de Clément V concernant les moniales de Saint-Guilhem. — V. encore sur ce sujet *H. d. L.* IV, 539, n. 105 et Révillout, 536 s.

204. V. Bédier, *op. cit.*, p. 137, n. 1.

205. Pückert, p. 11 n. 9b.

206. *Supra*, p. 98, n. 41.

207. ...*una dicitur abbatia Sancti Salvatoris Anianensis et alia Sancti Guillemmi Gillionensis.*

208. *V. H. d. L.*, V, 416.

l'abbé Bérenger se désigne lui-même dans une inféodation comme *Dei gratia abbas Sancti Guillelmi Gellonis*²⁰⁹ et, en 1098, Pons Chucha fait abandon de son *fevum in manu abbatis Sancti Guillelmi et monachorum Gellonensium*²¹⁰.

Le nom de Saint-Guilhem se substituera de plus en plus fréquemment au nom de Gellone ; dès la deuxième moitié du ^{xii}e siècle, il tendra même à l'exclure²¹¹ et, dans les actes qui termineront le Cartulaire à la fin du ^{xiii}e siècle et au ^{xiiii}e, il ne sera plus question que du *monasterium* et de l'*abbas Sancti Guillelmi*²¹².

Notons, que par une évolution parallèle, si le village de Saint-Guilhem est désigné, le 12 janvier 1101, dans la ch. 181, par les termes *villa Gellonensis*, tous les autres textes où il en est question — qui sont d'ailleurs postérieurs à cette charte — nomment la *villa Sancti Guillelmi*²¹³. C'est donc bien dans le cours du ^{xii}e siècle que ce changement s'est opéré et peut-être a-t-il été pour le village plus précocement définitif que pour le monastère.

209. Ch. 239. — Cette formule va persister longtemps, cf. vg. en 1170 le serment prêté à *Bernad abbas de Saint-Guilelm de Gello* (ch. 566).

210. Ch. 265.

211. La pancarte de Calixte II en 1123 est adressée *abbati venerabilis monasterii quod Gellone dicitur* ; en 1146 la pancarte d'Eugène III est adressée *abbati Sancti Guillelmi* et parle du *monasterium beati Guilelmi* ; de même en 1162 la pancarte d'Alexandre III.

212. Le nom de Saint-Guilhem-du-Désert apparaît pour la première fois dans la bulle de 1228, rapportée plus haut, p. 115 ; ce vocable ne figure pas au Cartulaire.

213. Ch. 440 (1126), 490 (1134), 538 et 543 (1170), 159 (1210). — Le diplôme de Louis VII en 1162 parle de la *villa Sancti Guillelmi*.

CHAPITRE IV

L'ABBAYE ET LES PUISSANCES TEMPORELLES

Les rapports de l'abbaye avec les divers fonctionnaires impériaux ou royaux, plus tard avec les puissances féodales qui l'entourèrent, voilà bien qui mériterait d'être étudié dans le détail et élucidé. Mais nous nous heurtons toujours, ici comme ailleurs, au silence des documents surtout pour le ix^e et le x^e siècles.

Cependant Gellone fut, la chose est probable, une abbaye royale ; sa tradition tend à l'établir ; selon la charte du 14 décembre (GG) le monastère a été construit *in causa domni Caroli*, ce qu'il faut traduire sans aucun doute : sur la propriété du seigneur Charles¹. La tradition d'Aniane elle-même, quoique voulant écarter une pareille origine, en témoigne encore².

1. Sur *causa*, propriété immobilière, v. Pückert, p. 142, n. 37. — V. encore pour la tradition gellonnaise sur l'origine des biens du monastère le *Testamentum Juliofredi* (ch. 4) et le prétendu diplôme de Louis d'Aquitaine du 28 décembre 807 (ch. 249). Le diplôme porte (comme GG) : ... *ad monasterium... Gellonis... constructum a jam dicto comite Guilelmo in causa nostri genitoris*.

2. *Supra*, ch. II, n. 59. — Si l'on voulait se fonder sur la seule tradition d'AG qui écarte intentionnellement toute mention de l'origine royale de Gellone, il faudrait remarquer que Gellone appartenant à Aniane se trouverait par là relever d'une abbaye royale, saint Benoît ayant fait don d'Aniane à Charlemagne (Cartulaire d'Aniane, priv. imp. XIX, *supra*, p. 69). — Et si l'on préférerait s'en tenir à la tradition d'Aniane tout en écartant la sujétion de Gellone, ou bien Gellone aurait appartenu à saint Guilhem et à sa

Dans ce cas l'empereur ou le roi pouvaient, on le sait, intervenir dans l'élection de l'abbé ; on sait aussi qu'en tous cas ils intervenaient, à la période carolingienne, dans les nominations d'avoué. Nous avons des traces de cela pour Aniane où Louis le Pieux ratifie l'élection de Tructesinde en 822³, nomme un avoué en 835⁴ ; mais pour Gellone rien de tel ne nous est parvenu. De même, alors que le Cartulaire d'Aniane renferme un nombre imposant de privilèges d'immunité⁵, pas un diplôme de cette nature ne nous est transmis pour notre monastère.

A la vérité ce silence peut s'expliquer par le fameux incendie qui au XI^e siècle aurait détruit tous les titres de l'abbaye. Toujours est-il qu'en l'absence de tous documents, il est difficile de rien affirmer ; cependant nous ne croyons pas nous livrer à des hypothèses gratuites en supposant qu'il se trouvait parmi les pièces disparues un ou plusieurs diplômes d'immunité. L'abbaye paraît avoir été riche et importante de bonne heure. Son fondateur a été un comte illustre à la Cour de Charlemagne, ainsi qu'assurément à la Cour de Louis le Pieux pendant la première partie du règne, étant donné le rôle du marquis Bernard⁶. De plus, selon nous, le premier abbé de Gellone a été pendant quelque temps au moins saint Benoît d'Aniane ; or cette der-

famille, par conséquent, semble-t-il, aux marquis de Gothie (noter d'ailleurs que Guilhem avait fait de Goudargues, son autre fondation, tradition à Charlemagne ; Cartulaire d'Aniane, priv. imp. XII du 21 mai 815) et que serait ensuite devenu ce droit de propriété ? n'aurait-il pas déjà été modifié par les événements de 844 ? — ou bien l'abbaye aurait été vraiment indépendante ; mais si, comme nous l'indiquons au texte, un diplôme d'immunité lui a été conféré, elle a par le fait contracté avec le pouvoir royal de nouveaux liens, cf. H. Lévy-Bruhl, *Elections abbatiales*, pp. 119-120.

3. Priv. imp. XIX au Cartulaire d'Aniane. — Aniane avait obtenu le privilège de libre élection de son abbé (priv. imp. II, 24 avril 814). La lettre qui figure sous le n^o XIX confirme l'élection « en des termes qui semblent bien indiquer que cette confirmation est indispensable » (Lévy-Bruhl, p. 154).

4. Priv. imp. XVII bis, — V. aussi priv. imp. XV, du 15 octobre 816.

5. Priv. imp. I, 27 juillet 792, Mühl. (309) 318 ; II, 24 avril 814, Mühl. (505) 524 ; III, 19 mars 822, Mühl. (727) 751.

6. Si celui-ci a jamais fait quelque chose pour l'abbaye, les moines, après sa chute, auront été prudents de ne point s'en vanter.

nière abbaye a bénéficié d'immunités renouvelées à plusieurs reprises ; il serait vraiment extraordinaire que Gellone n'ait pas elle aussi reçu quelque diplôme en ce sens. Et au fait peut-être en a-t-elle reçus et les avons-nous, mais dans une forme que nous ne pouvons croire authentique : ce sont les privilèges impériaux du 23 avril 814, 20 mars 822 et 21 octobre 837 que nous avons étudiés plus haut ⁷ ; ils placent Gellone sous la dépendance d'Aniane, mais ils concèdent l'immunité à toutes les possessions de cette dernière maison. Les diplômes sont faux, croyons-nous, ou du moins récrits avec de telles altérations que nous y avons vu une manœuvre d'Aniane pour réduire Gellone en son obéissance. Mais ne faut-il pas supposer qu'au moment où ils ont été récrits la situation juridique apparente de Gellone et la tradition la plus récente ne devaient pas les contredire nettement ?

§ 1. — *La cession en fief par le vicomte de Béziers au marquis d'Anduze.*

Quoi qu'il en soit de tout cela, le premier document qui nous renseigne sur les rapports de l'abbaye avec les puissances séculières qui l'entourent, date de la première moitié du XI^e siècle. Il est curieux et d'aspect rare. C'est une charte qui, au Cartulaire du château de Foix, a été recueillie dans les copies du fonds Doat ⁸. Elle contient une cession en fief des deux abbayes d'Aniane et de Gellone par Pierre Raimond, vicomte de Béziers, à Bermond, marquis de Sauve, fils de Bernard d'Anduze ⁹. On trouve parmi les té-

7. P. 62 s.

8. Publiée dans *H. d. L.*, V, 415, n° 206 — CLXXV.

9. V. le tableau généalogique *supra*, p. 119 — Garsinde, fille de Guilhem, vicomte de Béziers et d'Agde, épousa en premières noces Raimond I^{er}, comte de Carcassonne, dont elle eut deux fils, Pierre Raimond, comte en partie de Carcassonne, vicomte de Béziers de 1010 à 1060 environ, et Guilhem, comte de Carcassonne. Elle était déjà remariée avec Bernard, marquis d'An-

moins Étienne II, évêque de Béziers de 1016 à 1037, et divers seigneurs dont un Gaucelme de Lunel¹⁰; la charte n'a donc pas le caractère d'une simple voie de fait, mais bien du règlement juridique d'un différend.

Après avoir prêté serment de vassalité à son frère et lui avoir fourni pour garants et otages cinq seigneurs (de ses propres vassaux) dont trois se portent caution pour mille sous chacun, le marquis de Sauve abandonne les abbayes de Saint-Sauveur d'Aniane et de Saint-Guilhem de Gellone au pouvoir du vicomte de Béziers¹¹. Celui-ci transfère à son tour à son frère ces mêmes abbayes en fief¹², tout en se réservant sur Aniane certains droits qu'il énumère. Notons bien que le vicomte de Béziers ne retient rien sur Gellone dont ce qu'on appellera plus tard le domaine utile passe tout entier aux mains du marquis de Sauve; celui-ci aura par conséquent sur l'abbaye, au milieu d'autres droits, les droits correspondant à ceux que Pierre Raimond de Béziers s'est réservés sur Aniane; l'analyse de ces réserves est importante et d'ailleurs difficile, le texte étant d'une rédaction barbare.

duze, le 28 juillet 1013 (*H. d. L.*, V, 359). Bernard l'avait lui-même épousée en secondes noces et en eut deux fils, Raimond et Bermond de Sauve (*H. d. L.*, III, 280). Pierre Raimond et Bermond étaient donc frères utérins.

10. Garsinde doit avoir disparu, puisqu'il n'est pas fait mention d'elle en une occasion qui est assez sérieuse (témoins les plèges donnés) et qui peut diviser ses enfants. Nous placerions donc la rédaction de notre document entre 1030 et 1037, vers 1035, dit *H. d. L. loc. cit.*

11. *...ipsas vero abbatias praenominatas relinquit ipse Bermundus in potestate Petri comitis.*

12. *Et Petrus superscriptus dedit ad jam dictum Bermundum ipsam abbatiam de Sancto Guillelmo ad fevum et ipsam Sancti Salvatoris similiter per fevum.* — Pierre Raimond est l'aîné de Bermond; à ce titre sans doute il prétendait que Bermond qui, selon les auteurs de l'*H. d. L.*, avait vraisemblablement hérité de son père l'avouerie ou le patronat sur les abbayes, « devait les tenir de lui ». (*H. d. L.* III, 282-283). Il en profita pour s'en réserver une part. — Notons que dans le serment de fidélité que lui prête son frère germain Guillaume, vers 1036, celui-ci promet de le laisser jouir en paix, entre autres biens, de l'évêché de Béziers et de l'abbaye de Saint-Thibéry (*H. d. L.* III, 281) : *non decebra Willermus filius Garsendis comitissae Petrone fratre suo ... ne ipsa abbazia de Sancto Tiberio ...* (*H. d. L.* V, 426, Cartulaire du château de Foix); évêché et abbaye se trouvaient dans la mouvance immédiate du comte.

Le vicomte de Béziers retient d'abord par devers lui « l'élection de Saint-Sauveur »¹³; c'est bien certainement l'élection abbatiale, mais quels droits Pierre Raimond prétend-il exercer sur elle ? une investiture de l'abbé¹⁴ ? nous croyons beaucoup plutôt que *electio Sancti Salvatoris* ne peut guère s'entendre que d'une ratification, d'une confirmation donnée à l'abbé élu, sinon de l'élection même de cet abbé, c'est-à-dire de sa nomination. La nomination ne serait pas très surprenante si le vicomte de Béziers et le marquis de Sauve étaient propriétaires de l'abbaye ; il semble cependant qu'historiquement il n'en fût rien¹⁵. D'ailleurs, dès 1068, les documents pontificaux que nous étudions plus bas, supposent que Gellone élit librement son abbé selon la règle de saint Benoît¹⁶. On pourrait donc avec vraisemblance voir plutôt ici une réserve du droit de confirmation de l'abbé une fois élu, ce qui revient sans doute en fait à une ingérence dans l'élection.

Le vicomte de Béziers se réserve encore la moitié de la

13. Immédiatement après le texte rapporté au début de la n. 12 vient : *exceptus electionem Sancti Salvatoris et exceptus medietatem de ipsum domum et exceptus communia ejusdem loci... et exceptus medietatem de ipsa dominicatura, quam Bermundus suprascriptus ibi habebat octo dies post festivitatem sancti Nazarii neque in antea illi advenerit, exceptus ipsos placitos de ipsas dominicaturas et de communia suprascripta de Sancti Salvatoris.*

14. V. en ce sens pour les avoueries seigneuriales dans le nord de la France Senn, *Avoueries ecclésiastiques*, pp. 151-152.

15. En admettant même que Gellone, abbaye royale, n'ait obtenu aucun privilège lui concédant l'immunité et la libre élection de l'abbé (ce qui serait, nous l'avons indiqué, bien surprenant et qui contredirait la charte même que nous analysons où figure le mot *electio*) les véritables successeurs aux droits du roi dans la région auraient été les comtes de Toulouse, en tant que successeurs des comtes de Lodève, et les vicomtes de Lodève. Or ni les uns ni les autres n'ont jamais revendiqué un tel rôle.

16. V. aussi à titre d'exemple, *supra*, l'élection et la confirmation d'Hugue III en 1196. L'usurpation de Guilhem de Roquefeuil en 1219 ne prouve rien contre la liberté d'élection ; elle paraît une pure voie de fait. Noter que la bulle de 1068 n'accorde pas la libre élection ; elle la suppose et oblige l'Ordinaire à bénir l'abbé ainsi élu. Il est certain que la protection pontificale pourrait avoir modifié les rapports entre l'abbaye et les propriétaires ou patrons. La ch. 383 dit expressément que les bulles de 1066 et 1068 ont été sollicitées par l'abbaye afin de se protéger contre les interventions des Anduze dans l'affaire de Sauve.

maison ¹⁷ et les *communia* d'Aniane, c'est-à-dire les bois et les pâturages, la moitié de la *dominicatura* que Bermond de Sauve tient déjà à Aniane, enfin les plaids, c'est-à-dire, croyons-nous bien, l'exercice de la justice en ce qui concerne la *dominicatura* et les *communia*.

Qu'est-ce au juste que cette *dominicatura* ? on pourrait penser au *mansus indominicatus*, mais cela soulèverait de grosses difficultés ¹⁸ et le sens courant du mot est plutôt *dominium*, *proprietas* ¹⁹. Par ailleurs il est précisé que la *dominicatura* doit être considérée telle que Bermond la tenait huit jours après la fête de Saint Nazaire ; il semble donc bien que ce sont ici des terres d'Aniane qui, passées entre les mains de Bermond de Sauve, sont exploitées par lui directement ou par ses propres tenanciers sans payer redevance à l'abbaye.

Par cette série de réserves et l'inféodation même des monastères, le vicomte de Béziers et le marquis de Sauve se comportent comme si les abbayes pouvaient être objets de propriété privée, comme si les terres de celles-ci ou une partie de ces terres pouvaient être exploitées, partagées ou amodiées comme leurs propres alleux ou fiefs ²⁰.

Nous voici, avec une pareille charte, bien loin de la simple avouerie seigneuriale, plus loin encore de la *custodia*

17. Quelle est exactement cette maison et comment, dans quelles conditions Pierre Raimond peut-il s'en réserver la moitié ?

18. Que deviendraient alors les moines qui par hypothèse résident dans le *mansus indominicatus* de l'abbaye ? ils ne seraient plus que de simples tenanciers. — Une semblable interprétation ne tendrait à rien moins qu'à nier la personnalité juridique de l'abbaye et à établir sa confiscation par les barons.

19. V. Du Cange, s. v° *Dominium* — c'est d'ailleurs le sens que le mot paraît bien avoir dans la ch. 82 au Cartulaire (1032-1048) qui est un accensement moyennant trois porcs retenus par l'abbé *in dominicatura*.

20. Notre interprétation se confirme lorsqu'on achève la lecture de la charte : toute sous-inféodation ou sous-accensement, tout engagement ou aliénation, plus spécialement en main-morte, est interdit à Bermond de Sauve sans la permission de Pierre Raimond. La clause est assez fréquente dans les inféodations : *Hoc vero quod illi datum est ad Bermundo in suprascriptas abbatias per manum iamdieti Petri, Bermundus suprascriptus non donet, neque impignoret neque per fevum ad ullum hominem nec feminam non donet neque ad sanctum neque ad sanctam, sine absolutione suprascripti Petri.*

que peut nous révéler — un siècle plus tard, il est vrai — le serment du comte de Foix pour Saint-Antonin de Frédelas²¹. Il n'est ici question ni de garde ni d'avouerie; les notions juridiques et la rigueur de la terminologie préoccupent assez peu les deux barons qui regardent plus ou moins en fait les terres des deux couvents comme leur copropriété familiale et font à ce sujet tels arrangements qui leur conviennent.

Quelle appréciation juridique porter sur une pareille attitude? Nous ne tirerons pas argument de la charte par laquelle, en 1042, ce même Bermond de Sauve et Almérade, son frère, donnent à Gellone l'église de Saint-Pierre de Meyrueis, à cause de leurs grands crimes, *pro universis facinoribus tantorum criminum nostrorum*²²; la formule est vraiment trop vague pour qu'on puisse y voir le désaveu de la conduite tenue par Bermond vis-à-vis de Gellone; mais une charte postérieure nous éclairera bien davantage.

Le fils d'Almérade, Pierre Almérade d'Anduze, rend à l'abbé Pierre I^{er} *totum alodem Sancti Salvatoris Gellonensis*, tout cet alleu que tiennent en fief Guilhem de Montpellier, Pierre, fils de Gaucelme de Lunel, Hugue, fils de Bernard de Caunaz, et ses cousins²³. Il opère cette restitution moyennant un cheval sellé et bridé et cet animal ne paraît pas, malgré sa valeur, la contre-partie adéquate de la renonciation en cause, mais bien plutôt la contre-prestation destinée à rendre un acte originairement unilatéral plus stable²⁴. Sur le bien qu'il restitue, Pierre Almérade ne peut élever aucune prétention; c'est en effet, l'acte le dit lui-même, l'alleu de

21. *H.d.L.* V, c. 116, n° 579. — CCCCLXXVII, acte de novembre 1149.

22. Ch. 152 — cf. *supra*, chap. III, n. 184.

23. Ch. 128 (1050-1074-1076), v. *H.d.L.* V, 512. — C'est Pierre Almérade qui est sans doute l'auteur de ces inféodations, sans quoi on ne verrait guère comment il a pu mettre la main sur le bien de Gellone.

24. V. également la restitution que, vers 1100, Raimond de Mandagot, cousin de Pierre Almérade, fait à Saint-Pierre de Meyrueis et aux moines de Saint-Guilhem du manse Silvenciacus — qu'il détient probablement sans droit — moyennant cent sous et un mulet (ch. 402). Cf. *supra*, chap. III, n. 190 et 192.

Saint-Sauveur de Gellone et le mot doit avoir ici sa pleine signification, puisque cet alleu est tenu *ad fevum*.

Il paraît au fond bien probable que les Anduze — nous voulons dire cette famille des marquis d'Anduze, marquis et satrapes de Sauve — se sont considérés comme investis, vis-à-vis peut-être d'Aniane, mais surtout de Gellone, d'un droit de patronat qui leur permettait une ingérence plus ou moins active dans la vie de l'abbaye, suivant peut-être les abbés à qui ils avaient affaire. Les démêlés que nous connaissons pour le prieuré de Sauve s'expliqueraient aussi par là, bien que les chartes indiquent soigneusement que la nomination du prieur appartient à l'abbé et au chapitre de Gellone²⁵. Et les bulles apostoliques de 1066 et 1068 ont eu pour but et pour effet d'écarter — entre autres prétentions — celles des Anduze.

Ces prétentions, Gellone ne les a jamais admises, à notre connaissance, et d'ailleurs sur quel fondement reposaient-elles²⁶ ? Mais cela n'a pas empêché les seigneurs d'Anduze de vouloir exercer leurs prérogatives, d'envahir les terres de l'abbaye, le cas échéant, et d'installer à Sauve un intrus²⁷.

D'ailleurs après les bulles de 1066 et 1068, en tout cas

25. Ce soin paraît tout naturel, si l'on veut bien remarquer que la ch. 6 (=381 et 382) de 1029 a été réécrite au temps de l'abbé Pierre et qu'elle figure au seuil du Cartulaire de cet abbé.

26. Ce n'est pas à dire qu'on ne pouvait leur donner une apparence de fondement : le plaid de 1030-1037 devant l'évêque de Béziers le donnerait à supposer.

27. Ce prétendu patronat rendrait également compte de l'intérêt que les Anduze ont porté à Gellone et des donations qu'ils lui ont faites, par exemple pour Saint-Pierre de Meyrueis, postérieurement à l'acte ci-dessus analysé. — La ch. 586 apporte un curieux témoignage des relations persistantes de l'abbaye avec des seigneurs d'Anduze (sont-ils de la même famille ?) c'est en effet une sorte de quittance donnée à l'abbé en décembre 1204 par un certain Benoît Bolgar de 1500 sous de Melgueil, *quos pro expensas meas in castro Verduno feceram, mandato et voluntate domini Bernardi de Andusia mihi promisistis* ; des dépenses ayant été faites pour le château de Verdun, l'abbaye a consenti à les payer sur l'ordre du seigneur Bernard d'Anduze ; d'où il faudrait peut-être conclure que ledit Bernard tenait à ce moment la châtellenie de Verdun (qui avait fait quelque temps auparavant l'objet d'une longue contestation).

après l'affaire de Sauve, c'est-à-dire après 1074, de pareils faits ne paraissent plus se reproduire²⁸. Si l'abbaye et ses terres sont toujours une proie tentante, nous ne trouvons plus un acte plus ou moins juridique qui en règle la dévolution au profit d'un pouvoir laïque ; le plaid de 1030-1037 dont nous venons de parler est le seul exemple que nous en ayons. Mais la proie dont il est question n'a pas cessé de tenter bien des appétits ; on peut relever à travers le Cartulaire divers exemples de l'exploitation — le mot ne paraît pas trop fort — à laquelle l'abbaye a pu être soumise²⁹⁻³⁰.

§ 2. — *Les essais de custodia.*

Aussi voyons-nous se dessiner dans le courant du xii^e siècle, exactement en 1133, une tentative de l'abbaye pour se mieux protéger. Mais la chose est assez faiblement et timidement marquée. Le samedi 15 avril 1133, Béranger Raimond, comte d'Arles, vicomte de Millau, Gévaudan et Carlat, ratifie une donation faite sept ans auparavant, en 1126, par Pierre Guibert, viguier de son père et prédéces-

28. Au début du xiii^e siècle, l'intrusion de Guilhem de Roquefeuil ne pose pas du tout une question de patronat, cf. *supra*, chap. III, n. 134. — Sur les modifications que les bulles peuvent avoir apportées au statut juridique de l'abbaye, v. le chapitre suivant.

29. Pour les contestations sans cesse renaissantes et les *guirpitiones* payées, v. par exemple ci-dessus pour Saint-Pierre de Meyrueis ; v. en outre ch. 291 et 292 (cà 1100 jusqu'en 1119), 304 (1118) et l'affaire de la châtellenie de Verdun (*infra*, p. 199 n. 96). — Signalons au passage la charte bien curieuse par laquelle Raimond Guilhem de Montpeyroux reconnaît qu'il tient à tort une terre qu'il a enlevée à l'abbaye : *nunc autem recognosco me culpabilem et peccatorem* ; il la rendra assurément, il la rendra après sa mort avec, il est vrai, d'autres biens ; c'est la ch. 186 (1099) ; cf. aussi ch. 244 (1107).

30. Le seul rapport que nous puissions désormais saisir entre les vicomtes d'Agde et de Béziers et notre abbaye, est une donation faite le 31 août 1101 par Bernard *vicecomes* sur le point de partir pour Jérusalem : c'est une donation *ad proprium alodem* d'une église sise au diocèse d'Agde (ch. 299) — Les vicomtés sont, après la mort de Roger III, fils de Pierre Raimond, passées, en 1067, par Ermengarde, sœur de Roger et son héritière, à Raimond Bernard, vicomte d'Albi et de Nîmes, et à la famille des Trencavels, *H.d.L.* V, 104 s. et 113.

seur³¹ à Saint-Étienne de Larzac³², d'une maison située à Millau³³; mais par le même acte l'abbé Guilhem II verse *pro amore* entre les mains du comte une somme de deux cent sous de Melgueil, moyennant quoi le comte prend *omnem honorem Sancti Guillelmi in manutenentia et defensione* et ordonne à son bayle *ut ita eam defendas et custodias ad projectum Sancti Willelmi, sicuti meam*³⁴.

La même année 1133, Raimond de Andusa confirme la donation du manse de Bogeta³⁵ faite à l'abbaye par son oncle Bertrand. Il a d'ailleurs touché pour cela deux cent sous de Melgueil du précédent abbé Pierre II et cent vingt du présent abbé Guilhem. Celui-ci lui concède en outre en fief, non pas le manse, mais les tenanciers du manse, vassaux ou censitaires³⁶, pour qu'il soit le fidèle et l'ami de Saint-Guilhem et *ut hunc honorem guericas*³⁷ *nobis de omnibus hominibus*, ce à quoi Raimond s'engage³⁸.

Sans rechercher dans quelle mesure de pareilles conventions ont été spontanément acceptées par l'abbaye, sans même nous demander si elles ne masquent pas de nouvelles exactions se dissimulant mal (au moins pour l'acte qui intéresse Raimond d'Anduze³⁹) sous les dehors d'une charte de

31. Raimond Bérenger III, comte de Barcelone.

32. v. ch. 440. — Pour la viguerie de Pierre Guibert cpr 455.

33. Cette ratification a l'aspect d'une donation nouvelle et qui se suffit à elle-même. Ces « actes du seigneur rédigés dans les mêmes termes que ceux de son vassal » sont assez fréquents. Cf. pour la Normandie Géneval, compte-rendu in *R.H.D.*, 1927, p. 158.

34. Ch. 161. Cf. *H.d.L.*, V, 994 ; v. Declareuil, *Hist. gén. du droit*, 195, n. 29. — on pourrait penser que dans les 200 sous versés par l'abbaye il y a le prix de la ratification seigneuriale donnée à la mutation de la maison, par conséquent de l'amortissement du bien, mais la teneur même de la charte montre que c'est en contre-partie de la finance perçue que le vicomte de Millau prend les biens de Saint-Guilhem dans sa garde. L'amortissement serait bien postérieur à la donation et la somme en pourrait sembler bien élevée.

35. Dans la baylie de Frodet au diocèse de Maguelone. V. ch. 499.

36. *Et ego, Guillelmus, abbas, dono tibi Raimundo... ad fevum fevales et omnium et servicium illorum et quantum in eodem manso de Boieta fevales debent habere...*

37. Ce verbe se rattache à *gueritus* et *gariscere* où est impliquée une idée de « garantie » ; v. Du Cange, *his v^{is}*.

38. Ch. 531.

39. A la rigueur il n'est pas sûr que Raimond d'Anduze agisse ici de façon

protection, il nous paraît qu'il y a là de vagues linéaments d'une avouerie seigneuriale. Le mot de *custodia* figure dans la charte émanant du vicomte de Millau et la même promesse de protection se trouve dans celle de Raimond d'Anduze. Mais il s'agit ici d'une surveillance plus active qu'une garde générale, et plus étroite : Raimond d'Anduze ne gardera que le manse de Bogeta, comme le vicomte de Millau, malgré les termes généraux de la charte, ne défendra en réalité que l'*honor* de Saint-Guilhem qui se trouve sur ses domaines ; cela paraît établi par l'ordre donné à Guilhem de Avaishin, bayle du vicomte, et par la restriction qui continue la phrase : *accipio omnem honorem... in manutentionia... et illam nominatim quam Petrus Guiberti dedit Sancto Willelmo*⁴⁰. Que ces deux gardes soient limitées dans l'espace, leur propre coexistence en 1133 pourrait encore le démontrer.

Chacun de nos deux seigneurs va donc opérer sur ses domaines, sur des terres où il exerce soit la seigneurie justicière, soit seulement la seigneurie foncière : le vicomte de Millau dans sa propre vicomté et Raimond d'Anduze dans le fief même qui vient de lui être concédé. Par la ch. 531 en effet, le monastère intercale entre ses tenanciers et lui un vassal intermédiaire⁴¹ et nous trouvons ici ce qui caractérise à l'origine le fief d'avouerie, l'absence de toute

absolument intéressée ; il promet de protéger l'abbaye contre toute spoliation dans le manse, ce qui n'est pas dans ses obligations de vassal ; peut-être y a-t-il eu déjà des conflits à ce sujet entre le monastère et des inconnus et les sommes payées par Gellone représentent-elles le prix de l'intervention de Raimond d'Anduze ? — mais nous voudrions bien ne pas écrire un roman et le sens obvie de l'acte ne témoigne-t-il pas en faveur d'une opération lucrative de la part de Raimond ?

40. La *quirpittio* faite en 1133 et payée par Saint-Guilhem 50 sous à des individus qui sont probablement les parents du tenancier ou du locataire installé dans l'immeuble de Pierre Guibert (ch. 162), marque bien l'intérêt tout spécial que le monastère attachait à sa maison de Millau et explique qu'il se soit résolu à acquérir ainsi la protection du vicomte.

41. Qui va ainsi augmenter d'un degré la chaîne féodale, chose théoriquement délicate, si les *fevales* de la ch. 531 sont bien des vassaux ; au reste ces aliénations d'une part de la directe sont fréquentes au Cartulaire.

promesse de protection de la part de l'abbé, puisque c'est au contraire le gardien qui s'engage à protéger le bien du monastère ⁴².

Cette garde que nous présentent nos textes est au surplus une garde intéressée : le vicomte de Millau a touché deux cent sous ; Raimond d'Anduze en a touché (pour sa *guirpitio*, il est vrai) trois cent vingt ; il reçoit en plus l'hommage et les services des vassaux ou des tenanciers du manse, il aura donc sur eux les droits seigneuriaux ⁴³ ; la garde que nous voyons par conséquent se dessiner ici se distingue et par sa limitation et par sa non-gratuité d'une garde comme celle, déjà citée, du comte de Foix sur Saint-Antonin-de-Frédélas ⁴⁴ ; elle se rapprocherait plutôt, mais sans avoir peut-être les mêmes caractères de stabilité ⁴⁵ et la même rémunération, de l'avouerie seigneuriale connue au nord de la Loire.

La garde que nous venons de décrire autant que les documents nous l'ont permis, si elle n'est pas systématisée juridiquement ni fortement organisée, se retrouve cependant dans la région. Une charte d'Aniane datée d'octobre 1175 ⁴⁶ nous montre encore l'infirmier de ce monastère ⁴⁷, Pons de Cournon, concluant un pacte avec Bertrand de Montlaur : comme l'abbé d'Aniane Raimond Guilhem a vis-à-vis de Bertrand une dette (dont le montant n'est pas précisé), Pons de Cournon craint qu'on ne lui saisisse les cens et revenus de l'infirmier pour une sorte de compensation. Bertrand de Montlaur l'assure qu'il n'en fera rien ; il prend ces revenus dans les paroisses de Saint-Étienne de Fontanès et Sainte-Croix de Quintillargues ⁴⁸ *in custodia et in salva-*

42. Senn, *op. cit.*, p. 134.

43. Sans avoir droit d'ailleurs à des redevances spéciales en tant que gardien.

44. A plus forte raison de la garde générale d'un duc de Normandie, v. Senn, p. 130.

45. Rien n'empêcherait d'ailleurs qu'elle fût héréditaire.

46. Cart. d'Aniane, ch. 166.

47. *procurator infirmarie Anianensis*.

48. Les deux villages se touchent, quoique l'un soit au canton de Claret, l'autre au canton des Matelles, dans l'arrondissement de Montpellier.

taria et, pour cela, il reçoit de Pons de Cournon cent sous de Melgueil dont il lui donne quittance⁴⁹. Ici encore, nous voyons une garde restreinte dans l'espace⁵⁰ et intéressée, puisque le protégé l'obtient moyennant un versement d'espèces antérieur à l'entrée en charge du protecteur ; ici encore le gardien n'a pas droit en tant que gardien à des redevances particulières⁵¹ ; ici enfin, comme peut-être dans une des chartes intéressant Gellone, le gardien est chargé de défendre un bien contre qui les agressions pourraient venir surtout de lui-même⁵².

Qu'est devenue par la suite cette tentative de protection, cette organisation de garde ? Nous n'en savons rien d'une façon exacte et nous ignorons si le système a été abandonné ou si tout simplement les documents ont disparu. Nous devons toutefois retenir que, ainsi que nous le verrons plus loin, le développement de la baylie tant à Gellone que dans la région, le caractère d'institution de protection que cette baylie a souvent revêtu, ont rendu dans une grande mesure inutile la *custodia* en tant qu'institution propre et ont pu amener sa disparition⁵³.

49. Il serait fort intéressant de préciser qui est Bertrand de Montlaur, mais nos renseignements sont des plus sommaires : en dehors du présent texte Bertrand ne paraît plus au Cart. d'Aniane. Nous savons seulement que Pierre de Fabrègues qui assiste à la mi-décembre 1235 à l'hommage rendu par le roi d'Aragon à l'évêque de Maguelone pour la seigneurie de Montpellier, est son fils. — Il n'est pas douteux que Bertrand et Pierre aient appartenu à cette « ancienne maison » à qui le diocèse de Maguelone a dû deux évêques, Jean II (vers 1158-1190) et Jean III (1232-1247), v. *Gallia*, VI, 731 s. Sur cette maison de Montlaur, à part la prélature de deux de ses membres, on ne sait pratiquement rien (*H.d.L.*, VI, 698). — Notons que Montlaur est dans l'actuelle commune de Montaud, canton de Castries, donc fort proche des deux paroisses où Bertrand devait exercer sa *custodia*. Notons en outre la coïncidence de cette *custodia* avec l'épiscopat d'un Montlaur.

50. L'assurance que donne Bertrand de Montlaur de ne pas les saisir, s'étend à tous les revenus de l'infirmerie, *ubicumque sint nec in omni honore qui pertinet eidem infirmarie* ; au contraire la *custodia* est limitée aux paroisses ci-dessus indiquées, n. 48.

51. Les redevances que peut percevoir Raimond d'Anduze à propos du manse de Bogeta (ci-dessus n. 43) proviennent juridiquement, non de sa garde, mais de l'inféodation qui lui a été consentie.

52. Nous n'osons insister plus longuement sur ce point de vue, car les textes de Gellone ne l'autorisent pas absolument, au moins la ch. 161.

53. V. *infra*, chap. VI.

§ 3. — *L'Abbaye et le roi de France.*

Mais quelques années plus tard et toujours dans le courant du XII^e siècle, Gellone qui s'était déjà montrée soucieuse depuis les bulles d'Alexandre II de s'acquérir la protection pontificale⁵⁴, se tournera pour la première fois, à notre connaissance, vers le roi de France. Le diplôme donné à Senlis en 1162⁵⁵ est d'ailleurs le seul document que nous ayons sur les rapports de Gellone et du pouvoir royal durant la période où sont circonscrites nos recherches.

Le désir du monastère correspondait aux desseins du roi. On sait en effet — et l'histoire générale connaît bien — les efforts de Louis VII pour intervenir en Languedoc et son habileté pour utiliser à cette fin les affaires ecclésiastiques⁵⁶. Dès avant la croisade albigeoise le pouvoir royal accordera divers diplômes et privilèges à des abbayes et des églises méridionales sans se soucier, du moins dans les textes, des seigneuries intermédiaires, ici des comtes de Toulouse et des vicomtes de Lodève.

L'acte royal de 1162 délivré, est-il dit, à la prière de l'abbé Richard, confirme Gellone dans la possession de biens qu'il énumère : la *villa Sancti Guillelmi* et le château de Verdun qui la surplombe, la *villa* de Saint-Jean-de-Fos, Saint-Genès de Ledos⁵⁷, le fisc de Miliac⁵⁸, Saint-Pargoire, les *villae* de Milician et Campagnan, Saint-Martin de Cas-

54. V., *infra*, chap. V.

55. On peut le dater d'août 1162. Le pape Alexandre III en effet après avoir quitté Montpellier en juillet de cette année-là, se rend à Mende, puis à Brives. Il est à Clermont le 19 août et se rend à Senlis où il rencontre le roi Louis (l'acte royal est d'ailleurs fait *presente domino papa*) ; le 9 septembre, le pape est *apud Dolum* et se retrouve à Tours aux environs du 29 septembre (v. Jaffé).

56. V. Luchaire dans l'*Histoire de France* de Lavisse, III, p. 63.

57. C'est-à-dire de Ledenis.

58. Dont le caractère et l'origine royale sont encore signalés : *quemdam fiscum regium nostrum in pago Biterrense situm qui dicitur Miliacus* et cependant la donation de Miliac à Gellone est fort ancienne, elle remonte sans doute aux Carolingiens.

tries, Saint-Félix de Magarantiac⁵⁹, Saint-Martin de Londres, les *villae* de Petrolianum et Petronianellum⁶⁰. Cette liste n'est d'ailleurs pas complète ; il suffit pour le constater de la comparer avec la bulle, postérieure de deux mois au plus, du 25 octobre 1162⁶¹. L'acte de Senlis indique à coup sûr les principales possessions du monastère ; il confirme d'ailleurs à Gellone par une proposition générale *honorem vero illum quem B. Guillelmus et alii fideles... prefato monasterio tradiderunt in quibuscumque locis sit*.

Il concède en outre à l'abbé la justice, non seulement dans la *villa* de Saint-Guilhem, mais dans toutes les propriétés que l'abbaye peut avoir dans le royaume⁶². La concession royale est d'ailleurs prudente : l'abbé aura la justice *more solito*, ce qui revient, semble-t-il, à confirmer l'ordre existant au moment de la délivrance du diplôme⁶³.

59. Qui est Saint-Félix de Lodez.

60. Près d'Agde.

61. Il est vrai que ce dernier document mentionne les églises et non point directement les ténements appartenant à l'abbaye.

62. *...et quod abbas possit ibi more solito justitiam exercere et non solum ibi* (dans la *villa Si Guillelmi*) *sed in omni honore quem habet in regno nostro*. Ce texte s'éclaire si on le rapproche de la ch. 546 du Cartulaire qui date, elle aussi, de 1162 et relate un compromis et un arbitrage entre le seigneur de Saint-Martin de Londres et le prieur de ce lieu au sujet de difficultés diverses, mais notamment de l'exercice de la justice par le prieur, v. *infra*, p. 193, n. 59. — On peut remarquer que la plupart des chartes représentant l'abbaye en possession de droits de justice sont antérieures à 1162 ; *infra*, p. 185, n. 11.

63. Rien au demeurant n'empêche de penser qu'en 1162 l'abbé est déjà seigneur justicier de Saint-Guilhem ; et son usurpation de la juridiction épiscopale sur les causes matrimoniales dont, en 1253, se plaindra l'évêque de Lodève (*infra*, p. 160) s'expliquerait d'autant mieux que l'abbé aurait déjà la justice laïque. L'arbitrage de 1284 qui tranche de nombreux litiges pendant entre l'évêque et l'abbaye, n'innove très certainement pas sur ce point. La preuve en est le partage des droits de justice sur Saint-Guilhem entre l'abbé et son cellérier à la fin du XII^e siècle, ainsi que l'indique le pouillé du cellérier, ch. 501 (*de placitis ville abbas debet habere duas partes et cellerarius terciam*), et le deuxième partage plus détaillé qui vers 1262 s'opère entre le même prébendé et le viguier du prélat. Dès avant 1284 l'abbé et le monastère ont donc la justice sur Saint-Guilhem et, semble-t-il, bien la justice entière (v. *infra*, p. 189). Quoiqu'il en soit, l'arbitrage de 1284 précise que l'abbé et le monastère auront pleine juridiction, haute et basse justice, toute suzeraineté sur Saint-Guilhem et sa vallée, plus exactement *in omnibus locis quae possidebant infra Villam et Vallem S. Guillelmi prout proprietates et jurisdictio terminata erat in ipso instrumento* (Plantavit, 230).

Enfin le roi, toujours par l'acte de 1162, prend la *villa* de Saint-Jean-de-Fos (*S. Johannes de Gurgite nigro*) sous sa protection⁶⁴ et autorise le monastère à la fortifier⁶⁵. La même permission est donnée pour Saint-Genès de Ledenis, Miliac, Saint-Pargoire, Milician et Campagnan⁶⁶.

Quels avantages précis le diplôme royal a-t-il pu apporter à Gellone ? une confirmation de ses droits, précieuse sans doute, et un réel avantage moral⁶⁷, mais la puissance du roi n'était pas encore assez forte — surtout en Languedoc — pour que nous soyons autorisés à croire que la garde royale a ici réellement pris naissance⁶⁸. Le roi est encore trop loin ; la garde royale en Languedoc ne s'établira vraiment qu'après la croisade albigeoise et, dans le Midi comme dans le reste de la France, la théorie ne s'en développera qu'au cours du XIII^e siècle⁶⁹. Toutefois le diplôme de 1162 — parmi bien d'autres — nous indique et nous fait pressentir les desseins qui animent l'activité royale.

64. Dans la formule pittoresque : *quae amodo sit sub protectione alarum nostrarum*.

65. ...*liceat vallare, muros facere, turrem aedificare et omnem munitionem loco necessariam construere*. C'est sans doute la consécration d'un état de fait préexistant (cf. *infra* ch. V, n. 32 *bis*). — Cette permission s'étend-elle à la *villa* de Saint-Guilhem ? je ne le pense pas, étant donné le rapport des diverses propositions de la phrase ; d'ailleurs Saint-Guilhem se trouvait sous la protection du château de Verdun.

66. Ces terres ne sont pas toutes contiguës, les unes sont au diocèse de Lodève, les autres plus au sud, au diocèse de Béziers. — La bulle d'Alexandre III rendue à Tours le 25 octobre 1162 permet, elle aussi, à Gellone de fortifier la *villa Sancti Johannis* ; le document pontifical ne vise que cette seule propriété ; il donne licence de la retrancher, d'en refaire les fossés et de construire des remparts ou tous autres édifices nécessaires à la défendre, mais le pape introduit ici cette réserve : *salva concordia que inter vos et fratres Anianensis monasterii facta est*. Quel est l'accord dont il est ainsi fait mention ? peut-être tout simplement celui qui est attesté par les ch. 19 et 20 au Cart. (chap. III, n. 43 et 44). — Il est clair que la fortification de Saint-Jean-de-Fos pouvait gêner Aniane ; Saint-Jean est en effet de l'autre côté de l'Hérault — non point d'ailleurs exactement sur le fleuve — en face d'Aniane et pouvait commander le pont construit jadis à frais communs par les deux abbayes.

67. Peut-être aussi, avec la bulle d'Alexandre III, le fondement juridique du droit de fortifier Saint-Jean-de-Fos.

68. D'autant que le roi ne prend pas ici l'abbaye *in manutentione*, mais seulement la *villa* de Saint-Jean-de-Fos pour laquelle, peut-être, à cause des fortifications, un conflit était-il à redouter.

69. V. Senn, p. 181 s. — Beaumanoir, *Coutumes de Beauvaisis*, chap. 46, 1465 et 1466 ; éd. Salmon, II, p. 243. — V. les ordonnances de 1302 et 1303. en faveur des églises de Languedoc citées par Senn, p. 188 n. 4.

§ 4. — *Les comtes de Toulouse et les vicomtes de Lodève.*

Ce que cet acte comporte de curieux, justement à la fin du XII^e siècle, c'est, comme nous l'avons noté au passage, son silence au sujet du comte de Toulouse. Il n'y faudrait pas voir du reste un acte d'hostilité contre Raimond V avec qui Louis VII, son beau-frère, était alors en bons termes.

Mais une remarque générale s'impose à nous : le comte de Toulouse n'apparaît qu'une seule fois dans l'histoire de notre monastère, lorsque Raimond VI s'empare sans droit des biens de l'abbaye et reconnaît en 1209 par le serment de Saint-Gilles qu'il a agi injustement⁷⁰. Dans l'absence de tout autre renseignement sur cet incident, tout nous porte à croire que la main-mise du comte sur les propriétés de Saint-Guilhem n'est qu'un acte de force et n'a aucun caractère juridique. On ne voit d'ailleurs guère comment il pourrait en être autrement, puisque une commise est ici bien improbable et que d'autre part les termes du serment sont vraiment bien formels. Notre affirmation reste vraie : entre le comte de Toulouse et Gellone n'ont pas existé les rapports juridiques actifs que la puissance du comte ferait imaginer, d'autant que celui-ci en tant que duc de Narbonne était le successeur des marquis de Gothie et des comtes disparus de la région⁷¹.

En réalité cela se conçoit assez bien, si nos explications précédentes sur l'immunité accordée à Gellone sont exactes — et nous croyons qu'elles en sont ainsi corroborées. L'abbaye immuniste est devenue une franche-aumône et un alleu justicier⁷² ; les comtes de Toulouse n'avaient donc à

70. *Supra*, p. 114.

71. Guilhem IV de Toulouse prend dans une charte d'environ 1079 en faveur de l'abbaye de Saint-Pons le titre de comte de Lodève, *H.d.L.*, V, 648. — Cela paraît purement ostentatoire et sans portée juridique véritable.

72. On la trouve, nous venons de le dire, en possession indiscutable de droits de justice dès la fin du XI^e siècle, *supra*, n. 62, et *infra*, p. 185. n. 11.

peu près rien à voir chez elle, d'autant que, gênés par leurs grands vassaux ⁷³ ou attirés au loin par la Croisade ⁷⁴, ils n'apportèrent pas dans la revendication et la défense de leurs possibles droits régaliens cette continuité de pensée, cette persévérance dans les détails qui a marqué la politique des rois de France. Pour ces mêmes raisons sans doute, la garde générale des églises telle que l'entendait le duc de Normandie ⁷⁵ leur demeura étrangère ; et d'autre part, au moment de la croisade albigeoise, nous sommes encore bien loin des théories de la directe universelle.

Que Gellone ait été un alleu justicier, voilà encore qui aide à comprendre le rôle joué dans l'histoire de l'abbaye par les vicomtes laïques de Lodève : ceux-ci ne nous apparaissent jamais en effet que comme donateurs, non point comme suzerains ⁷⁶, et cependant l'abbaye se trouvait dans leur mouvance immédiate. Mais les vicomtes ne nous apparaissent jamais non plus comme seigneurs gardiens. On pourrait essayer d'en rendre compte par les considérations suivantes : il ne semble pas que dans le cours du ^x^e siècle la maison vicomtale de Lodève ait été bien puissante ; d'autre part à une date difficile à préciser, au début du ^{xi}^e siècle, la vicomté est passée, sans doute par l'héritage d'une fille ⁷⁷, au vicomte de Carlat et à la branche de la maison

73. Le vicomte de Béziers, par exemple, ne fut pas un modèle de fidélité ; il sut au moment opportun soutenir le comte de Barcelone et susciter au comte de Toulouse les pires embarras.

74. Comme Raimond IV de Saint-Gilles qui mourut comte de Tripoli en 1105.

75. Senn, 95-97.

76. V. les ch. 30 (vers 1000 ; *H.d.L.*, V, 340) ; 96 (1048, *ibid.*, 458) et 460 (1077-1099) ; v. aussi ch. 9 (950-961 ; *H.d.L.*, V, 240) et 81 (31 mars 982 ; *ibid.*, 294) si l'on admet que leurs auteurs sont bien des vicomtes de Lodève. V. en ce sens E. Martin, cité *supra*, p. 95, n. 19. — Cf. aussi ch. 96 et 460 citées ci-dessous n. 77.

77. Nobilie, peut-être fille du vicomte Odo qui figure dans la ch. 30 citée ci-dessus. — Nobilie a épousé Gilbert, vicomte de Carlat, v. ch. 96 du 5 octobre 1048 (*H.d.L.*, V, 458) ; v. *H.d.L.*, III, 139 et 614 qui d'ailleurs se contredisent ; v. aussi *ibid.* 424. — Leur fille Adèle aurait épousé Bérenger II, vicomte de Millau (*H.d.L.*, IV, 130-131) qui souscrit une donation de l'église de Saint-Martin de Mauriac par Jourdain de Creissels, ch. 460 (1077-1099 ; *H.d.L.*, V, 637).

de Millau qui acquit par la suite le comté de Rodez ; le vicomte de Lodève s'éloigna donc de Gellone et ne put par conséquent jouer pour elle un rôle de protecteur, si ce n'est pour les biens de l'abbaye situés à Rodez ou à Millau. Nous n'avons pas d'exemple de *custodia* exercée pour Rodez ⁷⁸ ; nous en avons un pour Millau, c'est la ch. 161 que nous avons analysée plus haut. Mais, chose curieuse, le vicomte de Millau qui se charge ici de la garde n'est pas vicomte de Lodève. Les possessions de la maison de Millau se partagèrent entre les fils du vicomte Bérenger ; la vicomté de Lodève passa à Richard qui devint plus tard comte de Rodez ; les vicomtés de Millau et de Gévaudan ⁷⁹ échurent à Gilbert qui épousa Gerberge, héritière du comté d'Arles, et en eut une fille, Douce. Celle-ci, en février 1112, épouse le comte de Barcelone, Raimond Bérenger III ⁸⁰, qui meurt en juillet 1120 partageant ses États entre ses deux fils ; il laisse à l'aîné le comté de Barcelone et donne au cadet, Bérenger Raimond, l'héritage de Douce, soit le comté d'Arles, les vicomtés de Gévaudan, de Millau et de Carlat pour partie ⁸¹. On voit quel puissant seigneur et d'illustre origine fut le gardien des biens de Gellone dans le Millavois en 1133. On s'explique sans peine que l'abbaye ait désiré sa protection.

Quant à la vicomté de Lodève, elle passa pratiquement en 1188 de la maison de Rodez entre les mains de l'évêque même de Lodève ⁸². Ce ne sera qu'après cette date, assez longtemps plus tard, que l'écho de quelques difficultés temporelles mettant aux prises abbés et évêques-vicomtes nous parviendra ; il ne s'agira pas plus alors qu'auparavant d'une

78. Les possessions de Gellone dans le Ruthénois étaient cependant importantes.

79. La vicomté de Carlat est tenue en pariage. — *H.d.L.*, III, 424.

80. *H.d.L.*, III, 610 s.

81. *Ibid.*, 678-679.

82. Celui-ci ne prendra d'ailleurs le titre de comte de Montbrun, siège de sa maison forte, que tard dans le courant du xiv^e siècle — v. sur tout cela la n. 26, *H.d.L.*, IV, 129 s. ; plus spécialement 132-133.

suzeraineté ou d'une subordination quelconque entre les deux seigneurs, mais seulement de régler l'exercice de divers droits seigneuriaux ou féodaux.

En 1253, l'évêque et l'abbé se mettent d'accord sur l'usage des sources et des eaux appartenant à chacun d'eux pour les animaux qui sont leur propriété ou celle de leurs hommes ⁸³. En 1257, ils concluent un compromis au sujet de la justice dans la *villa* d'Arboras ; l'abbé Pierre de Saint-Sauveur de Lodève, choisi comme arbitre, décide que les causes capitales appartiendront au seul évêque, les causes civiles étant au contraire partagées également entre les deux parties ⁸⁴. Enfin, le 27 septembre 1284, un arbitrage décisif a lieu entre l'évêque et l'abbé ; mais comme il porte sur des conflits de juridiction spirituelle tout autant que de juridiction temporelle, comme d'autrepart il forme un tout, nous avons préféré renvoyer l'analyse de l'acte entier au chapitre suivant ⁸⁵.

83. Plantavit, 181.

84. Sort, 195 ; Plantavit, 189 ; notons, pour ne rien laisser échapper, le partage par moitié entre l'évêque Raimond III et l'abbé Guilhem IV des lods et ventes à percevoir sur un manse ; ce partage date de 1275 (Plantavit, 216).

85. Cet arbitrage, préparé par une première décision rendue en 1282 (*infra*, p. 161), a été précisé et complété par un deuxième arbitrage du 17 octobre 1286 (*infra*, p. 163).

CHAPITRE V

L'ABBAYE ET LES AUTORITES SPIRITUELLES

Nous nous proposons d'étudier tout à la fois les rapports de l'abbaye de Gellone avec l'évêque de Lodève ainsi qu'avec le Siège apostolique : les deux choses sont, on le verra, étroitement connexes. L'abbaye a poursuivi avec ténacité sa libération et son exemption vis-à-vis de la juridiction épiscopale, mais ces luttes se sont, à notre connaissance, déroulées sans grand éclat et ont été définitivement terminées à la fin du XIII^e siècle par un arbitrage ¹.

Nous croyons opportun d'exposer d'abord le contenu de nos documents dans leur ordre chronologique et d'en tirer ensuite les conclusions juridiques ².

§ 1. — *Les documents.*

I. — Ecartons en commençant — pour les raisons que nous avons indiquées plus haut ³ — cette plainte qu'au rapport

1. Il faut avoir soin d'ailleurs de distinguer dans les questions en litige celles qui résultent de la situation des parties en tant que seigneurs féodaux et celles qui naissent des conflits de juridiction canonique. Ce sont ces dernières qui nous occuperont uniquement.

2. Cela nous amènera sans doute à quelque répétition, mais, je l'espère, à plus de clarté dans l'exposé.

3. Chap. III, n. 4.

un peu fantaisiste de Plantavit un certain Raoul, évêque de Lodève, aurait formulée auprès du pape Grégoire IV en 840, motif pris de ce que les curés des deux paroisses du village même de Saint-Guilhem, Saint-Barthélémy et Saint-Laurent, lui auraient refusé, à lui évêque, l'*obedientia debita*.

Les relations de Gellone avec son Ordinaire sont pour nous durant deux siècles et demi sans histoire. Mais dès que le Cartulaire est compilé, le premier document inscrit nous indique combien l'évêque est lié avec le monastère : c'est en effet à la prière de l'évêque Rostaing ⁴ qu'Alexandre II, le 9 mars 1066, après l'incendie qui détruisit le chartrier de l'abbaye, prend celle-ci sous la tutelle et la protection du Saint-Siège et la confirme dans tous les droits dont elle a depuis trente ans la possession pacifique ⁵.

La seconde bulle d'Alexandre II, du 19 mars 1068, rendue sur la demande du monastère, confirme Gellone dans ses possessions et met l'abbaye sous la tutelle et la défense du Siège apostolique. Gellone ne relèvera que de l'Église romaine, mais *proprii episcopi reverentia servata*, lequel évêque devra bénir l'abbé régulièrement élu selon la règle de saint Benoît ; le monastère par ailleurs pourra en appeler librement au Siège apostolique, si l'évêque veut l'opprimer, *si abbas vel monachi se injuste praegravari cognoverint* ⁶.

4. *ipsius (Rostagni) justis petitionibus inclinati...*

5. Cart. ch. I.: *idem monasterium sub tutela et defensione sancte apostolice sedis suscepimus et omnia que juris ipsius sunt queque a triginta annis retro pacifice tenuit... confirmamus*. La bulle ajoute : *ut nullus rex, dux, marchio, chomes, vice chomes, sed neque archiepiscopus aut episcopus seu alicujus dignitatis vel conditionis persona de his omnibus que prefato monasterio presenti pagina confirmamus, auferre, alienare seu diminuere presumat*. Cette interdiction est sanctionnée par la menace d'excommunication *usque ad condignam emendationem*. — Sur les bulles d'Alexandre II, *supra* ch. II, n. 17 et 18.

6. Ch. 2. Cette deuxième bulle ne fait aucune allusion à la bulle précédente de 1066 : *... quia devotio vestra postulavit a nobis ut monasterium vestrum defensione nostre romane ecclesie muniremus, inclinati precibus vestris, idem cum omnibus sibi juste pertinentibus sub tutela et defensione apostolice sedis recipimus et ab omni conditione liberum et quietum esse decernimus, ita tamen ut, proprii tantummodo episcopi reverentia servata, nulli loco subiaceat nisi huic sancte romane ecclesie*. L'exemption de la juridiction épiscopale n'est donc

C'est à cette époque, 1066 ou 1068 — et je pencherais plutôt pour la première date ⁷ que se place la lettre pittoresque ⁸ par laquelle Rostaing permet aux moines d'ensevelir librement dans leur cimetière les corps des diocésains de Lodève qui auraient avant leur mort demandé cette faveur ⁹.

II. — Dans sa pancarte du 9 février-26 avril 1123 ¹⁰, Calixte II suivant, dit-il, l'exemple de ses prédécesseurs, Alexandre, Grégoire VII, Urbain et Pascal II, place le monastère sous la protection du Siège apostolique et ratifie *quicquid protectionis, quicquid libertatis prefati predecessores nostri scriptis suis vestro monasterio concesserint*. Il confirme le monastère dans la possession de ses biens dont il énumère les plus importants.

Après la clause habituelle sur l'élection de l'abbé et sa bénédiction par l'évêque ¹¹, la bulle interdit à ce dernier

pas davantage établie par ce deuxième document, mais seulement l'autonomie matérielle du monastère ou plus exactement, si l'on envisage la question juridiquement, sa subordination au seul Siège apostolique, les droits de l'évêque et sa juridiction spirituelle étant réservés et l'appel à Rome n'atteignant pas ces droits dans leur essence. — Cette interprétation est corroborée par la suite de la bulle qui confirme au monastère ses possessions et ajoute : *ut nulla spiritualis seu secularis persona presumat hujus nostre sanctionis scriptum infringere*, et cela ici encore sous menace d'excommunication.

7. Rostaing dit en effet qu'il a passé tout « ce » carême à Rome et qu'il a obtenu du pape diverses grâces, tant pour lui que pour Gellone ; or il a obtenu à coup sûr la bulle de 1066 ; il n'est presque certainement pas intervenu pour celle de 1068 rendue sur les prières des frères de Gellone.

8. Cart. ch. 14 ; l'évêque se dit forcé par les prières importunes et les si grandes adjurations des moines : *vos importunis precibus me cogitis... unde ego annuens tantis vestris obsecrationibus...*

9. Nous ne savons si la bulle d'Urbain II, en 1090, visait de quelque manière les rapports avec l'Ordinaire. — Notons qu'en 1097, l'évêque Bernard III de Provençères donne à Gellone l'église de Saint-Martin de Montpeyroux (ch. 165). Ce même évêque Bernard assistera à une *guirpitio* de l'église de Cornus en faveur de Gellone ; il assistera également à l'acte de donation de Saint-Martin de Mauriac (ch. 448 et 460 ; les dates de ces actes se placent entre 1081 et 1099 pour le premier et 1077-1099 pour le deuxième). En mars 1120, l'évêque Pierre I Raimond que nous retrouverons plus tard, approuve une *guirpitio* d'un homme et de sa famille faite par Augier, abbé de Saint-Sauveur de Lodève moyennant 110 sous melgoriens (ch. 208).

10. Cf., *supra*, ch. II n. 22.

11. *Electus autem a lutevensi episcopo benedictionem accipiat nisi forte*

d'augmenter de quelque manière les charges et les devoirs du monastère à son endroit ¹². Elle concède en outre, comme la bulle d'Alexandre II, le droit d'en appeler librement au Siège apostolique et décide enfin que l'abbaye ne pourra être mise en interdit que par le pontife romain ¹³. Mais la formule vaut qu'on la signale : *Concedimus etiam ut eiusdem Gellonensis monasterii abbas vel monachi in gravaminibus suis apostolicam sedem libenter appellent et juxta predecessorum nostrorum institutionem ab omni conditione vel seculari dominatione liberum* ¹⁴ *a nullo alio nisi a Romano sedis presule interdicatur. Sed in solius apostolice sedis subiectione permaneat* ¹⁵.

III. — Les pancartes pontificales, qui depuis Calixte II paraissent avoir cessé, reprennent avec l'ancien cistercien Eugène III, le 18 septembre 1146 ¹⁶; le pape, après avoir placé le monastère sous sa protection, le confirme dans la propriété de biens qu'il énumère longuement ¹⁷.

La bulle indique quelles fonctions ecclésiastiques le

idem episcopus apostolice sedis gratia vel communione caruerit aut benedictionem ipsam exhibere sine pravitate voluerit.

12. *Cui tamen (episcopo) ipsum monasterium gravare omnino non liceat.*

13. Le pape garantit encore à Gellone, et spécialement contre l'Ordinaire, la libre circulation des pèlerins qui se rendent sur le tombeau de saint Guilhem ou qui en reviennent.

14. Le texte paraît ici incomplet, on pourrait suppléer à la lueur des pancartes d'Eugène III et Alexandre III : ... *sit ipsum monasterium et quietum, ita tamen ut...*

15. La bulle se clôt par la formule : *Si quis igitur in crastinum archiepiscopus, episcopus, princeps aut dux, comes, vicecomes, aut ecclesiastica quilibet secularisve persona... Si non satisfactione congrua emendaverit potestatis honorisque sui dignitate careat.* Suit la menace d'excommunication. Notons ici l'apparition dans les documents de Gellone de la formule bien connue employée déjà par saint Grégoire pour les fondations de Brunebaut et par Nicolas I^{er} pour Vézelay, formule qui prononce la destitution éventuelle des fonctionnaires publics. Comme dans le diplôme de Vézelay, les *reges* sont omis ici. La formule réapparaît à Aniane dès la fin du XI^e siècle avec Urbain II (Cart. d'Aniane, priv. pont. IV, du 14 avril 1099), elle mentionne l'*imperator aut rex* (Aniane a des possessions en terre d'Empire) ; sur cela v. Fabre, *Etude sur le Liber censuum*, pp. 42-49.

16. Cf., *supra*, chap. II, n. 23.

17. *Gallia* VI, pr. 280. Le texte omet cependant les possessions de l'abbaye dans les diocèses d'Uzès et de Mende ; v. la bulle suivante d'Alexandre III.

monastère devra demander à son évêque de remplir ; ce sont celles qui ressortissent au pouvoir d'ordre¹⁸, pourvu, est-il ajouté, clause de style depuis Grégoire VII, pourvu que l'évêque soit en communion avec le Saint-Siège et ne soit pas simoniaque.

Le droit de libre ensevelissement est ensuite concédé, *salva tamen iusticia matricis ecclesie*. Après la clause ordinaire sur l'élection de l'abbé¹⁹, la bulle confirme la sentence portée par le pape Urbain entre Gellone et Aniane et ajoute *ut nec episcopo aut alicui ministrorum ejus liceat ipsum monasterium gravare*. Défense est faite à toute personne d'arrêter ou de détourner les pèlerins se rendant à Saint-Guilhem ou en revenant ; puis le droit pour le monastère de faire appel au Siège apostolique *in gravaminibus* est consacré une fois de plus, *et iuxta predecessorum nostrorum institutionem ab omni condi(c)tione vel seculari dominatione ipsum monasterium sit liberum et quietum*.

Après quoi — et c'est ici le premier indice d'une contestation qui ne s'est achevée qu'un siècle plus tard — le pape concède ce droit d'appel spécialement dans le cas où l'évêque voudrait *indebite gravare* les deux églises de Saint-Barthélémy et de Saint-Laurent qui sont, nous le savons,

18. Qu'il s'agisse de sacrements ou de sacramentaux d'ordre épiscopal. La bénédiction de l'abbé qui est d'ordre purement sacerdotal « exige dans celui qui l'administre, outre le pouvoir d'ordre, le pouvoir de juridiction » (Valton, *Dictionn. de théologie catholique* v^o Évêques. Questions théologiques, t. 5, col. 1711). Nous retrouverons une énumération analogue dans la décision arbitrale de 1286.

19. La bénédiction de l'abbé par l'évêque rentre dans les fonctions épiscopales énumérées plus haut. — La clause visant l'élection et la bénédiction de l'abbé est constante dans les diplômes intéressant Gellone (sauf dans le premier privilège d'Alexandre II). L'abbé élu par le *major vel sanior pars* du chapitre selon la règle de saint Benoît (là-dessus Declareuil, *op. cit.*, 321, n. 19 et 20 ; Esmein, *L'unanimité et la majorité dans les élections canoniques* dans *Mélanges Fitting*, I, 375) se fera bénir par l'évêque diocésain. — D'ailleurs la clause sur l'élection de l'abbé est parfois absente des pancartes pontificales : v. par exemple, Cart. d'Aniane, priv. pont. VI de Pascal II et XI, XII, XIII, d'Eugène III, Anastase IV et Hadrien IV, ou encore les bulles de Pascal II (1107) et Honorius II (1127) au Cart. de Saint-Père, éd. Guérard, t. II, pp. 257 et 260 ; v. en sens contraire la bulle d'Innocent III du 27 mars 1206, *ibid.*, p. 672.

situées dans le village même de Saint-Guilhem. L'appel sera suspensif; une fois interjeté, on ne pourra mettre les églises en interdit.

Suivent sur l'intégrité des biens du monastère les clauses générales et coutumières qui renferment cette proposition *salva Sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcoporum in predictis ecclesiis canonica justitia*²⁰. Cette réserve devient de style à partir d'Eugène III²¹.

Enfin viennent les anathèmes ou les promesses de vie éternelle selon qu'on essaiera d'enfreindre ou qu'au contraire on respectera les décisions pontificales²².

IV. — Une contestation assez importante s'étant élevée entre Pierre Raimond, évêque de Lodève, et le chapitre de Saint-Genès, sa cathédrale, d'un côté, et Raimond II de Gellone de l'autre, une transaction mit fin au conflit en 1153, sur le conseil d'Aldebertus, évêque de Nîmes. Rapportée par le Cartulaire²³, elle mérite d'être rapidement analysée. Elle porte sur diverses églises dont les unes se

20. *Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat eundem locum temere perturbare aut ejus possessiones auferre... seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva s.a. auctoritate et dioc. ep.i.p.e. canonica justitia.* — V. Declareuil, p. 353, n. 208.

21. Notons en effet à titre d'exemple qu'elle manque dans les bulles de Pascal II (en 1100 et 1106), de Calixte II (15 juillet 1119) et d'Innocent II (29 novembre 1130) au Cartulaire d'Aniane (ces deux derniers documents visent d'ailleurs Goudargues et portent simplement, comme en passant, confirmation générale du monastère dans ses possessions et privilèges). Elle figure en revanche tant dans les bulles d'Eugène III, Anastase IV et Hadrien IV au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. XI, XII, XIII que dans celles d'Eugène III et d'Alexandre III rendues en faveur de Gellone. — Le privilège de Pascal II du 6 janvier 1107 en faveur de Saint-Père de Chartres porte à la fin de la clause *Decernimus itaque ut nulli etc... salvo jure Carnotensis episcopi.* (Cart. de Saint-Père, éd. Guérard, II, p. 258). De même le privilège d'Honorius II du 8 mars 1127 porte à la même place *salva diocesanorum episcoporum justitia* (*ibid.* p. 260).

22. La *Gallia* résume tout cela par *etc...* — La formule est celle de Nicolas I^{er} déjà signalée : elle prive tout convenant au privilège de ses fonctions et dignités, mais elle n'énumère pas les fonctionnaires et se contente de dire *si qua... ecclesiastica secularisve persona...*

23. Ch. 507. Plantavit n'en parle pas.

trouvent dans le diocèse de Lodève et sous la juridiction de l'évêque²⁴, les autres dans des diocèses voisins²⁵. Pour celles-ci, que l'évêque abandonne d'ailleurs au monastère, le débat ne visait évidemment que la jouissance des revenus et des dîmes et par conséquent de revenus et de dîmes déjà cédés et partagés entre divers bénéficiaires. Pour les églises du diocèse, le chapitre et l'évêque réclament soit la possession entière, soit un *quarto*²⁶ ou un *tercium* sur chaque église. L'abbaye prétend en revanche à la libre disposition de deux d'entre elles²⁷. On transige : Gellone se contentera d'une église²⁸, et on fixe séance tenante à un taux forfaitaire les quarts ou les tiers dûs par l'abbaye. Mais on note que pour Saint-Martin de Montpeyroux où les chanoines de Saint-Genès ont la *parata* et le *tercium*, ceux-ci pourront, si les redevances ne sont pas payées à l'échéance, mettre l'église en interdit.

Dans les églises de sa juridiction mentionnées par l'acte, l'évêque a toujours soin de se réserver et le *synodalis census* et la *reverentia episcopalis*. De plus si l'abbé peut installer des prieurs dans toutes les églises qui sont concédées à l'abbaye, on devra nommer des prêtres desservants qui tiendront de l'évêque la *cura animarum*²⁹.

On remarquera que l'accord analysé ne fait aucune

24. Sainte-Marie de Garriga, Saint-Jean de Gurgite-nigro, Saint-Genès de Ledenis, Saint-Martin de Montpeyroux, Saint-Martin de Castries, Saint-Saturnin de Serracio (de Seiras).

25. Saint-Michel de Grémian au diocèse de Maguelone, Saint-Martin de Caux au diocèse d'Agde.

26. Ce quart est, on le sait, une portion normale dans la distribution des revenus ecclésiastiques selon un usage déjà courant à l'époque carolingienne.

27. *Conquerabatur quod eccl. Si Martini de Castrias et eccl. Si Saturnini de Serracio episcopus Ludovenssis et canonici contra juris rationem eis auferebant.*

28. L'abbé renonce à Saint-Saturnin de Seiras. On notera que dans la pancarte postérieure d'Alexandre III, en 1162, cette église sera encore, malgré l'accord présent, mise au nombre des biens de Gellone.

29. *In omnibus jam dictis ecclesiis episcopatus Lodovenssis licebit abbati sancti Guillelmi monachos ministratores earum ponere, ita tamen ut monachus ibi ministrans presbiterum sub se habeat qui curam animarum ab episcopo recipiat.* — On est donc bien en présence d'un *jus patronatus* et non point de paroisses incorporées.

mention des églises de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent ³⁰.

V. — Le 25 octobre 1162, le pape Alexandre III qui vient de séjourner assez longuement à Montpellier, confirme à l'abbé Richard la protection du Siège apostolique.

Le document, tout en reprenant d'une façon générale et parfois expressément la bulle d'Eugène III ³¹, semble plus systématique que les pancartes précédentes. Il est plus long, plus copieux et plus détaillé. Il débute comme tous les documents de ce genre par un exorde en une ou deux propositions générales sur le rôle du Saint-Siège ; il continue par la prise du monastère, *ad exemplar... Paparum Eugenii et Adriani, sub beati Petri et nostra protectione* et il confirme les droits de propriété de l'abbaye. Suit l'énumération des biens qui est certainement l'inventaire le plus complet que nous possédions en forme authentique des richesses territoriales de Gellone ³².

Le document pontifical reprend mot pour mot la précédente bulle d'Eugène III sur les fonctions épiscopales de l'évêque de Lodève, sur le libre ensevelissement dans le cimetière de Gellone et sur l'élection de l'abbé.

Puis, s'écartant de la bulle précédente, notre document concède à l'abbaye le droit de fortifier Saint-Jean-de-Fos ^{32 bis}, *salva concordia que inter vos et fratres Anianensis monasterii*

30. La même année 1153, l'évêque Pierre assiste à l'acte conclu entre l'abbaye et les Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem ; Cartulaire ch. 506.

31. La bulle se réfère aussi à une décision d'Hadrien IV que nous ignorons. Elle reproduit mot-à-mot certains passages de la bulle d'Eugène III.

32. Ce catalogue porte une interversion que nous signalons en note sous son texte. — Les pancartes n'énumèrent d'ailleurs pas toujours tous les biens d'une abbaye, mais tantôt une part, tantôt une autre, peut-être les biens les plus récemment acquis ou sujets à contestation. — Cf. les deux pancartes de Pascal II (4 février 1107) et Calixte II (17 février 1124) en faveur de Savigny (Cartulaire de Savigny, éd. Bernard, nos 808 et 901) ; cf. encore les pancartes pour Saint-Victor de Marseille (Cartulaire de Saint-Victor, *pass.*, notamment les bulles de Grégoire VII des 4 juillet 1079 et 18 avril 1081, nos 843 et 841). Peu à peu d'ailleurs plutôt que les ténements ce sont les églises construites sur tel ou tel territoire qui sont énumérées.

32 bis. Cela confirme un état de fait déjà existant, puisque la bulle indique parmi les possessions de l'abbaye *ecclesiam Sci Johannis cum villa et munitione sua*.

facta est. Il décide que tous les biens, églises ou dîmes que le monastère possède depuis quarante ans sans interruption de droit, sont sa propriété *in perpetuum* ³³. Il confirme une fois de plus la décision du pape Urbain dans le litige avec Aniane, proclame selon la décision du pape Calixte que le monastère ne peut être interdit que par le pontife romain ou son légat et exonère Gellone des dîmes quel'on voudrait lever sur les terres nouvellement défrichées, ses *novales*, ou sur les grains servant à la nourriture de ses animaux, son cheptel et sa cavalerie, sans doute ³⁴. En outre, pour garantir la paix au monastère, le pape décide que dans un périmètre déterminé autour de Saint-Guilhem tout attentat contre les personnes ou les choses ³⁵ devra, s'il n'est pas réparé après trois monitions, être censuré de peines canoniques par l'évêque dont la juridiction sera intéressée.

Avec l'interdiction faite à quiconque de retenir les pèlerins se rendant sur le tombeau de saint Guilhem ou en retournant, la bulle reprend la teneur même du document émané d'Eugène III et le suit fidèlement jusqu'à la fin. Elle contient par conséquent le passage sur les églises de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent et la réserve parmi les clauses générales, *salva Sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcoporum in predictis ecclesiis canonica justitia*.

VI. — Ces documents n'ont certes pas fixé de manière définitive les rapports de l'abbaye et de l'Ordinaire. Aussi bien les textes ne sont pas très explicites notamment sur la situation précise des églises de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent. En effet, dès 1164, à nous en rapporter à Plantavit qui est ici notre seule source ³⁶, l'évêque de Lodève, Gau-

33. La première bulle d'Alexandre II fixait cette prescription à 30 ans.

34. Une clause analogue se retrouve dans les pancartes concernant Aniane émanant d'Innocent II en 1130, d'Eugène III, le 11 novembre 1146, d'Anastase IV, le 17 novembre, et d'Hadrien IV, le 12 décembre 1154 (priv. pont. X-XIII au Cartulaire d'Aniane). — La même clause figure dans le *titulus* d'Alexandre III du 5 août 1165 au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. L.

35. Non pas d'ailleurs contre les personnes et les choses relevant du monastère ou lui appartenant.

36. Sort, p. 154, ne fait guère que le copier.

celme de Montpeyrroux³⁷, se plaint au pape de ce que les curés de ces paroisses n'assistent point à ses synodes.

Le pape nomme un juge, nous ne savons pas exactement lequel³⁸, et... l'affaire, qui doit être exposée et jugée à Montpellier le 24 avril 1164, disparaît et se perd³⁹; Plantavit n'en souffle plus mot et nous en ignorons totalement la conclusion.

VII. — Un long espace de temps s'écoule, près d'un siècle, pendant lequel nous n'avons aucun renseignement sur les points qui nous occupent⁴⁰, si ce n'est cependant, en 1228, ces quelques mots que l'on peut relever dans la bulle de Grégoire IX relative à l'usurpation de Guilhem de Marseille^{40 bis} : le Pape dit avoir reçu Pierre Séguier, *Petrus Siguerii monachus pro se ac pro quibusdam aliis monachis monasterii Sancti Guillelmi de Desertis quod ad Romanam ecclesiam nulla medio dicitur pertinere*. Le Cartulaire est muet depuis 1236. C'est au milieu du XIII^e siècle qu'à notre connaissance la lutte reprend par une plainte formulée auprès d'Innocent IV, en 1253, par Guilhem I de Cazouls, évêque de Lodève, pour ce que l'abbé Guilhem IV des Deux-Vierges connaît des causes matrimoniales et *de aliis rebus ecclesiasticis* qui relèvent uniquement de l'évêque. Le pape

37. En 1162 et 1163, le même Gaucelme prend part ou assiste à des jugements intéressant Gellone, ch. 546 et 542. — V. *infra*

38. Selon Plantavit et Sort, le pape aurait délégué « Hugue, évêque d'Agde ». Or en 1164 l'évêque d'Agde est sans doute Adhémar qui, élu en 1153, est cité en 1162 et a pour successeur Guillaume II en 1165. Nous avons déjà pu constater que l'information de Plantavit n'offrait pas une sécurité de tout repos. Il n'y a pas, à notre connaissance, en 1164, le moindre Hugue, sur un siège épiscopal languedocien ; les seuls personnages auxquels on pourrait penser que le pape a fait appel, seraient Hugue, abbé de Saint-Sernin, qui devint évêque de Toulouse dès 1170 (*H.d.L.* IV, 355 et 525) ou Hugue II, abbé de Villemagne en 1156-1162 (*H.d.L.* IV, 577)... en admettant que l'erreur de Plantavit porte, non pas sur le nom du prélat, mais sur son siège.

39. La *Gallia* et l'*H.d.L.* ignorent tout cela. Jaffé ne connaît pas non plus la décision pontificale qui est rapportée par Plantavit, p. 91, *ex registro Bullarum pontificarium*.

40. Notons en mars 1180 la donation à Gellone par le même Gaucelme de Montpeyrroux de l'église de Sainte-Marie de Cambous. — (Cartulaire, ch. 517).

40 bis. Cf. *supra*, p. 118.

nomme l'abbé de Saint-Pons-de-Thomières et le présenteur de Béziers pour trancher le différend. Ici encore Plantavit — chez qui Sort puise ses renseignements — se tait et ne nous en apprend pas davantage ⁴¹ ; Sort, comme il l'a déjà fait pour la précédente affaire de 1164, en induit que les prétentions des abbés à la juridiction épiscopale étaient fondées.

VIII. — Plusieurs années s'écoulaient au cours desquelles évêques et abbés concluent divers accords ou compromis qui réglaient l'exercice réciproque de leurs droits seigneuriaux ⁴². Et le 27 novembre 1281, le pape Martin IV adresse *abbati et conventui monasterii Sancti Guillelmi de Desertis ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis* une petite bulle confirmant *omnes libertates et exemptiones secularium exactionum a... Christi fidelibus rationabiliter vobis... indultas* ⁴³.

IX. — En 1282, l'abbé Guilhem IV et l'évêque Bérenger I de Boussagues s'accordent pour confier à des arbitres le soin de prononcer sur les limites de la vallée de Saint-Guilhem ⁴⁴. Cela offrait, comme nous allons le voir, un double intérêt au point de vue de la justice temporelle et quant à la juridiction épiscopale de l'abbé sur cette région. Or, le 27 septembre 1284, à la suite d'un compromis entre l'évêque et le syndic du chapitre de Lodève d'une part et l'abbé ⁴⁵ et le syndic du monastère de l'autre, le sacriste de Lodève, Raimond Veretus, le prieur de Saint-Saturnin de Pompignan ⁴⁶, Guilhem *de Sancto Johanne*, et un professeur *utriusque juris*, Jacques *de Verincio*, tranchent comme arbitres les différends anciens qui divisaient l'évêque et

41. *Chronol.* p. 180, *ex registro Bullarum*.

42. Nous les avons mentionnés plus haut. Il faut noter qu'entre temps la vicomté de Lodève est passée aux mains de l'évêque, *supra*, ch. IV *in fine*.

43. V. Appendice II.

44. Plantavit, p. 224.

45. L'abbé est bien Guilhem IV des Deux-Vierges et non de Maissolinis, comme écrira Plantavit, p. 228, ou de Monstueiolis, comme croira Magnan.

46. Ce prieuré, situé au diocèse de Nîmes, était, on le sait, resté à Saint-Guilhem après l'érection de Saint-Pierre de Sauve en abbaye indépendante.

l'abbé tant pour leurs droits seigneuriaux ou féodaux que pour la juridiction ecclésiastique ⁴⁷.

Du point de vue féodal, les deux parties échangent leurs droits sur diverses terres et en règlent l'économie ⁴⁸. L'abbé et le monastère se font reconnaître, ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut, par l'évêque-vicomte de Lodève, la haute et basse justice sur le village de Saint-Guilhem et sa vallée ⁴⁹. Mais en plus ils se font reconnaître dans la même limite la pleine juridiction spirituelle tant sur les laïcs que sur les clercs, *exceptis tamen casibus de jure communi solis episcopis reservari solitis* ⁵⁰. L'évêque ou son official devra remettre à l'abbé les clercs qui auraient commis un délit à Saint-Guilhem et se seraient réfugiés ensuite auprès de l'Ordinaire.

L'évêque devra en outre, sans examen préalable, ordonner les moines qui lui seront présentés à cette fin par l'abbé ou le prieur claustral. S'il ne s'exécute pas dans les délais d'usage, les moines pourront être ordonnés par n'importe quel évêque catholique ⁵¹.

47. Une peine de deux cents marcs d'argent a été stipulée. — L'accord soumet à l'appréciation des arbitres toutes les controverses qui peuvent s'être élevées sur les églises, les vigueries, les dîmes et les prémices, les limites des terres, la haute et basse justice, la juridiction temporelle ou spirituelle, les privilèges et droits régaliens.

48. L'abbé renonce notamment à toute réclamation sur une somme de 3.000 sous de Melgueil reçus par Raimond Gaucelme, chevalier, et quelques autres *correi* pour le compte de l'évêque. Celui-ci aura la haute justice, la *justitia sanguinis*, dans la *villa* de Cambous (le prieur ayant la basse et probablement la moyenne justice : *in omnibus aliis casibus...*) et les habitants seront tenus de faire son *exercitium* et sa *cavalcata*. L'évêque aura encore la directe sur divers ténements avec les lods et ventes et les cens, *usatica* et *tascha*, notamment sur les moulins de Carabotis où il aura la justice entière. — Il y a encore quelques autres stipulations, notamment l'échange de deux manses l'un contre l'autre avec les droits, la directe et la justice qu'ils comportent.

49. Reconnaissance qui n'a rien de surprenant, v. *supra* le diplôme de Louis VII, ch. IV, § 3.

50. Nous verrons ce que cela peut signifier — Si l'évêque, pour la réconciliation des églises, vient à coucher à Saint-Guilhem, l'abbé et le monastère feront les dépenses nécessaires à le bien recevoir.

51. Pour les clercs séculiers relevant des églises de la vallée et du village de Saint-Guilhem, c'est-à-dire de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent, l'évêque devra aussi les ordonner à la réquisition de l'abbé ou du prieur,

Enfin l'Ordinaire fera rayer les églises de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent de sa liste synodale et n'en convoquera plus les curés à son synode ⁵².

Ce *modus vivendi* est encore confirmé et précisé deux ans plus tard. Les mêmes syndics ⁵³ choisissent les mêmes arbitres et s'obligent à respecter leur sentence ⁵⁴. Le 17 octobre 1286, le jugement est rendu ; il règle divers litiges pour des droits d'usage ou d'exploise concédés par l'arbitrage précédent ; certains territoires, notamment celui de Carabotis sur l'Hérault avec les moulins qui s'y élèvent ⁵⁵, et la vallée de Saint-Guilhem, sont délimités ; mais quant à la juridiction canonique, il est précisé que l'évêque aura à agir dans la vallée de Saint-Guilhem pour la collation des ordres, la consécration des vierges, des églises et des autels, la confirmation des fidèles, la réconciliation des hérétiques, la dégradation des clercs ordonnés ⁵⁶ ; autrement dit, on devra recourir à l'évêque pour les sacrements ou les sacramentaux qui relèvent de son pouvoir d'ordre ⁵⁷. L'arbitrage

mais il pourra les soumettre, avant de les promouvoir à un ordre supérieur, à l'examen préalable qui lui est interdit pour les moines.

52. Les prieurs de Sainte-Marie de Cambous, Saint-Jean-de-Fos, Saint-Martin de Montpeyroux, Sainte-Marie de la Garrigue, Saint-Martin de Castries ne seront tenus de présenter à l'évêque que des vicaires annuels (donc révocables), lesquels vicaires tiendront de l'évêque la *cura animarum* et lui devront l'*obedientia*. Cpr à ce propos la bulle d'Innocent IV (1^{er} juin 1245), Cartulaire de Saint-Victor, II, n° 883. — L'arbitrage est ratifié le 28 octobre par l'abbé et le couvent et le 1^{er} novembre par l'évêque et le chapitre. — V. sur tout ceci Plantavit, pp. 228-236, qui indique comme référence : *ex Chartulario Episcopi et dicti Monasterii S. Guill.*, cf. *H.d.L.* IV, 539.

53. L'évêque de Lodève est maintenant Bérenger II Guitard.

54. Sous peine de cent livres tournois.

55. Et que l'évêque substitué au monastère, tient en fief du roi de Majorque, seigneur de Montpellier. — V. Plantavit p. 239. — Le roi approuve l'échange en 1286 (Magnan, p. 214, copie le paragraphe correspondant de Plantavit).

56. ...*ad expensas monasterii, si infra villam et vallem praedictas* (de Saint-Guilhem) *episcopus pro faciendis praemissis contigerit declinare*. En revanche l'évêque, s'il a le droit de visite sur l'église de Saint-Genès-de-Ledenis, devra l'exercer à ses frais sans pouvoir prétendre à aucune *parata*. Enfin il est précisé que les deux églises de Saint-Etienne de Eremis et de Saint-Pierre du château de Montpeyroux sont subordonnées à Saint-Martin de Montpeyroux *sine ulla contradictione episcopi*.

57. C'est l'explication de la clause *exceptis casibus episcopis reservari so-*

de 1286 ne fait donc que confirmer et corroborer celui de 1284.

La juridiction épiscopale de l'abbé sur la vallée de Saint-Guilhem durera jusqu'à la fin du ^{xviii}e siècle ⁵⁸, jusqu'au jour où l'évêque même de Lodève deviendra, en 1781, abbé de Saint-Guilhem.

§ 2. — *Conclusions juridiques.*

De l'examen des documents ci-dessus analysés que se dégage-t-il ?

I. — Les privilèges et les pancartes les établissant semblent avoir été demandés par Gellone avec une certaine régularité à partir de 1066 et du pontificat d'Alexandre II. Grégoire VII, Urbain II, Pascal II, Calixte II, Eugène III, Hadrien IV, Alexandre III ont été sollicités par les moines de prendre l'abbaye sous la protection du Siège apostolique. Du milieu du ^{xi}e au milieu du ^{xii}e siècle, l'abbaye s'est souciée, peut-on dire, à chaque nouveau règne de se faire confirmer par le nouveau pontife dans ses possessions, ses privilèges, son indépendance et sa mouvance du Siège romain. Après quoi tous les documents disparaissent et il ne nous parvient plus qu'un écho de ces préoccupations cent ans plus tard, avec le *titulus* de Martin IV.

Aniane de son côté a suivi une politique toute semblable et de Nicolas II ⁵⁹ à Alexandre III, soit sur une période de

litis de l'arbitrage de 1284. — Rapprocher du passage *Crisma vero oleum sanctum* qui figure dans les bulles d'Eugène III et d'Alexandre III — L'évêque et le chapitre de Lodève ratifient cette sentence seulement le 5 mars 1287. Plantavit ne signale d'ailleurs pas cet acte. Nous ne le connaissons que par Sort (pp. 221-224) qui se le rapporte *ex carta separata*.

58. Cf. ch. III, n. 183. Nous trouverons encore un official dans la liste des officiers claustraux qu'au début du ^{xviii}e siècle nous donne Sort, pp. xij et xiiij. — Sur les officiaux d'abbés, v. P. Fournier, *Les Officialités au Moyen-Age*, p. 12.

59. Il convient de ne pas oublier la bulle de Jean XV, telle que nous la

plus d'un siècle, nous relevons des pancartes et des privilèges d'Alexandre II, Urbain II, Pascal II, Calixte II, Innocent II, Eugène III, Anastase IV, Hadrien IV⁶⁰. Nous sommes donc autorisés à voir ici encore, entre diverses préoccupations, le même souci — qui se marquait à l'époque carolingienne par le renouvellement des immunités — du renouvellement et de la confirmation des privilèges de l'abbaye par le nouveau pontife, indépendamment d'ailleurs de la confirmation immédiate de certains biens dès leur acquisition⁶¹.

Rien n'est d'ailleurs là propre à Gellone, ni à Aniane ; il suffit, on le sait, de parcourir quelques Cartulaires ou l'inventaire de quelques chartriers pour relever un nombre considérable de bulles renouvelant des privilèges ou des exemptions et confirmant monastères ou chapitres dans leurs fonctions.

Les privilèges seraient donc — comme les immunités de la période franque — « exclusivement personnels »⁶².

rapporte le Cartulaire, priv. pont. I (cf. *supra*, ch. II, n. 130) ; elle constitue en 992 une manifestation sporadique, isolée de la série qui semble avoir vraiment commencé une soixantaine d'années plus tard.

60. Il y a en outre au Cartulaire des bulles d'Honorius II, mais qui ne sont pas des pancartes. Il n'importe guère d'ailleurs que parmi les documents que nous visons quelques-uns aient été réécrits ou falsifiés.

61. V. Cartulaire d'Aniane, priv. pont. VI de Pascal II, XLVI et XLVII d'Hadrien IV ; il s'agit d'églises plus ou moins nouvellement acquises.

62. Declareuil, *Hist. gén. du Droit fr.*, p. 166. — Personnels quant au pontife romain, sans doute, mais quant au bénéficiaire ? on ne pourrait guère le soutenir en présence de bulles adressées à tel abbé *ejusque successoribus regulariter substituendis*, comme on en trouve déjà à partir d'Alexandre II et d'Urbain II au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. III, IV, V, VI, X, XII - XIII ; v. également les ch. 1 et 2 au Cartulaire de Gellone et les bulles de Calixte II et d'Alexandre III en faveur de cette dernière abbaye. — V. aussi les bulles de Léon IX (Cartulaire de Saint-Victor, I, n° 7, p. 7, 7 septembre 1050) et Nicolas (*ibid.* II, n° 1076, p. 544 ; 29 décembre 1059). Les monastères sont en effet des personnes morales (cf. Gierke, *Deutsches Genossenschaftsrecht*, t. II, p. 527 s.). Toutefois un concept de personnalité *ex utraque parte* expliquerait les renouvellements de privilèges au changement de bénéficiaire, surtout lorsque celui-ci tient son droit non d'une vocation héréditaire, mais d'une élection ; mais le fait est beaucoup plus rare et encore la conclusion à en tirer serait-elle discutable ; cf. à ce sujet les deux bulles de Grégoire VII pour Saint-Victor de Marseille ; l'une, du 4 juillet 1079 (Cartulaire S.V. II, n° 843, p. 214), est adressée à l'abbé Bernard de Ruthenis, l'autre, du 18 avril 1081

Peut-être aussi ces renouvellements manifestent-ils le caractère juridiquement indépendant de chaque pontife et son isolement dans la série des papes, situation d'ailleurs semblable à celle de plusieurs souverains médiévaux⁶³. Si le Siège de Rome a une catholicité et une continuité dans le temps indiscutables, son occupant ne prolonge point en lui la personnalité juridique de ses prédécesseurs, d'où une grande utilité à lui faire renouveler les privilèges concédés. En tout cas, à l'époque que nous envisageons, c'est-à-dire au milieu du ^x^e siècle, le renouvellement du diplôme s'explique par deux motifs : il est tout d'abord l'effet d'une prudence précautionneuse et se légitime fort bien, même sans considérations de technique juridique⁶⁴ ; il s'agit de se protéger contre des entreprises qui seront d'autant plus hardies que l'auteur du privilège aura disparu et ne sera plus là pour faire respecter l'ordre établi⁶⁵.

Aussi le plus souvent la pancarte est-elle sollicitée par l'abbaye même qui en bénéficie ; c'est le cas pour Gellone, hormis justement la première bulle d'Alexandre II dont la délivrance a été demandée par l'évêque Rostaing. Mais le plus souvent l'évêque n'interviendra pas et son abstention se comprendra d'autant mieux que le privilège comportera une exemption plus étendue. C'est probablement dans cet effort continu vers une extension de l'exemption qu'il faut voir le second motif du renouvellement des diplômes. A n'en pas douter, c'est par ces renouvellements où les privilèges concédés sont exposés de façon plus détaillée et précise que

(*ibid.* n° 841, p. 210), s'adresse à l'abbé Richard, cardinal-prêtre de l'Eglise romaine. Les deux bulles sont semblables, excepté l'énumération des biens, mais toutes deux portent dans l'adresse : ... *dilecto in Christo filio... abbati... tuisque successoribus ibidem regulariter promovendis*.

63. En France, la règle que *le roi ne meurt point* ne date guère que du début du ^{xv}^e siècle. — V. Declareuil, *op. cit.*, 403, n. 65.

64. On fera d'ailleurs confirmer l'abbaye dans ses possessions, dès que l'occasion s'en présentera, même de façon incidente ; cf. *titulus* de Grégoire IX du 24 septembre 1238, Cartulaire de Saint-Victor, II, p. 262.

65. Cf. le diplôme de Philippe-Auguste en 1183, Cartulaire de Saint-Père, II, p. 660.

les monastères ont pu espérer développer leurs droits et en acquérir de nouveaux.

Les pancartes en faveur de Gellone se répartissent du milieu du ^x^e au milieu du ^{xii}^e siècle.

On pourrait croire que, l'incendie ayant fait disparaître tous les diplômes antérieurs, la bulle de 1066 n'est pas fatalement le premier document par lequel le pontife romain prenne Gellone *sub tutela et protectione*. Il n'y aurait là d'ailleurs rien de surprenant étant donné ce que l'on peut savoir sur l'évolution générale de l'exemption monastique ⁶⁶. Cependant il est probable que le document de 1066 est bien le premier en date.

Le pape a été ici pressé par l'évêque même de Lodève d'accorder sa protection au monastère et il n'est point dit dans l'indication des motifs de la bulle que l'abbaye fût déjà *juris beati Petri* (ou toute autre formule analogue). L'évêque n'aurait sans doute pas manqué d'invoquer un précédent, s'il y en avait eu un ⁶⁷.

Rien à Gellone d'autre part — pas plus qu'à Aniane — ne marque la trace du fameux document par lequel Nicolas I^{er} aurait accordé une exemption générale à tous les monastères francs en 863 ⁶⁸; ce privilège, on le sait d'ailleurs, est très probablement un faux provenant de l'abbaye de Prüm ⁶⁹.

Qu'au contraire les documents pontificaux disparaissent à la fin du ^{xii}^e siècle, sauf le *titulus* de Martin IV — il faut,

66. Dom Leclercq dans le *Dictionn. d'Archéologie chrét.* t. V, v^o Exemption monastique, notamment col. 959-961.

67. On comprend en revanche que la bulle de 1068, sollicitée par les moines, ne rappelle pas la bulle de 1066, sollicitée par l'évêque. — D'autre part la tradition de Gellone indique aussi que les bulles d'Alexandre II ont été demandées afin de parer aux empiètements des seigneurs d'Anduze et de Sauve (ch. 382); elle ne signale pas qu'un pareil titre ait existé auparavant et il est probable que cette omission correspond à la vérité.

68. Chénon, I, 320, n. 1. — V. Migne, P.L. 119, 844-845; Jaffé, 2733, avril 863.

69. V. A. Werminghoff, *Beiträge und Untersuchungen zu den fränkischen Synodalakten* dans *Neues Archiv*, 1902, p. 49 s.

je crois, l'imputer à la destruction véritablement considérable des diverses chartes, déjà pendant les guerres de religion, mais surtout à la période révolutionnaire⁷⁰. En effet la chancellerie pontificale n'a point cessé d'émettre des pancartes et des bulles d'exemption, témoins les documents émanant d'Innocent III et Honorius III pour Saint Père de Chartres par exemple⁷¹, de Clément III, Honorius III et Grégoire IX pour Saint-Victor de Marseille⁷², et de Martin IV pour Gellone même⁷³. Sort connaît d'ailleurs une multitude d'actes et quelques bulles qui ne sont point parvenus jusqu'à nous et qui ont sans doute à jamais disparu, le chartrier de l'abbaye ayant été dispersé et pillé.

II. — Quelle paraît donc, en présence des documents qui nous restent, la situation de Gellone, tant vis-à-vis du pontife romain que de l'évêque de Lodève ?

On sait ce que signifie la prise *sub tutela et defensione apostolice Sedis* ; on sait quelle est la portée de la *libertas romana* au XI^e siècle : l'autonomie accordée par le pape est l'équivalent de l'immunité et ne vise que les biens de l'abbaye. L'exemption — qui n'est pas douteuse — ne concerne que le temporel du monastère⁷⁴. Que la décision

70. Que le Cartulaire ait cessé d'être tenu à jour, cela n'a pas ici très grande importance : sur les bulles que nous connaissons, et qui sont au moins au nombre de neuf, deux seulement nous sont parvenues par le recueil de l'abbé Pierre. Le Cartulaire de l'abbé Guilhem ne nous apprendra plus rien sur ces points.

71. Cartulaire de Saint-Père, éd. Guérard, t. II, 27 mai 1206, p. 672 et 673, 28 avril 1220, p. 682.

72. Cartulaire de Saint-Victor, éd. Guérard, II, p. 366, 19 mars 1190 ; p. 245, 18 juin 1218 ; p. 262, 24 sept. 1238. A la vérité Clément III s'adresse non directement à Saint-Victor de Marseille, mais au prieuré de Chorges ; Grégoire IX confirme la possession de quelques biens et à cette occasion confirme généralement toutes les possessions et les coutumes du monastère. Les documents émanés de Clément III et Grégoire IX sont des *tituli*.

73. Cependant à partir du XIII^e siècle les grandes bulles, et donc les pancartes, deviennent de plus en plus rares ; les *tituli*, brefs et vagues, sont substitués aux longues énumérations des privilèges consistoriaux, pour cesser avec les papes d'Avignon ; Potthast, *passim* ; Giry, *Manuel*, p. 688.

74. V. Fabre, *Etude sur le Liber censuum*, p. 86 : « ... on ne saurait trop le

pontificale déplace la propriété des biens et la fasse passer aux mains du pape, le couvent jouant le rôle de censitaire, d'emphytéote, de tenancier en un mot, comme dans une *precaria oblata*, ainsi que l'indique P. Fabre ⁷⁶; — qu'elle crée simplement un *geteiltes Eigentum* n'impliquant pas un rapport véritable de droit féodal, comme le veut Blumenstok ⁷⁶; — ou qu'elle mette le droit entier de propriété dans le patrimoine de saint Pierre, en imposant au pape de ne pas aliéner le bien ni le détourner jamais de son affectation qui est l'entretien de la congrégation, comme l'indique Esmein ⁷⁷, les documents de Gellone ne nous permettent absolument pas de le dirimer. S'ils ne faisaient régulièrement état (sauf le premier) d'une recommandation des moines, ils nous paraîtraient même plutôt rentrer dans cette deuxième catégorie de diplômes que connaît Blumenstok, qui sans recommandation ni translation de propriété ⁷⁸ créent au profit d'un établissement ecclésiastique les effets mêmes du protectorat pontifical, effets qui naissent en principe du transfert de propriété.

Quel que soit d'ailleurs leur « mécanisme » juridique, l'exemption qu'ils créent n'est pas douteuse, puisque dès la bulle de 1068 il est nettement affirmé que l'abbaye ne sera soumise à personne *nisi huic sancte romane ecclesie*. Que cette exemption interdise à quiconque — même à l'évêque ⁷⁹ — de porter la main sur les biens du monas-

répéter, il ne s'agit en tout cela que de garantir aux monastères leur indépendance temporelle et la liberté de leurs élections. La juridiction de l'évêque demeure intacte, son droit de pasteur n'est pas entamé. » — Encore à la fin du XII^e siècle un diplôme d'Urbain III du 10 juin 1187 nous indiquera que la *libertas* est une « faveur temporelle et pécuniaire » : *libertas ab ecclesia romana vobis indulta quae vos a decimis novalium praestandis absolvit* (cité par Vendeuvre, *L'exemption de visite*, p. 127.)

75. *Op. cit.* sans d'ailleurs beaucoup de rigueur juridique et en décomposant d'une manière quelque peu arbitraire (et anachronique) la propriété en domaine éminent aux mains du pape et domaine utile aux mains du couvent usufructier.

76. *Der päpstliche Schutz im Mittelalter*.

77. N. R. H. 1894, p. 142.

78. Notons que Gellone n'est pas censier du Siège apostolique.

79. L'énumération de la bulle de 1066 le dit expressément.

tère, cela est amplement établi ; mais qu'en revanche cette exemption ne concerne nullement le spirituel, qu'elle se limite au temporel et qu'elle respecte les droits et la justice canoniques de l'évêque, c'est ce que dit la petite proposition querenferme la bulle de 1068 : *proprii tantummodo episcopi reverentia servata*. On retrouve cette réserve en nombre de chartes où elle est évidemment destinée à laisser intacte la juridiction spirituelle et la justice canonique de l'Ordinaire, même si celui-ci abandonne quelques prestations ou droits pécuniaires comme la *parata*⁸⁰ ou le quart⁸¹.

A la vérité il semblerait qu'un grand pas vers l'exemption spirituelle ait été fait par la bulle de Calixte II ; celle-ci ne contient en effet aucune réserve des droits épiscopaux et ordonne que *in solius apostolice sedis subjectione maneat (monasterium)*. Serait-ce là une véritable exemption ?

Il conviendrait assurément d'être déjà prudent et d'hésiter à conclure de la simple absence d'une formule à l'indépendance totale du monastère⁸² ; mais les bulles postérieures d'Eugène III et Alexandre III nous ramèneront à une appréciation plus modeste : le monastère demandera *quecumque sacramenta ecclesiastica* à l'évêque de Lodève ; les droits des Ordinaires dans les églises *susdites* (qui sont les églises appartenant au monastère et déjà longuement énumérées) sont réservés. Enfin si le monastère doit être, selon la formule courante, *liberum et quietum*, c'est *ab omni conditione vel SECULARI dominatione*⁸³.

80. Qui est la face fiscale du droit de visite épiscopale, la finance destinée à subvenir aux dépenses occasionnées par cette visite.

81. Là-dessus, *infra*, n. 112 *in fine* et 113.

82. D'autant que la sujétion au seul Siège apostolique est affirmée après que le pontife romain s'est réservé le droit de frapper le monastère d'interdit. V. Venduvre, p. 75.

83. On peut relever à Aniane une évolution analogue. Alors que les bulles de Pascal II (priv. pont. V et VI) ne portent aucune réserve des droits épiscopaux, tout en confirmant la possession de diverses églises par le monastère (priv. pont. VI), les bulles d'Eugène III, Anastase IV et Hadrien IV (priv. pont. XI, XII, XIII) vont porter, outre la réserve habituelle *salva diocessanorum episcoporum iusticia*, la proposition *Sancimus eciam ut nulli episcoporum, nisi quod iustum et canonicum fuerit et quod habere soliti sunt, a te*

Il paraît donc bien impossible de voir dans les documents que nous venons d'examiner un véritable privilège d'exemption totale ; il y a là simplement un privilège de protection. Cependant il n'est pas douteux que déjà par la bulle de 1068 l'évêque a vu, non pas ses droits entamés, mais la sanction même de ces droits affaiblie entre ses mains et diminuée ; dès 1068, la liberté est concédée au monastère d'en appeler librement au Saint-Siège, si l'évêque veut l'opprimer, et les termes de la bulle — tels qu'ils nous parviennent — laissent supposer que cette oppression est facile à présumer : *ad defendendam propriam innocentiam et episcopi infestationem corrigendam libere hanc sedem appellant*. — Un demi-siècle plus tard, c'est la possibilité de jeter l'interdit sur le monastère que le pape Calixte se réservera, enlevant ainsi à l'évêque un de ses moyens de contrainte canonique. De plus, comme cela s'est produit en général, les réserves faites au cas où l'évêque ne serait pas dans la communion du Siège apostolique ou serait simoniaque, ont pu ouvrir la porte à toute une série de contestations — dont à la vérité il ne reste pour Gellone aucune trace.

Dans le courant du XII^e siècle se produit l'évolution générale qui peu à peu greffe, en quelque sorte, sur la protection apostolique un privilège d'exemption⁸⁴, qui tend à permettre de conclure de la protection à l'exemption. Rien pour Gellone ne nous fait saisir sur-le-champ une évolution analogue, mais son cas se rapproche trop de celui qui a fait l'objet d'une décision topique d'Innocent III, rapportée aux Décrétales⁸⁵, pour que nous n'indiquions pas le développement de cette dernière affaire. Dans un procès entre les moines de Sainte-Croix au diocèse de Coïmbre et leur propre évêque, celui-ci tire argument, entre bien d'autres choses, de ce que le pape Innocent II qui a pris

vel ab ecclesiis tuis aliquid exigere ... presumant. — Il est bien notable que les mots *a te* concernent l'abbé et donc sa propre soumission à l'évêque.

84. V. Fabre, p. 93 s.

85. c. 14, X, 5, 33, *De privilegiis*.

l'abbaye de Sainte-Croix sous la tutelle et protection de saint Pierre « a eu soin de spécifier que l'obéissance à l'évêque diocésain restait sauve, *salva diocesani episcopi reverentia*. Lucius II et Eugène III, après avoir accordé la protection apostolique et confirmé diverses églises au monastère, réservent expressément les droits de l'évêque diocésain »⁸⁶. Les moines répliquent : « Quant à ce « fait qu'Innocent II a réservé la *reverentia* due aux évêques, « c'est plutôt un argument en notre faveur, car s'il a « réservé expressément la *révérence*, c'est donc qu'il sup- « primait toute autre obligation. Ce qu'il entend par « révérence, ses successeurs l'ont explicitement indiqué « après lui, quand ils ont déclaré, dans leurs privilèges, que « les chanoines de Sainte-Croix devaient demander le « chrême, les saintes huiles et les consécration d'autels « à leur évêque diocésain, pourvu qu'il fût catholique et « dans la communion du Saint-Siège, et qu'il n'exigeât « pour l'accomplissement de ses fonctions épiscopales, « aucune rétribution (*gratis absque ulla pravitare*). Enfin, « si Lucius II et Eugène III, après avoir énuméré un cer- « tain nombre d'églises soumises au monastère, ont déclaré « que le droit de l'évêque diocésain restait entier (*jus dio- « cesani episcopi dixerunt esse salvum*), cela encore est un « argument en faveur de Sainte-Croix, car cela ne peut « s'appliquer qu'aux églises dépendantes, et non au mo- « nastère lui-même (*non de capite sed de membris*), puisque « Hadrien parle expressément ici, au pluriel, des évêques « diocésains (*diocesanis episcopis canonicam justitiam re- « servavit*), ce qui ne saurait s'entendre du monastère lui- « même, car une église ne peut avoir plus d'un évêque dio- « césain. D'ailleurs, pour prévenir toute ambiguïté sur « ce point, Alexandre III et ses successeurs ont supprimé « tout ce qui constituait une réserve des droits de l'évêque « et n'ont conservé dans leurs diplômes que la mention « relative au Saint-Siège : *salva apostolicae sedis auctoritate* ».

86. Fabre, p. 103-104.

Après avoir entendu les deux parties et ainsi résumé les arguments présentés de part et d'autre, le pape Innocent III⁸⁷ donna raison aux chanoines de Sainte-Croix contre l'évêque de Coïmbre⁸⁸ ».

Malgré le désir de la papauté de ne pas trop développer les exemptions, malgré les objurgations de saint Bernard à Eugène III⁸⁹, on comprend aisément qu'un raisonnement analogue a pu et a dû se produire pour Gellone et son Ordinaire ; on comprend aussi que les moines, l'évêque et le pape lui-même aient pu à la fin du xii^e siècle penser que de tels diplômes entraînaient une exemption

D'ailleurs le xii^e siècle ne s'écoulera pas sans que la dépendance de Gellone à l'égard de Siège apostolique soit affirmée dans les faits par nos documents ; dès 1196 en effet, l'abbé Hugue III dit que son élection a été confirmée par le pape et, lorsque au début du xiii^e siècle se produira l'intrusion de l'abbé Guilhem de Marseille, ce ne sera point vers l'évêque que se tourneront les moines réfractaires, vers l'évêque qui a cependant, semble-t-il, conservé encore son droit d'excommunication à l'égard de l'abbé et du couvent. On recourra directement au pape, comme si lui seul pouvait intervenir dans le conflit. Aussi bien l'abbaye cherche sans doute à établir sa mouvance immédiate de l'église romaine. La bulle du 26 juillet 1228 adressée à Romain de Saint-Ange parle du monastère de Saint-Guilhem *quod ad Romanam ecclesiam nullo medio dicitur pertinere* ; elle enregistre donc en quelque sorte cette prétention sans la prendre à son compte. Mais une cinquantaine d'années plus tard — en admettant qu'aucun document intermédiaire plus positif n'ait disparu — le privilège de Martin IV sera adressé en termes exprès à l'abbé et au *conventus* du monastère de Saint-Guilhem *ad Romanam ecclesiam nullo medio perti-*

87. Le 26 juin 1203 ; Potthast, 1951.

88. Fabre, p. 104-105.

89. *De consideratione* III, c. IV, Migne P.L. 82, col. 766-769 ; — v. c. 18, X, 5, 33. - de décembre 1204.

nens et l'on sait que ces mots expriment, au gré de Boniface VIII, la pleine exemption spirituelle ⁹⁰.

A. — Ainsi donc tout d'abord les effets de l'exemption monastique doivent être envisagées du point de vue du Siège apostolique.

La sujétion au pape n'est pas étroite. La liberté de l'élection abbatiale est, nous l'avons vu, assurée par les bulles dans la forme la plus normale, *secundum regulam sancti Benedicti* ⁹¹.

Rien dans les documents ne permet d'affirmer que Gellone ait payé un cens quelconque à la Chambre apostolique. Toutes les bulles sont muettes sur ce point et le *Liber censuum* de Cencius — et de ses continuateurs — ignore tant Gellone qu'Aniane ⁹². Cela illustre fort bien la décrétale d'Alexandre III pour qui cens et exemption ne se confondaient pas ⁹³.

Un contrôle s'exerçait cependant sur l'abbaye ; le Siège apostolique confirmait dans ses fonctions l'abbé une fois élu. Cela nous est indiqué, ainsi que nous venons de le dire, par une charte de 1196 où l'abbé Hugue III fait savoir *quod carta ista fuit facta post confirmationem factam a domino C.* ⁹⁴ *papa de electione mea* ⁹⁵. Un acte du 12 mai 1249

90. c. 10, in VI^o, 5, 7, *De privil.*

91. Mais comment entendre la *sanior pars concilii* ? c'est ce qu'il est, en l'absence de l'évêque, difficile de préciser. Peut-être cette imprécision a-t-elle permis l'intrusion de Guilhem de Marseille. — V. Leclercq, *Dictionn. d'Arch. chrét.*, t. IV, v^o Élections abbatiales, col. 2613-2614.

92. Le *Liber censuum* de Cencius (Vaticanus 8486) ne porte rien dans la liste des cens sous la rubrique *In episcopatu Lotevensi* (v. *Le Liber censuum de l'Eglise romaine* publié avec une préface et un commentaire par Paul Fabre, t. I, p. 209). — La liste d'Albinus (Ottobonianus 3057) porte sous la rubrique *In Lodovensi* : *Ecclesia S. Marie de Cornelianis II solidos. Ecclesia S. Marie de Sarebona II solidos (Liber censuum, t. II, p. 117.* — L'identification de ces églises est difficile, *ibid.*, p. 117, n. 2. — Ne seraient-ce pas les prieurés de Corneilla-de-Conflent et de Serrabona, tous deux du diocèse d'Elne et classés ici par erreur ?)

93. c. 8, X, 5, 33, *de privil.* — Cela appuie les théories de Blumenstok, p. 89.

94. Célestin III.

95. Ch. 564.

rapporté par Sort nous indique aussi une confirmation analogue donnée à l'abbé Guilhem IV des Deux-Vierges ⁹⁶. Enfin Honorius IV confirme en 1287 l'élection de Guilhem V de Mostuéjols ⁹⁷.

D'autre part en 1265 Clément IV sanctionne les statuts élaborés par un chapitre général ⁹⁸.

Mais il ne semble pas que le contrôle pontifical sur l'abbaye ait été autrement actif ni qu'il y ait eu de la part du Siège apostolique une ingérence plus immédiate dans la vie conventuelle que l'approbation de certains actes à la requête des moines eux-mêmes ; le pape en quelques circonstances extraordinaires intervient bien comme juge ⁹⁹, mais encore à la demande de l'abbaye ou de ses adversaires ¹⁰⁰.

B. — Quant à l'Ordinaire — et aux Ordinaires dont relèvent les possessions extérieures de l'abbaye, il convient justement de distinguer entre le monastère lui-même et ses possessions, tout en rappelant de façon générale ce que nous avons affirmé plus haut : dès 1066, l'exemption temporelle est accordée à Gellone qui a seule le droit de disposer de ses biens.

a). A l'intérieur du monastère, si l'exemption spirituelle n'existe pas en droit avant la fin du ^{xiii}e siècle, si elle est au ^{xiii}e siècle le résultat, non pas d'une concession formelle, mais plutôt de l'interprétation nouvelle donnée

96. *Supra*, chap. III n. 148.

97. Sort, p. 225. — Remarquons que, selon la bulle de 1228 relative à l'intrusion de Guilhem de Marseille (*supra*, p. 114), les moines plaignants relèvent soigneusement que l'abbé Pierre III Raimond a renoncé à l'abbatiate *absque licencia pontificis Romani*.

98. *Supra*, chap. III, n. 153.

99. Par exemple dans les conflits avec l'Ordinaire, *supra*, n. 39, ou dans l'intrusion d'un abbé plus ou moins simoniaque.

100. Aucun document ne nous renseigne sur la surveillance de la vie intérieure du monastère par l'autorité apostolique et sur l'exercice possible d'un droit de visite. Il faut noter cependant que l'assentiment du pontife romain sera nécessaire pour l'aliénation des biens engagés à Valmagne, selon la bulle de 1176 (*supra*, ch. III, n. 108), bulle adressée d'ailleurs à Valmagne et non pas à Gellone et tendant à protéger cette dernière abbaye contre une spoliation.

à d'anciennés formules, il convient de retenir, comme nous l'avons déjà indiqué, que dès 1068 les armes dont l'Ordinaire dispose pour se faire respecter sont quelque peu émoussées. En fait après l'intervention de Rostaing en cour de Rome, l'évêque de Lodève ne paraît plus jouer un rôle actif dans la vie du monastère.

Il serait particulièrement intéressant de déceler s'il a exercé son droit de visite et jusqu'à quelle époque, mais nous n'avons sur ce point aucun éclaircissement. Que l'évêque ait eu ce droit et l'ait conservé plus ou moins intact, les efforts que l'on fait encore en 1284 pour l'en dépouiller le démontreraient assez bien¹⁰¹; on peut voir dans cet arbitrage la consécration juridique d'un état de fait sans doute bien antérieur, puisque déjà en 1256 l'abbé usurpait la juridiction épiscopale.

Par ailleurs rien ne prouve que l'abbé ait jamais assisté au synode diocésain, même pour les églises tenues par l'abbaye. L'évêque ne paraît pas avoir jamais songé à l'y obliger¹⁰² et l'exemption de l'abbé pourrait être corroborée par l'exemption qui sera plus tard reconnue aux églises paroissiales de Saint-Guilhem¹⁰³.

Enfin les bulles d'Eugène III et d'Alexandre III marquent bien que, tant pour la bénédiction de l'abbé nouvellement installé que pour les fonctions proprement épiscopales, les moines devront s'adresser à l'évêque de Lodève, sauf au cas où celui-ci serait schismatique ou simoniaque; cela n'emporte guère sans doute pour l'évêque que la possibilité de refuser la bénédiction et les ordina-

101. Le droit a dû n'être plus exercé bien avant 1284, mais l'abbaye a tenu à une renonciation de l'évêque à ce moment, de façon à éviter toute contestation ultérieure.

102. Au contraire de l'évêque de Maguelone pour l'abbé d'Aniane, cf. ch. II, n. 171.

103. Noter que pour dispenser l'abbé de se rendre aux synodes diocésains il y a une bulle expresse d'Alexandre III (15 mars 1164-1165) en faveur de Saint-Bertin (Chartes de Saint-Bertin, I, p. 111, n° 244; cf. la pancarte de Clément III du 20 décembre 1188, *ibid.*, n° 363).

tions demandées¹⁰⁴; mais de là pouvait sortir un conflit qui devait aller jusqu'à Rome¹⁰⁵. Depuis 1284 d'ailleurs, l'évêque n'a qu'à s'exécuter « dans les délais d'usage ».

Il paraît bien d'autre part que jusqu'à une date fort basse¹⁰⁶ l'Ordinaire se soit reconnu la juridiction temporelle sur les clercs qui auraient commis quelque délit à Saint-Guilhem et qui seraient tombés en sa puissance. Il prétendait donc à leur égard faire jouer le privilège du for en sa faveur¹⁰⁷. Quoiqu'il en soit, par suite de l'arbitrage de 1284, l'évêque, dans les limites de la vallée de Saint-Guilhem, renonce au profit de l'abbé à sa juridiction spirituelle sur les clercs et les laïcs ainsi qu'à sa juridiction temporelle ecclésiastique sur les clercs; il accepte au surplus d'ordonner sans examen préalable les moines qui lui seront présentés à cette fin par le monastère¹⁰⁸. L'abbé jouira donc désormais en ces lieux de la pleine juridiction épiscopale tant spirituelle que temporelle ecclésiastique, d'autant que les deux paroisses du village passent, comme nous le verrons, sous son contrôle absolu.

Mais, on voudra bien le noter, c'est là un effet non des bulles d'exemption — auxquelles il est du reste postérieur de plus d'un siècle — mais de contestations anciennes, de négociations et, nous pouvons sans doute l'affirmer, de marchandages et de compromis.

b). La situation est toute différente à l'extérieur du cloître, dans les églises que le monastère possède en tout ou en partie. L'immédiatité semble avoir provoqué quelques

104. Pour la bénédiction de l'abbé, cette cérémonie pouvait être différée sans qu'il en résultât le moindre inconvénient dans le fonctionnement et l'administration du monastère (cf. Leclercq, *Dictionn. d'archéol. chrét.*, t. V, v^o Exemption monastique, col. 959). Un texte semble indiquer que le nouvel abbé n'est pleinement investi de sa charge qu'après sa consécration : *in initio cujusque abbatis sancti Guillelmi, iuste et canonice electi atque consecrati.. et tunc ei jacere (debet) sacramentum fidelitatis et ominium*, ch. 543 (1170)

105. Il n'y en a du reste pas d'exemple pour Gellone.

106. 1284, cf., *supra*, n. 50.

107. V. cap. I, in VI^o, 5, 7 et la rubrique. — V. Vendevure, 173 et 175.

108. *Supra*, n. 51. — Le droit de l'évêque survit à peine dans la possibilité de l'examen pour les clercs séculiers présentés à l'ordination.

querelles, mais n'avoir pas en général modifié la situation canonique. Elle n'a rien changé en ce qui concerne la *cura animarum*; dans les prieurés, les clercs desservants tiennent cette charge de l'évêque diocésain et en répondent devant lui¹⁰⁹. C'est là d'ailleurs, croyons-nous, le droit commun et la solution la plus ordinaire en cette matière, témoin cette bulle d'Alexandre III pour Saint-Père de Chartres : *Statuimus ut in parrochiis ecclesiis ... liceat vobis sacerdotes eligere et electos episcopo representare quibus, si idonei inventi fuerint, episcopus animarum curam committat et de plebis cura iidem sacerdotes episcopo, de temporalibus vero vobis debeant respondere*¹¹⁰.

Dans les églises paroissiales dépendant de l'abbaye, l'Ordinaire diocésain a le *quarto*¹¹¹ et la *parata*; il peut convoquer le desservant à son synode et percevoir à cette occasion le cens synodal¹¹². Dans ces églises par consé-

109. Cf. *supra* l'analyse de la ch. 507 de 1153. — En 1152, en approuvant la donation à Gellone de Saint-Vincent de Popian, l'évêque de Béziers aura soin de noter que le prêtre ayant la *cura animarum* devra être agréé par lui (ch. 489).

110. Cart. de Saint-Père, t. II, p. 651, bulle du 3 juin 1164.

111. Parfois le *tercium*, ch. 165.

112. Cf. *supra* ch. 507 de 1153. — V. les donations faites à Gellone par les évêques de Lodève : en 1097, *preter censum qui ecclesie nostre pertinet, videlicet paratam, tercium et sinodum* (ch. 165); en mars 1180 les seuls cens sont énumérés : à la Saint-Gilles (1^{er} septembre), au synode de Pâques... au synode de Toussaint *et nichil amplius unquam* (ch. 517). Le cens synodal est plutôt faible : 5 deniers, 4 deniers et 1 obole. Cpr don de Saint-Martin de Caux par l'évêque d'Agde le 20 février 1098, ch. 276 : *retineo tamen... fidelitatem et servitium, sinodum et paratam et omnem husum sicut in aliis ecclesiis parochialibus integris habeo vel habere debeo*. — Parfois le synode et la *parata* sont seuls énumérés, cf. donation de Saint-Michel de Grémian par l'évêque de Maguelone en 1100-1102 (ch. 318); parfois au contraire c'est sur le *quarto* que l'évêque insiste, cf. don de Saint-Vincent de Popian par les évêques de Béziers, le 26 février 1130 (ch. 488) et en 1152 (ch. 489). Cpr avec la bulle d'Hadrien IV au Cartulaire d'Aniane, priv. pont. XLVI, du 20 avril 1155. — Parfois encore le quart et le synode font l'objet d'un tarif forfaitaire comme dans la donation des églises de Bers, de Meyrueis et de l'Espérou par l'évêque de Nîmes en 1141 (ch. 443); ici le taux paraît assez élevé : 9 sous pour Bers, 20 sous et 10 setiers pour Meyrueis, 2 sous pour l'Espérou. — Cpr la ch. 342 de 1110 dans laquelle on voit à Saint-Martin de Londres le quart devenir une redevance fixe, un cens annuel d'une vache ou de 12 sous au choix des moines, le synode est fixé à 5 sous 10 deniers *inter ambas sinodos*; l'évêque de Maguelone se réserve encore des albergues (ce qui vise sans doute son droit de visite, sa *parata*). Notons d'ailleurs que dans cet acte l'évêque con-

quent la juridiction épiscopale et la justice canonique sont également entières¹¹³; c'est d'ailleurs bien ce qu'affirme la proposition que nous avons relevée dans les imprécations finales des pancartes : *omnia integra conserventur (monasterio)... salva sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcoporum in predictis ecclesiis canonica justitia*.

firme la cession des dîmes, prémices, oblation, cimetières, propriétés, *cum omnibus justiciis*, avec tous droits de justice (ce qui n'engage en rien sa justice canonique).

Il est arrivé que l'évêque ait fait don au monastère de la *parata* et du synode ou d'une quote-part; nous en avons un exemple dans la ch. 155 du 27 décembre 1077-1095 qui donne Saint-Étienne de Larzac et ratifie la collation de Saint-Amans de Buxa, Saint-Martin de Mauriac et Sainte-Marie de Cornus; mais l'évêque retient là un cens épiscopal qui sera de deux livres d'encens au Jeudi Saint. (Ce cens est spécial à l'église de Rodez, cf. ch. 509).

113. On notera que ce règlement des rapports avec l'Ordinaire est celui qui est adopté par la transaction faite entre l'évêque d'Uzès et Aniane, ratifiée par Hadrien IV le 20 avril 1155 (Cart. d'Aniane, priv. pont. XLVI); cf. la charte de confirmation par Gauzfred, évêque de Chartres, donnée, le 27 novembre 1126, *salvo Carnotensis ecclesie jure* (Cartulaire de Saint-Père, II, p. 263). On remarquera également que même si la *parata* ou le *synodus* étaient abandonnés par l'évêque ou supprimés la justice canonique ne serait pas atteinte : voir au Cartulaire de Saint-Père, t. I, p. 247; t. II, pp. 266 et 267; cpr. t. I, p. 242. — V. aussi t. II, p. 260, bulle d'Honorius II du 8 mars 1127 : *Hee vero tres predictae ecclesie, ab omni exactione et redditus synodi et circade immunes, salvo jure episcopali, in sua permaneant libertate*. — Les donations d'églises à Gellone par les divers évêques contiennent la réserve *salvo jure matricis ecclesie* ou *salva episcopali reverentia*; cf., outre les actes déjà indiqués ci-dessus, n. 112, les ch. 396 (1086-1090); 266 (1096-1100); 576 (1098); l'édition du Cartulaire porte ici une erreur provenant d'une lecture défectueuse du manuscrit); 158 (1127), 315 (mai 1127). — Cpr avec les très rares donations d'églises qui figurent au Cart. d'Aniane; la réserve *salva reverentia nostra et justitia ecclesie nostre* est faite en 1097 par Arnaud, év. de Béziers (Cart. Aniane, ch. 228); la réserve existe encore dans un échange d'églises fait avec l'évêque de Maguelone le 26 septembre 1182 : *Salvis tamen michi (episcopo)... sinodalibus institutis et episcopali reverentia et obediencia* (*ibid.* ch. 22 — une question délicate pourrait se poser ici quant à la juridiction temporelle ecclésiastique et au privilège de clergie.) Il est intéressant de retenir qu'au Cartulaire d'Aniane il ne figure pas une donation d'église à l'abbaye d'Aniane par son Ordinaire, l'évêque de Maguelone.

Pour en revenir à Gellone, seules deux donations d'églises (par l'évêque de Rodez) ne comportent pas de réserve quant à la justice canonique : la première est l'acte du 27 décembre 1077-1095 (ch. 155) dont nous parlons ci-dessus, n. 112, mais la retenue du cens marque à elle seule que l'*episcopalis reverentia* n'est pas abandonnée; la deuxième est la ch. 378 du 3 août 1122, mais une confirmation du 23 mai 1154 (ch. 509) montre que l'acte de 1122 n'avait certainement pas aboli la juridiction épiscopale qui est à nouveau réservée par le document de 1154.

Cependant pour les deux églises paroissiales du village même de Saint-Guilhem, pour les églises de Saint-Barthélémy et de Saint-Laurent, une évolution s'est produite et un régime d'exemption totale a fini par s'établir. Le premier texte où nous relevions une mention du conflit qui s'est élevé, est la pancarte d'Eugène III de 1146. Les documents pontificaux ¹¹⁴ ne précisent pas du tout d'ailleurs les droits respectifs des parties ; ils permettent simplement l'appel à Rome (appel suspensif) au cas où l'évêque voudrait *indebite gravare* les deux églises. Quelles charges le prélat prétendait-il leur imposer ? la *parata*, le *synodus*, un *quarto* quelconque ? Rien ne nous l'apprend et d'ailleurs rien dans les bulles n'a le caractère d'une décision précise ; la porte, avec une formule aussi vague, reste ouverte, je dirai même n'est que plus largement ouverte aux contestations.

Il est curieux de constater, nous l'avons fait remarquer en son temps ¹¹⁵, que l'accord de 1153 qui vise diverses églises soumises à l'Ordinaire, ne souffle mot des paroisses de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent. Quelle est la raison de ce silence, puisque le conflit existe sept ans plus tôt et que nous retrouverons sa trace neuf ans plus tard avec la bulle d'Alexandre III, puis avec la plainte de Gaucelme de Montpeyroux ¹¹⁶ en 1164?...

Mais le point important est que pas un des documents pontificaux ne constitue un titre à l'exemption totale des deux paroisses telle qu'elle sera consacrée par l'arbitrage de 1284 ¹¹⁷. C'est en effet à cette date seulement que, pour

114. Dont le second qui nous soit parvenu (celui d'Alexandre III) reproduit exactement, sur ce point, le premier (d'Eugène III).

115. *Supra*, n. 30.

116. *Supra*, n. 37. On notera d'ailleurs que cet évêque n'était point un ennemi pour notre monastère. Cf. *supra*, n. 37 et 40. S'il se plaint ainsi, il doit en avoir quelque raison. Gellone n'a jamais suspecté les décisions auxquelles il a pris part, avant 1164, il est vrai.

117. Rien dans ces bulles n'est, même de loin, comparable aux dispositions formelles que l'on trouve dans les bulles d'Urbain II (20 février 1089) et Alexandre III (16 août 1173) sur la juridiction épiscopale de Saint-Victor de Marseille sur la vallée de Trets (Bouches-du-Rhône) ; Cartulaire de Saint-Victor, t. II, nos 839 et 846 ; cf. la bulle d'Honorius III pour le même mo-

nous, se crée le véritable titre du monastère à la juridiction épiscopale. On sait que l'arbitrage accorde à l'abbé juridiction exclusive tant spirituelle que temporelle ecclésiastique ¹¹⁸ sur les laïcs et les clercs de la vallée de Saint-Guilhem ; mais cet acte décide en outre que les paroisses de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent seront rayées par l'évêque de sa liste synodale. Celui-ci n'y saurait donc plus prétendre au cens synodal non plus qu'à la *parata*.

Quant à la visite, comment pourrait-il la faire quand l'arbitrage dans son premier article lui interdit l'accès de Saint-Guilhem ¹¹⁹ ? On lui laisse seulement la possibilité de visiter l'église voisine de Saint-Genès de Ledenis ¹²⁰, mais à ses frais.

On peut entrevoir que la construction de Saint-Barthélémy et Saint-Laurent était dûe au monastère qui s'en trouvait ainsi le patron primitif ¹²¹. Ces chapelles sont devenues par la force des choses, lorsque la population de Saint-Guilhem s'est accrue, des églises paroissiales ¹²² ; l'évêque a prétendu, avec raison, croyons-nous, exercer sur elles sa juridiction ; l'abbé a résisté, le conflit s'est prolongé et n'a trouvé sa solution canonique définitive, toute en faveur de l'abbaye, que grâce à un accord plus général où furent réalisés divers arrangements seigneuriaux, féodaux et même pécuniaires.

Cet arbitrage — confirmé par l'arbitrage de 1286 — est le dernier épisode qui nous soit connu des différends entre l'abbé et l'Ordinaire. Aussi bien le combat était-il terminé par le triomphe complet de l'abbaye au point de vue canonique.

nastère, 16 juin 1218, Cartulaire de Saint-Victor, II, n° 854. — V. aussi *ibid.*, n° 941, la très curieuse bulle d'Eugène III (1^{er} juin 1150 ou 1153) sur l'exemption de l'église Saint-Nicolas de Tarascon.

118. Et même temporelle purement et simplement.

119. ... *et quod Episcopus vel ejus successores non possent nec deberent infra dicta loca se intromittere*. ...

120. Qui est hors de la vallée, dans la commune de Saint-Jean-de-Fos.

121. Aussi bien près de Saint-Barthélémy se trouvait le couvent de moniales jusqu'aux environs du xiv^e siècle.

122. Le phénomène est fréquent et bien connu. — V. Chénon I, 315 n. 6 et 316 n.1 avec les références qui y sont indiquées.

CHAPITRE VI

L'ADMINISTRATION DE L'ABBAYE

§ 1. — *L'abbé.*

Nous en avons déjà parlé fréquemment au cours de nos précédentes investigations. Nous nous bornerons à rappeler rapidement ce que nous pouvons savoir sur ce prélat.

Il est élu, selon tous nos documents, par le chapitre qui choisit dans son sein son futur chef selon la règle de la *major vel sanior pars concilii*, qui est bien la règle même de saint Benoît. Comment en fait cela a-t-il pu se passer ? nous l'ignorons entièrement et l'usurpation de Guilhem III n'a rien qui puisse nous renseigner sur ce point. Autant que nous puissions le savoir, l'abbé est généralement choisi parmi les moines appartenant à d'importantes familles de la région ; il en fut ainsi peut-être pour Bérenger Malefacti à la fin du ^x^e siècle, et assurément pour Raimond ^I^{er} des Deux-Vierges en 1137, Richard d'Arboras en 1155, Bernard de Mèze en 1170, Raimond III de Cantobre en 1189, Hugue III de Fozières en 1199, Guilhem III de Roquefeuil au début du ^{xiii}^e siècle, Guilhem IV des Deux-Vierges vers 1249 et Guilhem V de Mostuéjols en 1287.

Vers le milieu du ^x^e siècle, l'abbé a été peut-être, sinon nommé, du moins confirmé et accepté par le marquis d'An-

duze, mais cet usage ne paraît pas avoir duré¹. Au xii^e siècle, l'abbé est élu et, nous l'avons vu², certainement confirmé par le pontife romain ; il reçoit de l'évêque de Lodève la bénédiction abbatiale ; nous savons déjà que cette cérémonie ne le placera point dans la sujétion ou la dépendance de ce prélat³.

Dans la vie spirituelle de l'abbaye, l'action de l'abbé nous échappe totalement ; ni là-dessus, ni sur la discipline monacale nous ne possédons le moindre document ; une fois peut-être savons-nous par une vague tradition gellonnaise que tel abbé a été d'une vie particulièrement exemplaire.

Dans l'administration temporelle du monastère, l'abbé joue un rôle de premier plan : les donations, les ventes sont généralement faites à Saint-Sauveur de Gellone, à la Sainte-Croix, à saint Guilhem, à l'abbé⁴ et aux moines présents et futurs.

En principe l'abbé ne prend aucune résolution sans avoir consulté les moines⁵. On le trouve parfois agissant seul ; les serments de fidélité et les hommages notamment ne s'adressent qu'à lui⁶ ; on le voit conclure un compromis et ratifier seul un arbitrage⁷. Mais si l'affaire envisagée peut

1. V. *supra*, chap. IV, § 1, n. 16.

2. *Supra*, chap. V, § 2, n. 95.

3. *Supra*, *ibid.* n. 104. - Indiquons au passage ce fief en l'air que tient, parmi d'autres fiefs, dès 1170 (ch. 574), le seigneur de Brissac : au début de chaque abbatiat, *in initio cujusque abbatis Sancti Guillelmi juste et canonice electi atque consecrati*, il recevra cent sous de Melgueil ; en échange de quoi il prêtera la foi et l'hommage et devra être *signifer* de l'abbé.

4. Qui est souvent désigné par son nom. *Cart. pass.*

5. Cela est conforme au commun usage bénédictin ; cf. Lœning, *Geschichte des deutschen Kirchenrechts*, II, 405.

6. Ch. 365 et 368 ; 543. — Mais non pas les aveux qui reconnaissent en général que leurs auteurs tiennent les fiefs de l'abbé et du monastère, cf. ch. 560 (1206) ; 566 (1207) ; 570 (1210) ; 200 (1211) ; 574 (1212). — Sur les *precaria oblatæ*, Lœning, II, 407.

7. Ch. 524 (1158) ; 546 (1162) qui est un compromis accepté, semble-t-il bien, et ratifié par les seuls abbé et prieur de Saint-Martin de Londres ; v. 544 (1212) ; 583 (1217). — Nous trouverions encore des concessions de fief ou de censives où l'abbé agit seul : vg. ch. 163 (= 241, 1077-1099) ; 262 (1077-1099) ; 477 (1093, fief de reprise) ; 316 (1122, accensement) ; 531 (1133, fief de reprise) ; 559 (1205, aveu de fief). — Noter en revanche la ch.

créer des obligations à la charge du monastère, il est expressément spécifié (notamment dans les documents du ^{xii}^e siècle) que l'abbé l'a réalisée avec la participation du chapitre : *cum consilio totius conventus*⁸; dans le vif-gage consenti à Valmagne le chapitre donne son assentiment⁹⁻¹⁰. Mais cette question du concours de l'abbé et du *conventus* dans les actes se trouve englobée dans la question plus générale de la forme des actes du Cartulaire ; nous nous proposons donc de la reprendre et de l'examiner dans la deuxième partie de ce travail, lorsque nous analyserons d'ensemble le rôle des auteurs des actes, des souscripteurs et des témoins

Signalons, en attendant également de reprendre mieux ce point avec l'examen de la seigneurie justicière, que l'abbé exerce à Saint-Guilhem même la justice de l'abbaye. Celle-ci est en effet, selon nous, un alleu justicier et, d'autre part, elle a parfois reçu, en même temps que des terres, les droits ou une partie des droits de justice portant sur ces terres¹¹. Le diplôme royal de 1162 l'a confirmée dans la possession

496 faite *in capitulo in presencia omnium monachorum*, mais où l'abbé n'est pas même mentionné.

8. Ch. 245 (1077-1099 concession d'une *custodia amygdalarum*, v. *infra*, n. 72); 239 (1093, fief de reprise); 327 (1105-1120, bail à cens); 443 (1141, acceptation moyennant divers cens ecclésiastiques des églises de Bers, Meyrueis et de l'Espérou; il y a peut-être une sorte de transaction); 506 (1153, transaction sur plusieurs églises avec l'évêque de Lodève, *supra*, chap. V, n. 23); 532 (1156, échange de manses avec soulte); 525 (1161, bail à complant); 575 (1161, fief de reprise); 527 (1167, fief de reprise); 545 (1171, bail à cens d'une maison à titre de transaction); 562 (1199, bail à acapte d'une tasque); 564 (1199, bail à complant consenti à titre de transaction, approuvé et confirmé par six moines en dehors de l'abbé); 579 (1199, bail à acapte spécialement approuvé par le cellérier); 526 (1210, échange d'un legs en argent contre un cens en nature) — cpr 523 (1163, transaction). Nous trouvons dans cette énumération les deux seuls baux à complant et les deux seuls baux à acapte qui figurent dans le Cartulaire.

9. Ch. 552 (1175). Les moines confirment individuellement l'accord. Le chapitre n'est pas au complet, mais il y a vingt-quatre moines énumérés en plus de l'abbé.

10. Parfois d'ailleurs, si l'abbé paraît seul dans la charte, un nombre plus ou moins important de moines figure au bas comme témoins; v. vg. ch. 177 (1101); 364 (1122); 581 (1208); 583 (1217) — Cpr ch. 276 (1098).

11. Ch. 214 (1078); 437 (1105-1120); 342 (1110) et 546 (1162), cpr 477 (1093); 479 (1077-1099). V. aussi l'acte de 1284 en ce qui concerne Saint-Guilhem et Sainte-Marie de Cambous.

de ces droits ; l'abbé ou les divers officiers les exercent. A Saint-Guilhem, l'abbé, sans doute dès la fin du ^{xii}^e siècle, partage avec le cellérier les revenus de la justice ¹² ainsi que les lods et ventes ; dans la deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle, nous savons qu'il rend la justice par l'intermédiaire d'un viguier, puisque vers 1262 un partage de la justice a lieu à nouveau entre le cellérier, l'abbé et son viguier ; sur cet accord nous reviendrons plus loin ¹³. Enfin rappelons que pour l'exercice de la juridiction épiscopale l'abbé a peut-être un official ; nous ne trouvons d'ailleurs cet officier attesté que par dom Sort et à une date fort basse ¹⁴.

§ 2. — *Les officiers de l'abbaye.*

I. — Nous pouvons dresser la liste des offices claustraux ; elle reproduira généralement celle des officiers ordinaires d'un monastère. Nous rencontrons dès les débuts de l'abbaye, pour autant qu'on puisse s'en rapporter au *Testamentum Juliofredi*, un prieur, un sacriste, un cellérier, un capiscol, un doyen et un *foris decanus* ¹⁵. Sauf le prieur ¹⁶, le même nombre de dignitaires décorés des mêmes titres se retrouve sous l'abbé Gérard ; le capiscol disparaîtra tout

12. Ch. 501 : *de placitis ville... abbas debet habere duas partes et cellerarius terciam.*

13. *Infra*, n. 35.

14. *Supra*, chap. V, n. 58.

15. Sur le *prior* ou *praepositus*, Lcening, II, 409. — Pour le *decanus* retenir la *Regula Benedicti*, c. 21 : *Si major fuerit congregatio, eligantur de ipsis fratres boni testimonii et s. conversationis decani qui sollicitudinem gerant super decanias suas in omnibus secundum... praecepta abbatis sui.* — La congrégation de Gellone a donc été importante de bonne heure. — Je range le *foris decanus* parmi les officiers claustraux car je le vois mentionné, tant par ce que l'abbé Pierre rapporte du *Testamentum Juliofredi* que par la ch. 382 en 1029, parmi ces mêmes officiers sans aucune différence ; peut-être au bout d'un certain temps le *foris decanus* a-t-il cessé d'être compté au nombre de ces officiers et d'avoir sa stalle au chœur des moines ?

16. Nous ne connaissons pas de prieur sous l'abbé Gérard ; le premier que nous rencontrons est Guilhem attesté à trois reprises sous l'abbé Pierre (1050-1074).

aussitôt dans les documents ¹⁷; le doyen disparaîtra après l'abbé Pierre I^{er} ¹⁸; quant au terme de *forsdecanus* qui désigne simplement un *obedientialis* ou un prieur conventuel ¹⁹, il tombera en désuétude dès le premier tiers du XI^e siècle. Signalons que le sacriste est encore appelé *custos ecclesiae* ²⁰, *edituus* ²¹ où, à plusieurs reprises, *secretarius* ²²; disons qu'on trouve au milieu du XII^e siècle, à côté du *cellerarius* ou *claviger*, un *camerarius*; mais nous ne connaissons par le Cartulaire que trois officiers qui aient porté ce titre ²³.

C'est à une époque analogue, fin du XII^e siècle, que nous voyons apparaître l'*infirmarius*; le premier que nous rencontrons en 1161 ne nous est d'ailleurs connu que par son initiale, R. ²⁴ L'infirmier a très rapidement des revenus qui lui sont spécialement affectés, puisque l'on s'est préoccupé de noter au Cartulaire le relevé des cens qui appartenaient à ce bénéfice ²⁵; sans être, autant qu'il nous semble, extrêmement riche, l'infirmier n'était assurément pas une prebende négligeable ²⁶.

17. Un précenteur apparaît au XV^e siècle, en 1401, dans la liste des prieurs donnée par Sort, p. 418, et est énuméré parmi les officiers claustraux existant au temps de Sort, c'est-à-dire au début du XVIII^e siècle, Sort, p. xij. Un capiscol figure parmi les officiers du prieuré de Sauve en 1029, ch. 382; il n'en est plus question en 1074, ch. 384.

18. Pour la confirmation de tout cela, v. les listes données ci-après.

19. *Infra*, n. 54.

20. Ch. 5 (999-1027).

21. Ch. 212 (1078-1095).

22. Ch. 383 (1029 et 384 (1074)).

23. Dom Sort énumère une série de chambriers bien distincts des cellériers jusqu'en 1648 (p. 421); il y en a cinq pour la fin du XIII^e siècle, cpr pp. 187-1888 et p. xij. — Il faut noter que le *camerarius* figure à côté du *cellerarius* dans les offices du prieuré de Sauve, tant en 1029 (ch. 392) qu'en 1074 (ch. 384). Le mot pourrait d'ailleurs être interpolé dans la ch. 382, car il ne se trouve point dans la ch. 6 (qui est un doublet) non plus que dans la suite de 382 qui rapporte la prise de possession de Sauve et l'installation des officiers.

24. Ch. 575.

25. Ch. 495. — cens en argent ou en nature, champarts et albergues.

26. En 1219, Pierre de Lodève, infirmier de Saint-Guilhem, reçoit au nom de l'abbé et du monastère la foi et sans doute aussi l'hommage de Guiraud de la Valette pour un fief de reprise (ch. 585).

Enfin nous connaissons, en 1170 et 1171²⁷, un *elemosinarius* que nous ne retrouverons plus parmi les officiers²⁸; quelques années plus tard, en 1175, nous rencontrons un *subprior* dont la création, semble-t-il bien, fut sporadique et sans lendemain²⁹.

De tous ces officiers, le plus important fut le cellérier, surtout après que le partage des biens entre les diverses menses se fut pratiquement opéré³⁰. Chargé de la subsistance des moines et de l'économie entière de la maison³¹, il jouit d'une prébende fort importante à en juger par les

27. Mais nous avons en 1098-1099 la ch. 243 par laquelle Rostaing Guirau (que nous retrouverons plus loin) donne à Gellone divers biens *tali modo ut semipars ad servitium helemosine perveniat alia vero quicquid plus obtaverit familia prescripti cenobii*; il en est ainsi notamment pour la pêche et la dîme des amandes. Il existait donc à ce moment une aumônerie; était-ce déjà un office véritable et distinct? *elemosina* au singulier le laisserait supposer d'autant qu'elle est opposée un peu plus loin aux *cenobii comunie* qui seraient la mense conventuelle.

28. Sort nomme l'*elemosinarius* parmi les officiers claustraux de son temps, p. xij-xijj.

29. On trouve parmi les témoins de la ch. 360 (11 juillet 1086) un Matfred, *tractator*; ce terme ne se relève pas ailleurs dans le Cartulaire. Faut-il y voir l'équivalent d'un *hostalarius* hypothétique à ce moment? cela est peu sûr; d'autant que Matfred n'est peut-être pas un moine (v. ch. 358 où l'on trouve à peu près les mêmes témoins).

30. Sort. p. 181, croit ce partage effectué vers 1230 (*ni fallor*, ajoute-t-il, v. *supra*, chap. III, n. 146). Cette date est probablement bien trop tardive. Les pouillés de l'infirmier (ch. 595) et du cellérier (501 et 529) sont en effet inscrits au Cartulaire (f° 180 v°, 189 r°, 200 v°) nettement avant la fin de celui-ci dont le dernier acte par ordre chronologique est, on le sait, de 1236 et figure au f° 215 r° (ch. 587) suivi sur le même folio des deux actes qui terminent le recueil (ch. 588 et 589) et qui sont datés respectivement de 1227 et 1221. — De plus dans le pouillé général qui figure sous le n° 499, le cellérier a droit à des redevances particulières : des albergues (qui s'expliquent par son rôle de surveillance), mais aussi des redevances en nature dans telle *apennaria*, *pro vestimento* (v. p. 410 de l'édition de Meynial); or le même texte — et la même partie du texte — énumère des redevances dues à Rostaing Guirau qui fut bayle de Saint-Pargoire et qui vivait dans les dernières années du XI^e siècle, v. ch. 242 (il est mort déjà le 16 février 1107, ch. 244); il est également question de Guilhem Catalan attesté en 1108 et 1110 (par les ch. 255 et 257) et aussi, mais dans une autre partie du pouillé, de Pierre Durant attesté en 1133 (ch. 531). — Il convient d'ailleurs de ne pas confondre la division des menses avec l'inaliénabilité du titulaire dans son bénéfice, chose qui ne fut acquise, selon dom Sort, qu'en 1280, v. *infra*, n. 61.

31. D'autant qu'à Gellone ne paraissent ni économiste, ni dépensier, ni pitancier. C'est le cellérier qui donne aux moines leur pitance; un chapitre général détermine cette obligation en 1244 (cf. Magnan, 191, et Sort, 186).

pouillés que nous a transmis le Cartulaire, ch. 501 et 529³². Son autorité et son influence s'accroîtront. Déjà la ch. 501 dit *in fine* : *Qui cellerarius post abbatem debet esse vicarius in omnibus ad justitiam et utilitatem pertinentibus circa monasterium et villam* ; déjà elle nous indique que le cellérier a le tiers des droits de justice et des lods provenant de la *villa* de Saint-Guilhem³³ ; il y a là sans doute le germe et le point de départ de l'accord qui, cent ans plus tard, constituera un épisode, le seul dont le souvenir nous ait été conservé, d'une lutte d'influence entre le cellérier et l'abbé.

Aux environs de 1262 en effet, le prélat et le dignitaire se partagent d'une façon plus minutieuse et, si nous osons dire, perfectionnée que dans la ch. 501, la justice sur le village et la vallée de Saint-Guilhem. L'accord a été longuement analysé par dom Sort³⁴ et nous est ainsi parvenu ; le cellérier tiendra la *curia Si Guillemmi (sic)* et aura la basse justice³⁵ ; au viguiier de l'abbé reviendront les *cri-*

32. Les ch. 499, 501 et 529 s'échelonnent sans doute sur le cours du XII^e siècle. Le cens du cellérier se compose de moutons, d'agneaux, de veaux et de porcs, parfois de truites ou de poissons ; il perçoit des deniers d'oublies, des jambons et des fromages ; il a droit à des charges de bois et de paille, à des corvées, à des albergues (le pouillé 499 porte parmi les redevances dans Saint-Pargoire : *prandium cellerario et socio ejus... messionale prandium cellerario et socio ejus* ; cela paraît destiné à lui faciliter une mission de surveillance au temps des moissons) ; on lui doit parfois le quart du pain ; il a la moitié des olives, des amandes, des choux, la moitié de la dime des champignons, etc... dans la baylie de Saint-Jean. Les habits des novices, des moniales et des morts seront divisés par moitié, une part ira au cellérier pour être affectée aux hôtes laïques et à la *familia* du couvent, l'autre à l'abbé pour les moines de passage. Les oblations provenant de la même source seront également partagées dans la proportion de deux tiers au cellérier et un tiers à l'abbé. Sur la *villa* de Saint-Guilhem (c'est ainsi que nous interpréterions le texte) les droits de justice, les lods et ventes seront également partagés, mais dans la proportion inverse. Le cellérier doit avoir de *ecclesia* (c'est-à-dire sans doute du sacriste) 600 sous par an en six échéances ; il possède les droits sur les abatages, la leude du sel et du grain, le cens du bois et de la paille ; les cens en deniers appartiennent à l'abbé, celui de l'huile au cellérier qui en revanche doit éclairer toutes les nuits de l'année sans interruption le dortoir du monastère et la *necessaria domus*.

33. Le reste revenant à l'abbé.

34. pp. 199-200 *ex carta separata*.

35. Cela est normal, le cellérier étant clerc ne peut assister à un *judicium sanguinis* ; il entendra, dit Sort, toutes les causes sauf *pro gravioribus criminibus*.

mina majora et les confiscations dans ce cas profiteront à son seigneur. Le cellérier réprimera les infractions aux bans et les dommages ; il contrôlera les poids et mesures ³⁶. Les amendes infligées par la Cour seront partagées suivant les cas entre le cellérier et l'abbé ou son viguier ³⁷.

Notons encore, pour mesurer l'étendue des pouvoirs du cellérier, l'acte de 1277 rapporté par Sort ³⁸ où l'on voit le cellérier de Saint-Guilhem, qui s'intitule Seigneur de tout le détroit et juridiction de Frodet, percevoir ses lods et ventes et fixer un champart ³⁹ ; il apparaît donc ici tout ensemble comme seigneur justicier et seigneur foncier ⁴⁰.

Le camérier ou chambrier a aussi établi et développé ses pouvoirs, quoique dans une proportion, semble-t-il, inférieure à celle du cellérier ; c'est celui-ci qui, à s'en tenir aux pouillés cités ci-dessus, avait le contrôle de l'administration des biens de l'abbaye, terres et revenus ; le chambrier ne paraît pas y avoir participé beaucoup ; il a évidemment sa prébende et sans doute la gestion du trésor de l'abbaye ; mais celle-ci n'a peut-être pas été très riche en numéraire à la fin du XII^e siècle ; le vif-gage consenti en faveur de Val-magne le montrerait amplement.

Le seul acte du Cartulaire où le camérier joue un rôle actif est la ch. 578 du 3 janvier 1233 (n. st.) : c'est une sentence portée après un compromis entre Guilhem de Sparro,

36. Le cellérier délivrera en outre les autorisations nécessaires pour bâtir des perrons devant les portes et pour percer de nouvelles fenêtres ; il en touchera naturellement la finance.

37. Mais les amendes infligées pour atteinte aux droits de banalité de l'abbé quant à ses moulins et à l'eau d'irrigation, profiteront à l'abbé seul.

38. p. 210.

39. *Petrus de Salliaco, cellerarius Si Guillemmi, Dominus totius districtus-et jurisdictionis frozeli laudavit mulieri Bernarda nomine et filio ejus possessiones quas emerant... hoc pacto quod de tribus primis bladis quae provenient ex issartis non solverent nisi septimam partem ; transacto autem primo triennio, deberent dare quintam partem... — ex carta separata.*

40. L'importance du cellérier se marque encore au début du XVIII^e siècle dans la liste que donne Sort (p. x-xij) des prieurs de l'abbaye ; quatre de ceux-ci relèvent du cellérier, deux sont unis à la mense abbatiale, un à la mense conventuelle ; quatre autres relèvent respectivement du précenteur, de l'infirmier, du *prior monachus* et du *refectorarius*.

camerarius Si Guilelmi, et la dame Vierne de Sobers ; Vierne et son fils doivent abandonner et abandonnent diverses prétentions (Guilhem de Sparro également) et reconnaissent tenir *ad feudum* du monastère *quicquid habent in manso de Pleviels* ⁴¹. Quelques années plus tard, en 1246, le camérier de Saint-Guilhem consentira encore un compromis au sujet d'une nouvelle contestation, cette fois avec Adémar de Montels ⁴². L'arbitre — qui est un moine de Saint-Guilhem — décide que le chambrier aura dans les manses en litige *investituram hominum dominium, laudimum, homagium, tascham, quistam, tultam, acapitum... quomodo monasterium habet in omni allodio suo*, c'est-à-dire en définitive des droits véritablement seigneuriaux ; le chambrier partagera le cens de ces manses avec Adémar qui devra l'hommage à l'abbé de Saint-Guilhem ⁴³.

Voilà, croyons-nous, tous les faits notables et significatifs que les documents nous livrent sur les offices claustraux jusqu'à la fin du XIII^e siècle ⁴⁴. Si l'on considère les listes de titulaires que nous donnons plus loin, on pourra noter que quelques-uns de ces dignitaires ont rempli successivement différents emplois ⁴⁵ : Raimond d'Arboras, prieur à la fin du XI^e siècle, sera sacriste en 1102 ; Léon, sacriste en 1111-1115, deviendra cellérier en 1124 ; Benoît, camérier en 1133, sera prieur en 1141 ; Pierre Camp, cellérier en 1133, sera sacriste à deux reprises en 1141 et 1158-1164. Matfred, prieur de Saint-Saturnin de Creissels en 1163, est cellé-

41. On remarquera que, si la reconnaissance est faite *dicto monasterio et dicto Guillelmo de Sparro, camerario*, le fief n'est tenu qu'à *monasterio* et non point du chambrier lui-même et directement.

42. Sort, pp. 187-18, *ex carta separata*.

43. Et qui aura lui-même un champart d'un cinquième sur certaines terres.

44. A titre de comparaison, voici la liste des offices claustraux donnée par dom Sort (pp. xij et xijj), donc au début du XVIII^e siècle : *camerarius, cellerarius, praecentor, rectorarius, infirmarius, elemosinarius, sacrista, officialis, hostalarius*.

45. Tant claustraux que forains. Ce n'est pas un *cursus honorum* et, en dehors de l'abbatiat, il n'y a pas de hiérarchie entre les diverses fonctions.

rier en 1167-1170⁴⁶ et se retrouve peut-être prieur de Meyrueis en 1175. Pierre de Fontmars, sacriste en 1170, est prieur en 1175. Enfin on sait la belle carrière qui a été fournie par Bernard de Mèze, abbé en 1170⁴⁷.

La collation des offices tant claustraux que forains doit, à nous en tenir au seul texte net du Cartulaire⁴⁸ et en supposant qu'aucun changement ne se soit produit, appartenir à l'abbé, sans doute avec l'assentiment du chapitre⁴⁹.

II. — Pour les officiers forains de l'abbaye, rien de bien particulier ne nous est enseigné par nos documents.

Les biens que l'abbaye possède en dehors du monastère sont surveillés et administrés, comme dans les abbayes bénédictines, par des moines résidant sur les lieux. On les appelle *obedientiales*⁵⁰ ou *custodes*⁵¹; on les désignera aussi sous les noms de *procuratores*⁵² ou *priores*⁵³ et ces termes seront employés indifféremment⁵⁴.

46. Il y a d'ailleurs déjà un Matfred prieur claustral en 1152; s'agit-il du même? étant donné l'éloignement des dates, je n'oserais l'affirmer. — De même, Bérenger qui est sacriste en 1152 doit-il être identifié avec Bérenger de Montarnaud, prieur de Saint-Jean en 1161?

47. Cf. *supra*, chap. III, p. 107.

48. La notice 383 (1071-1074) dit en effet : *Gauzfredus, abbas monasterii Gellonensis, Geraldum de Uglaz quem dudum constituerat priorem Sancti Petri Salve, ejectum a prioratu et in cenobio Gellonensi reductum, ordinavit decanum et in loco ejus constituit priorem Guillelmum Pharaldum...*

49. La fin de la notice porte : *post cujus (sc. prioris) decessum ab omnibus monachis Gellonensibus simul cum abbate Petro constitutus est seu electus celle supradicte ecclesie, sc. Sancti Petri Salve, Pontius Eblo, decanus jam dicti monasterii Gellonis.*

50. Ch. 48 (=133; 1031-1050); 191 (1105-1120); 330 (1121-1134); 376 (1130).

51. Ch. 274 (1105-1120); on trouve un *prepositus Si Andree* dans la ch. 420 de 938.

52. Ch. 314 (1077-1099); 352 (1103); 329 (1121); 520 et 522 (1161 et 1162).

53. Cartulaire, *passim*, notamment ch. 402 et s. (début du XII^e siècle); 521 (1162).

54. La qualification d'*obedientialis* s'applique d'ailleurs plutôt au moine résidant seul; c'est lorsque deux ou trois moines résident ensemble que l'un d'eux, le supérieur, prend le nom de *prior*, ce qui est philologiquement tout à fait exact; le terme s'est ensuite étendu à tous les bénéficiers de cet ordre. Rappelons cependant le *foris decanus* Deusde qui figure en 1029 dans la ch. 382; ce Deusde est moine et réside à Saint-Pargoire de 1030 aux environs

Le prieur forain représente l'abbé et le monastère dans son prieuré ; il figure souvent à côté de l'abbé dans les actes qui intéressent le *terminium* ou la *villa* dans laquelle il est établi ; il y joue un rôle actif en acceptant les dons ⁵⁵ et acquittant lui-même en retour la contre-partie de ces prestations ⁵⁶, en acceptant des *pignora* ⁵⁷. Il peut conclure des transactions et s'accorder sur un compromis, mais toujours *cum consilio abbatis et conventus* ⁵⁸. Il exerce aussi, le cas échéant, la justice de l'abbaye dans son bénéfice ⁵⁹.

Quant aux églises dépendant des prieurés ⁶⁰, le prieur peut occuper le *fevum presbiterale* et administrer les biens en relevant ; mais pour la *cura animarum*, nous avons déjà vu comment elle était généralement confiée à un clerc dépendant de l'Ordinaire.

Au dire de dom Sort ⁶¹, les officiers forains étaient tenus

de 1045-1048, comme il est facile de l'inférer des ch. 251, 269-271. V. d'ailleurs Aug. Bernard, *Cartulaire de Savigny*, pp. CXVIII-CXX. — Noter les *obedientiales* qui figurent le 25 septembre 1211 dans la si curieuse ch. 91 au Cartulaire d'Aniane.

55. Ch. 352 (1103) ; 522 d'avril 1161 ; cet acte est une *guirpitio* et le prieur de Grémian y figure seul ; cpr Cart. d'Aniane, 246 (1173).

56. Ch. 190 (1105) ; 191 (1105-1120) ; 194 (1102) ; 251 (1030) ; 252 (1061-1074) ; 402 (fin du XI^e siècle) ; 522 (1161).

57. Ch. 479 (1077-1099) ; 251 (1030) et 520 (1162) ; le prieur de Grémian est seul ici aussi.

58. Ch. 523 (1163) ; 546 (1162) ; cpr 577 (1189). — Tout comme l'officier claustral pour un bien relevant de sa prébende (*supra*, n. 41), l'*obedientialis* de Fontmars donne *ad fevum* diverses terres et des droits importants *cum consilio abbatis et omnium monachorum*, ch. 313 (1077-1099). L'intervention de l'abbé et du couvent est normale, le bénéficiaire n'étant nullement propriétaire de sa prébende (Chénon, *Hist. du droit*, I, 793 ; Esmein *Hist. du droit*, 272-274).

59. Ch. 546 (1162) qui règle entre autres contestations le partage de la justice entre le seigneur de Saint-Martin de Londres et le prieur (qui est le futur abbé Raimond III de Cantobre) : au prieur appartiendront désormais les litiges concernant les hommes tenant l'*honor ecclesie Si Martini* (autrement dit la justice foncière) et ceux où serait en jeu le privilège du for. — Noter que en 1110 l'église de Saint-Martin de Londres a été donnée à l'abbaye avec ses dîmes, ses appartenances et *cum omnibus justiciis* (ch. 342).

60. Soit que le monastère les ait lui-même construites et qu'elles aient été ensuite érigées en paroisses, soit que l'abbaye les ait reçues en don de patrons laïques (vg ch. 152, 151, 153 (1042-1077) ; 166 (1097) ; 283 (1098) et s ; 299 (1101) ; 460 (1077-1099) et s. ; 471 et 473 (1097) ou de patrons ecclésiastiques (*supra*, chap. V, n. 112).

61. p. 213.

de résigner chaque année leurs fonctions au profit de la mense conventuelle. En 1280 un chapitre général décida que les prieurs et moines bénéficiers ne seraient plus soumis à cette obligation. Il y eut quarante-deux moines, c'est-à-dire la presque-unanimité du monastère ⁶², pour approuver l'abbé Guilhem IV dans ses propositions, assurer ainsi, dit Sort, l'appropriation des biens communs, manquer au vœu de pauvreté, aux intentions de saint Guilhem et des donateurs ⁶³.

A côté des prieurs forains paraissent sur les terres des officiers laïques de l'abbaye.

Il faut en effet administrer et surveiller les terres qui appartiennent à la mense abbatiale ou à la mense conventuelle, celles aussi qui sont éloignées du siège des prieurés ruraux, celles qui relèvent d'un officier claustral qui, occupé à d'autres soins, sera dans l'impossibilité de les administrer. L'abbaye par ailleurs ne devait pas être fâchée d'avoir à sa disposition un bras séculier qui puisse faire rentrer dans ses greniers et ses coffres les redevances composant l'essentiel de ses revenus ou tout au moins y aider.

De là l'apparition de divers officiers et surtout des *bajuli* ou *vicarii*, les bayles ou viguiers. Ces auxiliaires administratifs existent tant dans les administrations publiques que dans les exploitations privées ⁶⁴ au moyen âge et posent de délicats problèmes ⁶⁵.

La *ballia* ou *commanda* apparaît dans les textes de Gellone vers le milieu du XI^e siècle ⁶⁶; les termes qui qualifient la fonction sont divers; il s'agira tantôt de la baylie ou

62. Deux moines seuls votèrent contre.

63. Sort, pp. 21-214, *ex libro Capitulorum Generalium*. A lire Sort, il semble que la collation des prieurés appartint à l'abbé.

64. La différence n'existait guère pour les grands féodaux.

65. V. Molinier, *Note sur l'administration féodale dans le Languedoc*, dans *H.d.L.*, VII, 132-213.

66. Ch. 250 (1031-1048); 85 (1031-1060); 322 (1063); 225 (1098).

bajulia ou de la *vicaria* ⁶⁷, tantôt de la *custodia* ⁶⁸; on trouvera aussi, ce qui est extrêmement rare dans ce sens, le mot *guardia* ⁶⁹. Ces mêmes vocables pourront également désigner tant les fonctions du bayle que le territoire où s'exerce son activité ⁷⁰. Il est d'ailleurs difficile d'indiquer à quoi pouvait correspondre ce territoire; parfois peut-être la baylie s'étendait-elle sur une ou plusieurs paroisses; mais elle semble généralement moins importante. D'ailleurs lorsqu'elle sera devenue comme un nouveau mode de tenure, elle sera attribuée à son bénéficiaire d'une façon toute personnelle; cela est très net dans la ch. 78 (=79) au Cart. d'Aniane qui constitue en 1136 une *ministralia* sur le territoire de plusieurs *villae* ⁷¹.

On entrevoit un peu dans les textes comment ces baylies

67. Ch. 216 (1080); 294 (*id.*); 225 (1098); la ch. 419 (1115) connaît un *Petrus Deodati qui vicharius est hujus honoris*; v. Cartulaire Aniane, 244 (1093-1114).

68. Ch. 245 (1077-1099); la ch. 535 (*post* 1140) dit *in bajulia et custodia*. Dans le Cartulaire d'Aniane, si la *bajulia* paraît quelquefois (ch. 96, 115, 230 et 236, toutes du milieu du XI^e siècle), on rencontre aussi la *ministralia* (ch. 216, 217 et 78-79, milieu du XI^e — début du XII^e siècle). Deux chartes du X^e siècle emploient pour la viguerie administrative, au lieu de *vicaria*, le terme *ministerium*; v. Cart. An. 316 et 285.

69. Nous n'en connaissons guère que deux exemples au Cart. de Gellone: la ch. 225 du 2 novembre 1098 et sans doute la ch. 48 (1031-1050) = ch. 133.

70. Noter les *vicariae* (qui ne relèvent pas de Gellone, mais peu importe) de la ch. 216 et les *bajuliae* de telle ou telle paroisse du pouillé, ch. 501; v. aussi ch. 499. — La ch. 230 (1032-1060) au Cartulaire d'Aniane offre du mot *bajulia* les deux sens dont nous parlons au texte. Le Cartulaire des Guillems, p. 664, et celui de Maguelone, n^{os} 143-144, désignent la baylie par le terme de *villicatio*. — cf. Cartulaire d'Aniane, ch. 233 (1074-1017): *reddo.. omnem vicariam et totum honorem quem tenebam in parochia Si Martini de Carcares et in quatuor mansos qui sunt in parochia Si Vincencii de Popiano...* cf. ch. 244 qui concerne la *vicaria* de Montels dans la *villa* de Puilacher.

71. Elle porte, semble-t-il, sur deux manses, une *apennaria*, un pré et un champ (*ferrago*); cf. la baylie revendiquée sur trois manses dans la *villa* de Grémian, Gellone ch. 322 (1063); dans le pouillé 499 (début du XII^e siècle) intitulé cens de la paroisse de Saint-Pargoire et bien plus général que cela, Rostaing Guirau, bayle de Saint-Pargoire, exerce son autorité sur quatre *villae* (Campagnan, Saint-Pargoire, Milician et Palla); dans la suite du document les baylies semblent coïncider avec les *villae*; dans le pouillé 501 (XI^e siècle), les baylies énumérées sont restées les mêmes. La ch. 366 nomme un moine Frédo, *bajulus* dans le *terminium* de Valles qui est un ténement dans la paroisse de Saint-Martin d'Adisse, cf. 380 cbnée avec 376. — V. Cart. Aniane, ch. 233 et 244.

ont pu prendre naissance. Par la ch. 245, l'abbé Bérenger (1077-1099) donne à un certain Rostaing⁷² et à sa femme, leur vie durant, la moitié des amandes déjà données au monastère par Pierre Miro, *ut de alia medietate sitis fideles..., ut sitis custodes istius medietatis et nostre et fideles*. L'abbaye éprouve des difficultés dans la perception de ses champarts et de ses redevances⁷³. Pour éviter tous inconvénients de ce chef elle préfère s'en remettre à un homme qui, tout en prélevant pour lui une part des revenus qu'il va faire rentrer, jouera en quelque manière le rôle d'un contrôleur de recettes et, à l'occasion, de protecteur de ses biens et de ses hommes⁷⁴; aussi ce personnage sera-t-il le plus souvent un laïque occupant dans telle paroisse ou telle *villa* une situation importante⁷⁵. Le bayle est-il noble ou roturier? La question dans le Languedoc médiéval est de peu d'intérêt étant donné la sensible égalité de condition entre nobles et vilains riches, mais nous ne croyons pas avoir rencontré de bayles de condition servile⁷⁶.

72. Qui n'est d'ailleurs pas le Rostaing Guirau que nous venons de rencontrer.

73. Ici peut-être même les difficultés se sont-elles élevées avec ceux à qui l'abbaye abandonne la moitié de ce qui doit lui revenir.

74. Cette notion est parfaitement illustrée par la concession d'une albergue *per bailiam* faite par l'abbé Aniane au seigneur de Montpellier pour la défense et la protection de Saint-Amans de Teulet, *infra*, n. 103. — Cpr la donation de la *bailia* sur l'honor de Carcarès faite en 1122 par Pierre d'Aniane à Guilhem d'Omélas : ... *ego Guilelmus... recipio hunc honorem in bailia et in defensione mea*, *H.d.L.*, V, c. 902.

75. V. la ch. 244 au Cart. d'Aniane (xii^e siècle) qui porte un accord entre l'abbé Pierre d'Aniane et Raimond Ermengau et ses *fevales* pour la baylie (*vicaria*) de Montels. Le bayle a lui-même un viguier : *Facta scriptura in presentia... de Raimon Ermengau et de Giraldo vicario suo*. — V. Gellone ch. 322 (1063) et 329 (1121) : renonciations à toute *baillia* et *interpellatio* obtenues des seigneurs de Cournonsec sur trois manses situés à Saint-Michel de Grémian, c'est-à-dire près de leur *castrum*. Nous trouvons un cas où le bayle d'un *terminium* est un moine; ch. 366 (1077-1099), *guirpitio* d'un *honor* in *Campo Longo abbati Berengerio et Fredoloni monacho cujus baillia est*.

76. Rostaing Guirau, bayle de Saint-Pargoire, est rangé par la ch. 167 (en 1097) parmi les *nobiles viri*; v. aussi ch. 243; v. note ci-dessus pour les seigneurs de Cournonsec. — Ici plus que partout ailleurs se vérifie la proposition de M. Bloch : « Le genre de vie paraissait plus important que la condition juridique » (*La ministérialité en France et en Allemagne* dans *R.H.D.*, 1928, p. 81). — Peut-être connaîtrions-nous un bayle serf oblat de Saint-Guilhem, *infra* n. 89.

Le bayle prend une place importante dans les tractations où s'engage le monastère ; il intervient à côté de l'abbé dans des achats ⁷⁷, dans des *quirpitiones* ⁷⁸, dans des engagements ⁷⁹ ; il y figure même parfois seul ⁸⁰ ; il opère pour le compte de l'abbaye et le sien propre des améliorations sur l'*honor* qu'il a en garde, surtout en achetant diverses renonciations à d'éventuelles revendications ⁸¹. On le voit assez souvent assister simplement aux actes intéressant l'abbaye et figurer parmi les témoins ⁸² ; on conçoit qu'il doive connaître le patrimoine de l'abbaye dans sa *bajulia*. Le rôle le plus fréquent du bayle est de faire rentrer les divers cens ou champarts, plus exactement sans doute d'en surveiller la rentrée ⁸³ ; il est notable que les pouillés sont divisés en rubriques selon les diverses *bajuliae* et que les re-

77. Ch. 533 (1143) : *dedit nobis Ricardus XXV solidos et Poncio Aidori seniori nostro V solidos. Totum hoc donum... solvimus Raimundo abbati... et tibi Ricardo bajulo de Frodeto...*

78. Ch. 534 (1140) : *Solvimus... totum hoc quod requirebamus in villa Frodeto... ; propter hanc quirpitionem... donat nobis Ricardus, bajulus ejusdem ville, XX solidos.* — Cf. 366 (1077-1099).

79. Ch. 540 (1164) : *... obligamus pro C solidis denariorum Melgoriensium, tibi Ricardo de Figueriis et tibi Ricardo abbati... totum quantum quem habemus, etc...* Ce Richard de Figueriis est le bayle dont parlent la ch. 535 et sans doute les ch. 533 et 534.

80. Ch. 541 (1165) : *... tibi Ricardo de Frodet obligo nomine pignoris novem sextarios vini... pro XX solidis Melgoriensis monete quos a te habui...* Ce Richard n'est autre sans aucun doute que le bayle de Frodet des ch. 533 et 534 et s'identifie fort bien avec le Richard de Figueriis que nous venons de rencontrer. — Qu'il agisse ici non pas en son nom personnel, mais à titre de bayle, voilà ce que prouvent à peu près sûrement la conservation de la charte d'engagement dans le chartrier et son inscription dans le Cartulaire.

81. La ch. 535 (1140-1165) est curieuse : on pourrait y voir un compte fourni par le bayle ; mais en fait elle est inscrite au Cartulaire à cause des opérations dont elle fait mention vis-à-vis de plusieurs tiers.

82. Ch. 274 (1105-1120) ; 255 (1108) ; 419 (1115) ; 275 (1149) ; ces chartes mentionnent toutes un *vicarius* ; la ch. 200 (1211) mentionne un *bajulus*. Il est quelquefois difficile de distinguer le viguier de l'abbaye du viguier d'un autre seigneur : cf. ch. 385 (1038) ; 455 (1106) combinée avec 440 (1126) ; la ch. 247 (1112) porte *in presentia Petri Guilelmi vicarii et Gellohis* ; ce nom paraît bien singulier ; ne faudrait-il pas lire : *vicarii de Gellone* ou *vicarii Gellonis* ? — Il y a, il est vrai, un *Gellonus Alberni* dans la ch. 529.

83. Ch. 545 (1077-1099). V. au Cartulaire de Saint-Sernin, éd. Douais, les nos 301 et 302, 55, 57, etc...

devances sont énumérées sous ces rubriques dans un ordre plus ou moins régulier ⁸⁴.

Le bayle a droit à des redevances personnelles ⁸⁵; les pouillés les énumèrent minutieusement et longuement en même temps qu'ils indiquent le cens revenant à l'abbaye : setiers de blé, fromages cens de quelques deniers, agneaux, albergues ⁸⁶, épaules de porc ou de mouton et toisons de laine ⁸⁷, quarts du pain et du vin, *carnaticum* ⁸⁸. Une charte semble même, à la fin du x^e siècle, donner au bayle des droits extrêmement étendus ⁸⁹ : outre des concessions de terres et de vignes exemptes de tasque ⁹⁰, Hugue Matfred reçoit la *gardia* ⁹¹ de toutes les vignes de Fontmars, excepté

84. Le bayle peut avoir une activité judiciaire et régler les affaires pendantes entre les hommes des vassaux relevant de son seigneur ; Cartulaire de Maguelone, p. 130. — Il n'y a aucun texte semblable dans le Cartulaire de Gellone non plus que dans celui d'Aniane.

85. Signalons que l'on trouve au Cartulaire, ch. 499, le mot *vercheria* dans le sens général de redevance ou cens ; cela ne figure pas dans Du Cange, *hoc v°*.

86. ...*cum mulo et servienti sine civada aut XII denarios* (ch. 499, p. 413-414) ; les albergues dûes au bayle sont importantes, v. 539 (fin du xii^e siècle) ; v. aussi Cart. d'Aniane, ch. 244 (xii^e siècle) ; le bayle et ses *fevales* ont également droit à des corvées.

87. Le bayle a sur deux manses un tiers de tous les revenus, les deux autres tiers allant au cellérier, ch. 501, p. 421.

88. ...*petebant.. nomine ejusdem bailie plures census in quibusdam mansis et quosdam redditus panis et vini et carnis*, ch. 524 et 537 (1158 et 1170), si bien que *bajulia* est dans quelques actes synonyme de redevance : *qui baiulium vel aliquem usum... quæsierint*, Cartulaire d'Aniane, ch. 96 (1061) ; 115 (1035-1057) ; 236 (1039) v. Gellone ch. 250 (1031-1048) ; v. sur les redevances perçues par le bayle Cartulaire, de Saint-Sernin, 121 (juillet 1143).

89. Ch. 313 (1077-1099) ; il n'y est question ni de vigerie ni de baylie ; cependant le donataire Hugue Matfred reçoit de l'*obedientialis* de Fontmars *ad fevum* diverses donations indiquées au texte ci-dessus : *de omnes vineas habeat gardiam* est-il dit, *excepto de vineas que erunt in dominio et ipsas faciat aspicere*. Il y a, semble-t-il, dans cette obligation de surveillance quelque chose qui se rapproche assez de la baylie ; cette impression est confirmée par le droit qui est conféré à Hugue au tiers des donations faites à l'abbaye et au treizième denier pour les droits de justice. Elle est encore corroborée par le fait qu'Hugue a donné son corps, sa femme, ses enfants à Saint-Sauveur de Gellone ; il pourrait donc être l'homme de Saint-Guilhem ; serait-ce là un reste d'hommage servile devenu hommage vassalique et récompensé par le fief ? v. Petot, *L'hommage servile ; essai sur la nature juridique de l'hommage*, R.H.D. 1927, pp. 68 s., spécialement 73-76 et 88.

90. Ce qui revient à une véritable concession en fief, en *feudum honoratum* pur et simple, chose très rare dans nos textes.

91. On sait que le droit de garde pesait sur les vignes en dehors du quart ;

de celles que le monastère tient *in dominio* ; il a droit dans chaque manse à une albergue pour lui et un homme, mais surtout — et c'est ce qui paraît très remarquable — il aura le tiers de tous les dons que l'abbé ou l'*obedientialis* recevront à Fontmars⁹² et, *de placitos*⁹³ *qui ibi advenerint, de quibus abba vel monachus*⁹⁴ *abuerint XII denarios, ipse habeat decimum tertium.*

On comprend aisément, devant l'importance et l'étendue de ces droits, que les fonctions de bayle se soient stabilisées et que la tendance à l'hérédité qui marque l'évolution des offices dans le haut moyen-âge, se soit fait sentir ici également. Le bayle s'installe dans sa fonction et dans son ressort territorial comme dans un bien lui appartenant en propre ; il le revendiquera même contre l'abbaye, témoins les *quirpitiones*, les abandons de droit et renonciations à toute baylie dans tel ténement⁹⁵. Les baylies aux revenus importants sont tombées entre les mains de familles parfois puissantes, de châtelains locaux qui, négligeant les obligations des bayles et n'en retenant que les bénéfices, sont devenus pour l'abbaye une gêne, peut-être un danger. Aussi essaie-t-on d'obtenir d'eux l'abandon de leurs droits et n'hésite-t-on pas à payer leurs *quirpitiones*⁹⁶ ; mais les revendications

il consistait généralement en paniers de raisins perçus en nombre proportionnel à la superficie de la vigne ; ch. 497 (1124). Cpr Cartulaire d'Aniane, 244.

92.... *de donos... abeat terciam partem exceptousu*. L'interprétation exacte de ces deux derniers mots paraît difficile.

93. Le mot n'est pas d'une lecture assurée, les éditeurs l'ont fait suivre d'un (?)

94. *L'obedientialis*.

95. Ch. 322 (1063) : ... *quirpimus.. omnem bailliam et interpellationem quam habemus in...* ; v. les chartes que nous allons citer et 225 (1098).

96. V. ch. 250 (1031-1048). — cf. Cartulaire Aniane, ch. 230 (1032-1060). — L'affaire de la châtellenie de Verdun (le *castrum* de Verdun est au-dessus du village de Saint-Guilhem) est à ce point de vue édifiante. En 1124 (ch. 518) Adélaïde et son mari Armand font abandon de toute prétention (la cause juridique n'en est pas précisée) sur la châtellenie ; ils reçoivent de l'abbaye, *titulo transaccionis*, trois cent sous de Melgueil. Ils jurent sur l'autel de saint Guilhem et sur la vraie Croix de respecter à jamais cette transaction. Après la mort de son mari, Adélaïde, du chef de laquelle venaient les droits sur la châtellenie, sous la pression de sa fille Hermentardis et de son gendre Gérald Bérard, revendique avec eux la *baillia* de Verdun et, à ce titre, plusieurs cens

reprennent d'une génération à l'autre⁹⁷, ce qui établit nettement le caractère héréditaire et quasi-patrimonial de la baylie⁹⁸.

Il n'est donc point étonnant que la *bailia* prenne l'aspect d'un mode de tenure ; on trouve dans les textes ce mot employé parallèlement à *fevum* : *omnia que cum querebam ego... sive juste aut injuste, aut per fevum sive bailiam vel per vicariam*⁹⁹ ; le monastère lui-même recevra en don des

en divers manses relevant du château et *quosdam redditus panis, vini et carnis*. Sous l'abbé Richard en 1158 un arbitrage a lieu dans l'église Saint-Paul de Clermont-l'Hérault ; les deux arbitres qui sont les frères Pierre Raimond et Gaucelme de Montpeyrour (ce Gaucelme, moine d'Aniane (Cartulaire d'Aniane, 94), en 1117, sera en 1161 abbé d'Aniane et en 1162 évêque de Lodève) tranchent le débat en faveur de l'abbaye, motif pris de la *guirpitio* jurée par Adélaïde et son mari (sorte de pacte de serment) et d'une possession depuis lors plus que trentenaire (ch. 524=536). — La querelle ne semble pas s'apaiser pour cela : Gérard et son fils Bernard se livrent contre le monastère à de véritables déprédations dont le dommage s'élève, selon l'estimation de l'abbé, à plus de trois mille sous de Melgueil. En 1170, sous l'abbé Bernard, on se met d'accord sur un nouveau compromis et de nouveaux arbitres ; la contestation porte toujours sur la *bailia* et les cens qui en dépendent. Dans l'église Saint-Pierre de Pézénas, Imbert de Cornus et Pierre Déodat, *miles*, rendent leur sentence qui ne laisse pas d'être assez singulière : il faut s'entendre, proclament-ils, à la décision de 1158 ; d'autre part la longue possession *quiete et sine aliqua querimonia* de Gellone milite en faveur de l'abbaye ; mais, à titre de composition amiable, l'abbé versera à Gérard Bérard cent sous de Melgueil et renoncera à être indemnisé des dommages dont il se plaint. L'abbé Bernard s'incline, dit le document, *magis voluntate atque consilio supradictorum Imberti et Petri Deodati arbitrorum quam alia ex causa*. Ses adversaires jurent (une fois encore) de ne plus soulever aucune contestation au sujet du château de Verdun et de ses dépendances (ch. 537).

97. V. encore les ch. 322 et 329 : en 1063, abandon des prétentions de Bérenger et Raimond de Cournonsec avec rétention d'une albergue pour dix chevaliers et un cens de deux agneaux à Pâques ; en 1121, *guirpitio* par un autre Raimond de Cournon (cpr. 329, 322 et 338) de cette albergue et de tout ce que *antecessores nostri et nos habuimus, vel aliqua successione seu aliquo modo habere possumus vel poterimus in predicto terminio per bailliam...* (ch. 329).

98. Au Cartulaire de l'évêché d'Agde, Bib. Nat. ms. lat. 9999, f° 56, figure un acte de 1120 par lequel Pierre Bermond d'Agde dispose avant de mourir de la baylie qu'il possède sur le manse d'Étienne Pons (J.F. 232, n. 2). — Cpr avec la ch. 440 (1126) dans laquelle Pierre Guibert dispose de la vigerie du vicomte de Millau à Saint-Étienne de Larzac). — Tous les bayles n'ont cependant pas eu une situation autonome et prépondérante, témoin celui de Notre-Dame de la Garrigue dont l'arbitrage de 1163 (ch. 542) ordonne *ut sit semper per manum capellani* (de Montpeyrour).

99. Ch. 294 (15 juillet 1080).

manes *ad alodem et fevum et vicariam*¹⁰⁰; la ch. 329¹⁰¹ abandonnera en 1121 tout ce à quoi Raimond de Cournonsec peut prétendre dans l'*honor* de Saint-Guilhem à Grémian *per bailiam*¹⁰². L'abbé d'Aniane accorde *per bailiam* à Guilhem VI de Montpellier une albergue au prieuré de Saint-Amans pour que le seigneur de Montpellier défende la ville et ses habitants¹⁰³.

La baylie, fonction et redevances qui la rémunèrent, peut sans doute être tenue en fief, si notre analyse de la ch. 313 est exacte¹⁰⁴; d'autre part le Cartulaire d'Aniane nous rapporte l'acte de concession en 1136 d'une *ministralia* dans la *villa* de Pabiran¹⁰⁵, concession qui a tout l'aspect d'un bail à cens : *ego Petrus abbas... dono tibi Stephano... ministrariam in toto honore quem modo habemus in villa de Pabirano... pro tali usatico...*¹⁰⁶.

Il serait intéressant de déterminer quelle différence peut exister entre la baylie telle que nous la connaissons et la garde seigneuriale. Une chose est nette : le seigneur gardien ne touche en principe que — si nous osons dire — son indemnité d'entrée en charge et il opère en général sur des

100. Ch. 404 et 414 (début du XII^e s.). On s'explique donc bien qu'un honneur important, par ex. le château de Verdun, puisse être obtenu *per bailiam*.

101. *Supra*, n. 98. — cf. la ch. 535 : *Carta cognitionis de melioratione honoribus quam R. tenet de Sancto Guillelmo ... in bajulia et in custodia*.

102. Cf. Cartulaire d'Aniane, ch. 230 (5 février 1032-1060) : ... *donatores sive pventitores sumus... bajuliam quam habemus in villa que vocant Columbarios vel in ejus terminio quicquid ibidem habemus vel modo possidemus per bajuliam sive drictum sive tortum...* L'original de cette charte est aux Archives de l'Hérault, H, layette d'Aniane.

103. Cartulaire des Guillems, p. 705; il s'agit de Saint-Amans de Teulet, commune du Pouget; cf. aussi la donation d'une *bailia* sur l'*honor* de Carcarès (*supra*, n. 74)... *et per istam bailiam supradictam habeas albergum cum disnare etc...* le texte porte la marque du passage qui est en train de s'opérer de la *bailia* à la tenure *per bailiam*.

104. *Supra*, n. 89.

105. Cartulaire d'Aniane, ch. 79 (=78). C'est Saint-Jean de Pabiran commune de Montagnac.

106. Le cens annuel sera d'un *modius* de grain à la mesure marchande qui devra être porté à Aniane le 15 août; l'abbé se réserve en outre les albergues qu'il a déjà sur le fond, la *quista*, les *placita* et les *laudimia*; il garde donc par devers lui tous les droits proprement seigneuriaux. L'acte ne fait aucune mention des devoirs propres à la *ministralia*.

terres mouvant de lui ; le bayle a droit à de multiples redevances et n'exerce en général sur sa *bajulia* aucun pouvoir seigneurial qui lui appartienne en propre, mais la seule seigneurie foncière ou justicière de l'abbaye. Alors que les gardiens, de l'extérieur en quelque sorte et sans être toujours les hommes de l'abbé, protègent l'abbaye et ses possessions, les bayles, de l'intérieur, faisant souvent partie de la *familia* du monastère, soumis à l'abbé dans la hiérarchie féodale, administrent ou plus exactement peut-être surveillent l'administration de tel bien ou tel revenu déterminé. Le bayle méridional est en fait le véritable successeur des avoués carolingiens tombés « au rang de simples serviteurs de l'abbaye ¹⁰⁷ ». Il est arrivé que parfois, l'idée de protection prenant dans l'institution de la baylie le pas sur l'idée d'administration, la baylie a évolué et a servi à la garde des biens du monastère ; cela a rendu le développement de la *custodia* superflu ¹⁰⁸. L'office de bayle a été dans ces cas-là confié à de puissants seigneurs et cette circonstance, ainsi que l'évolution des offices vers la patrimonialité, explique qu'on ait pu envisager la *bajulia* non plus comme une fonction, mais comme un mode de tenure.

Les documents nous présentent, d'ailleurs par de brèves mentions, deux autres officiers ou employés de l'abbaye : le décimateur ou dîmier, chargé, comme l'indique son nom, de prélever et percevoir la dîme pour l'abbaye partout où celle-ci est décimatrice et n'a pas inféodé son droit ¹⁰⁹, et le *cartator* ou *quartator* qui est le sergent champarteur ¹¹⁰. Ces deux agents sont nourris dans l'exercice de leurs fonc-

107. Senn. 101. — cf. aussi *ibid.* n. 1, les citations du Cartulaire de Saint-Victor de Marseille, notamment I, n^{os} 68, 299 et 416 où nous voyons des *advocarii* qui sont « comme des régisseurs du domaine monastique ». La baylie est désignée comme un *serventicum* dans le Cartulaire de Saint-Sernin n^o 110. — Notons d'ailleurs que nous ne connaissons pas d'avoué carolingien pour Gellone.

108. *Supra*, chap. IV, § 2.

109. Ch. 499 (début du xii^e s.).

110. Ch. 241 (1077-1099) ; 499, pp. 409-410 et ch. 543 (1170).

tions par ceux-là même qu'ils contrôlent et taxent, c'est-à-dire par les tenanciers ; *omnes isti mansi et apendarie dant prandium messionale decimario et quartario* ¹¹¹⁻¹¹².

§ 3. — L'exploitation des terres.

L'unité d'exploitation, pour Gellone comme pour les autres grands propriétaires fonciers de ce temps, est le *manus* qui est l'ancienne subdivision de la *villaromaine* ou mérovingienne ¹¹³ et qui a été anciennement la résidence (*mansio*) d'une famille de colons ou ouvriers agricoles ¹¹⁴, ce qui deviendra très vite et restera jusqu'à nos jours le mas ¹¹⁵.

A côté du manse, figure au Cartulaire une autre division territoriale, l'*apendaria* ¹¹⁶ ; il est difficile de préciser en quoi elle se distingue du manse ; peut-être n'en vaut-elle que la moitié ¹¹⁷ ? mais les textes sont très loin d'être nets sur la question. On peut dire simplement que l'*apendaria* est moins étendue et moins importante ¹¹⁸ ; les *apendariae* apparaissent comme bien moins chargées de redevances dans le pouillé de l'infirmier, ch. 495 ; en revanche, il est vrai, dans la ch. 490 qui est une donation payée de Raimond

111. Ch. 499. — Le fief du châtelain de Popian comporte en plus de divers cens *unum mangar* (ici une lacune) *al cartador, absque pabulo jumentorum et quartum mansi* (ch. 241) ; de même le fief que tient le seigneur de Brissac comporte *unius manjar al cartador absque pabula jumentorum* (ch. 543 en 1170).

112. Ce repas à la moisson peut se renouveler aux vendanges : *et messionale prandium et vindemiale quatuor hominibus* (ch. 499, p. 410).

113. Sur la division de la *villa* qui s'achève à l'époque féodale, v. Decla-reuil, *Hist. du Droit*, 383, n. 179.

114. Souvent les manses sont désignés par les noms de ceux qui les tiennent, v. par ex. ch. 41 ; v. aussi 382 *in fine*. — Sur les manses, cf. Cartulaire, *passim*, notamment ch. 143, 215, 126 et les pouillés 495, 499, 501.

115. Cf. ch. 234 : *el mas della Gleiza..... el mas de Rocades...*

116. Ou *apennaria*, Cartulaire, *passim*, notamment ch. 143, 154, 156, 403 et les pouillés ci-dessus.

117. On pourrait l'inférer d'un rapprochement entre les ch. 185 et 184 (début du xii^e siècle. — la ch. 185 est, selon nous, antérieure à la ch. 184 qui est datée de 1107) — v. également 408 (1098-1119 ?). — Dans la ch. 244 au Cartulaire d'Aniane (xii^e s.), chaque manse doit *de vestitura* un mouton ou xii deniers, chaque *apennaria* vi deniers.

118. V. ch. 126 (1080) où on pourrait noter une proportion des deux tiers.

de Saint-Saturnin en 1134, figurent des *apennariae* dont les cens sont nettement plus élevés que ceux de certains manses énumérés par le même document¹¹⁹; le pouillé général 499 ne permet à peu près aucune précision; il laisse cependant bien l'impression que nous avons déjà dite, d'*apendariae* généralement moins importantes que les manses¹²⁰⁻¹²¹.

Les indications du Cartulaire sont plus imprécises encore sur la dimension des manses et il nous est impossible de rien avancer sur ce point¹²². D'ailleurs les terres dont le manse se compose peuvent n'être pas d'un seul tenant¹²³; d'autre part il n'est pas rare de trouver au Cartulaire des dons, des ventes ou des engagements de moitiés de manses qui semblent être traitées comme de véritables unités d'ex-

119. Un manse doit une albergue pour deux chevaliers et un sergent, un setier d'orge, le quart du pain, trois deniers d'oublies, la moitié des fruits d'arbres fruitiers; une *apennaria* dans la même *villa* doit les mêmes redevances plus un agneau à la Pentecôte; une autre devra les mêmes cens, mais huit deniers d'oublies; une troisième, au contraire, devra la moitié des cens dûs par le manse.

120. Les *casalis* ou *casalicium*, *casalagium* que M. Declareuil (*op. cit.*, p. 383, n. 180) considère comme des divisions d'exploitation, ne paraissent dans le Cartulaire de Gellone susceptibles que de deux seules interprétations: le *casalicium* est une petite maison qu'on voit figurer dans l'énumération des terres données *cum casis*, *casaliciis*, *ortis* etc.. — le *casaticum* (le *casalagium* n'existe pas en effet dans la ch. 499 visée par M. Declareuil) est une redevance légère et généralement un cens en argent.

121. L'*apendaria* est-elle, comme le veut H. Sée, *Les Classes rurales et le régime domanial en France au moyen-âge*, p. 144, un démembrement du manse? rien dans nos documents ne l'établit formellement: tantôt on voit l'*apendaria* traitée comme une annexe du manse, tantôt comme une unité bien indépendante analogue au manse et qui a ses propres annexes. M^{lle} Favre y verrait « des portions du domaine gagnées plus tard à l'exploitation » (J.F. 14). — La *bordaria* ne figure pas au Cartulaire de Gellone (elle figure au Cartulaire d'Aniane); on y trouve en revanche une fois la *condamina* qui est très probablement la terre *in dominio*: ... *portant dimidium modum ad Sum Guilelmum annone et faciunt tres bovarios in condamina*, ch. 499, p. 410. — V. Sée, p. 748.

122. On sait que M. Bloch, *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 159, estime le manse entre 5 et 30 hectares, en moyenne de 13 à 15.

123. V. ch. 199 (avant 1122 ?) qui n'est pas absolument décisive; mais la ch. 103 (1154) au Cartulaire d'Aniane est, pour ce que nous disons au texte, parfaitement nette. Souvent d'ailleurs les manses sont d'un seul tenant, cf. ch. 499 p. 410: *In villa Miliciano... mansi Gerald Petri dant etc.. pro mansione que est extra mansos, portant dimidium modum* etc..

exploitation¹²⁴. On vendra même ou on donnera dans tel manse ou tel ténement une *cartairata* ou une *sextairata*¹²⁵. A quoi correspondent ces mesures de superficie ? il est à peu près impossible de le déterminer pour l'époque où nous plaçons¹²⁶, comme il est bien difficile d'indiquer ce que peuvent être ces *capulmansi*¹²⁷, *cabmansi*¹²⁸, *caputmasurae*¹²⁹ que nous rencontrons à travers nos textes.

On pourrait penser avec grande apparence de raison que ce sont là les manses qui dans l'ancienne *villa* composaient le domaine exploité directement par le propriétaire ; le *capulmansus* serait l'ancien *mansus indomonicatus* ; cela éclairerait ce texte où est consignée la donation d'un *caputmansus cum statu dominico suo*¹³⁰, c'est-à-dire sans doute d'un chef-manse avec les redevances qui lui sont dûes¹³¹. Cependant il faut admettre alors que le *mansus indomonicatus* a gardé dans le nom qui le désigne une trace de son origine, mais qu'il peut avoir subi pour des motifs divers le sort de bien des manses et avoir été lui aussi baillé à cens ; cela seul peut rendre compte de ces donations de chef-manse où réside déjà un tenancier : *donamus filium meum Deodatum cum hereditate sibi pertinentis... unum cabman-*

124. Ch. 32 (1030) ; 130 (1038) ; 389 (1077-1099) ; 156 (1103).

125. V. par ex. ch. 124 (1032-1060) ou 216 (1080).

126. Il se peut que ces mesures se rapportent soit à la quantité de grains ou de vin que produit la terre, soit à la quantité de semence qu'elle peut recevoir. La cartairée est employée plus souvent pour les vignes (et les prés), la sétérée pour les terres labourables. On trouve même des actes portant sur *illas terras ... in quibus poterit seminare unum modium frumenti*, ch. 262, 335, 387 (fin du XI^e siècle).

127. Ch. 113 (941), 39, 45, 46, 55, 77, 97 (première moitié du XI^e siècle).

128. Ch. 293 (1080) ; 199 (début du XII^e s.) ; *cabmansura* : ch. 386 (début du XI^e s.) et 341 (fin du XII^e s. ?).

129. Ch. 242 (1098).

130. Ch. 53 (1070 citercir ?).

131. Cette formule n'est pas excessive, cf. la ch. 113 (vendredi 1^{er} janvier 941 — publiée dans *H d.L.* V, c. 192) qui donne à Gellone *unum capud mansum, cum curte et orto, exivis et regressis et quatuor denarios de censo*. Il n'est pas dit où ce cens sera pris ; c'est donc le cens qui est dû au chef-manse par les autres tenures. — Cela corrobore les textes où nous voyons le manse lui-même devoir les cens, vg ch. 76 (1035-1057) ; 234 ; 495 (*passim*) ; 499 (*passim*) ; 529 et 539, c'est-à-dire tous les pouillés du Cartulaire.

sum cum Ugone inibi degentium cum filiis et filiabus... ¹³².

Cependant le mode général d'exploitation des biens n'a pas absolument changé ; on retrouve à Gellone la division des terres en deux groupes : celles dont l'exploitation directe est assurée par le propriétaire et celles qui sont concédées à divers censitaires. En 1098 dans la paroisse de Saint-Pargoire, Pons Chucha fait abandon à l'abbé de Saint-Guilhem et aux moines de Gellone d'un *fevum* qu'il tenait d'eux pour que ceux-ci l'aient désormais *in suo domino* ¹³³. A peu près à la même époque, le prieur de Fontmars reçoit un jardin à la condition qu'il le cultivera *in dominio* et en paiera la tasque ¹³⁴. Toujours à la fin du *x^e* siècle, Raimond de Mandagot donne à l'abbaye sept manses de telle sorte que l'abbé et les moines tiennent trois manses et demi *in dominio* et que l'autre moitié constitue un fief de reprise ¹³⁵.

Que les *caput mansi* dont nous venons de parler soient passés à des tenanciers, la crise générale de la main-d'œuvre et la gêne économique des *x^e* et *xi^e* siècles en rendent facilement compte ; on trouve au Cartulaire des indices assez précis sur ce point : voici une donation faite, semble-t-il, dans le cours du *x^e* siècle, peut-être vers 1070, par laquelle Bernard transmet au monastère son bien dans la *villa* Unchariolas au comté d'Agde *in tali ratione ut abbas et monachi vestiant ipsum alodem et donent hominibus ad laborandum* ; le donateur se réserve, pour lui et son fils, la moitié de la tasque, des oublies et une albergue ¹³⁶ ; une opération analogue est accomplie en 1093 : les donateurs reprennent en fief la moitié de ce qu'ils ont donné à Gellone ; l'abbé et

132. Ch. 293 (2 février 1080 n.s.). — Cf. Cartulaire Aniane, ch. 119 (avant 1100?) : *donamus... decem modiatas de vineas cum ipso capdemanso ubi Venerandus visus est manere*.

133. Ch. 265 ; v. aussi ch. 458 (1098).

134. Ch. 314. — Cela constitue au fond une véritable censive tenue par le prieur avec interdiction de sous-accenser ; c'est peut-être le seul exemple que nous ayons d'un pareil fait.

135. Ch. 418. — V. encore la ch. 316 (1112) par laquelle l'abbé concède la moitié d'un manse *ad fevum, excepto orto quem mihi retineo in dominio*. v. ch. 466 (1077-1099) — cpr ch. 163 (=241) et Cart. Aniane, ch. 224 (1103) : *dono unum mansum cum fevale et unum boschum in dominio sine fevale*.

136. Ch. 140.

les moines conviennent *ut cum vestire poterimus alodem pre-fatum, ut faciamus sine inganno*¹³⁷.

Le monastère a lui-même employé un moyen analogue pour acquérir à ses terres une plus-value : en 1153¹³⁸, l'abbé Raimond II donne aux frères de l'Hôpital les possessions de Gellone à la Vaquerie moyennant un cens annuel de douze sous melgoriens payables à l'Épiphanie. Les Hospitaliers devront construire sur les terres au moins cinq *vesticiones*, c'est-à-dire cinq maisons dont chacune aura un jardin d'une sétérée¹³⁹ ; qu'il s'agisse bien de procurer ainsi une meilleure exploitation de la terre, l'exemption du quart et de la dîme qui est accordée à ces *vesticiones* pour leur jardin paraît l'établir ; d'ailleurs le manse de Villaret sur lequel la même charte concède aux Hospitaliers une servitude de passage¹⁴⁰, n'est pas en exploitation et, tant qu'il restera *sine vesticione*¹⁴¹, les Hospitaliers y auront droit de pâture¹⁴².

C'est donc qu'il était alors difficile de cultiver la terre, de trouver l'argent et les hommes nécessaires pour cela. A la fin du XII^e siècle, des cessions de ce genre ne se retrouvent plus dans nos documents.

137. Ch. 239. — Guilelma et l'abbé Pierre II s'accordent pour partager le cens *in aliis mansis vel apendariis quas abbas vel ego vestire poterimus*, ch. 227 (1112). Le pouillé de Saint-Etienne de Larzac fait varier le cens selon que les manses sont ou non exploités, ch. 234 : *E se en aquestz mases sobredigz n'avia minja que no fos vestits ... o se vestit non ero ...*

138. Ch. 506, v. *H d.L.* V, 1153-1154.

139. Sur le sens (différent de celui qui nous venons de rencontrer plus haut) que prend ici le mot *vesticio*, v. l'abbé Du Gange, *hoc vº* (où la charte dont nous parlons est visée et citée). Les Hospitaliers pourront construire autant de *vesticiones* qu'ils voudront, mais seulement douze avec un jardin.

140. *...ut liceat eis et hominibus et pecoribus eorum venire ad aquatum*.

141. Ici, selon nous, le mot *vesticio* reprend son autre sens. Il a d'ailleurs encore une troisième signification : redevance ou cens ; cf. ch. 409, 412 (début du XII^e s.) ; 247 (1112) ; 499, p. 410 : *cellarario datur hec verqueria ... et X solidi pro vestimento*.

142. Cette ch. 506 est assez remarquable. Elle prévoit en effet que les maisons ainsi construites ne pourront être déguerpies ou, si elles ont été détruites par cas fortuit, devront être restaurées ; faute de quoi, au bout de deux ans, l'honor entier avec ses édifices et ses améliorations reviendra au monastère. On pourrait d'ailleurs discuter sur l'interprétation exacte de la phrase : *honor totus... ad monasterium nostrum revertatur, supradicto censu duodecim solidorum interim omnino solvendo monete quatuor denariorum*. Le retour serait-il définitif ? — Quoiqu'il en soit, cela fait penser à la saisie censuelle.

**Listes des Prieurs claustraux, Sacristes, Cellériers,
Camériers, Aumôniers, Infirmiers, Capiscols et Doyens
de Gellone**

Pour ces officiers nous avons préféré donner les tableaux ci-dessous qui permettent de mieux saisir le passage de quelques moines d'une fonction à l'autre et que nous avons été obligé de diviser pour les nécessités de la mise en page.

<i>Prieurs</i>	<i>Sacristes</i>	<i>Cellériers</i>	<i>Camériers</i>
1. Durabilis ¹	1. Tancalradis ¹	1. Andegaus ¹	---
	2. Rainaldus sous l'abbé Gérald ²		
	3. Pontius Burse, secretarius 19 déc. 1029 ³	2. Benedictus 1029 ³	
2. Willelmus, sous l'abbé Pierre I ^{er} ⁸	4. Helianus ou Helias, secre- tarius ⁴ , edi- tuus ⁵ cà 1066 ⁶ —cà 1099 ⁷	3. Gauzfred, sous l'abbé Pierre I ^{er} ⁹	
3. Raimundus de Arboras 1086 ¹⁰ -1102 ¹¹		4. Raimundus, claviger sous l'abbé Bérenger ¹²	

1. *Testamentum Juliofredi.*
2. Ch. 5.
3. Ch. 382.
4. Ch. 384 (1074).
5. Ch. 212 (1078-1095).
6. Ch. 3.
7. Ch. 393. — Hélias est attesté en outre par les ch. 396 (1086-1090) et 426 (31 décembre 1089).
8. Ch. 15, 33, 44.
9. Ch. 3 et ch. 384 (1074).
10. Ch. 396 (1086-1090). — Raimond d'Arboras est attesté comme prieur le 31 décembre 1089 par la ch. 426.
11. Ch. 203 (1100-1102). — R. d'Arboras est attesté comme prieur le 31 août et le 1^{er} septembre 1101 par les ch. 299 et 177.
12. Ch. 358; attesté en 1086 par la ch. 360.

<i>Prieurs</i>	<i>Sacristes</i>	<i>Cellériers</i>	<i>Camériers</i>
		5. Fredolonus 31 déc. 1089 ¹³ 1090 ¹⁴	
	5. Guiraldus ou Geraldus 1100-1102 ¹⁵		
	6. Raimundus de Arboras 22 nov. 1102 ¹⁶		
4. Raimundus de Pradinas 1106 ¹⁸ -1124 ¹⁹		6. Raimundus de Balazuc 1106 ¹⁷	
		7. Bernardus Petri 1106-1120 ²⁰	
	7. Leo 1111 ²¹ , 1112 ²² , 1115 ²³		
		8. Leo 1124 ²⁴	

13. Ch. 426.

14. Ch. 333.

15. Ch. 203. — Guiraldus est attesté en 1101 par la ch. 394 et le 20 juillet 1101 par la ch. 273.

16. Ch. 195.

17. Ch. 180.

18. Ch. 430 et 180. — Nous relevons cette particularité qu'en trois chartes : 180 (1106), 342 (1110) et 357 (1116), Raimond de Pradines est désigné en ces termes : *Raimundus vocatus prior*. La ch. 268 (1107) porte *in presentia... Raimundi prioris dicti*. — R. de Pradines est attesté en outre par les ch. 240 (1115), 292 (1119), 364 (1122).

19. Ch. 518. — On retrouve Raimond de Pradines, après qu'il a un successeur comme prieur, en 1133 (ch. 441=375) et 1134 (ch. 493).

20. Ch. 274.

21. Ch. 382.

22. Ch. 247.

23. Ch. 240.

24. Ch. 518.

*Prieurs**Sacristes**Cellériers**Camériers*

- | | | | |
|---|---|--|-------------------------------------|
| 5. Ugo
1130 ²⁵ -1134 ²⁶ | 8. Raimundus de
Roca
1130 ²⁷ -1134 ²⁸ | 9. Petrus Campi
1133 ²⁹ | 1. Benedictus
1133 ²⁹ |
| 6. Benedictus
1141 ³⁰ | 9. Petrus Campi
1141 ³⁰ | 10. B. de Sancto
Poncio
1141 ³⁰ | |
| 7. Matfredus
1152 ³¹ | 10. Stephanus
1152 ³¹ | 11. Berengarius
1152 ³¹ | |
| 8. Guillelmus de
Cerina ³²
1153 ³³ | 11. Guillelmus
1154 ³⁴ | | |
| | 12. Berengarius de
Monte Arnaldo
1155 ³⁵ | 12. Matfredus
1155 ³⁵ | |
| | 13. Petrus Campi
1158 ³⁶ -1164 ³⁷ | | |
| 9. Bernardus de
Mesoia
1161 ³⁸ -1168 ³⁹ | | 13. Pontius de Gi-
gano
1161 ⁴⁰ | |
| | | 14. G.
1161 ⁴¹ | |

25. Ch. 376. Ugo est encore attesté en 1133, ch. 441 (=376) et 161-162.

26. Ch. 490.

27. Ch. 488 ; attesté en 1133 par la ch. 441 (=375).

28. Ch. 490, 493.

29. Ch. 441 (=375).

30. Ch. 547.

31. Ch. 504.

32. c'est-à-dire de Sérignan, dans l'arrondissement de Béziers.

33. Ch. 506.

34. Ch. 515.

35. Ch. 516.

36. Ch. 524 ; v. ch. 525 (1161) et 575 (*id.*).

37. Ch. 530.

38. Ch. 525 et 575 ; v. ch. 521 (1162).

39. Ch. 528.

40. Ch. 525.

41. Ch. 574. Ce G. serait-il l'initiale de *Gigano* et le cellérier ainsi désigné ne devrait-il pas être confondu avec Pons de Gigeon ?

<i>Prieurs</i>	<i>Sacristes</i>	<i>Cellériers</i>	<i>Camériers</i>
			2. Pontius de Gigano 1162 ⁴²
	14. Bernardus de Meso prior et sacratista 1167 ⁴³	15. Matfredus 1167 ⁴⁴ -1171 ⁴⁵	
	15. Petrus de Fonte Martii 1170 ⁴⁶ -1171 ⁴⁷		
10. Petrus de Fonte Marcio 1175 ⁴⁸		16. Bernardus Pa- lioti 1175 ⁴⁹	
11. Guillelmus de Broset 1180 ⁴⁹		17. Raimundus Petri 1199 ⁵⁰	
	16. Petrus de Alai- raco 1212 ⁵¹		
12. B. de Pomaret 1213 ⁵²			

42. Ch. 521.

43. Ch. 527.

44. Ch. 527 (Matfred est-il déjà cellérier ? il l'est assurément en 1168 : ch. 528).

45. Ch. 545. — Matfred est encore attesté en 1170 par les ch. 368 et 538.

46. Ch. 368 et 538.

47. Ch. 545.

48. Ch. 552.

49. Ch. 517. — Guilhem de Broset est, en 1170-1171, le seul *elemosinarius* que nous connaissions à Saint-Guilhem ; ch. 368 et 545.

50. Ch. 579. — Raimond Pierre est encore attesté sans autre indication en 1236 par la ch. 587.

51. Ch. 574.

52. Ch. 563 ; il y a un Bernardus de Pomaret parmi les témoins de la ch. 584 (1219).

<i>Prieurs</i>	<i>Sacristes</i>	<i>Cellériers</i>	<i>Camériers</i>
13. G. de Parlatges 1219 ⁵³			3. Guillelmus de Sparo 1233 ⁵⁴
14. Ugo Adalberti 1250 ⁵⁶			4. Pontius Azemari 1249 ⁵⁵
15. Petrus de Val-lebona 1277		18. Petrus de Sal-liaco 1277 ⁵⁷	5. Bernardus de Liurano 1276
		19. P. de Tympanicis 1280	6. Bernardus de Limpano 1280
			7. Petrus de Vallebona 1287
16. Guillelmus de Rupelonga 1290	17. Johannes de Castaneto 1289 ⁵⁸		8. Raimundus de Monstuejouis 1289

53. Ch. 584 ; il faut lire Guillelmus de P. comme en témoignent de nombreuses chartes, notamment 582 et 583 (1217).

54. Ch. 578.

55. Les camériers suivants sont indiqués par Sort, p. 421.

56. Les prieurs suivants sont mentionnés par Sort, p. 418.

57. Ce cellérier et le suivant sont mentionnés par Sort, p. 420. — Petrus de Sallez figure le 31 mai 1236 dans la ch. 587, sans autre indication.

58. Mentionné par Sort, p. 422.

<i>Capiscols</i>	<i>Doyens</i>	<i>Forisdecani</i>
1. Adalmannus ⁵⁹	1. Gramaris ⁵⁹	1. Austregotis ⁵⁹
2. Aicmarus 1029 ⁶⁰	2. Austramnus 1029 ⁶⁰ -cà 1033 ⁶¹	2. Deusde 1029 ⁶⁰
	3. Pontius 1042 ⁶²	
	4. Geraldus de Uglaz, sous l'abbé Gauz- fred, c'est-à-dire avant 1050 ⁶³	
	5. Pontius Eblo cà 1066-1074 ⁶⁴	

<i>Subprior</i>	<i>Eleemosinarius</i>	<i>Infirmiers</i>
Willelmus de Sancto Caprasio 1175 ⁶⁸	Guillelmus de Brodet 1170 ⁶⁶ -1171 ⁶⁷	1. R. 1161 ⁶⁵
		2. Petrus de Lodeva 1219 ⁶⁹
		3. Ugo de Sancto Poncio 1220 ⁷⁰
		4. Ricardus 1259 ⁷¹
		5. Joannes de Vei- grinis 1280.

59. *Testamentum Juliofredi*.

60. Ch. 382.

61. Ch. 40 et 250 (1032-1042).

62. Ch. 17 (=136).

63. Ch. 383.

64. Ch. 3. — Le doyen Pons paraît attesté encore par la ch. 253 (29 décembre 1072 ?)

65. Ch. 575.

66. Ch. 368.

67. Ch. 545. — V. *supra*, n. 49.

68. Ch. 552.

69. Ch. 585. — Pierre de Lodève vit encore le 31 mai 1236 (ch. 587).

70. Ch. 589; il vit encore le 31 mai 1236 (ch. 587). — Sort le signale, p. 422, avec la date de 1250.

71. Les deux derniers infirmiers cités ici sont nommés par dom Sort, p. 422.

LISTE DES PRIEURS, MOINES ET CHAPELAINS

indiqués au *Cartulaire* comme résidant dans les possessions
extérieures de l'Abbaye

Diocèse de Lodève

(?) prepositus Si Andree : Mainarius en 938 ¹.

Saint-Jean : Ingilricus, obediencialis en 1031-1050 ²; Berengarius de Monte Arnaldo, prior en 1161 ³; Ricardus, prior en 1170 ⁴ et 1175 ⁵.

Saint-Saturnin sous le château des Deux-Vierges : Bernardus Rigaldi, monachus obediencialis en 1102 (?) ⁶ et 1105-1120(?) ⁷.

Saint-Martin d'Adisse : ? Geraldus de Rojano en 1123 ⁸; Bertrandus de Pomers, obediencialis de Adiciano en 1125 ⁹, 1127 ¹⁰, 1128 ¹¹ et 1130 ¹² — et Aenricus monachus en 1125 ¹³ et 1128 ¹⁴. — Petrus de Roca, capellanus de Montepetroso vers 1133 ¹⁵; Petrus de Caunaz, capellanus en 1163 ¹⁶.

(?) procurator de Montana : Matfredus en 1164 ¹⁷.

Saint-Barthélémy : Petrus, capellanus en 1161 ¹⁸.

Saint-Laurent : Lodoycus, prior en 1207 ¹⁹; Bernardus, prior le 31 mai 1236 ²⁰.

1. Ch. 420. On peut supposer qu'il s'agit ici de Saint-André-de-Rohas attesté par le *Testamentum Juliofredi*.

2. Ch. 48 et 133.

3. Ch. 525 et 575; Bérenger de Montarnaud était sacriste en 1155.

4. Ch. 368, 538 et 545.

5. Ch. 552.

6. Ch. 195.

7. Ch. 190 et 191.

8. Ch. 373.

9. Ch. 377.

10. Ch. 380.

11. Ch. 379.

12. Ch. 376.

13. Ch. 377.

14. Ch. 379.

15. Ch. 529 cbn avec 375.

16. Ch. 542.

17. Ch. 530.

18. Ch. 575.

19. Ch. 561.

20. Ch. 587.

Diocèse de Beziers

Saint-Pargoire : Deusde en 1030-1045²¹; Hermengaudus en 1061-1074²²; Raimundus, custos en 1105-1120²³; Raimundus, capellanus en 1162²⁴; R. de Sancto Saturnino, capellanus en 1164²⁵.

Aspiran : Petrus de Giniaco, prior de Aspirano en 1199²⁶.

Saint-Vincent de Popian : Pontius de Cabassan, rector en 1205²⁷.

Diocèse d'Agde

Saint-Pierre de Fontmars : Bernardus Geraldus en 1077-1099²⁸; Raimundus à la même époque²⁹.

Diocèse de Maguelone

Saint-Michel de Grémian : Oddo, obedientialis en 1063³⁰; ? Geraldus en 1113³¹, Guillelmus Almeradi, procurator ejus honoris en 1116³², 1121³³, et 1121-1134 (?)³⁴; Bernardus de Mesoa, prior ou procurator en 1163³⁵.

Frodet : Pontius Bernardus, monachus qui procurator esse videtur, en 1103³⁶.

Saint-Martin de Londres : ? Bermundus en 1107³⁷; Geraldus en 1116³⁸; Raimundus de Cantobro, prior en 1162³⁹ et 1175⁴⁰; Raimundus en 1207⁴¹.

Diocèse de Nîmes

Sauve : 1029 : Geraldus de Uglaz; prior; Geraldus Felix, sacrista et cellerarius; Benedictus, capiscol, Ebrardus et Pontius Eblo, monachi⁴².

avant 1050 : Guillelmus Pharaldus, prior — intrusion de

21. Ch. 251, 269, 270, 271.

22. Ch. 252.

23. Ch. 274.

24. Ch. 521.

25. Ch. 557.

26. Ch. 554.

27. Ch. 571.

28. Ch. 313.

29. Ch. 314.

30. Ch. 322.

31. Ch. 324-325.

32. Ch. 326.

33. Ch. 329.

34. Ch. 330 qui le qualifie d'*obedientialis*.

35. Ch. 520 et 521.

36. Ch. 352.

37. Ch. 356.

38. Ch. 357.

39. Ch. 546.

40. Ch. 552.

41. Ch. 566.

42. Ch. 382.

Pontius Barnerius ⁴³.

avant 1074 : Pontius Eblo, prior ⁴³ — ? Emeno ⁴³.

Pontius Barnerius en 1085 ⁴⁴; Raimundus en 1086-1090 ⁴⁵;

Benedictus en 1141 ⁴⁶.

Saint-Pierre de Meyrueis : Petrus Bernardi en 1098-1119 ? ⁴⁷

sont moines à cette époque dans le même prieuré : Pontius Ermengaudi ⁴⁸, Raimundus Senioris ⁴⁹, Petrus Tercioli ⁵⁰ et Bernardus Antonini ⁵¹.

Guillelmus, prior cà 1100 ⁵²; Froterius, prior en 1171 ⁵³;

Matfredus, prior en 1175 ⁵⁴; Raimundus de Campis, B. Arcole, Ugo de Petrafixa, capellani en 1207 ⁵⁵.

Diocèse de Rodez

Prior Millai : Rostagnus en 1096 ⁵⁶ — et Grimaldus, monachus.

Monachus manens in Galiac : Petrus Rambertus en 1077-1099 ⁵⁷.

Saint-Caprais : Pontius Bernardus en 1077-1099 ⁵⁸ et 1097 ⁵⁹.

Saint-Saturnin et Saint-Julien de Creissels : Bertrandus de Pomers, prior en 1154 ⁶⁰ — et Guillelmus, monachus et sacrista ⁶¹ — ; Matfredus, prior en 1163 ⁶².

Sainte-Marie de Cornus : P. de Bayssac, prior de las gleisas de Cornuz en 1189 ⁶³.

Diocèse de Mende

Saint-Germain de Chalberta : Petrus Gelraldi, prior en 1107 ⁶⁴.

43. Cf., *supra*, chap. III, § 2.

44. *Supra. ibid.*

45. Ch. 396.

46. Ch. 443.

47. Ch. 403, 407 et s.

48. Ch. 403, 409-411.

49. Ch. 407, 408, 410.

50. Ch. 407-411.

51. Ch. 411.

52. Ch. 402.

53. Ch. 545.

54. Ch. 552.

55. Ch. 565.

56. Ch. 467.

57. Ch. 480.

58. Ch. 473.

59. Ch. 471 et 474.

60. Ch. 513, 514 et 515. — Bertrand de Pomers a été *obedientialis* de Saint-Martin d'Adisse en 1125-1130.

61. Ch. 515.

62. Ch. 523.

63. Ch. 577.

64. Ch. 184.

APPENDICE I

Bulle d'Alexandre III du 25 octobre 1162. — Copie du XIV^e siècle à la layette de Gellone aux Archives de l'Hérault, Série H.

Alexander Episcopus servus servorum Dei Dilectis filiis Ricardo Abbati Sancti Guillelmi eiusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis in perpetuum.

Quociens illud a nobis petitur quod religioni et honestati convenire dinoscitur anime nos decet libenti concedere et petentium desideriis congruum impertiri suffragium. Eapropter, dilecti in domino filii, vestris iustis postulationibus clementer annuimus et monasterium beati Guillelmi in quo divino mancipati estis obsequio ad exemplar predecessorum nostrorum felix memorie Paparum Eugenii et Adriani, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus, statuantes ut quascumque possessiones quecumque bona idem cenobium in presentiarum iuste et canonice possidet aut in futurum concessione pontificum, liberalitate regum, largitione pontificum (*sic*), oblatione fidelium seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus his propriis duximus exprimenda vocabulis.

In luthvensi episcopatu fiscum Sci Genesii litenis et ecclesiam Sci Johannis cum villa et munitione sua ceterisque pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Martini cum fisco de Castrias. Ecclesiam Sci Saturnini de Seirah cum fisco. Ecclesiam Sci Felicis. Ecclesiam Sci Martini de Monte petroso cum capellis suis scilicet Sci Petri de Montepetroso et Sce Marie de Garrigua.

In episcopatu biterensi fiscum Miliaci cum ecclesia Sci Guillelmi. Ecclesiam Sci Peragorii. Ecclesiam Sci Genesii de Campaniano. Ecclesiam Sci Johannis de Murovetulo cum capella eiusdem castri cum decimis et aliis pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Vincentii de popiano cum pertinentiis suis.

In episcopatu nemausensi Prioratum Sci Petri de Salve cum universis ecclesiis et pertinentiis suis scilicet cum ecclesiis Sci Saturnini de valle pompiniani. Sci Martini de Romoglet cum capella sua. Ecclesiam Sci Jacobi de Toiras. Ecclesiam Sci Sebastiani de Malenca. Ecclesiam Sci Petri de Ledano.

In episcopatu uhcticensi ¹ Ecclesiam Sci Theodoriti. Ecclesiam Sci Egidii de Porta cum villa sua.

In episcopatu mimatensi Ecclesiam Sci Germani de valle calberta cum capella Sci Petri. Ecclesiam Sci Andree de Ancisa. Ecclesiam Sci Stephani de valle francisca. Ecclesiam Sci Petri de Mairois cum pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Guillelmi de Sperone. Ecclesiam Sci Martini de Bers cum pertinentiis suis ².

In episcopatu aguatensi Ecclesiam Sci Martini de Caucs cum decimis primiciis et aliis pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Petri de fonte martis cum pertinentiis suis.

In episcopatu magalonensi Ecclesiam Sci Martini de Londris cum capella Sci Ger... ³ de castro lundrensi et decimis ceterisque pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Michaelis de Grimiano cum pertinentiis suis.

In episcopatu vivariensi Ecclesiam Sci Hylarii et Sci Martini cum pertinentiis suis de Espedonia.

In episcopatu vapiicensi Ecclesiam Sci Desiderii de mota et ecclesiam Sci Petri de Ulmobel cum appendiciis suis.

In episcopatu ruthenensi Ecclesiam Sce Marie de Cornucio cum capella decimis et aliis pertinentiis suis. Ecclesiam Sci Stephani de larzaco. Ecclesiam Sce Eulalie. Ecclesiam Sce Marie de Cisterna. Ecclesiam Sci Martini de Mauriaco. Ecclesiam Sci Amantij de Buxa. Ecclesiam Sci Caprasii. Ecclesiam Sci Saturnini et Sci Juliani de Creissel cum decimis et omnibus eorum pertinentiis.

In provinciis Hispanie. in episcopatu legionensi villam que

1. sic pour *uzeticensi*.

2. Ces trois églises de Saint-Pierre de Meyrueis, Saint-Guilhem de l'Espérou et Saint-Martin de Bers sont mentionnées à cette place par erreur. Elles relevaient alors en effet du diocèse de Nîmes et n'ont jamais dépendu de celui de Mende. Dans la bulle d'Eugène III elles sont énumérées aussitôt après *Prioratum Sci Petri de Salve cum universis ecclesiis et pertinentiis suis* ; tout le texte intermédiaire fait défaut dans ce dernier document. Le bouleversement que présente la bulle ci-dessus est sans doute le fait du copiste.

Signalons en passant que l'église Saint-Théodoret au diocèse d'Uzès ne peut être évidemment la cathédrale de cette ville.

3. Le mot est difficilement déchiffrable. La bulle d'Eugène III porte *Sci Giraldi*. (La *Gallia* en éditant ce dernier texte donne *Si Girardi*).

vocatur vallis salicis. cum omnibus que beato Guillelmo ibidem pertinent.

In episcopatu astericensi. ecclesiam Sci Vincentii cum omnibus pertinentiis suis.

In episcopatu bracarensi Ecclesiam Sce Marie de ariano cum omnibus suis pertinentiis et cum omnibus aliis possessionibus que sunt iuris beati Guillelmi in provinciis hispanie.

Crisma vero oleum sanctum. consecrationes altarium vel ecclesiarum atque ordinationes eorum qui ad sacros ordines fuerint promovendi vel benedictiones abbatum et quecumque sacramenta ecclesiastica a lutevensi suscipietis episcopo, si tamen catholicus fuerit et gratiam atque communionem sce sedis apostolice habuerit et ea gratis et absque pravitate aliqua exhibere voluerit. Alioquin liceat vobis catholicum quem malueritis adire antistitem. qui nimirum nostra fultus auctoritate quod postulatis indulgeat.

Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse concedimus ut eorum qui se illic sepeliri deliberaverint. devotioni et extreme voluntati nisi forte excommunicati vel interdicti sint nullus obsistat. salva tamen iusticia matricis ecclesie.

Obeunte vero te nunc eiusdem loci abbate vel tuorum quolibet successorum nullus ibi qualibet subreptionis astucia seu violentia proponatur. nisi quem fratres communi consensu vel fratrum pars consilii sanioris secundum deum et beati Benedicti regulam providerint eligendum.

Quieti etiam et securitati vestre providere volentes liberam vobis tribuimus facultatem vallandi villam Sci Johannis et vallos ibi factos reficiendi etiam muris eam aliisque ad tuitionem eius edificiis circumdandi. salva concordia que inter vos et fratres Anianensis monasterii facta est. Capitulo preterea presenti statuimus ut quascumque decimas et ecclesias aliasve possessiones vos vel illi a quibus rationabiliter acquisitae sunt. a. xl. annis usque nunc continuata cum possessione illorum possessione vestra sine interruptione legitima possedistis quiete in perpetuum habeatis. Sane fratribus Anianensibus ad sopita litigia suscitanda omnem facultatem obstruere cupientes auctoritate apostolica inhiemus ut nullam omnino subiectionem in monasterio vestro requirant. sed ita perpetuis temporibus sine ulla refragatione observent. sicut a felicis memorie Papa Urbano predecessore nostro dinoscitur institutum.

Sancimus itidem ut iusta (sic) constitutiones felicis memorie Pape Calixti predecessoris nostri monasterium ipsum a nullo

alio nisi a romano pontifice vel leguato ipsius interdicto subiciatur sed in sola sedis apostolice subiectione persistat. Vos autem excommunicatos et interdictos siuxta (*sic*) formam ecclesiasticam vitare modis omnibus oportebit.

Sane novalium vestrorum que propriis manibus aut sump-
tibus colitis sive de nutrimentis vestrorum animalium nullus omnino a vobis decimas exiguat.

Ad pacem et quietem preterea monasterii vestri statuimus ut circa ipsum a villa Sci Johannis usque ad fossatos et usque ad eschossam nullus hominum capere vel rapinam audeat aut violentiam exercere. Si quis autem hoc attemptare presumpserit et secundo tercioue commonitus emendare contempserit. reus apostolice indignationis existat et ab episcopo ad cuius dyocesim pertinuerit. censura ecclesiastica feriat.

Preterea pro beati Guillelmi reverentia interdicimus quatinus nec episcopo nec clericis neque aliquibus personis facultas sit ab itinere quod ad eiusdem Sci Guillelmi ducit ecclesiam viatorem quemlibet in eundo vel redeundo violenter retrahere vel dolosis machinationibus disturbare.

Concedimus quoque ut eiusdem Sci Guillelmi monasterii abbas vel monachi in gravaminibus suis apostolicam sedem licenter appellent. et iuxta predecessorum nostrorum institutionem ab omni condictione vel seculari dominatione ipsum monasterium sit liberum et quietum. Porro ecclesie Sci Bartholomei et Sci Laurentii si eas diocesanus episcopus indebite gravare voluerit appellandi sedem apostolicam liberam permittimus facultatem. appellatione vero interposita. nullus in eisdem locis divina possit officia prohibere. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat eundem locum temere perturbare aut eius possessiones aufeire (*sic*) vel ablatas retinere. minuire. seu quibuslibet vexationibus fatigare. Sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. salva sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcoporum in predictis ecclesiis canonica iusticia.

Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens. contra eam temere venire temptaverit. secundo tercioue commonita si non satisfactione congrua emendaverit. potestatis honorisque sui dignitate careat. reamque se divino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat. et a sacratissimo corpore ac sanguine dei et domini redemptoris nostri Ihesu Christi aliena fiat atque in extremo examine divine ultioni subiaceat. Cunctis autem eidem

loco sui iura servantibus sit pax domini nostri Ihesu Christi quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum Iudicem premia eterne pacis invenient. Amen. Amen. Amen.

Vias tuas, domine,
demonstra michi.

Benevalete

S. Petrus-S. Paulus

Alexander PP. III Ego Alexander catholice ecclesie eps SS. ;

+ Ego hubaldus,
presb. card. tit. Sce
Crucis in Iherusalem
SS. ;

+ Ego hubaldus
hotiensis eps. SS. ;

+ Ego Bernardus
portuensis et Sce
Ruffine eps SS. ;

+ Ego Albertus,
presb. card. tti Sci
Laurentii in lucina
SS. ;

+ Ego Gualterius
albanensis eps SS. ;

+ Ego Jacintus
diac. card. Sce
Marie in cosmidyn
SS. ;

+ Ego Oddo diac.
card. Sci Nicholai
in carcere tulliano
SS. ;

+ Ego Guilelmus
tti Sci Petri ad vin-
cula pbi card. SS. ;

+ Ego Ardicio diac.
card. Sci Theodori
SS. ;

+ Ego Boso diac.
card. SSum Cosme
et Damiani SS. ;

Datum Turoni per manum Hermannii sce R. eccl. subdiaconi
et notarii viii^o kal. novembris. Indictione xi^a. Incarnationis domi-
nice anno m^o c^o lx^o ii^o. Pontificatus vero domini Alexandri
PP Tercii Anno quarto. ;

APPENDICE II

Titulus de Martin IV du 27 novembre 1281. — Original aux Archives de l'Hérault, série H, layette de Gellone. Le parchemin porte une trace de repli, mais le sceau a été arraché et le parchemin déchiré à cet endroit.

Martinus episcopus servus servorum dei. Dilectis filiis Abbati et Conventui monasterii Sancti Guillelmi de desertis ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis sancti Benedicti, Lodovensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benivolum impertiri. Ea propter, dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris Romanis pontificibus sive per privilegia vel alias indulgentias vobis et monasterio vestro concessas necnon libertates et exemptiones Secularium exactionum a Regibus, Principibus, ac aliis Christi fidelibus rationabiliter vobis et monasterio predicto indultas, sicut eas iuste ac pacifice obtinetis, vobis et per vos eidem monasterio auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se noverit incursurum. Datum apud Urbem Veterem, V Kal. decembris, Pontificatus nostri Anno Primo.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

A. MANUSCRITS

1. *Manuscrit original du Cartulaire de Gellone.*

2. *Manuscrit original du Cartulaire d'Aniane.*

Ces deux registres se trouvent aux Archives de l'Hérault, série H, fonds de Gellone et fonds d'Aniane.

Le fonds de Gellone renferme également un petit registre relié en parchemin qui porte sur la page de garde : *Cartularium monasterii sancti Guillelmi de Desertis a principio usque ad finem scilicet à Regno acquit' (sic) Ludovici pii anno 800 circiter usque ad Regnum alterius Ludovici noni anno 1232. — ... factum est autem hoc transsumptum anno 1690.*

Cette copie présente des lacunes ; en réalité elle a été faite sur le Cartulaire qu'elle suit pas à pas, tout en omettant quelques actes (vg ceux du f° 215 v°, celui en langue vulgaire du f° 213) ; elle porte une table alphabétique qui s'arrête au P, dressée par noms de lieux (1).

3. *Layette d'Aniane.*

4. *Layette de Gellone.*

Ces deux layettes sont également aux Archives de l'Hérault, série H. Elles renferment des pièces très diverses. Nous prions qu'on veuille bien se reporter au chapitre II ci-dessus où nous avons énuméré toutes celles qui pouvaient éclairer le conflit entre Aniane et Gellone. Signalons encore que la layette de Gellone renferme en plus trois chartes sur parchemin, deux constituant les originaux des ch. 166 et 285 du Cartulaire (2), la troisième étant une donation faite en 1095 et ignorée du Cartulaire (3).

1. C'est cette copie qui est visée et citée par la *Chronologia* de dom Magnan. L. Roche a pressenti son existence, v. *Mélanges Cabrières*, t. I, p. 195 s. (*infra*, Ouvrages).

2. Les copies sont très fidèles et ne présentent guère que des variantes de graphie.

3. Nous la publierons avec la deuxième partie de ce travail. — Ajoutons, pour être complet, qu'on trouve au dossier de Gellone d'autres copies de chartes provenant du Cartulaire effectuées au XVIII^e siècle, les unes, semble-t-il, par dom Magnan, les autres — du 15 septembre 1783 — par Larquèzes, notaire à Saint-Jean-de-Fos, qui a porté sous quelques-unes mention du col-

5. *Chronogia* (sic) *Abbatum Sancti Guillelmi de Desertis* 1700 (4). Registre relié de 256 p. avec un index de noms de lieux et de noms propres non paginé. Il contient plusieurs aquarelles représentant généralement les armes des abbés.

Cette chronologie est attribuée avec beaucoup de vraisemblance par L. Roche (5), suivant l'abbé Vinas (6), à dom Jean Magnan. L. Roche lui accorde une importance qu'elle ne mérite certainement pas ; elle fait preuve en effet de conceptions chronologiques très fantaisistes et d'un manque total de critique.

6. *Annales Gellonenses seu monasterii Sti Guillelmi de Desertis ordinis Sti Benedicti congregationis Sti Mauri colligebat Domnus Joseph Sort prior Sti Guillelmi et Sti Martini de Mauriaco anno 1705*, registre relié de XIX-456 p. avec plusieurs index (7).

Ce manuscrit est précieux et fertile en renseignements ; après 1236 c'est une des rares sources que nous possédions pour l'histoire de l'abbaye.

Les deux manuscrits de dom Magnan et de dom Sort se trouvent réunis aux Archives de l'Hérault.

7. *Vita beati ac gloriosissimi confessoris Christi Guillelmi*, ms. 16 de la Bibliothèque municipale de Montpellier, in-f° sur vélin du XIII^e siècle, f°^s 189-216.

8. *Martyrologium, Regula Si Benedicti, Evangeliarium, Necrologium*, ms. 13 de la Bibliothèque municipale de Montpellier, in-f° du XII^e siècle provenant de Gellone.

9. *Rituale* dans le ms. 18 Bib. mun. de Montpellier.

10. *Excerpta ex hagiologio et necrologio Gellonensi saeculo IX^o exaratis* dans le ms. lat. 12773 Bib. Nat. p. 394 s.

lationnement. — Enfin dom Sort et dom Magnan dans leurs *Annales de Gellone* (v. plus loin) ont sous chaque abbé signalé et résumé, en même temps que les événements importants, quelques actes juridiques des plus saillants et notables parvenus à leur connaissance soit par le Cartulaire soit par des actes séparés conservés dans le chartrier. Ces actes, après Guilhem III, lorsque le Cartulaire cessa d'être même négligemment tenu à jour, seraient ignorés de nous sans les deux religieux.

Il y a en outre, toujours au dossier de Gellone, des copies d'actes divers notamment de baux à acapte datant du XV^e siècle et les originaux de différents baux et comptes de la fin du XVIII^e siècle.

V. sur quelques actes de 1449 et 1450 figurant dans les notes de M^e Guillaume Ambirle E. Bonnet, p. 53, n. 2 (*infra*, n. 10).

4. En fait on trouve à la p. 63 : ... *ubi sunt usque hodie* et au-dessous la date de 1701.

5. *Mélanges Cabrières*, I, p. 218. — V. Ouvrages, *infra*.

6. V. Ouvrages, *infra*.

7. Sur la reliure figure la note suivante : « A^o 1705. Registre ou Recueil (sic) général du contenu le plus essentiel de tous les actes et Chartes les plus remarquables du Monastère de St-Guillem formant ses annales historiques depuis sa naissance en l'an 804. jusques en l'an 1705 époque auquel Dom Joseph Sort, Prieur d'icelle abbaïe et auteur de cet ouvrage a staté (sic) de les recueillir et marquer ».

11. Série de textes concernant Gellone dans le ms. lat 12778 Bib. Nat. f^o 252-261 (8).
12. Cartulaire de l'Abbaye de Valmagne (XI^e-XII^e s.), ms. du XII^e siècle (l'incipit porte la date de 1150) avec additions postérieures. — appartient à la baronne Jean Portalis, Valmagne par Villeveyrac (Hérault).

B. IMPRIMÉS

Cartulaires des Abbayes d'Aniane et de Gellone publiés d'après les manuscrits originaux. Édition de la Société archéologique de Montpellier par MM. Alaus (pour Gellone seulement), Cassan et Meynial. Deux volumes in-4^o, 1898 et 1900. Tables (chronologiques et alphabétiques pour Aniane et Gellone ; de noms de personnes et de lieux pour Aniane seulement) en trois fasc., 1905 et 1910 (9).

Cartulaire de Saint-Père de Chartres. Éd. Guérard (Collection de Documents inédits sur l'Histoire de France), Paris, 1840.

Cartulaire de Saint-Victor de Marseille. Éd. Guérard (Collection de Documents...), Paris, 1857.

Cartulaire de Savigny. Éd. Bernard (Collection de Documents...), Paris, 1853.

Les Chartes de Saint-Bertin publiées... par l'abbé D. Haighneré, t. I, Saint-Omer, 1886.

DOUAIS (C.). — *Cartulaire de Saint-Sernin de Toulouse*, Paris-Toulouse, 1887.

Liber Instrumentorum Memorialium. Cartulaire des Guillemes de Montpellier publié d'après le manuscrit original par la Société Archéologique de Montpellier, Montpellier, 1884-1886.

ROUQUETTE et VILLEMAGNE. — *Bullaire de l'Eglise de Maguelone*, t. I, Montpellier, 1911.

— *Cartulaire de Maguelone*, t. I, Montpellier, 1912 ; t. II Montpellier, 1913.

MARTIN (E.). — *Cartulaire de la ville de Lodève dressé d'après des documents inédits*, Montpellier, 1900.

Acta Sanctorum ordinis Sancti Benedicti in saeculorum classes distributa. Saec. IV, Pars Ia (t. XVIII), Lutetiae Parisiorum, 1677, pp. 70-90.

Acta Sanctorum mai collecta, t. VI (t. XVIII de la collection des Bollandistes) Antverpiae, 1688, pp. 809-828, au 28 mai.

Annales o.s.B. occidentalium monachorum Patriarchae... auctore Domno Johanne Mabillon, t. II, Paris, 1704 ; t. IV, Paris, 1707 ; t. V, Paris, 1713.

BOUQUET (Dom Martin). — *Recueil des Historiens des Gaules et de la France.* Nouvelle édition publiée sous la direction de M. L. Delisle, Paris, 1869 s.

8. Ces textes nous sont tous parvenus par ailleurs. Nous prions encore ici qu'on veuille bien se reporter à notre chap. II où nous avons indiqué quelles sources manuscrites ou imprimées ont pu nous fournir les éléments de nos discussions.

9. Sur le Cartulaire de Gellone et sa valeur, v. le compte-rendu signé P. D(ogon) dans les *Annales du Midi*, t. II, 1899, p. 135-136.

Gallia Christiana in provincias ecclesiasticas distributa, Paris, 1715 s. ; t. VI, 1739 ; réimpression Welter, Paris, 1899.

MIGNE. — *Patrologiae cursus completus. Series latina*. Paris, 1844-1859.

Scriptores rerum Germanicarum, Monumenta Germaniae historica, 1826-1896 (=SS.).

ACHERY (Dom Luc d'). — *Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum, nova editio...* par L. F. J. de la Barre, II, Paris, 1723.

LECOINTE. — *Annales ecclesiastici Francorum*, Paris, 1678.

DEVIC et VAISSÈTE. — *Histoire générale de Languedoc avec... les pièces justificatives*, v. ci-dessous *Ouvrages*.

BONDURAND. — *L'Education carolingienne. Le Manuel de Dhuoda*, Paris, 1887.

PLANTAVIT (J.) de la PAUSE. — *Chronologia praesulum Lodovensium auctore Ioanne Plantavitio de la Pause, episcopo et domino Lodovensi, Montis-bruni comite. Aramontii. MDCXXXIII*.

Paschasii Radvarti Epitaphium Arsenii, éd. Dümmler (aus den Abhandlungen der Königl. Preuss. Acad. der Wissenschaften, Berlin, 1900).

Formulae merovingici et karolini aevi... edidit Karolus Zeumer. Hannoverae 1886. M.G.H. Legum sectio V. Formulae (=Zeumer).

BÖHMER (J.-F.). — *Regesta Imperii. I. Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern. 751-918*. Neu bearbeitet von E. Mühlbacher. 2^e Aufl. 1899. III Abtheilg. 1908, besorgt von J. Lechner. Innsbrück. (=Mühl.)

Corpus Juris Canonici. Editio lipsiensis secunda, post A.L. Richteri curas... instruxit Aemilius Friedberg, Lipsiae, 1879-1881.

Liber Censuum de l'Eglise romaine publié avec une préface et un commentaire par Paul Fabre et L. Duchesne t. I, Paris, 1905 ; t. II et Introduction, Paris, 1905 et 1910. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 2^e série).

Regesta Pontificum Romanorum ab condita Ecclesia ad annum post Christum natum MCXCVIII edidit Philippus Jaffé. — 2^a éd. auspiciis Gulielmi Wattenbach, Lipsiae, 1885-1888.

Regesta Pontificum Romanorum inde ab A. post Christum natum MCXCVIII ad A. MCCCIV edidit Augustus Potthast, Berolini, 1874-1875.

II. — OUVRAGES

A. MANUSCRITS

ALAUZ (Paul). — *Etude sur le Cartulaire de Gellone* (804-1236), th. ms. pour l'École des Chartes, 1885. — Ce manuscrit est aux Archives de l'Hérault.

FAVRE (Jeanne). — *Etude sur la condition des Personnes et des Terres en Bas-Languedoc du x^e au xiii^e siècle*, th. ms. pour l'École des Chartes, 1933. — Chaque fois que nous avons fait un emprunt au travail de Mlle Favre, nous l'avons signalé par le sigle (J.F.) avec le n^o de la page du manuscrit.

B. IMPRIMÉS (10)

ABEL. — *Jahrbücher des Fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. I, Berlin, 1866.

ABEL et SIMSON. — *Jahrbücher des Fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen* von S. Abel, fortgesetzt von B. Simson, t. II, Leipzig, 1883.

AUZIAS (L.). — « Recherches d'histoire carolingienne » dans *Annales du Midi*, Toulouse, octobre 1932, p. 358 s. ; avril 1933, p. 121 s.

BÉDIER (J.). — *Les Légendes épiques. Recherches sur la formation des Chansons de geste. I. Le Cycle de Guillaume d'Orange*, 2^e éd., Paris, Champion, 1914.

BLOCH (M.). — *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1931.

10. Nous avons, on le sait, écarté de nos recherches toutes préoccupations archéologiques. Cependant nous croyons devoir signaler au lecteur curieux de ces choses l'intéressant opuscule de M. Émile Bonnet, *L'Eglise abbatiale de Saint-Guilhem-le-Désert*, Caen, 1908 (Extrait du Compte-Rendu du LXXIII^e Congrès archéologique de France tenu en 1906). On y trouvera une bibliographie documentée. V. aussi du même auteur *Antiquités et Monuments du Département de l'Hérault*, Montpellier, 1905, *passim* et pp. 427-431.

Disons rapidement que pour M. B. l'église, dont il reste actuellement la nef et les collatéraux, aurait été construite au xi^e siècle soit par l'abbé Pierre I^{er} soit par « son prédécesseur immédiat Geoffroi II (*Gausfredus*)... » L'abside et le transept actuels sont postérieurs et dateraient de la fin du xi^e ou du début du xii^e siècle (Le chevet de l'église est d'ailleurs une œuvre remarquable). Enfin le narthex ou jumel fut construit à la fin du xiii^e siècle (il est mentionné en 1199 par la ch. 579) ; la tour qui le surmonte est bien postérieure et ne date que du milieu du xv^e siècle. — Pour le cloître, il serait contemporain de l'abside actuelle (v. ch. 564 de 1196) ; un « nouveau cloître » a été construit peu après (ch. 568 du 8 mars 1206) ; peut-être cette expression désigne-t-elle « les galeries supérieures du cloître qui paraissent avoir été édifiées au xiii^e siècle à en juger par les quelques débris qui nous en sont parvenus ».

Les conclusions de M. B. ont été adoptées et reproduites par Raymond Rey, *Les vieilles Eglises fortifiées du Midi de la France*, Paris, 1925, pp. 87-88.

BLUMENSTOK (A.). — *Der päpstliche Schutz im Mittelalter*. Innsbrück, 1890.

BOURG (Dom du). — « L'Abbaye d'Aniane, son rôle, son influence, ses destinées » dans *Mélanges de littérature et d'histoire religieuses publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier*, Paris, 1899 (=Mélanges Cabrières), t. I, p. 165 s., surtout p. 180 et 193.

BRISAUD (J.). — *Manuel d'Histoire du Droit français. Droit public*, Paris, 1899-1900.

BRUEL (A.). — « Note sur la Transcription des Actes privés dans les Cartulaires antérieurement au XII^e siècle » dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. 36, Paris, 1875, p. 448.

CALMETTE (J.). — *La Diplomatie carolingienne du Traité de Verdun à la mort de Charles le Chauve*. Biblioth. de l'École des Hautes-Études, fasc. 135, Paris, 1901.

— *De Bernardo Sancti Willelmi filio*, Tolosae, 1902.

— « La Famille de saint Guilhem » dans les *Annales du Midi*, Toulouse 1906, p. 145 s. ; tirage à part, Toulouse, 1906.

— « La famille de saint Guilhem et l'ascendance de Robert le Fort » dans les *Annales du Midi*, 1928 p. 233, s.

DU CANGE. — *Glossarium mediae et infimae latinitatis conditum a Carolo Dufresne domino Du Cange, auctum a monachis o.s.B. cum supplementis integris D. P. Carpenterii et additamentis Adelungi et aliorum, digessit G.A.L. Henschel*, Paris, 1840-1850.

CHAUME (M.). — *Les Origines du duché de Bourgogne*, t. I, Dijon, 1925.

CHÉNON (E.). — *Histoire générale du Droit français public et privé des Origines à 1815*, t. I, Paris, 1926 ; t. II, 1^{er} fasc. publié par les soins de Olivier Martin, Paris, 1929.

DECLAREUIL (J.). — *Histoire générale du Droit français des Origines à 1789*, Paris, 1925.

DEVIC et VAISSÈTE. — *Histoire générale de Languedoc avec des notes et les pièces justificatives*. Édition accompagnée de Dissertations et notes nouvelles, t. I à XV. Toulouse, Privat, 1872-1892.(=H.d.L.)

DOUAIS (C.). — *Les Albigeois*, Paris, 1879.

ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, 15^e édition mise à jour par R. Génestal, Paris, 1925 ; nouveau tirage 1930.

FABRE (P.). — *Etude sur le Liber Censuum de l'Eglise romaine*. Bib. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 62, Paris, 1892.

FAVRE (Ed.). — *Eudes, comte de Paris et roi de France (882-898)*. Bib. de l'École des Hautes-Études, fasc. 99, Paris, 1893.

FLICHE (A.). — *Histoire du Moyen-Age*, Paris, 1930.

FORT. — *Tables de comparaison entre les anciens poids et mesures du département de l'Hérault et les nouveaux poids et mesures*, Montpellier, thermidor an XIII.

FOURNIER (Paul). — *Les Officialités au Moyen-Age*, Paris, 1880.

- GÉNESTAL (R.). — *Du Rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*, Paris, 1901.
- GERMAIN (A.). — « Mémoire sur les anciennes monnaies seigneuriales de Melgueil et de Montpellier » dans *Publications de la Société Archéologique de Montpellier*, n° 19, août 1859, pp. 133-256.
- GIRY (A.). — *Manuel de Diplomatique*, Paris, 1894.
- HALPHEN (L.). — « Études critiques sur l'Histoire de Charlemagne » dans *Revue Historique*, t. 124, 1917, pp. 52-64 ; t. 125, 1917, pp. 287-330.
- LAVISSE (E.). — *Histoire de France depuis les Origines jusqu'à la Révolution*, Paris, 1900.
- LECLERCQ (Dom H.). — *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*, v° Élections Abbatiales, t. IV, 1921. — V° Exemption Monastique, t. V, 1922.
- LÉVY-BRUHL (H.). — *Etude sur les Elections abbatiales en France jusqu'à la fin du règne de Charles le Chauve*, Paris, 1913.
- LOENING. — *Geschichte des Deutschen Kirchenrechts*, Strasbourg, 1878.
- MERLET (R.). — « Origine de Robert le Fort » dans *Mélanges Julien Havel*, Paris, 1895.
- MOLINIER (A.). — *Les Obituaires français au Moyen-Age*, Paris, 1890.
- PETOT (P.). — « L'hommage servile. Essai sur la nature juridique de l'hommage » dans *Revue Historique de Droit français et étranger*, Paris, 1927, p. 68 s.
- PFISTER (C.). — *Etudes sur le règne de Robert le Pieux*. Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, fasc. 64, Paris, 1885.
- PÜCKERT (W.). — *Aniane und Gellone. Diplomatisch-kritische Untersuchungen zur Geschichte der Reformen des Benedictinerordens im IX und X Jharhundert*, Leipzig, Hinrich'sche Buchhandlung, 1899.
- RASTOUL (A.). — *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques*, v° Aniane (Abbaye d'), t. III, Paris, 1924.
- REINAUD. — *Invasions des Sarrasins en France*, Paris, 1836.
- RÉVILLOUT. — « Étude historique et littéraire sur l'ouvrage latin intitulé : Vie de Saint Guillaume » dans les *Publications de la Société archéologique de Montpellier*, nos 35 et 36, juillet 1876, pp. 495-576.
- ROCHE (Louis). — « Une Chronologie inédite des abbés de Saint-Guilhem-du-Désert » dans *Mélanges Cabrières*, t. I, p. 195 s.
- ROVIRA I VIRGILI (Antoni). — *Historia nacional de Catalunya*, t. II, Barcelone, 1922.
- SÉE (H.). — *Les Classes rurales et le régime domanial en France au Moyen-Age*, Paris, 1901.
- SENN (F.). — *L'Institution des Avoueries ecclésiastiques*, Paris, 1903.
- SIMSON (B.). — *Jahrbücher des Fränkischen Reiches unter Ludwig dem Frommen*, Leipzig, 1874-1876.
- THOMASSY. — « Critique de deux chartes de fondation de l'Abbaye de Saint-Guilhem-du-Désert » dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. II, Paris, 1840, p. 177-187.

— « L'ancienne Abbaye de Gellone ou Saint-Guilhem-du-Désert en Bas-Languedoc » dans *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XV, Paris, 1840, pp. 307-326.

VALTON. — *Dictionnaire de Théologie catholique*, v^o Évêques. Questions théologiques, t. V, Paris, 1924.

VENDEUVRE (J.). — *L'Exemption de Visite monastique*, Dijon, 1906.

VINAS (Léon). — *Visite rétrospective à Saint-Guilhem-du-Désert*, Montpellier, 1875.

VIOLLET (P.). — *Droit public. Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1890-1903.

Vu :
Montpellier, le 14 juin 1933.
Le président de la Thèse,
Lucien GUENOUN.

Vu :
Montpellier, le 16 juin 1933.
Le doyen,
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer,
Montpellier, le 16 juin 1933.
Le recteur,
TAILLIART.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

- Abbane** (ou Albane), sœur de Guilhem de Gellone, 27 et n. et 128.
Abd el Melek ben Abd el Wahhed, chef sarrasin, 11.
Abel, 10 n., 11 n., 15 n., 16 n., 17 n.
Adalelme, fille de Guilhem de Gellone, 28.
Adalmann, capiscol de Gellone, 58.
Adélaïde de Mandagot, 119.
Adélaïde de Verdun, 199 n. et 200 n.
Adèle, fille de Guilhem de Carlat, 148 n.
Adelrich, chef gascon, 10.
Adémar de Montels, 191.
Adhémar, évêque d'Agde, 160 n.
Ado, vicomte de Lodève, 95.
Agde, 64, 65, 84 n., 103 et n., 114, 139 n., 145 n., 157 n., 200 n., 206.
Agobard, 68.
Aigrefeuille (d'), 96.
Alard, 26 n.
Alaus, 1, 4, 91 n., 93 n., 97 n.
Albinus, 174 n.
Alcuin, 60, 70 et n.
Aldebert, évêque de Nîmes, 156.
Alès, 114 n.
Alexandre II, 1 n., 40, 41, 53, 56, 71, 73, 75-78, 80-83, 85-89, 100, 120-123, 144, 152-155, 159 n., 164-167 n.
Alexandre III, 2, 41, 54 n., 76 n., 78 n., 83 n., 87, 106, 108-110, 130 n., 144 n., 146 n., 154 n., 156 n., 157 n., 158 n., 164 et n., 165 n., 170, 172, 174, 176, 178, 180 et n.
Alinard, abbé de Gellone, 94.
Almérade d'Anduze, 119, 120 et n., 125, 137.
- Alpaïs**, fille de Charlemagne, 18.
Amatus, légat pontifical, 82, 100.
Anagni, 109.
Anastase IV, 155 n., 156¹n., 159 n., 170 n.
Andegaus, cellérier, 58.
Anduze, maison seigneuriale, 94, 119, 120, 125-127 n., 133 et n., 134 n., 138 et n., 167 n., 183.
Aniane, localité, 1.
Aniane, abbaye, 2, 3, 8, 10, 21-23, 27 n., 37, 39, 40, 43-64, 66-78, 80-90, 96 n., 98, 101, 131-134, 138, 142, 146 n., 154 n., 155, 158, 159 et n., 165 et n., 167, 170, 174, 176 n., 178 n., 179 n., 193 n., 195 et n., 196 n., 198 n., 199 n., 200 n., 201 n., 204 n., 206 n.
Arboras (villa), 150 n.
Archimberta, femme d'Hildin de Lodève, 95.
Ardingus, abbé de Gellone, 93.
Ardon, 8-10, 42, 64, 71.
Arles, 66 n., 67, 68, 139.
Armand de Verdun, 199 n.
Arnaud, évêque de Béziers, 179 n.
Arnaud, évêque de Maguelone, 74.
Arnaud d'Anduze, 119.
Arnaud de Verdale, 74.
Arsinde, 128.
Astorga (Espagne), 103.
Aton II Trencavel, vicomte d'Albi et de Nîmes, 121 et n.
Aude, mère de Guilhem de Gellone, 24, 26 et n., 28, 37.
Augier, abbé de Saint-Sauveur de Lodève, 153 n.
Austorge de Sauve, 119.
Austregotis, doyen de Gellone, 58.

Auzias (L.), 4, 9 n., 15-16 et n., 33 n.
Avignon, 66 n., 68.
Aymeri de Narbonne, 22.

Barcelone, 12 n., 14-20, 31 n., 148 n.
Beaumanoir, 146 n.

Bédier (J.), 1 n., 2, 8, 13-15, 21, 22 n.,
24, 28 n., 37 n., 56 n., 86 n.,
105 n., 129 n.

Bégo, comte de Paris et de Toulouse,
9 n.

Benoît, abbé de Gellone, 94, 95 et n.

Benoît, camérier et prieur de Gellone, 191.

Benoît, capiscol de Sauve, 121.

Benoît d'Aniane, 8, 9, 46 et n., 49-
51 n., 53 n., 54, 60, 61 n., 62, 64,
68-71, 74, 84 et n., 91, 92, 131 n.,
132, 135, 152, 155 n., 183.

Benoît de Nursie, 46 et n.

Benoît Bolgar, 138 n.

Béra (ou Béro), comte de Barcelone,
17 n., 18, 20, 23, 34, 49.

Béra de Razès, 24, 33-35.

Bérenger, abbé de Gellone, 53 n.,
94 n., 100-101 n., 126-128, 130,
183, 195, 196 n.

Bérenger I^{er}, abbé de Joncels et de
Psalmodi, 122.

Bérenger, sacriste de Gellone, 192 n.

Bérenger I^{er} de Boussagues, évê-
que de Lodève, 161.

Bérenger de Cournonsec, 200 n.

Bérenger de Montarnaud, prieur de
Saint-Jean, 192 n.

Bérenger de Sauve, 127 n.

Bérenger II, vicomte de Millau,
148 n., 149.

Bérenger II Guitard, évêque de
Lodève, 163 n.

Bérenger-Raimond, vicomte de Mil-
lau et comte d'Arles, 139, 141 et
n., 149.

Bermond, marquis de Sauve, 119,
120 et n., 125, 127 n., 129, 133,
134 n., 135 n., 136 et n., 137.

Bernard, abbé de Saint-Victor, 75.

Bernard, comte de Substancion, 96,
97.

Bernard, donateur, 206.

Bernard (Aug.), 158, 193 n.

Bernard, évêque de Béziers, 107 n.

Bernard (I^{er}), marquis d'Anduze,
99 n., 119, 125 et n., 133 et n.,
134 n.

Bernard (II), marquis d'Anduze
119, 122 n., 125, 126.

Bernard, moine de Gellone, 47.

Bernard d'Anduze (personnages di-
vers), 127 n., 138 n.

Bernard de Castans, clerc, 124.

Bernard de Caunaz, 137.

Bernard I^{er} de Mèze, abbé de Gel-
lone, 106, 107 et n., 110, 128,
130 n., 183, 192, 200 n.

Bernard de Mèze, évêque de Mague-
lone, 85 n.

Bernard III de Provençères, évê-
que de Lodève, 153 n.

Bernard de Ruthenis, abbé de Saint-
Victor, 165 n.

Bernard de Sauve, 125, 127 n.

Bernard de Septimanie, 7, 9 n., 26,
28, 30-32 n., 35-38, 55, 132.

Bernard de Verdun, 200 n.

Bernard Gui, 13, 44 n., 92.

Bernard Passagol, chapelain du
pape, 124.

Bernard Plantevelue, duc d'Aqui-
taine, 9 n.

Bernard le Veau, duc d'Aquitaine,
32 n.

Bernarda, 190 n.

Bernier, fils de Bertrada de Prüm,
25.

Bers, église, 105 n., 178 n., 185 n.

Bertaïs, femme de Raimond de
Mandagot, 119.

Bertane, sœur de Guilhem de Gel-
lone, 27 et n., 48 n., 128.

Berthe (fille de Guilhem de Gel-
lone ?), 25 n.

Bertrada de Prüm, 25.

Bertrand, évêque de Maguelone,
74, 75 et n.

Bertrand, « neveu » de Guilhem de
Gellone, 36 et n., 37, 45.

Bertrand de Montlaur, 142, 143 n.

Bertrand Guilhem, 111 n.

Beyer, 25 n.

Béziers, 103, 129, 133-136, 138,
139 n., 148 n., 150, 177 n., 178 n.

Biderrensis (pagus), 60.

Bigo, gendre de Charlemagne, 18.

Bloch, 196 n., 204 n.

Blumenstok, 169, 174 n.

- Bogeta, 140, 141, 143 n.
 Bondurand, 30 n. 32 n., 35 n.
 Boniface VIII, 173 n.
 Borétius-Krause, 9 n., 18.
 Bouquet (dom), 15 n., 17 n., 27 n.,
 70 n., 74 n.
 Bourg (dom du), 39, 44, 50, 51 et n.,
 89.
Bracoila (villa), 54.
 Brissac, maison seigneuriale, 184 n.,
 203 n.
 Brissarthe, 28.
 Brunehaut, 154 n.
- Calixte II, 2, 41 et n., 53, 54, 87-88
 n., 104, 110 n., 130 n., 153, 154,
 156 n., 158 n., 159, 164, 165 et n.,
 170, 171.
 Calmette (J.), 9 n., 25 n., 26 et n.,
 28 n., 29 et n., 31 n.-34.
 Cambous, villa, 162 n.
 Campagnan, 144, 146, 195 n.
 Canet, 54 et n.
 Cange (du), 65 n., 136 n., 140 n.,
 207 n.
 Carabotis, 162 n., 163.
 Caraiacum, 64, 67.
 Carcarès, 196 n., 201 n.
 Carcassonne, 11-13.
 Carlat (vicomtes), 148, 149 et n.
 Carloman, 46.
 Cassan, 1, 4.
 Castries (ou Castrias), 57 et n., 143 n.
 Caux, 110 n.
 Célestin III, 174 n.
 Cencius, 174 n.
 Chaise-Dieu (la), 83, 85 et n., 88.
 Chalon-sur-Saône, 31 et n.
 Charlemagne, 8 n., 9 n., 10, 15 n.,
 16 n., 17, 21 n., 22-26 n., 33, 45,
 46, 49, 52, 56-60, 64, 67, 83, 131
 et n., 132 et n.
 Charles, fils de Charlemagne, 16 n.,
 20.
 Charles le Chauve, 28, 37, 40, 62,
 63, 67, 68, 93 et n.
 Charles le Simple, 93 n.
 Charles Martel, 24.
 Chaume, 25-30, 32 et n.
 Chénon, 167 n., 181 n., 193 n.
 Chorges, 168 n.
 Chorso, duc de Toulouse, 10.
 Cîteaux, abbaye, 2, 50 n., 111 n.
- Claret, 142 n.
 Clément III, 112, 168 et n., 176 n.
 Clément IV, 118, 124, 175.
 Clément V, 129 n.
 Clermont (Auvergne), 76.
 Clermont l'Hérault, 144 n.
 Cluny, abbaye, 71, 76 n.
 Coimbre, 171, 173.
 Conques, abbaye, 12.
 Cordoue, 19.
 Cormery, fondation de Benoît d'A-
 niane, 10, 49.
 Corneilla-de-Conflent, 174 n.
 Cournonsec, 196 n.
 Cunégonde, première femme de
 Guilhem de Gellone, 27 et n.,
 30 et n., 37, 48 n., 51 n.
- Datus, 12.
 Declareuil, 140 n., 155 n., 165 n.,
 166 n., 203 n., 204 n.
 Déodat de Clermont, abbé de Jon-
 cels, 107 n.
 Désazars de Montgaillard, 39 n.
 Deusde, *foris decarus*, 192 n.
 Devic (dom), 2, 10 n., 14 n., 33 n.,
 34 n.
 Dhuoda, 7, 27, 30-35, 48 n.
 Doat, 111 n., 133.
 Douais, 106 n., 197 n.
 Douce de Gévaudan et Millau, 149.
 Duchesne (L.), 15 n.
 Dümmler, 31 n., 32 n.
 Durabilis, prieur, 58.
 Durand, évêque de Toulouse, 75.
- Eblo, abbé de Gellone, 111 et n.
 Ebrard, moine de Sauve, 121.
 Ebre, 19.
 Ebregarius, abbé de Gellone, 94 et n.
 Effroi de Razès, duc d'Aquitaine,
 9 n.
 Eginhard, 21 n., 22 n.
 Eldenonus, 93 n.
 Elisabeth d'Anduze, 119.
 Elne, 174 n.
 Emeno, abbé d'Aniane, 50, 81, 83,
 86, 87 et n., 124 n.
 Epaoine, 84 n.
 Ermenald, abbé d'Aniane, 64, 67.
 Ermengarde, femme de Bernard
 d'Anduze, 119.

Ermengarde, sœur de Roger III, 139 n.

Ermengaud des Deux-Vierges, 104.

Ermold le Noir, 11 n., 12 et n., 14 n.-20 n., 34 n.

Esmein, 155 n., 169, 193 n.

Espérou (l'), église, 178 n., 185 n.

Étienne II, évêque de Béziers, 134.

Étienne Pons, 200 n.

Eude, comte d'Orléans, 28 et n., 29 et n., 30.

Eude, comte de Paris et roi de France 28 et n., 30.

Eugène III, 2, 41, 53, 54 et n., 76 n., 87, 105, 130 n., 154-156 n., 158 et n., 159 et n., 164, 165 et n., 170 et n., 172, 173, 176, 180 n.

Fabre (P.), 154 n., 168 n., 169, 171, 173 n., 174 n.

Faral, 16 n., 17 n.

Favre (Mlle J.), 5, 200 n., 204 n.

Flodoard, 18 n.

Foix, 133, 134 n., 137, 142.

Fontmars, 109, 193 n., 198 et n., 199, 206.

Foulques, 28 n.

Fournier (P.), 164 n.

Frédelon, moine, 196 n.

Frédol, évêque du Puy, 99 n. 119.

Frédol (Guilhem), 126 et n.

Frodet, 140 n., 190, 197 n.

Frotard, évêque de Saint-Pons, 75.

Frotaire II, évêque de Nîmes, 121 et n., 122.

Fulcran, évêque de Lodève, 97.

Gabotto, 25 et n., 28.

Galtarius, 43 n.

Gariel, 70 n.

Garnier, fils de Guilhem de Gellone, 25, 30, 35.

Garsinde, deuxième femme de Bernard d'Anduze, 119, 120 et n., 133 n., 134 n.

Gaucelme, comte de Roussillon, 9, 30 et n., 31 et n., 35-38, 55.

Gaucelme, seigneur de Lunel, 134, 137.

Gancelme Raimond de Montpeyroux, abbé d'Aniane et évêque de Lodève, 113, 159, 160 et n., 180, 200.

Gauthier, évêque de Maguelone, 75 n.

Gauzfred I^{er}, abbé de Gellone, 95.

Gauzfred II, abbé de Gellone, 96-99 n., 120 n., 121.

Gauzfred III (abbé de Gellone ?), 91 n.

Gauzfred, évêque de Chartres, 179 n.

Gellone, abbaye, 1, 2, 3, 7, 10, 14,

21-23, 26 n., 27 et n., 32 n., 34 n.,

35, 37, 39-57, 58-60, 62, 63 67-

69, 72, 73, 76-102, 104, 106-110 n.,

112 n., 119-126, 128-138 n., 141 n.,

143-149, 151-155 n., 158-160,

164-169 n., 171, 173-180 n., 186 n.,

192 n., 194-198 n., 200 n., 202 n.

207.

Gellonus Alberni, 197 n.

Génestal, 140 n.

Georges, abbé d'Aniane, 50 n., 68 n., 84, 92.

Gérald, abbé de Gellone, 53, 186.

Gérald Bérald (de Verdun), 199 n. 200 n.

Gérald Félix, sacriste de Sauve, 121.

Géraldus Petri, 204 n.

Gérald de Uglaz, prieur de Sauve 121, 192 n.

Géraud, évêque de Nîmes, 119.

Gerberge (ou Garibergera), fille de Guilhem de Gellone, 30-32, 35-37.

Gerberge, femme de Carloman II, 30 n.

Gerberge, vicomtesse de Lodève, 95.

Gerberge d'Arles, 149.

Gérone, 11, 45 n.

Gervais de Tilbury, 65.

Gierke (O.), 165 n.

Gilbert, vicomte de Carlat, 148 n.

Gilbert, vicomte de Millau et de Gévaudan, 149.

Giry, 168 n.

Gleiza, 203 n.

Godefroid, évêque de Maguelone, 75.

Goudargues (*Casanova*), abbaye, 14,

21, 23, 83, 85 n., 88, 132 n., 156 n.

Gratmar, doyen de Gellone, 58.

Grégoire I^{er}, 154 n.

Grégoire IV, 92, 152.

Grégoire VII, 81, 87, 153 155, 158 n. 164, 165 n.

Grégoire IX, 114 n., 115, 160, 166 n., 168 et n.

Guérard, 155 n., 156 n., 168 n.

Guibert de Nogent, 70 n.

- Guiboure (ou Vuithburgis), deuxième femme de Guilhem de Gellone, 7, 22 n., 27-30, 32, 37.
- Guilelma, 207 n.
- Guilhem de Gellone, 1, 2, 7-38, 44-53, 83, 87, 89, 91, 100, 104, 131 n., 194, 199 n.
- Guilhem I^{er}, abbé de Gellone, 101, 102.
- Guilhem II, abbé de Gellone, 47, 53, 103, 104, 168 n.
- Guilhem III de Roquefeuil (ou de Marseille), abbé de Gellone, 102, 114-117, 135 n., 139 n., 173-175 n., 183.
- Guilhem IV des Deux-Vierges, abbé de Gellone, 107 n., 117, 118, 124, 150 n., 160, 161 et n., 174, 183, 192 n., 194.
- Guilhem V de Mostuéjous, abbé de Gellone, 118, 175, 183.
- Guilhem, comte de Carcassonne, 133 n.
- Guilhem III Taillefer, comte de Toulouse, 121 et n.
- Guilhem IV, comte de Toulouse, 147 n.
- Guilhem, prieur de Caux, 124
- Guilhem, prieur de Gellone, 186 n.
- Guilhem de Montpellier, 137.
- Guilhem VI, seigneur de Montpelier, 201.
- Guilhem, vicomte de Béziers et d'Agde, 133 n.
- Guilhem de Avaischin, bayle du vicomte de Millau, 141.
- Guilhem de Cabrières, 110.
- Guilhem I^{er} de Cazouls, évêque de Lodève, 160.
- Guilhem de Mèze, 107.
- Guilhem d'Omelas, 196 n.
- Guilhem de Parlatges, prieur de Gellone, 112.
- Guilhem de Sancto Johanne, 161.
- Guilhem de Sauve, 127 n.
- Guilhem de Sparro, camérier de Gellone, 190 et n., 191.
- Guilhem Assalit, seigneur de Brissac, 104 et n.
- Guilhem Catalan, 188 n.
- Guilhem Pharald, prieur de Sauve et abbé de Psalmodi, 121-123.
- Guillaume de Carcassonne, 134 n.
- Guillaume II, évêque d'Agde, 160 n.
- Guillaume de Brignac, abbé d'Aniane, 86 n.
- Guillaume d'Orange, 1, 7, 22, 28.
- Guillaume le Connétable, comte de Blois, 29, 30.
- Guillaume le Jeune, duc d'Aquitaine, 9 n.
- Guillaume le Pieux, duc d'Aquitaine, 9 n.
- Guillaume Fièrbracé, 105 n.
- Guinabertus, abbé de Gellone, 95.
- Guiraud de la Valette, 187 n.
- Gurgite nigro*, (*paxeria*, *de*) 98.
- Hademar, chef franc, 19.
- Hadrien IV, 155 n., 156 n., 158 et n., 159 n., 164, 165 et n., 170 n., 172, 178 n., 179 n.
- Halphen, 13 n.
- Hamur, chef arabe, 20.
- Havet, 29 n.
- Helinbruch, fille de Guilhem de Gellone, 30, 32, 35, 37, 45, 47 51 n., 52.
- Henri I^{er}, 95 n., 99.
- Hérault, fleuve, 1, 23, 98, 99, 163.
- Herbert, fils de Guilhem de Gellone, 18, 25, 28, 31 et n., 35, 37.
- Herbert (ou Chairibertus) de Prüm, 25.
- Hermantardis de Verdun, 199 n.
- Hescham, émir de Cordoue, 11.
- Hildehelm, fils de Guilhem de Gellone, 30, 35, 36 et n.; 51 n.
- Hildin, vicomte de Lodève, 95.
- Hiltibert, 18 n.
- Hiltrude, 24 et n.
- Honorius II, 155 n., 156 n., 165 n., 179 n.
- Honorius III, 114, 168, 180 n.
- Honorius IV, 118, 175.
- Huesca, 17.
- Hugue I^{er}, abbé de Gellone, 101-103.
- Hugue II, abbé de Gellone, 105.
- Hugue III de Fozières, abbé de Gellone, 107 n., 110 n.-113 n., 135 n., 173, 174.
- Hugue II, abbé de Villemagne, 160 n.
- Hugue, cardinal, 41 n.
- Hugue, prétendu évêque d'Agde, 160 n.

Hugue, évêque d'Albi, 104.
 Hugue, évêque de Toulouse, 160 n.
 Hugue de Caunaz, 137.
 Hugue de Cluny, 74, 76 n.
 Hugue Matfred, 198 et n.
 Huscerand, abbé de Gellone, 92 et n.

Ile-Barbe, fondation de Benoît d'Aniane, 10.
 Imbert de Cornus, 200 n.
 Ingilbod, prêtre, 58.
 Innocent II, 156 n., 159 n., 165, 172.
 Innocent III, 155 n., 168, 171, 173.
 Innocent IV, 117 n., 160, 163 n.
 Isembard, comte franc, 18.

Jacques de Verincio, 161.
 Jean XII, 73 n.
 Jean XIII, 73 n.
 Jean XIV, 73 n.
 Jean XV, 72 et n., 73, 75-77 n., 80 n., 89, 164 n.
 Jean I^{er}, abbé de Valmagne, 108 n.
 Jean II de Montlaur, évêque de Maguelone, 143 n.
 Jean III de Montlaur, évêque de Maguelone, 143 n.
 Jérusalem, 22 et n.
 Joncels, abbaye, 107 n., 122 et n., 123 n.
 José, abbé de Gellone, 93, 94.
 Jourdain de Creissels, 148 n.
 Judith, abbesse de Saint-Genès, 82 n., 98, 99 n.
 Judith, impératrice, 37.
 Juliofroi, abbé de Gellone, 47, 52-54, 56-60, 84, 91-93 n., 131 n., 186 n.
 Korvey, 49.

Landrade, 24-25 n.
 Leclercq, 167 n., 174 n., 176 n.
 Lecointe, 36 n.
 Leibulle, comte franc, 18.
 Lembke, 15 n.
 Léon III, 23, 24.
 Léon IX, 165 n.
 Léon, sacriste et cellérier de Gellone, 191.
 Lérída, 16.
 Lesne, 45 n.

Lévy-Brühl (H.), 84 n., 132 n.
 Lieutard, comte de Fézensac, 18.
Litenis (fiscus et villa), 44, 45 n., 54 et n.
 Lodève, 1, 21, 23, 97, 112 n., 117, 118, 122 et n., 123 n., 135 n., 144, 145 n., 147-149, 151, 157-159, 161-164 n., 167, 168, 170, 174 n., 176, 178 n., 184, 185 n.
 Lœning, 184 n.
 Lombers, 106, 112.
 Lothaire I^{er}, 28, 31, 37, 68, 95 et n.
 Louis le Pieux, 9, 12, 14-21, 24, 32 n., 34 n., 40-41 n., 47, 49, 54, 56, 58 n.-63, 65-68, 70, 71, 81-84, 91, 94, 131 n., 132.
 Louis le Bègue, 94.
 Louis III, 94.
 Louis IV, d'Outremer, 94, 95 n.
 Louis VII, 41 et n., 53, 54, 106, 130 n., 144 et n., 147, 162 n.
 Loup Sanche, prince des Gascons, 18.
 Luchaire, 144 n.
 Lucius II, 172.

Mabille, 32 n., 43 n., 70 n.
 Mabillon, 8, 11 n., 14 n., 39, 42, 43, 56 n., 59 n., 67, 70 n., 81-83 n., 86, 87, 91 n., 93, 97 n., 99 n., 124 n.
 Magnan (dom Jean), 1 n., 2, 23 n., 90-95 n., 97 n., 105 n.-107 n., 109 n., 110 n., 112 n.-118 n., 125 n., 128, 129 et n., 161 n., 163 n., 188 n.
 Maguelone, diocèse, 74, 75, 82 n., 85 n., 96, 98, 106 n., 115, 140 n., 157 n., 176 n., 178 n., 179 n., 195 n., 198 n.,
 Meppen, 49.
Marcomitis, villa, 54 et n.
 Martin IV, 41, 83 et n., 118, 161, 164, 167, 168, 173, 174.
 Martin (E.), 95 n., 148 n.
 Masfred (abbé de Gellone ?), 111 n., 112 n.
 Matelles (les), 142 n.
 Matfred, prieur claustral, 192 n.
 Matfred, prieur de Saint-Saturnin-de-Creissels et cellérier de Gellone, 191-192 n.
 Matfred, *tractator*, 188 n.

- Maurmünster, 84.
 Mauss, 126 n.
 Ménard, 23 n.
 Mende, 144 n., 154 n.
 Merlet, 30.
 Meynial (Ed.), 1, 4, 70, 104 n., 188 n.
 Meyrueis, église, 178 n., 185 n.
 Mèze (ou *Mesoa*), 109.
Miliac, fiscus, 62 n., 144 et n., 146.
Milician, villa, 144, 146, 195 n., 204 n.
 Millau, vicomtes, 140, 149, 200 n.
 Milon, légat pontifical, 114.
 Molinier (A.), 8, 10, 13, 23 n., 69 n., 194 n.
 Montagnac, 201 n.
 Montaud, 143 n.
Monte Calmensi, 64.
 Montels, 195 n.
 Montlaur, 149 n.
 Montpellier, 1, 87, 96 n., 100, 105 n., 129, 142 n., 143 n., 144 n., 160.
 Montpeyroux, 200 n.
 Mostuéjols, 118 n., 161 n.
 Mourgoudou (Tarn), 10.

 Narbonne, 7, 11, 12, 17 et n., 23 n., 92, 115, 147.
 Nébridius, archevêque de Narbonne, 44, 70.
 Nicolas I^{er}, 154 n., 156 n., 167.
 Nicolas II, 40, 72, 73 n., 75-78 n., 80 et n., 81, 85, 88 et n., 89, 164, 165 n.
 Nîmes, 12-14, 105 n., 114 n., 115, 120, 125, 127, 178 n.
 Nobilie, fille d'Odo de Lodève, 148 n.
 Notre-Dame, voy. Sainte-Marie.

 Odo, vicomte de Lodève, 148 n.
 Oliveius (ou Orbieu), fleuve, 11-14.
 Olivier Martin, 126 n.
 Orable, 30 n.
 Orange, 66 n.
 Ordéric Vital, 8 n.
 Orléans, 84 n.
 Ostie, 71.
 Ovide, 15 n.

Palla, villa, 195 n.
 Pascal II, 71, 83, 85 n., 88 n., 89 n., 153, 155 n., 156 n., 158 n., 164, 165 et n., 170 n.

 Paschase Radbert, 31 n., 32.
 Pépin, fils de Charlemagne, 16 n.
 Pépin le Bref, 24, 26 n.
 Pérouse, 115, 124.
 Perrécý, 26 n., 32 n.
 Petot, 198 n.
Petrolianum et *Petronianellum, villa*, 145.
 Pfister, 97 n.
 Philippe I^{er}, 98, 101.
 Philippe-Auguste, 166 n.
 Pierre I^{er} (ou Pétrone), abbé de Gellone, 47, 52, 53, 56-58, 75, 81, 91 n, 97-100, 122 n., 123 n., 137, 138, 150, 168 n., 186 n., 187.
 Pierre II, abbé de Gellone, 98 n., 103, 128, 140, 207 n.
 Pierre III Raimond, abbé de Gellone, 110 n., 112-115, 128, 175 n., 192 n.
 Pierre, bourgeois (ou moine) de Montpellier, 108.
 Pierre, évêque de Lodève, 106, 158 n.
 Pierre, évêque de Maguelone, 96, 97.
 Pierre, vicomte de Béziers, 129.
 Pierre d'Aniane, 75 n., 196 n.
 Pierre de Bayssac, prieur de Cornus, 111, 113 n.
 Pierre de Fabrègues, 143 n.
 Pierre de Fontmars, sacriste et prieur de Gellone, 192.
 Pierre de Lodève, infirmier de Gellone, 187 n.
 Pierre de Lunel, 137.
 Pierre de Mandagot, 119.
 Pierre de Montlaur, 143 n.
 Pierre de *Salliac*, cellérier de Gellone, 190 n.
 Pierre de Valmagne (ou Pierre II d'Autun), 110 n.
 Pierre Almerade d'Anduze, 119, 126, 137 et n.
 Pierre Bermond d'Agde, 200 n.
 Pierre Bermond, satrape de Sauve, 119, 120 n., 123, 125.
 Pierre Camp, cellérier et sacriste de Gellone, 191.
 Pierre Déodat, chevalier, 200 n.
 Pierre Déodat, vicaire, 195 n.
 Pierre Durand, 188 n.
 Pierre Guibert, vignier, 139, 140 n., 141, 200 n.
 Pierre Guilhem, *vicarius*, 197 n.
 Pierre Malefacti, 100 n.
 Pierre Miro, 196.

- Pierre 1^{er} Raimond, évêque de Lodève, 153 n., 156.
 Pierre Raimond, vicomte de Béziers, 133-136 n., 139 n.
 Pierre Raimond de Montpeyroux, 113.
 Pierre Rostaing de Sauve, 127 n.
 Pierre Séguier, moine de Gellone, 114 n.-116, 160.
 Plantavit de la Pause (Jean), évêque de Lodève, 44, 92, 111 n., 150 n., 152, 156 n., 159-161 n., 163 n., 164 n.
 Pons, abbé d'Aniane, 98-99 n.
 Pons d'Agon, 104.
 Pons de Cournon, infirmier d'Aniane, 142, 143.
 Pons Aldori, 197 n.
 Pons Barnerius, prieur de Sauve, 121, 123.
 Pons Chucha, 130, 206.
 Pons Eble, prieur de Sauve, 121-123 n., 192 n.
 Popian, 203 n.
 Porto, 114 n., 115.
 Pouget (le), 201 n.
 Poujol, notaire, 41 n.
 Prou (M.), 26 n.
 Prüm, abbaye, 25, 26, 167.
 Prunarde (marquis de la), 42 n., 43 n.
 Pückert (W.), 8 et n., 11-13, 22 n., 24 n., 27 n., 28 n., 35 n., 37, 40, 42, 43, 48 n., 57, 58 n., 60 n., 64 n., 65 et n., 67, 73 n., 75 n., 83 n., 89 n., 129 et n., 131 n.
 Puéchabon, 116.
 Puilacher, 195 n.
- Raimbaud, archevêque d'Arles, 74, 75.
 Raimond 1^{er} des Deux-Vierges, abbé de Gellone, 104, 105 et n., 117 n., 183.
 Raimond II, abbé de Gellone, 105 et n., 128, 156, 207.
 Raimond III de Cantobre, abbé de Gellone, 110-112, 183, 193 n.
 Raimond, abbé de Nant, 104.
 Raimond 1^{er}, comte de Carcassonne, 119, 133 n.
 Raimond III, comte de Toulouse, 150 n.
- Raimond IV de Saint-Gilles, comte de Toulouse, 114, 148 n.
 Raimond V, comte de Toulouse, 147.
 Raimond VI, comte de Toulouse, 147.
 Raimond d'Anduze, 127 n., 140-143 n.
 Raimond d'Arboras, prieur et sacriste, 191.
 Raimond de Cournonsec, 200 n., 201.
 Raimond de Mandagot, 119, 126 et n., 127 n., 206.
 Raimond de Saint-Saturnin, 203.
 Raimond de Sauve, 134 n.
 Raimond Béranger III, comte de Barcelone, 140 n., 149.
 Raimond Bernard de Montpeyroux, 113.
 Raimond Ermengau, 196 n.
 Raimond Gaucelme, chevalier, 162 n.
 Raimond Guilhem de Montpeyroux, 139 n.
 Raimond Guilhem, abbé d'Aniane, 142.
 Raimond Roger Trencavel, vicomte d'Albi et de Nîmes, 139 n.
 Raimond Rostaing de Popian, 116.
 Raimond Veretus, sacriste de Lodève, 161.
 Rainald, abbé d'Aniane, 72, 73 n., 95, 96 n.
 Rampon, marquis de Gothie, 9 n.
 Raoul, évêque de Lodève, 92, 93, 152.
 Romella, femme de Béra de Razès, 20.
 Révillout, 7 n., 8 et n., 11 n., 21 n., 24 n., 36, 38 n., 39, 42-44 n., 48 n., 51, 56 n., 58 n., 59 n., 60 n., 76 n., 84 n., 92 n.
 Richard, abbé de Saint-Victor, 166 n.
 Richard 1^{er} d'Arboras, abbé de Gellone, 106 et n., 107 et n., 128, 158, 183, 197 n., 200 n.
 Richard, comte de Rodez, 149.
 Richard de Figueriis, bayle de Frodet, 197 n.
 Richier, 29.
 Rivo Calmensi, (*paxeria de*) 98.
 Robert, 41 n.
 Robert, comte de Foix, 28.
 Robert le Fort, 28-30.
 Robert le Pieux, 95 n.-98.

- Rocadès*, manse, 203 n.
 Roche (Louis), 91 n.
 Rodez, 12, 45 n., 103, 118, 149.
 Roger III, vicomte de Béziers, 139 n.
 Rolinde, fille de Guilhem de Gellone, 25, 30, 32, 35, 37.
 Romain de Saint-Ange (cardinal), 115, 173.
 Rome, 82 et n., 153 n., 166, 175, 176.
 Roquefeuil, 106 n., 114 n.
 Rostaing, comte de Gérone, 19.
 Rostaing, évêque de Lodève, 77 et n., 82 et n., 100, 152 et n., 153 et n., 166, 175.
 Rostaing, 196.
 Rostaing Guirau, bayle de Saint-Pargoire, 188 n., 195 n., 196 n.
 Rovira i Virgili, 17 n., 19 n.
 Rozier, prieuré, 50.

 Saint-Amans, 101 n.
 Saint-Amans-de-Buxa, 178 n.
 Saint-Amans-de-Teulet, 196 n., 201 et n.
 Saint-Antoine-de-Frédélas, 137, 142.
 Saint-Barthélemy, paroisse de Saint-Guilhem, 128, 152, 155, 158, 159, 162 n., 163, 179-181 n.
 Saint-Bertin, abbaye, 176 n.
 Saint-Caprais, 118.
 Saint-Étienne, 51 n., 85 n.
 Saint-Étienne-de-Eremis, 163 n.
 Saint-Étienne-de-Fontanès, 142.
 Saint-Étienne-de-Larzac, 101 n., 140, 178 n., 200 n., 207 n.
 Saint-Félix-de-Magarantiac, 45 et n.
 Saint-Genès, abbaye, 124.
 Saint-Genès-de-Ledenis (Ledos), 45, 47, 144 et n., 146, 157 n., 163 n., 181.
 Saint-Genès de Lodève, 111, 156, 157.
 Saint-Germain des Prés, 59 n.
 Saint-Gilles, 74, 114, 147, 179, 181, 189 et n.
 Saint-Guilhem, abbaye, 21 n., 22, 24 n., 40 n., 41 n., 82, 90 n., 92, 97, 98, 105-107 n., 109 n., 110 n., 116-118, 126 n.-130 n., 134, 137 n., 140, 141 et n., 145 et n., 147, 155, 159, 161, 162 et n., 164, 173 et n., 176 et n., 177, 184-186, 190, 196 n., 201 n., 206.
 Saint-Guilhem, localité, 1, 14, 130 et n., 152, 156, 199 n.
 Saint-Guilhem, vallée, 161-164.
 Saint-Hilaire-de-Esperone, 101 n.
 Saint-Jacques (de Compostelle), 2, 14, 86.
 Saint-Jean, 84 n.
 Saint-Jean-de-Fos (*de Gurgite nigro*) 45, 144 n., 146 et n., 153 n., 157 n., 158 et n., 181 n., 189 n.
 Saint-Jean-de-Jérusalem, 158 n.
 Saint-Jean-de-Pabiran, 201 et n.
 Saint-Julien-de-Brioude, 22.
 Saint-Laurent, paroisse de Saint-Guilhem, 152, 155, 158, 159, 162 n., 163, 179-181 n.
 Saint-Luc, 123 n.
 Saint-Martin, 84 n.
 Saint-Martin-d'Arles, 66 n., 68.
 Saint-Martin d'Adisse, 195 n.
 Saint-Martin-de-Carcarès, 195 n.
 Saint-Martin-de-Castries, 57 n., 144, 157 n., 163 n.
 Saint-Martin-de-Caux, 101 n., 103, 108-110 n., 157 n., 178 n.
 Saint-Martin-de-Londres, 111 et n., 145 et n., 178 n., 184 n., 192 n., 193 n.
 Saint-Martin-de-Mauriac, 148 n., 153 n., 178 n.
 Saint-Martin-de-Montpeyroux, 153, 157 et n., 163 n.
 Saint-Martin-de-Tours, 49.
 Saint-Maur, 116 n.
 Saint-Mesmin, 10.
 Saint-Michel, 97.
 Saint-Michel-de-Gréman, 107, 157 n., 178 n., 193 n., 196 n., 201.
 Saint-Nazaire, 135 n., 136.
 Saint-Nicolas-de-Tarascon, 180 n.
 Saint-Pargoire, 41 n., 144, 146, 189 n., 192 n., 195 n., 196 n., 206.
 Saint-Paul, 80.
 Saint-Paul de Clermont, 200 n.
 Saint-Père de Chartres, 155 n., 156 n., 168 et n., 178, 179 n.,
 Saint-Pierre, 80.
 Saint-Pierre-de-Fontmars, 110 n.
 Saint-Pierre de Meyrueis, 99-101 n., 118, 119, 125-127 n., 137-139 n.
 Saint-Pierre de Montpeyroux, 163 n.
 Saint-Pierre de Pézénas, 200 n.
 Saint-Pierre-de-Sauve, 99, 118-125, 161 n.

- Saint-Pons-de-Thomières, 147 n., 160.
 Saint-Saturnin, *in valle Pompiniana*, 125.
 Saint-Saturnin-de-Seyras, 54, n., 57, 157 n.
 Saint-Saturnin-de-Creissels, 103, 106.
 Saint-Sauveur d'Aniane, 129, 134, 135 et n.
 Saint-Sauveur-de-Gellone, 47, 49, 53, 137, 138, 184, 198 n.
 Saint-Sauveur de Lodève, 150.
 Saint-Sernin, 197 n., 198 n., 202 n.
 Saint-Thibéry, 134 n.
 Saint-Victor de Marseille, 125, 163 n., 165 n., 166 n., 168 et n., 180 n., 202 n.
 Saint-Vincent-de-Manganenses, 103.
 Saint-Vincent de Popian, 101 n., 103 177 n., 178 n., 195 n.
 Sainte-Croix (Santa-Cruz de Coïmbre), 171-173.
 Sainte-Croix-de-Quintillargues, 142.
 Sainte-Marie de Cambous, 160 n., 163 n., 185 n.
 Sainte Marie-de Cornils, 111 n.
 Sainte Marie-de Cornus, 101 n., 178 n.
 Sainte-Marie-de la Garrigue, 157 n., 163 n., 200 n.
 Sainte-Marie de Rogaz, 111.
 Sainte-Marie de Valmagne, 108-109 n.
 Sainte-Reurade, 96.
 Salmon, 146 n.
 Salvator, abbé d'Aniane, 99 n.
 Sanila, 34 n.
 Saragosse, 19.
 Sauve, maison seigneuriale, 119, 127 n., 134-136, 138, 167 n.
 Sauve, prieuré, 86, 89 n., 99, 135 n., 138, 139, 187 n.
 Savigny, 158 n., 193 n.
 Sée, 204 n.
Ségi, 64 et n.
 Séguin de Roquefeuil, 127 n.
 Sénégilde, abbé d'Aniane, 84, 92.
 Ségunde (comtesse de Substantion), 96.
 Senlis, 106, 144 et n., 145.
 Senn, 135 n., 142 n., 146 n., 148 n.
 Serrabona, 174 n.
 Seyras (*Saturatis* ou *Sedratris*), 44 n., 45 n., 54 et n.
Silvenciacus (manse), 127 n., 137 n.
 Simson, 11 n., 12 n., 15, 16 n., 17 n., 31 n.
 Sisemundus, évêque de Lodève, 93 n.
Sita (Sète, *fiscus*), 64, 65, 68.
Soregia, 94.
 Sort (dom), 1 n., 2, 3, 23 n., 41, 43 n., 89-93, 97 et n., 100 n.-102, 105 n., 108, 109 n., 111 n.-118 n., 124 et n., 128, 129, 150 n., 160 n., 161 et n., 164 n., 174, 175 n., 186-191 n., 193, 194 et n.
 Suchier (H.), 29.
 Tancalrade, sacriste, 58.
 Tatila, 93 n.
 Teodericus (*domnus*), 32 et n., 33
 Thégan, 24 et n., 31 n.
 Thibaut d'Orange, 8, 28, 30 n.
 Thierry, comte d'Autun, 26, 27 n.
 Thierry, père de Guilhem de Gellone, 24-26 n., 28.
 Thierry, frère de Guilhem de Gellone, 27 et n., 31 n., 32, 35 n., 36.
 Thierry, fils de Guilhem de Gellone, 30, 32 et n., 33, 35, 37.
 Thierry, comte en Ripuarie, 29.
 Thomassy, 40, 42 et n., 43 et n., 45 n., 48 n.
 Toulouse, 16 n., 74, 135 n., 144.
 Tours, 106, 144 n., 146 n.
 Trets (Bouches-du-Rhône), 180 n.
 Tructesinde, abbé d'Aniane, 64, 68, 92, 132.
Unchariolas (*villa*), 206.
 Urbain II, 2, 39, 41, 42, 53, 54, 56, 75, 76 n., 80, 83, 87-89 n., 100, 153-155, 159, 164, 165 et n., 180 n.
 Urbain III, 169 n.
 Urbain V, 125.
 Uzès, 14, 21, 68, 114, 154 n., 179 n.
 Vabres, 111 n.
 Vaissète (Dom), 70 n. 106, 110 n.
Valles (manse), 195 n.
 Valmagne, 110 et n., 175 et n.
 Valton, 155 n.
 Vaquerie (la), 207.
 Vendeuvre, 170 n., 173 n.
 Verdun (château de), 61, 199 n., 200 n.

- Verdus; ruisseau, 1, 138 n., 139 n.,
146 n., 201 n.
Vézelay, 154 n.
Vidier, 26 n.
Vidourle, 120.
Vierne de Sobers, 191.
Vigan (le), 120.
Villaret (manse), 207.
Vinas (L.), 91 n.
Viterbe, 124.
Vuiciago (Noviciacum) villa, 54.
Waitz, 28 n.
- Wala, 32 et n.
Werminghoff (A.), 167 n.
Witcher (ou Vuitcarius), fils de
Guilhem de Gellone, 30-35, 51 n.
Witichin (ou Wito), père de Robert
le Fort, 29 et n.
Worms, 10.
- Zado (ou Zeid), vali de Barcelone,
17 et n., 19 et n., 20 et n.
Zeumer, 61 n., 63 n.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	
CHAPITRE I. — SAINT GUILHEM.....	7
§ 1. — Sa vie	7
§ 2. — Sa famille	24
CHAPITRE II. — LA QUERELLE D'ANIANE ET DE GEL- LONE	39
§ 1. — Les chartes des 14 et 15 décembre 804	42
§ 2. — Les diplômes impériaux et royaux	59
§ 3. — Les documents pontificaux	72
CHAPITRE III. — HISTORIQUE DE L'ABBAYE	91
§ 1. — Catalogue des abbés	91
§ 2. — Les prieurés de Sauve et de Meyrueis	118
§ 3. — Le Couvent de religieuses	127
§ 4. — Le nom de l'Abbaye	129
CHAPITRE IV. — L'ABBAYE ET LES PUISSANCES TEM- PORELLES	131
§ 1. — La cession en fief par le vicomte de Béziers au marquis d'An- duze	133
§ 2. — Les essais de custodia	139
§ 3. — L'Abbaye et le roi de France	144
§ 4. — Les comtes de Toulouse et les vicomtes de Lodève	147
CHAPITRE V. — L'ABBAYE ET LES AUTORITES SPIRITUEL- LES. LE PAPE ET L'ORDINAIRE	151
§ 1. — Les documents	151
§ 2. — Conclusions juridiques	164
CHAPITRE VI. — L'ADMINISTRATION DE L'ABBAYE	183
§ 1. — L'abbé	183
§ 2. — Les officiers claustraux et forains, les bayles	186
§ 3. — L'exploitation des terres	203

L'ABBAYE DE GELLONE

LISTE DES PRIEURS CLAUSTRUX, SACRISTES, CELLÉRIERS, CAMÉRIERS, AUMÔNIERS, INFIRMIERS, CAPISCOLS et DOYENS DE GELLONE	209
LISTE DES PRIEURS, MOINES ET CHAPELAINS RÉSIDANT DANS LES POS- SESSIONS EXTÉRIEURES DE L'ABBAYE	215
APPENDICES	219
BIBLIOGRAPHIE	225
INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX	233

